

Les sanglantes émeutes de Bombay

La haine religieuse et la misère...

LIRE PAGE 7 LE REPORTAGE DE PATRICE CLAUDE



Le Monde

Les dossiers du « Monde »

Le Parlement européen
LIRE PAGE 10

La Chine et les Européens

Le voyage qu'entreprend cette semaine le premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang, et dont Paris sera le mercredi 30 mai la première étape, devrait permettre de clarifier les vues que l'on a aujourd'hui à Pékin sur l'Europe. Celle-ci n'occupe pas une place prioritaire dans la politique extérieure chinoise. Outre la défense de ses intérêts régionaux et le maintien de relations privilégiées avec son voisin japonais, la Chine se soucie plus de ses relations avec les États-Unis d'une part, illustrées depuis le début de l'année par des échanges de visites au plus haut niveau, avec l'URSS d'autre part, avec laquelle elle poursuit une difficile mais persévérante tentative de normalisation.

Il n'en reste pas moins que, précisément dans son jeu envers les superpuissances, Pékin a besoin de points d'appui. Le Japon en est un, d'autant plus important qu'il pèse d'un poids croissant dans la zone Asie-Pacifique, à laquelle appartient la Chine. L'Europe en est un autre, même si son éloignement et son absence d'unité politique en relativisent l'intérêt. A ce titre, les Chinois estiment avoir leur mot à dire dans des domaines - comme la crise des euromissiles - qui affectent l'ensemble des rapports Est-Ouest.

Leur message n'est pas sans ambiguïté. Si le souci des Européens de préserver leur sécurité est pris en compte, la Chine veut aussi éviter une escalade dont elle est convaincue qu'elle ne serait finalement profitable - et à quel prix ? - qu'aux deux super-grands. De là le souhait, exprimé à plusieurs reprises ces derniers temps à Pékin, de voir au plus tôt se renouer le dialogue Est-Ouest.

Dans une telle perspective, qui semble correspondre au moins pour une part au point de vue de Paris, il faut s'attendre que Français et Chinois se livrent à un examen attentif des évolutions récentes de la politique étrangère soviétique. Pékin a accueilli avec beaucoup de calme la brusque décision de Moscou d'ajourner la visite qu'un haut dirigeant soviétique, M. Arkhipov, aurait dû faire en Chine au début de ce mois. Il n'apparaît pas que, depuis lors, une explication ait eu lieu entre Russes et Chinois. Mais, alors qu'il est lui-même engagé dans une partie délicate avec le Kremlin, M. Mitterrand sera sans doute curieux de savoir si les experts de Pékin considèrent qu'il s'agit là d'un geste d'honneur ou de la manifestation d'une tendance plus profonde.

L'examen des grands dossiers politiques et des problèmes européens devrait reléguer au second plan les échanges de vues sur d'autres parties du monde, même si les positions françaises et chinoises sont voisines sur des points chauds tels que l'Amérique centrale ou le Proche-Orient. Le Cambodge, qui avait occupé une large part des conversations lors de la visite en Chine de M. Mitterrand en mai 1983, sera de nouveau évoqué, mais de façon sans doute beaucoup plus brève, la situation en Indochine n'ayant guère évolué depuis un an. Plus inédits seront les échanges sur la recherche d'un règlement en Corée, à laquelle la diplomatie chinoise est étroitement liée.

Il s'agit là, toutefois, de problèmes régionaux. Or c'est en chef de gouvernement d'un pays qui veut faire entendre sa voix parmi celles des grandes puissances sur les problèmes majeurs du monde que M. Zhao Ziyang, visiblement, entreprend son voyage en Europe.

Relance spectaculaire de la coopération militaire franco-allemande

Paris et Bonn vont construire ensemble un hélicoptère de combat et envisagent une cinquantaine d'autres projets communs

En conclusion, mardi 29 mai à Rambouillet, un accord sur le développement en commun d'un hélicoptère de combat et en créant, au sein de leurs cabinets respectifs, un groupe de travail sur les satellites d'observation militaire, les ministères de la Défense de la République fédérale d'Allemagne et de la France, MM. Manfred Voerner et Charles Hernu, viennent de relancer, d'une façon très spectaculaire, entre leurs deux pays, une coopération en matière d'armement qui avait tendance à s'essouffir.

Depuis la réalisation, pendant les années 60, de grands programmes militaires, comme l'avion de transport Transall, l'avion d'appui Alpha-Jet et les missiles Milan ou Hot de lutte antiaérienne, les deux pays avaient essuyé un échec important dans leur tentative de concevoir une politique commune d'armement classique : le projet d'un char de combat, qui puisse équiper la Bundeswehr et l'armée de terre française, avait dû être abandonné, faute d'un accord sur les caractéristiques, les délais de livraison et l'industrialisation d'un tel blindé.

L'accord intervenu mardi à Rambouillet renoue, donc, avec une politique commune d'équipement militaire à laquelle les deux gouvernements sont attachés et qu'ils voudraient amplifier en attirant d'autres partenaires européens.

Les responsables ouest-allemands et français en matière d'armement,

ont, en effet, recensé pas moins d'une cinquantaine de projets d'une coopération possible entre leurs deux pays (notamment, un avion de combat et un appareil de surveillance maritime), qui puissent également intéresser plusieurs États européens.

En attendant d'éventuelles réalisations nouvelles, bilatérales ou multilatérales, l'accord conclu par MM. Voerner et Hernu engage la première phase de développement d'un hélicoptère armé sous la responsabilité de la firme ouest-allemande Messerschmitt-Bölkow-Blohm et de la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS).

JACQUES ISNARD.

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

Elle est loin la crainte des « revanchards » allemands ! Alors qu'on s'apprête à célébrer le quarantième anniversaire du débarquement, la coopération militaire entre la France et la RFA bat son plein. Les deux « ennemis héréditaires » fourbissent désormais leurs armes en commun. Hélicoptères de combat, missiles, satellites d'observation militaire : un vaste champ

Manifestations dans l'Ouest contre la réduction de la production laitière

A l'occasion de la réunion des ministres de la Communauté les agriculteurs mobilisent leurs troupes à Angers

En enlevant pendant plusieurs heures un haut fonctionnaire pour lui « expliquer sur le terrain » leurs difficultés, et obtenir une nouvelle rencontre avec le ministre de l'Agriculture, les éleveurs bretons pensaient sans doute avoir trouvé le bon moyen - pour douteux qu'il fût - d'une ultime pression sur le gouvernement dans l'affaire de la réduction de la production laitière. C'est le même but que poursuivent la FNSEA et le CNJA en mobilisant à Angers quinze mille agriculteurs, à l'occasion de la réunion des dix ministres de l'Agriculture de la CEE. On ne saurait mieux marquer le profond désaccord du monde paysan avec la politique menée.

M. Michel Rocard avait tenté de convaincre les agriculteurs que le dispositif élaboré était, en matière de production laitière, souple, adapté aux réalités locales, dénué

d'autoritarisme et de rigidité administrative et qu'il était, dans la situation européenne actuelle, le moins mauvais possible. Il avait besoin, pour sa mise en place efficace, de la coopération de l'ensemble des organisations professionnelles et espérait sans doute l'obtenir, après les inévitables réactions immédiatement défavorables, il lui faut déchanter. Moins de huit jours après l'annonce officielle des détails du dispositif, le ministre de l'Agriculture doit faire face à deux contestations.

Celle des syndicats minoritaires - ceux qui ont « enlevé » M. Ranc - proches pourtant de la majorité, qui craignent que l'application des quotas de production laitière par laiterie n'entraîne la disparition des petites exploitations, et spécialement des plus récemment créées : le divorce entre paysans de gauche et gouvernement de gauche est, là, patent.

La deuxième opposition, manifestée à l'autre bout de l'échiquier politique par les fidèles de MM. Guillaume et Guyau, respectivement présidents de la FNSEA et du CNJA, n'a rien qui puisse surprendre. Les deux principales organisations agricoles s'étant largement prononcées pour une politique libérale de sélection naturelle, assortie d'aides massives à la reconversion et au départ des agriculteurs les moins compétitifs.

JOSÉE DOYÈRE.

(Lire la suite page 32.)

Armes

S'ouvre aux techniciens et aux états-majors des deux rives du Rhin.

Les grincheux, les méfiant, auront tort de s'en plaindre. Si une nouvelle guerre franco-allemande devait par malheur éclater un jour, au moins aurait-on l'assurance, cette fois, de lutter à armes égales.

BRUNO FRAPPAT.

Un coup de jeune pour l'Europe ?

I. - Où l'on reparle d'union

par ANDRÉ FONTAINE

Les vétérans de l'Europe ont l'agréable sensation, ces jours-ci, d'avoir pris un coup de jeune. A l'horizon de la Communauté, où l'un de ses hauts fonctionnaires les plus chevronnés ne voyait plus, il y a quelque temps, qu'une « balaine échouée », fantômes familiers et serpents de mer se sont soudain rassemblés : union européenne, défense du même nom, Europe à plusieurs vitesses ou à « géométrie variable », indépendance de l'Europe, supranationalité, aucun ne manque à l'appel.

Pas même le tunnel sous la Manche : mais celui-ci fait bien triste figure. De Gaulle et Macmillan, en 1960, Pompidou et Heath, en 1973, Mitterrand et M^{me} Thatcher, en 1981, ont beau en avoir fait le symbole du renouveau de l'entente cordiale, le symbole est toujours dans

les cartons des experts. Pour les cinq banques chargées de rédiger un rapport sur la question et qui l'ont présenté la semaine dernière (1), le financement sans fonds publics que souhaitent les deux gouvernements est parfaitement concevable. Mais il faudrait un minimum de garantie desdits gouvernements : la chère Maggie, plus européenne que jamais, n'a pas perdu une seconde pour faire savoir par le truchement de son ministre des transports qu'il n'en était pas question.

Les autres grands desseins énumérés plus haut ont-ils davantage de chance ? Ne parlons, pour le moment, que des deux principaux : l'union européenne, à laquelle le président de la République a cherché à rendre vie, le jeudi 24 mai, par son discours de Strasbourg, et la défense également européenne, véritable tarte à la crème, depuis quelques mois, de la classe politique.

L'union européenne, d'abord. Si les chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté avaient tenu leurs engagements, elle existirait depuis quatre ans déjà. Le sommet de Paris d'octobre 1972 avait en effet donné comme « objectif majeur » aux Neuf de « transformer avant la fin de l'actuelle décennie et dans le respect absolu des traités déjà souscrits l'ensemble des relations des Etats membres en une union européenne », impliquant une union économique et monétaire, un fonds de développement régional, un programme d'action sociale, une politique industrielle, scientifique et technologique, un programme d'action pour l'environnement, une politique communautaire pour les négociations du GATT, un renforcement de

la coopération politique, une amélioration des procédures de décision et de fonctionnement des institutions (2). Malgré les conseils européens triennaux, l'élection de l'Assemblée de Strasbourg/Luxembourg au suffrage universel, le système monétaire européen (dont la Grande-Bretagne ne fait pas partie), et la référence du sommet de Stuttgart, l'an dernier, à l'union promise, on est loin de compte...

(Lire la suite page 2.)

CHEFS-D'ŒUVRE DE LA COLLECTION WALTER-GUILLAUME

L'Orangerie, musée intime

L'Orangerie des Tuileries, qui n'était jusqu'à présent qu'une galerie d'expositions temporaires, devient un musée avec une collection permanente. Un musée intime, étant donnée la dimension du bâtiment. La donatrice, M^{me} Walter, qui a cédé au Louvre cet ensemble fabuleux de chefs-d'œuvre de l'Ecole de Paris à des « conditions avantageuses », voulait que les tableaux collectionnés par elle-même et par ses deux maris successifs, Paul Guillaume le marchand et Jean Walter l'architecte, soient présentés dans un endroit empreint du charme discret d'un appartement. Ce serait pas un lieu sûr de salles froides, mais un lieu où « habiter » des œuvres d'art délectables dans l'intimité desquelles on serait admis.

Réaménagé à neuf, après sept années de travaux, l'Orangerie n'a certes pas la chaleur de l'appartement vécu jusqu'à sa mort en 1977, M^{me} Domenica Walter, avec ses Rembrandts accrochés aux murs du salon Louis XV. Avec la pupille Gabrielle au-dessus du sofa de la chambre. Avec sa Noce du Douanier Rousseau sur les lambris en chêne de la biblio-

thèque, accompagnée du Nu de Picasso de Gosol, en 1906, dont la fermeté sculpturale rappelle le portrait du fils de Cézanne, accroché tout à côté, soulignant bien ce que le Malesguène avait pris du maître d'Aix. A l'Orangerie, nous ne sommes pas chez M^{me} Walter. Cela a beau être un musée de dimensions restreintes, à l'échelle des premiers appétits du visiteur qui découvre l'abondance des œuvres, l'ensemble reste un peu froid. Mais l'éclairage zénithal, descendant de la verrière, et le jour venant de droite et de gauche par les grandes baies vitrées donnant sur les jardins des Tuileries, ont une qualité qu'on ne trouve pas ailleurs : on peut y voir de la peinture à giorno. Finalement, dimension et lumière, avec ses airs de bâtiments du siècle dernier, l'Orangerie concentre les idées à la mode dans la muséographie.

La collection ferait rêver les musées du monde entier. Le nombre des artistes est restreint, mais pour chacun, c'est une quantité exceptionnelle d'œuvres et de chefs-d'œuvre.

JACQUES MICHEL.

(Lire la suite page 18.)

SAS
le n°1
du roman d'espionnage
Vient de paraître
LES FOUS DE BAALBEK
GERARD DE VILLIERS/PLON

(1) Le Monde des 23 et 24 mai.
(2) Voir à ce sujet Pierre Gerbet, La Construction de l'Europe, Imprimerie nationale, 1983. C'est sans doute le livre le plus complet, le plus clair et le plus à jour existant sur ce vaste sujet.

Le Monde

idées

L'heure de vérité

Par HENRI FRENAY (*)

LUNDI 21 mai, « L'heure de vérité » sur TF 1. François-Henri de Virieu avait convié Simone Veil et Lionel Jospin, têtes d'affiche pour les élections européennes. Le débat allait être selon lui le point culminant de la campagne. Il s'est situé au plus bas.

Les mérites respectifs des formations concurrentes ont été épreuvement comparés. Chacun s'est voulu le meilleur défenseur des libertés menacées par les autres. On a vanté les bienfaits d'une Europe mythique pour lutter contre le chômage, favoriser les structures industrielles, affronter la compétition internationale. Soit ! mais la question décisive a été simplement écartée, probablement d'un commun accord. Laquelle ? Par quels moyens la Communauté européenne peut-elle sortir de son enlisement actuel ? On n'en a pas parlé.

« Match nul », tirait le lendemain dans le Monde Christine Favet-Meyia - oui, nul, mais dans les deux sens du terme : un match dans la « meilleure » des traditions politiques où les attaques ad hominem l'emportent sur l'argumentation.

Cependant, à cette Assemblée de Strasbourg, présidée si longtemps par M^{me} Veil, avait été voté, le 14 février dernier, un texte dont l'initiative revient au député italien Altiero Spinelli : un acte important puisque approuvé par l'écrasante majorité du Parlement européen : 237 voix contre 31, non par des technocrates mais par des députés élus au suffrage universel qui ont su allier la prudence à un courageux réalisme.

Le « pacte d'union européenne », par des mesures échelonnées dans le

temps, définit une nouvelle répartition des compétences entre États nationaux et instances européennes : un équilibre des pouvoirs ; l'assouplissement de la règle de l'unanimité ; enfin des clauses de sauvegarde. Il s'agit donc d'un document sérieux et qui devrait être soumis à l'examen et à la ratification des Parlements nationaux.

Pour des raisons différentes mais convergentes, Simone Veil et Lionel Jospin ne souhaitent guère en parler. Leur complicité dans le mystère leur a épargné l'épreuve de nous expliquer le comportement de leurs collègues lors du vote le 14 février.

Le premier secrétaire du Parti socialiste ne s'était-il donc pas avisé de l'orientation du chef de l'Etat, ou bien celui-ci lui en a-t-il fait mystère ? A Milan, le 20 février, interrogé sur le pacte d'union européenne, François Mitterrand déclarait en « approuver la direction ».

Trois semaines auparavant, aux Pays-Bas, il avait annoncé clairement sa détermination : « Si l'on n'y a pas de réalité politique, la réalité économique ira en se déformant... J'irai dans le sens d'une forte réalité politique... ».

Au lendemain de cette « Heures de vérité », il s'exprimait à nouveau dans six quotidiens régionaux : « L'Europe a besoin d'un projet politique... L'Europe a plusieurs vices... J'y suis assez favorable... Enfin et peut-être surtout il souhaite revenir à ce qu'il est possible de faire pour la plupart des décisions... ».

(*) Ancien ministre.

Je n'ai pas, quant à moi, manqué de relier les lignes qui précèdent aux propos de Roland Dumas, ministre des affaires européennes et ami de longue date du chef de l'Etat (1).

« La présidence française ne se contentera pas de régler les contentieux, elle ouvrira les voies nouvelles de l'Europe du vingt et unième siècle. Pour y parvenir, elle aura besoin de l'appui de tous les Français... ».

Ce ton anormalement solennel ne pouvait être improvisé. Je le pense. Le discours, le 24 mai, de François Mitterrand, devant le Parlement européen en apporte la preuve. J'en extrais volontairement les trois lignes essentielles. Parlant du pacte d'union européenne voté en ce même lieu où il parlait, il s'est écrié :

« M'exprimant au nom de la France, je déclare prête à examiner et à défendre votre projet, qui, dans son inspiration, lui convient... ».

La portée de cette initiative, comme de chacun de ces mots, est considérable. En pleine campagne électorale dans les dix pays de la Communauté, elle va appeler les candidats à se prononcer clairement sur ce qui est en jeu. En même temps que cette campagne sera relayée à son véritable niveau : européen et non national, elle ne sera pas sans mettre en relief la précarité ou la solidité des alliances ou des « unions », tant dans la majorité que dans l'opposition. Peut-être même est-ce là l'annonce d'une véritable redistribution des cartes dans le jeu politique en France et ailleurs. L'onde de choc de cette initiative sera, je crois, profonde et durable.

(1) Le Monde du 29 mars 1984.

L'atome entre la France et l'Allemagne

par FRANÇOIS DE ROSE (*)

A l'approche des élections à l'Assemblée européenne, les déclarations relatives à la nécessité pour les nations de ce continent de prendre une part accrue à sa défense fleurissent comme représentations de Carême.

Les mobiles invoqués sont multiples : lutte contre la mortelle du pacifisme par une meilleure association des pays non nucléaires aux responsabilités, nécessité de passer à une « dérive » des États-Unis vers le Pacifique ou l'espace, recherche d'une relance politique de l'Europe par la défense, en compensation aux déboires économiques.

Sur les solutions proposées, les Français sont loin de faire preuve d'unanimité. Entre ceux qui proposent une garantie nucléaire française ou franco-britannique donnée à nos voisins ou la mise à la disposition de l'Europe de notre dissuasion, comme le suggère M. Chevènement, et le président de la République expliquant à La Haye que, en dehors de la protection de son territoire et de ses intérêts vitaux, la France ne peut s'engager à garantir la sécurité de l'Europe, il y a plus que des nuances. La position officielle est bien évidemment la plus proche des réalités. Nos moyens stratégiques constituent une force de représailles massives, vouloir en faire l'instrument d'une garantie reviendrait à s'engager à faire ce à quoi les États-Unis eux-mêmes ont dû renoncer, il y a plus de vingt ans.

Le problème est plus subtil en ce qui concerne nos missiles tactiques Pluton et bientôt Hadès. C'est en République fédérale qu'il vient d'être posé, en des termes à la fois nouveaux et clairs par les porte-parole des trois grands partis.

Mais le vrai problème n'est pas de savoir comment se servir des armes nucléaires, mais comment ne pas avoir en s'en servant.

Or, qu'il s'agisse de la stratégie de la France ou de celle de l'Allemagne, elles ont ce point commun que l'appel à l'atome ne s'impose que lorsqu'il devient impossible de contenir la pression adverse. Il n'y a pas de raison que la question se pose aux forces françaises plutôt qu'au Nord et à l'Autriche. C'est la capacité des uns et des autres de résister au niveau classique qui déterminera le seuil nucléaire. L'évolution de ce seuil (favorable par l'opération de technologies nouvelles) est donc la clé de voûte de toute l'affaire.

Puisqu'il n'y a pas de solution pleinement satisfaisante aux questions que notre armement nucléaire tactique fait naître chez les Allemands, c'est donc par notre apport en moyens classiques que, nous pourrions corriger leur impression que nous comptons sur eux plus qu'ils ne peuvent compter sur nous. La création de la Force d'action rapide va dans ce sens et celle d'un commandement nucléaire tactique aussi, dans la mesure où il franchira le corps de bataille de sa mission prioritaire consistant à tirer le signal d'alarme.

Pourtant, des ambiguïtés subsistent. Si le discours de M. Mitterrand à Strasbourg signifie que la France entend répondre aux « aspirations... d'une défense commune », cette disposition se concilie-t-elle avec la priorité donnée aux investissements pour la force stratégique dont l'entre-décours, celui, déjà cité, de La Haye, a reconnu le rôle presque exclusivement hexagonal ? De même de la capacité de la 1^{re} Armée à prendre part à cette défense commune après affectation de certains de ses moyens à la FAR ?

Ainsi, M. Karsten Voigt (SPD) a-t-il demandé, dans une conférence prononcée à Paris, que les plans et critères pour l'utilisation par la

France de ses missiles à portée intermédiaire soient discutés en commun pour en assurer la coordination avec les plans de l'OTAN. M. Franz Josef Strauss, dans un discours à Munich le 8 avril, a demandé la même chose en soulignant que ces missiles sont dirigés contre des objectifs situés sur le sol de l'Allemagne, « et l'Allemagne comprend aussi naturellement la RDA ». Et M. Jürgen Todenhofer, du Parti du chancelier, a demandé que la planification nucléaire française « prenne en compte les intérêts allemands » (Die Welt, du 17 avril).

Mais, dira-t-on peut-être : Pour quel ces alarmes ? Après tout, les armes nucléaires des États-Unis qui frappent des objectifs en RFA ou en RDA sont au moins cinquante fois plus nombreuses que leurs homologues françaises. Ce à quoi les Allemands répondraient sans doute que les armes américaines sont programmées au groupe de planification nucléaire dont la République fédérale fait partie et que c'est un général allemand qui commande Centre-Europe. Faut-il que l'on ne se souvienne que les forces françaises, la question apparaît réponse. Pour ce qui est de la décision d'emploi, sa crédibilité s'accroîtrait mal d'une quelconque collégialité.

L'incorporation de nos objectifs dans la planification de l'OTAN ne paraît guère plus facile. Ils doivent répondre, en effet, à des concepts différents. Les armes de l'OTAN sont au service de la riposte graduée, pour la défense de l'avenir. Celles de la France sont faites pour avertir l'adversaire que, s'il poursuit une offensive menaçant directement son territoire ou ses intérêts vitaux, il s'expose aux tirs stratégiques.

En revanche, au plan franco-allemand, la détermination des objectifs des forces françaises, dans la mesure où elle est à l'avance possible, ne pose pas les mêmes obstacles de doctrine, et il devrait être possible de recueillir l'avis de Bonn, lorsque ce choix impliquerait des territoires allemands.

(*) Ambassadeur de France, ancien représentant permanent au conseil atlantique.

Un coup de jeune pour l'Europe ?

(Suite de la première page.)

Dix ans auparavant, le général de Gaulle avait mis en avant, avec les deux versions du plan Fouchet, un projet confédéral sensiblement plus ambitieux, qui avait buté sur l'opposition du Benelux, lequel aurait voulu soit qu'il fût davantage supranational, soit qu'il fût sa place à la Grande-Bretagne. Et l'on ose à peine évoquer l'Assemblée dite ad hoc, née en 1952 d'une application anticipée, et juridiquement bien contestable, de l'article 38 du traité, non encore ratifié, sur la Communauté européenne de défense. On était alors en pleine fièvre fédéraliste, et le projet adopté à la quasi-unanimité le 10 mars 1953 par l'Assemblée en question impliquait la création d'un système complet de gouvernement commun au Six, avec un Parlement bicaméral investi du pouvoir de légiférer, assez largement inspiré du modèle américain.

Qui trouvait-on à l'origine de l'affaire ? Le fédéraliste italien Altiero Spinelli, héritier spirituel de Mazzini et des apôtres de la « Jeune Europe », dont l'idée fut lancée en 1854 par un « acte de fraternité » signé d'italiens, d'Allemands et de Polonais (3). C'est le même Spinelli, aujourd'hui septuagénaire, et curieusement apparenté au groupe communiste, mais toujours aussi fédéraliste et enthousiaste, qui a fait adopter, en février, par le Parlement européen le projet de traité d'union européenne dont François Mitterrand a déclaré, le jeudi 24 mai, à Strasbourg, approuver l'« inspiration ».

Ce projet (4) est très en retrait par rapport à celui de l'Assemblée ad hoc, qui s'est perdu dans les sables avant même le naufrage de l'armée européenne. Il va cependant bien au-

delà de la déclaration du sommet européen de 1972 dont on a parlé plus haut. Il confère en effet au Parlement européen certains pouvoirs législatifs. Il institue une citoyenneté européenne. Il remet assez largement en question l'accord tacite - improprement baptisé « compromis de Luxembourg » - selon lequel, depuis janvier 1966, chaque pays membre de la Communauté possède un droit de veto sur les décisions de celle-ci. Il crée enfin un fonds monétaire et une banque d'investissement.

Où François Mitterrand s'écarte de la ligne gaullienne

Altiero Spinelli a été apparemment le premier surpris du coup de chapeau donné par Mitterrand à son projet. Bien que celui-ci ait été approuvé par le Parlement européen par deux cent trente-sept voix contre trente et une avec quarante-trois abstentions, le moins qu'on puisse dire, en effet, est que, dans les médias ni dans l'opinion, l'affaire n'avait trouvé, à l'époque, beaucoup d'écho. D'autant plus que, comme on l'a souligné, les socialistes français, au grand dam de l'un des leurs, Jacques Moreau, président de la commission économique et monétaire de l'Assemblée de Strasbourg, avaient décidé de s'abstenir. Aussi bien est-ce la première fois que le président de la République s'écarterait de la ligne assez généralement gaullienne de sa politique étrangère.

Se conviction n'est pas en cause : s'il est une constante, dans sa trajectoire

plutôt heurtée, c'est bien son attachement à l'Europe, considérée comme la seule manière d'interposer dans l'affrontement des superpuissances une force de paix, de raison et de liberté. En ranimant la vieille querelle de la supranationalité, que l'on croyait assoupie, il peut d'autre part espérer brouiller les cartes entre les deux principales composantes de l'opposition, dont le désaccord sur ce point reste total, comme le prouve le fait qu'à Strasbourg les gaulliens ont voté pour le projet Spinelli et les chiraquiens contre.

Un tel projet rencontrerait-il l'adhésion populaire ? On peut se le demander. L'Europe n'est pas, c'est le moins qu'on puisse dire, le sujet favori de la conversation, et, plus sensibilisés ces temps-ci à la météo, à l'école et aux grèves de la SNCF. Mais tous les sondages expriment de leur part une grande disponibilité. A en croire celui de l'IFOP publié dans le Figaro du 28 mai, 53 % sont favorables à la création d'un « État-Uni d'Europe », contre 29 % hostiles. Celui de la SOFRES, paru dans l'Expansion du 25 mai, 69 % accepteraient un premier ministre allemand, 52 % (contre 39 % pour les Allemands et 37 % pour les Britanniques) seraient en faveur d'un vote à la majorité simple au conseil des ministres européens. A supposer cependant que François Mitterrand s'engage à fond dans la direction que désigne son discours du 24 mai, il est sûr de rencontrer une opposition déterminée des communistes français, qui, à la différence de leurs camarades italiens, ont voté à Strasbourg contre le projet Spinelli.

De même est-il certain de se heurter au refus de la Grande-Bretagne, dont la majorité de la population, tous les sondages le montrent, demeure allergique à l'Europe. On voit mal par quel soudain miracle elle pourrait se rallier à un traité d'union comportant la moindre parcelle de délégation de souveraineté. Il faudrait donc, si l'on veut que ce traité voie le jour, constituer à l'intérieur de la Communauté des Dix un noyau plus intégré, dont la Grande-Bretagne ne ferait pas partie. Mais laisserait-elle faire les autres ? A voir l'acharnement avec lequel elle a combattu jadis le plan Fouchet, dont le tort principal était de l'exclure aussi longtemps qu'elle n'aurait pas accepté de se soumettre aux disciplines communautaires, on a tout lieu d'en douter.

Il est vrai que Maggie a fustigé ses meilleurs amis sur le continent, notamment par son acharnement sur les problèmes budgétaires, et que le poids de la Grande-Bretagne à Bruxelles, à Bonn, à La Haye, n'est pas ce qu'il était. Mais il faut dire aussi que l'enthousiasme fédéraliste de nos partenaires, malgré les coups de chapeau périodiquement donnés par Helmut Kohl, notamment, aux États-Unis d'Europe, est rien moins que démontré. Aussi bien, à quarante-huit heures du discours du président de la République à Strasbourg, le ministre des affaires européennes, Roland Dumas, se contentait-il de plaider, devant l'Académie diplomatique internationale, pour une limitation de l'exercice du droit de veto aux questions essentielles.

Pour pouvoir peser les chances de la relance proposée par François Mitterrand, il faudrait donc en sa-

voir davantage sur ce qu'il a vraiment en tête. Car on a peine à croire qu'un homme qui a tant mis l'accent, depuis qu'il est président, sur l'indépendance française et sur la dissuasion nucléaire, qui en est la clé, envisage soudain d'aller très loin sur la voie d'une intégration dont l'expérience a montré à quel point elle se heurte à chaque pas à l'existence des souverainetés nationales. Il est vrai qu'à Strasbourg il a aussi parlé d'« indépendance européenne », idée aussi noble qu'imprécise, surtout lorsque l'on déclare à son propos que « le temps s'éloigne où l'Europe n'avait pour destin que d'être partagée et divisée par d'autres » : faut-il en conclure que l'indépendance en question exige qu'au préalable on « sorte de l'atome » ? Surtout lorsque, comme le chef de l'Etat l'a rappelé jeudi à juste titre, il n'est pas du « ressort » des « conseils européens » (autrement dit des sommets triennaux du même nom) - puisque le traité de Rome ne fait aucune mention des questions militaires - « de prendre en compte les aspirations, si souvent exprimées ces derniers temps, d'une sécurité, d'une défense communes ».

ANDRÉ FONTAINE.

Prochain article :

OÙ L'ON REPARLE DE DÉFENSE

(3) Le texte de l'« acte de fraternité » est reproduit dans le n° 22 des *Quartiers de la Nuova Antologia* : « Per l'unità europea » de Giovanni Spadolini, al « manifesto di Ventotene », documents publiés sous la direction de Giovanni Spadolini, Le Monnier, Florence, avril 1964.

(4) Le texte a été publié par le bureau d'information du Parlement européen, 288, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

Qui n'a jamais rêvé d'un chalet au bord de l'eau avec une barque et une plage de sable fin ?



Plancher à voile, pêche, promenade... au chaud soleil d'été LA FINLANDE change de visage. La région des lacs vous invite aux plaisirs aquatiques : découvrez les joies de vivre au bord de l'eau en louant un chalet par exemple. Vous pouvez aussi soit habiter à la ferme, ou dans un manoir finlandais, ou louer dans un hôtel typique, vous trouverez toujours un accueil chaleureux.

Si vous préférez les étendues sauvages, vous pourrez jusqu'en Laponie, là où durant 73 jours le soleil ne se couche plus. Découvrez dans nos brochures les mille et une manières de vivre des VACANCES PLUS VRAIES QUE NATURE en retournant le coupon réponse ci-joint ou en téléphonant gratuitement de province en composant le : 16 (05) 366.177.

LA FINLANDE
UN PAYS PLUS VRAI QUE NATURE.
FINNAIR 11, rue Auber - 75009 PARIS
Tél. : 742.33.33.

Nom :
Adresse :

Le Monde

3, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4097-33 PARIS - Tél. MONDIPAR 65672 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE

ALGÈRE, 3 DA : Maroc, 420 dr. ; Tunisie, 300 fr. ; Allemagne, 1,70 DM ; Amérique, 17 sh. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,70 \$; Côte d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 1,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; États-Unis, 95 c. ; Grèce, 95 dr. ; Italie, 375 L. ; Liban, 375 P. ; Libye, 250 L. ; Luxembourg, 28 F. ; Norvège, 2,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 200 esc. ; Roumanie, 300 F CFA ; Suède, 275 kr. ; Suisse, 1,80 L. ; Tchécoslovaquie, 182 sk.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Lemaire, directeur de la publication
Ancien directeur : Hubert Van den Berghe (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)

Imprimé de France
S. de la France
PARIS 12

Reproduction interdite de tout article sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
FRANCE
341 F. 685 F. 899 F. 1089 F.
TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
661 F. 1246 F. 1619 F. 2368 F.

ÉTRANGER
(par mandat postal)
1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F. 645 F. 979 F. 1246 F.

2. - SUISSE-TUNISIE
454 F. 836 F. 1197 F. 1530 F.

Par voie aérienne : tarif sur demande. Les abonnés qui paient par chèque postal (vols directs) voudront leur journal en chèque à leur demande.

Changement d'adresse définitive ou provisoire (dans semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande sur feuille au verso de leur dernier numéro.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le dialogue de deux mystiques

POUR l'histoire, Elisabeth de Mirbel restera celle qui, le 18 juin 1940 à Londres, dactylographia le texte de l'appel lancé par le général de Gaulle à tous les Français désireux de continuer la lutte contre l'envahisseur. Mais les nombreux lecteurs de ses souvenirs, *La Bête souffre violence*, savent que cet épisode célèbre n'est qu'un des jalons d'un itinéraire singulier et attachant. Arrière-petit-fils du maréchal de Mac-Mahon, issu d'un milieu traditionnel, membre de la mission Morand en Chine, à l'époque du mouvement de l'Armistice, l'ancien collaborateur du chef de la France libre n'est pas devenu un qu'il se soit par hasard. De plus sa jeunesse, une foi religieuse, une éthique et une orientation choisie. Témoin son expérience au Carmel dans les années 50. Et aussi l'ouvrage qu'elle a consacré à la même époque à Edith Stein, l'une des plus hautes figures de la résistance contre le nazisme.

Elle nous la présente pour la première fois en 1984, ce volume garde aujourd'hui toute sa valeur et sa charge d'émotion. Plus qu'une biographie, ces pages sans fioritures, mais riches de témoignages, racontent, selon l'expression de Christian Chabrie dans sa préface, « un dialogue » entre l'écrivain et son modèle, cette femme d'exception qui, née au sein du peuple d'Israël, philosophe, disciple privilégiée de Husserl, se convertit au catholicisme, poursuit sa quête de l'absolu en se faisant carmélite et mourut à Auschwitz, victime de la barbarie.

Au-delà de la destinée tragique et, pour finir, glorieuse de son modèle, Elisabeth de Mirbel a écrit en cela que l'actualité de son livre est éternelle : invite tous ceux qui croient au Dieu unique à prendre conscience de leurs racines communes, à oublier leurs dissensions passées, à voir que les deux grandes cultures monothéistes dont ils se réclament ne sont que les rameaux d'une même branche. Deux forces dont le concours est indispensable au combat contre le « désordre établi ».

ÉRIC ROUSSEL.

* Comme l'ont publié par le *Figaro*, Edith Stein, 1891-1942, d'Elisabeth de Mirbel, Plon, 240 p., 65 F.

Le Monde

DIPLOMATIE

LE SOMMET FRANCO-ALLEMAND DE RAMBOUILLET

M. Kohl apporte son « soutien total » aux positions de M. Mitterrand sur l'union européenne

Le quarante-troisième sommet franco-allemand s'est achevé ce mardi 29 mai en début d'après-midi à Rambouillet, après une matinée marquée par la signature officielle de l'accord sur la construction en commun d'un hélicoptère antichar (lire page 1). Au cours de la conférence de presse qu'il a tenue conjointement avec M. Kohl en fin de matinée à Rambouillet, M. Mitterrand a assuré que le chancelier ne lui avait aucunement demandé de participer aux cérémonies commémoratives du 6 juin 1944, et qu'il avait même apprécié à cette occasion, « son esprit de retenue ».

Le président de la République a ajouté : « Cet anniversaire des combats passés, définitivement passés, sera suivi peu après de cérémonies qui marqueront que nous sommes engagés sans retour sur la base d'une amitié franco-allemande dont dépendront beaucoup d'autres choses. » Il s'agit d'une cérémonie du souvenir le 7 juin au cimetière militaire allemand de Normandie. En outre, comme l'a confirmé ensuite M. Kohl après avoir assuré lui aussi que jamais il n'avait fait de démarches pour participer aux cérémonies du 6 juin, une autre commémoration aura lieu en automne à Verdun, en présence des autorités françaises et ouest-allemandes.

M. Mitterrand a d'autre part indiqué que les conversations que lui-même et les autres membres de la délégation française avaient eues avec le chancelier Kohl et leurs homologues respectifs, avaient porté

sur la construction européenne et la préparation du sommet de Fontainebleau, les relations est-ouest, le tiers-monde, la prochaine réunion à Londres des sept pays les plus industrialisés ainsi que sur les conflits du Golfe.

En matière de défense et de sécurité, le président de la République s'est félicité que « tout fonctionne bien », comme l'a montré la signature de l'accord sur la construction en commun d'un hélicoptère de combat. Enfin, M. Mitterrand a indiqué que, désormais, toutes les formalités seraient supprimées aux frontières entre la France et l'Allemagne pour la circulation des personnes.

Évoquant la veille les propositions avancées à Strasbourg par le président de la République à propos du projet de traité instituant l'union européenne, le chef du gouvernement de Bonn avait parlé de « soutien total ».

M. Kohl a, au cours du dîner offert en son honneur au château de Rambouillet, touché le cœur de son hôte en reprenant à son compte une idée que M. Mitterrand ne cesse de marteler depuis qu'il a accédé à la présidence tournante du conseil européen : « La Communauté, s'il est dit, ne peut se limiter à la création d'une union douanière, d'une simple zone de libre-échange. L'avenir de l'Europe réside dans son unité politique. » De telles considérations n'ont certes rien de révolutionnaires, ni même de bien nouveau ; mais il n'était pas négligeable, aux yeux de la présidence française, qu'elles fussent à nouveau émises par le représentant de la plus grande puissance industrielle et financière de la CEE, au moment où celle-ci peut sembler empêtrée dans des difficultés budgétaires, voire ses petites complications.

On se défend cependant, du côté français, d'avoir voulu donner à Strasbourg autre chose qu'une impulsion nouvelle à un projet ancien. « Il n'y a pas de plan Mitterrand, il y a le projet d'union européenne voté le 14 février dernier par l'Assemblée de la CEE », entend-on dire à l'Élysée ou au Quai d'Orsay. L'apogée bruyamment manifesté du côté démocrate-chrétien ouest-allemand au discours du chef de l'État serait-il jugé, en secret, un peu embarrassant.

Relance spectaculaire de la coopération militaire

(Suite de la première page.)

Sept prototypes seront mis au point pour donner naissance à trois versions différentes et, à cette fin, les deux pays consacreront la somme de 5,8 milliards de francs (3,2 milliards pour la France et 2,6 pour l'Allemagne).

À terme, cet hélicoptère existant en trois versions : 1) Un hélicoptère d'appui et de protection pour la France, doté d'un canon de 30 mm et de missiles Mistral antichars, qui devra être prêt pour la fin du premier semestre 1992 ; 2) Un hélicoptère antichar pour l'Allemagne, armé de missiles existants Hot, qui devra être opérationnel pour le premier semestre 1993 ; 3) Un hélicoptère antichar pour la France et pour l'Allemagne, équipé de missiles de la troisième génération, qui devra entrer en service en 1994. Ces trois versions sont définies à partir d'une même cellule de base, propulsée par deux turbines et servies par deux hommes. Pour l'instant, la France a choisi d'y embarquer une électronique de conduite et de tir de fabrication européenne tandis que l'Allemagne a réservé sa décision, avec la possibilité de retenir une « avionique » et une optique de conception américaine.

L'Allemagne fédérale commandera 212 hélicoptères et la France recevra, notamment pour sa force d'action rapide, 100 hélicoptères antichars et 75 pour l'appui et la protection.

L'accord signé mardi à Paris a aussi ceci de particulièrement important qu'il préserve la perspective d'une association avec plusieurs autres pays européens, si les armées de ces États ne restent pas fondamentalement en cause les caractéristiques et les performances définies pour l'hélicoptère franco-allemand. C'est ainsi que la Grande-Bretagne est déjà partenaire de Bonn et de Paris dans la fabrication, en commun, des missiles antichars de la nouvelle génération. D'autre part, l'Italie, la Grèce et l'Espagne ont fait savoir que leurs armées de terre étaient intéressées à l'acquisition d'un tel hélicoptère spécialisé dans la lutte antichar.

De part et d'autre du Rhin, les industriels concernés spéculent sur la possibilité d'une construction en série qui pourrait dépasser, avec l'exportation, le milliard d'exemplaires.

Outre cet accord sur l'hélicoptère armé, les deux ministères de la défense ont convenus de constituer un groupe de travail sur les satellites d'observation militaire. On se souvient que le président de la République française a lancé, le mardi 7 février dernier à L. Haye, un appel à une Europe de l'espace, avec le projet d'une station orbitale habitée à des fins militaires (le Monde du 9 février). La France et l'Allemagne fédérale vont étudier les problèmes posés par une telle initiative, s'agissant d'un projet à long terme qui donnerait accès à l'Europe à l'observation militaire et, surtout, lui procurerait la capacité de participer, aux côtés des États-Unis et de l'Union soviétique, à des opérations de contrôle du désarmement.

JACQUES ISNARD.

étranger

L'UNESCO CHERCHE À ÉVITER LE DÉPART DES ÉTATS-UNIS

La 119^e session du conseil exécutif de l'UNESCO s'est achevée le 24 mai à Paris par la création d'un « comité temporaire ». Celui-ci sera chargé d'étudier tous les projets de réformes de l'Organisation et de procéder à des consultations destinées à mettre au point un ensemble de mesures concrètes susceptibles de faire revenir les États-Unis sur leur décision de retrait. Ce retrait doit prendre effet à la fin de l'année.

Le directeur général, M. Amadou Mahtar Mbow, a finalement adopté, devant les cinquante et un membres du conseil exécutif, une attitude conciliante. Il a annoncé, notamment, la création de cinq groupes de travail au sein du secrétariat. Ces groupes seront chargés de l'analyse critique du programme de l'UNESCO, des questions de recrutement et de gestion du personnel, des techniques budgétaires et de l'information du public. Le directeur général a reconnu que des efforts devaient être faits pour « améliorer l'image de marque » de l'Organisation.

Dans l'immédiat cependant, les « ouvertures » de M. Mbow ne paraissent pas être de nature à modifier la décision américaine.

Quatre ambassadeurs ont présenté leurs lettres de créance

Quatre ambassadeurs étrangers ont récemment présenté leurs lettres de créance à M. Mitterrand. Il s'agit des représentants du Kenya, de la République centrafricaine, de la Yougoslavie et du Zaïre.

● KENYA : M. Ben Adward Mwangi.

Né en juillet 1939, M. Mwangi a fait ses études au Kenya puis aux États-Unis, où il a obtenu un diplôme de sciences politiques. Après avoir été nommé, en 1967, au ministère des affaires étrangères, il devient conseiller à l'ambassade du Kenya à New-Delhi, en 1973, puis à Londres et à Bonn. En 1981, il est nommé à Nairobi, au ministère des affaires étrangères.

● REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE : M. Gabriel M'Bangas.

Né en 1940 à Sibut, M. M'Bangas est ancien élève de l'École normale supérieure de Brazzaville (Congo) et an-

cien élève de l'École normale d'Antoul. Professeur, il a occupé les fonctions de directeur de collège d'enseignement général dans plusieurs villes de Centrafrique, de 1966 jusqu'en février 1984. A Paris, M. M'Bangas aura également juridiction sur la Grande-Bretagne, l'Espagne et le Portugal.

● YUGOSLAVIE : M. Boris Sondel.

Né en 1929 en Slovaquie, M. Sondel est diplômé de la faculté de droit de Lublana. Il a, encore adolescent, participé activement à la Résistance. Sa carrière a été, jusqu'à présent, tournée vers la politique intérieure : membre du conseil exécutif fédéral de 1971 à 1982, il y a d'abord été ministre de la justice, puis, à partir de 1978, ministre sans portefeuille, président de la commission des relations extérieures et de celle qui traite des relations avec l'OCDE. Depuis 1982, M. Sondel, dont Paris est la première ambassade, siège à l'Assemblée fédérale.

● ZAIRE : M. Kimasi Matwiku Basaula.

Né en 1938, M. Kimasi Matwiku Basaula a fait des études supérieures à Kinshasa. Diplômé de l'École nationale d'administration, il a occupé divers postes dans des cabinets ministériels, de 1961 à 1964. En 1965, il entre au ministère des affaires étrangères, où il exercera, notamment, les fonctions de secrétaire particulier du ministre. Chargé d'affaires à Athènes en 1972, il est ensuite nommé à Nairobi, puis devient ambassadeur en Corée du Nord en 1974 ; il est affecté, en 1976, en Arabie Saoudite. En mai 1982, M. Basaula est nommé secrétaire d'État au département des mines et de l'énergie et, en mars 1983, secrétaire d'État aux affaires étrangères.

AMÉRIQUES

Pérou

Les guérilleros de Sentier lumineux agissent désormais sur tout le territoire

Quelque cent vingt personnes, guérilleros et civils, ont été tués au cours d'importantes « opérations anti-subversives » dans le nord-est du département d'Ayacucho, dans les Andes péruviennes, ont annoncé le mercredi 23 mai à Lima les forces armées. Quatre ans après le début de ses opérations, la guérilla maoïste du Sentier lumineux continue de préoccuper gravement les autorités.

Lima. — Les Liméniens attendaient la tombée de la nuit avec, à portée de la main, des bougies, des lanternes et des lampes à kérosène. C'était le 18 mai. Ils s'attendaient que les guérilleros du Sentier lumineux célèbrent, quatrième anniversaire du déclenchement de leur lutte armée en plongeant une nouvelle fois la capitale dans les ténébreuses. Mais aucun attentat n'a eu lieu.

En province, plusieurs carrouges de dynamite ont explosé, et dans quelques hameaux des Andes les « senderistas » ont réuni les villageois sur les places pour leur faire jurer fidélité à la « révolution maoïste ». A Ayacucho, berceau de la subversion, ils ont remis un manifeste aux correspondants de la presse locale. Le manifeste était enveloppé dans des faire-part de décès — ce qui constitue une menace de mort pour les journalistes qui ne diffuseraient pas intégralement le message : pour la plupart, ils n'ont pas cédé au chantage.

Le 18 mai 1980, jour de l'élection présidentielle, les senderistas avaient commis leur premier acte de guerre dans le petit village andin de Chuschi, habitant le fou aux registres publics d'état civil et aux urnes. « Cet incendie, minuscule hier, a embrasé aujourd'hui toute la Sierra », assure le manifeste. Il illumine aussi la côte, et ses reflets se propagent même jusqu'à la forêt vierge.

Cette affirmation n'est que partiellement vraie. La guérilla, cantonnée à l'origine dans les monta-

De notre correspondant

gnes du centre du pays, a peu à peu étendu son champ d'action sur tout le territoire. En revanche, elle a cédé du terrain aux forces de l'ordre, qui ont repris, dans les départements d'Ayacucho : elle a dû abandonner ses « bases d'appui » ou « zones libérées ».

En quatre ans, les senderistas ont réalisé plus de trois mille attentats, provoquant des dégâts matériels équivalant à 2 milliards de francs. Ils ont dynamité près de deux cents pylônes de haute tension, des dizaines de ponts, de locaux, de postes de police, à Ayacucho, Lima, Pisco, Ica, mais aussi à Cuzco, Arequipa et Puno dans le sud du pays, à Trujillo et Cajamarca dans le nord. Ils se sont même attaqués, au début du mois, à Polkovic qui relie l'Amazonie à la côte désertique.

Jusqu'à présent, les guérilleros n'avaient utilisé la forêt vierge que pour se replier après une action d'envergure dans les Andes. Depuis novembre dernier, ils se sont installés dans l'épaisse brousse de Tingo Maria, chasse-gardée des trafiquants de cocaïne, auxquels ils prélevaient déjà un lourd tribut pour « soutenir la lutte armée ». Cette collaboration, strictement financière à l'origine, s'est élargie à d'autres domaines. Outre l'appui logistique et l'approvisionnement en armes sophistiquées, la Mafia et les terroristes semblent avoir mis au point un système de défense mutuelle contre les forces de l'ordre.

Au cours d'une opération contre les trafiquants de cocaïne, la garde civile a surpris une colonne de guérilleros alors qu'ils bivouaquaient, capturant deux d'entre eux. Les prisonniers les ont guidés vers trois campements qui venaient d'être abandonnés par leurs occupants.

Dans la forêt vierge, la géographie favorise les subversifs, remarque un officier. « Il faut donc, conclut-il, en finir rapidement avec ces foyers d'insurgés, sans quoi le

problème sera beaucoup plus grave qu'à Ayacucho ».

Les opérations dans la brousse semblent à la charge des guérilleros de Puka Lacta — mot quechua qui signifie « peuple rouge », un autre groupuscule maoïste, allié au Sentier lumineux depuis le commencement de la lutte armée.

Les guérilleros ont adopté la même stratégie que dans les Andes. Ils ont occupé plusieurs hameaux, couvert les murs d'inscriptions louant la guerre de guérilla. Ils ont recensé les habitants et menacé de mort les autorités locales. Vingt-trois gouverneurs ont donné leur démission. Le maire de Tingo Maria et le gérant de la firme Coca-Cola de Huamaco ont été assassinés. Deux postes de police ont été pris d'assaut, les huit agents ont été tués.

Aujourd'hui, ces hameaux sont déserts. Les portes sont cadenassées. Les oranges pourrissent sur le sol. Les colons se sont enfuis avec un maigre baluchon et quelques poules pour échapper aux feux croisés des policiers et des insurgés.

Le scénario a été partout le même. A Venenillo, une petite localité située à 40 kilomètres de Tingo Maria, Puka Lacta a prélevé un impôt sur tous les commerçants et sur tous les agriculteurs. L'organisation a exécuté le cordonnier. Le gouverneur a préféré faire ses valises. Le boulanger et le pasteur de l'église évangélique ont mis la clé sous la porte.

Les forces de l'ordre, dépêchées sur les lieux, se sont installées dans la modeste pension « l'Oasis ». Deux jours après, Venenillo, sa propriétaire, était liquidée pour « collaboration ». Par peur des représailles, aucun habitant n'a plus accepté de vendre des aliments aux policiers, et ceux-ci se sont livrés au pillage. Certains colons se sont échappés en camion, d'autres en canot ou à dos d'âne. Venenillo dont le nom dérive du mot « venir » est redevenu le royaume des vipères venes.

NICOLE BONNET.

La belle-fille de M. Sakharov critique les commentaires de M. Cheysson sur les assurances de Moscou

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — Poursuivant en Belgique sa campagne européenne, la belle-fille de l'académicien soviétique Andreï Sakharov a critiqué, lundi 28 mai, l'attitude française. M^{me} Taina Jankélévitch et son époux ont été reçus, à Bruxelles, par le roi Baudouin, ainsi que par le premier ministre, M. Martens.

M^{me} Jankélévitch s'est déclarée particulièrement déçue par les propos de M. Cheysson. Le ministre des relations extérieures avait dit la veille qu'il n'avait aucune raison de mettre en doute les assurances des autorités soviétiques selon lesquelles les Sakharov seraient en bonne condition, les dirigeants soviétiques ne pouvant se permettre, selon lui, de mentir en de telles circonstances.

« Nous ne sommes pas du tout de cet avis », a dit M^{me} Jankélévitch. Les autorités soviétiques n'ont même pas voulu reconnaître le fait que mon père fait la grève de la faim. Nous croyons que leur intention est d'enterrer mes parents à Gorki, morts ou vivants.

Interrogée au sujet des réactions en Italie après ses entretiens avec le pape, le président Pertini et M. Craxi, la belle-fille de l'académicien a répondu : « Je crois avoir constaté que les Italiens plus de fermeté que chez les Français ».

M^{me} Jankélévitch a rappelé qu'elle avait exprimé devant le président français sa conviction qu'« il ne devrait pas se rendre à Moscou sans avoir la garantie de ramener les Sakharov avec lui à Paris, vivants ».

J. W.

● A Paris, deux mille personnes sont venues lundi 28 mai rendre hommage au physicien soviétique lors d'un concert donné à Notre-Dame par le Soviet orchestre, composé de musiciens originaires d'URSS, dirigés par Lazare Gosman. L'académicien Louis Leprince-Ringuet avait évoqué la figure d'Andreï Sakharov avant le début de ce concert, organisé par l'Institut Sakharov et par l'Association des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT). D'autres manifestations ont eu lieu à Paris lundi en l'honneur de l'académicien soviétique, notamment un colloque au Collège de France et une réunion commune de l'Académie des sciences et de l'Académie des sciences morales et politiques.

Maurice RHEIMS de l'Académie française



Pour l'amour de l'art...

Un amour éperdu pour la beauté. Une folle curiosité pour toutes les choses de l'art. Un humour éclairé par des anecdotes extraordinaires. Une source infinie de surprises.

GALLIMARD

L'indiscipline syndicale d'un chauffeur d'autobus a paralysé Copenhague pendant deux semaines

Copenhague. — Plus d'autobus, les ordures entassées dans les rues de Copenhague, les courses au comptant, des courriers capricieux de péruviens d'urgence, des défilances de personnel hospitalier, rien n'allait plus depuis deux semaines dans la capitale danoise. A l'origine de ce gigantesque dé-

des piquets de grève bloquent les remises d'autobus. Les jours suivants, éboueurs, postiers, infirmiers, solidaires, se lancent dans l'action. Après deux semaines de tergiversations, le conseil municipal s'incline et, faisant jouer une clause d'urgence, licencie les huit chauffeurs d'autobus.

Le gouvernement de Centre-droit, prudent, n'est pas intervenu, et, au nom du respect dû au pouvoir législatif, il n'a rien fait. Mais il aura pu à brer plus longtemps son éponge au jeu. Si Coppenhague et sa banlieue ont repris depuis sa démission un rythme normal, le désordre des deux dernières semaines n'est pas près d'être oublié. L'enjeu de cette partie de bras de fer n'était rien moins, en effet, que le monopole exercé depuis des décennies par la social-

Le jeune chauffeur d'autobus se bémote suivi par une quarantaine de ses collègues. A la direction du SID, comme à celle de SLO, c'est la panique; d'autant plus que l'on perçoit des trahissements du côté des « cols blancs » et que, dans le Jütland, un groupe de dissidents vient de jeter les fondements de la création d'un « syndicat libre ». Mobilisation dans les instances syndicales, qui mettent tout en œuvre, de la persuasion à la menace, pour empêcher la naissance d'un nouveau bercail. Au bout d'un mois, une trentaine de dissidents capitulent. Restent huit récalcitrants résolus à tenir bon.

Le SID monte alors une offensive secrète dont le but est d'obtenir de la direction municipale des transports le licenciement des huit insoumis. Le 14 mai,

des piquets de grève bloquent les remises d'autobus. Les jours suivants, éboueurs, postiers, infirmiers, solidaires, se lancent dans l'action. Après deux semaines de tergiversations, le conseil municipal s'incline et, faisant jouer une clause d'urgence, licencie les huit chauffeurs d'autobus.

Le gouvernement de centre gauche prudent n'est pas intervenu, « du nom du respect dû au pouvoir régional ». Mais il aura du mal à tirer plus longtemps son épingle du jeu. Si Copenhague et sa banlieue ont repris depuis samedi un rythme normal, le désordre des deux dernières semaines n'est pas près d'être oublié. L'enjeu de cette partie de bras de fer n'était rien moins, en effet, que le monopole exercé depuis des décennies par le mouvement danois sur le mouvement socialiste. M. Anker Jørgensen, président du Parti social-démocrate et ancien premier ministre, ne s'y est pas trompé, qu'il déclarait samedi : « se réjouir de voir les syndicats ont su faire œuvre ».

CAMILLE OLSEN.

(1) Toutes les conventions collectives comprennent une clause d'exclusion par laquelle les chefs d'entreprise s'engagent à n'employer que du personnel syndiqué. D'autre part, les syndicats sont chargés de l'administration des caisses de chômage. Les cotisations syndicales vont pour un tiers à la caisse de chômage, pour un tiers au syndicat et pour le dernier tiers au Parti social-démocrate et à sa presse.

La politisation du conflit de la métallurgie complique la tâche des négociateurs

Plus de 200 000 manifestants à Bonn

Bonn. — De toute l'Allemagne fédérale, de la Bavière et de Hambourg, de la Westphalie, de la Rhénanie du Nord et de la Basse-Saxe, soixante trains spéciaux et trois mille autocars ont drainé, lundi 27 mai, dans la capitale allemande, les milliers de membres des princes-évêques de Cologne, les bataillons disciples du syndicalisme allemand. Ils étaient plus de deux cent mille à manifester à Bonn. Il y avait des étudiants, des ouvriers, des enseignants, mais aussi les travailleurs de la chimie et du bâtiment, qui ont préféré passer des accords sur la préretraite, plutôt que de se battre sous le drapeau du syndicat IG Metall, le plus puissant des syndicats allemands avec ses 2,3 millions de membres, a été envoyé de l'ensemble du mouvement syndical pour manifester contre le projet de loi sur la retraite fédérale.

M. Genscher annonce la présidence du parti

Le président du parti libéral (FDP) et ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, a annoncé, dimanche 27 mai, qu'il quitterait la présidence de son parti dans deux ans, afin de laisser le temps « à quelqu'un de plus jeune » de se préparer à conduire les libéraux aux élections de 1987.

A quelques jours du congrès du parti libéral, qui doit se tenir à Munster du 1^{er} au 3 juin, cette déclaration paraît avoir surtout une portée tactique. M. Genscher vient, en effet, d'être désavoué par la majorité des autres dirigeants libéraux dans l'affaire du projet de loi d'amnistie, ce qui affaiblit sa position dans le gouvernement. Ce projet, par lequel le gouvernement entendait soustraire à la justice les auteurs de tous illégaux aux partis politiques (dont M. Lambardoff, le

Correspondance

rale, personne n'avait voulu manquer la fête. « Il vaut mieux se faire mouiller pendant huit heures que de passer huit heures à la fonderie », commentait un délégué syndical.

Une forêt de banderoles avait envahi, bien avant l'heure des discours en début d'après-midi, la pelouse de Horgearten, bientôt transformée sous l'affluence en boubour glissant. « Contre les lock-out, contre les débauchages, contre les licenciements, contre le terreux », « solidarité avec les syndicats » : plus que pour la semaine de trente-cinq heures proprement dite, la manifestation visait les « agressions » du patronat et du gouvernement contre les syndicats.

Une immense banderole, soutenue par une vingtaine de ballons orange et rouge, proclamait bien haut que :

Il ne faut pas qu'il quitte la présidence
libéral dans deux ans

ministre de l'économie, et plusieurs dirigeants d'extrême gauche, qui avaient honte du nombre de députés libéraux. Il a dû être retiré de l'ordre du jour du Bundestag, où il n'aurait pas recueilli de majorité.

Critiqué depuis octobre 1982 par une partie de la base pour avoir été l'artisan, avec M. Lamberts, du changement de coalition à Bonn, M. Genscher est aussi just' responsable des revers électoraux essuyés depuis par son parti. On estime à Bonn que l'annonce d'un départ dans deux ans est le moyen pour M. Genscher d'obtenir un sursis du congrès, pour le temps de redresser la barre. Quoi qu'il en soit, le ministre des affaires étrangères apparaît comme un personnage de plus en plus moins fiable, pour le chancelier Kohl dans une coalition à l'équilibre fragile.

La décision de l'Office fédéral du travail de refuser de verser des indemnités aux salariés mis au chômage technique dans les régions in-

directement affectées par les grèves a achevé de restreindre les rangs contre le gouvernement du chancelier Kohl. « Il faut en finir avec le copinage du gouvernement et du capital », proclament un des dirigeants du parti. Parmi les ministres démissionnaires du chancelier et de ses principaux ministres, celui du travail, M. Norbert Blüm, et celui de l'économie, le comte Otto Lambdorff, ont été conspués par la foule. La décision de l'Office du travail d'annoncer « une nouvelle admission à l'ajournement des postes de travail » a été perçue comme affirmant du haut de la tribune le président des métallurgistes, M. Hans Mayer : « C'est un beau gouvernement, celui qui nous annonce hier le changement, qui voulait supprimer les fraudeurs du taxe et qui supprime aujourd'hui tous les aides aux victimes du chômage. C'est un gouvernement idéal, point du tout ! » Le président du DGB, M. Ernst Brütt,

Le soutien du SPD, qui s'était fait représenter par son vice-président, M. Hans Jochen Vogel, s'est fait discret. Aucun responsable du Parti social-démocrate n'a pris la parole. Le ministre-chancelier Kohl, qui, à Paris, où il participait hier à la rencontre franco-allemande, n'eura eu que des échos atténués de la manifestation, devra désormais compter avec un adversaire de taille. On peut imaginer, en effet, que l'ampleur de ce mécontentement social bénéficiera aux sociaux-démocrates, notamment à l'occasion des élections européennes de 17 juin.

Reprise des négociations

Les négociations entre IG Metall et le patronat de la métallurgie, sus-

Deux pères se battent actuellement, dans des conditions différentes, pour obtenir que leur fils, retenu en URSS, puisse venir en France.

en France. M. Adallah Oushabi, immigré algérien de la deuxième génération, technicien à la télévision française, essaya d'obtenir que son fils Elies, âgé de sept ans, puisse venir lui rendre visite en France. M. Oushabi était scolarisé en URSS quand il s'est marié avec une Soviétique. Le couple est revenu en France en 1976, l'enfant est né l'année suivante. Il a obtenu automatiquement le nationalité française.

Selon la loi sur la nationalité en vigueur à l'époque en URSS — elle sera modifiée en 1979 — le petit Elias n'est pas soviétique.

Mais sous prétexte de faciliter les voyages de l'enfant avec sa mère en URSS, le consulat soviétique à Paris fait signer à M. Ouahabi une demande de nationalité soviétique en assurant que le retour en France du petit Elias ne posera aucun problème.

En 1981, Elias est rentré en URSS avec sa mère à l'issue de son père. Le couple divorce, la garde de l'enfant est confiée à la mère. Depuis M. Goumbati ne peut revoir son fils que dans les conditions précaires de brèves visites à Odessa. Il a écrit au président Mikhaïl Gorbatchev, au secrétaire général de l'ONU et au directeur de cause au chef de l'Etat et du parti soviétique, M. Tchernomerkov, pour demander que son fils soit autorisé à séjourner deux mois par an en France avec lui et ne soit pas retenu en URSS.

Grève de la faim d'un adventiste

Le deuxième cas est sensiblement différent. M. Stanislav Jerdiev est membre d'une secte protestante, les Adventistes du 7^e jour. Avec sa femme et ses sept enfants, il décide de quitter l'Union soviétique car ils s'estiment persécutés à cause de leur foi. En 1980, au moment de la « grande lessive » des Jeux olympiques, ils obtiennent satisfaction. Mais au dernier moment, leur fils aîné Sergueï, alors âgé de dix ans, leur est enlevé. Les autorités veulent faire pression sur eux pour qu'ils restent. Ils

Depuis là, assis(e) en vain de la faire venir en France. Pour que Samiël puisse rejoindre sa famille, M. Jervid fait la grève de la faim depuis trois semaines. Le temps presse. Samiël sure quatorze ans le 11 juin prochain. Et après quatorze ans les parsons soviétiques ne peuvent plus quitter l'URSS. Ainsi le veut la loi, car ils seront bientôt aptes à servir des turlées...

Un prêtre appelle implicitement à boycotter les élections municipales du 17 juin

Varsone. (AFP). — M. Zdzieniec Bajak, un des dirigeants de la direction clandestine de Solidarité (TKK), a appelé « tous les anciens membres de Solidarité à se mobiliser publiquement » pour que dix mille personnes se rassemblent devant le nombre d'adhérents du syndicat pendant sa période légale — boycott des élections municipales du 17 juin prochain. Cet appel est publié dans le dernier bulletin clandestin de Solidarité, daté du 25 mai, et diffusé par les réseaux de la radio clandestine à Varsovie. La veille, Radio-Solidarité avait une nouvelle fois fait une émission pirate audible dans les quartiers de logements sociaux de Brodno (nord-est de Varsovie). Pendant plusieurs minutes et malgré un fort rouillage, le syndicat a lancé un appel au boycottage des élections.

Le mot d'ordre en faveur du boycottage a reçu l'appui implicite de l'abbé Popieluszko, un des soixante-neuf prêtres polonais accusés par les autorités d'utiliser leur sacerdoce à des fins politiques. Au cours d'une

« AU CARRÉ D'AGNEAU »
CHEZ ALBERT
 122, av. du Maine 320-21-88 (R. Issart)
 320-05-18
TERRASSE PLEIN AIR — PARKING
SA CUISINE
DE LA TRADITIONNELLE A LA NOUVELLE
 Sa cuisine : l'une des meilleures de Paris

même « pour la patrie », célébrée dimanche devant plus de dix mille fidèles, à l'église Saint-Stanislaw de Huta-Warszawa, l'abbé Popieluszko a déclaré : « Nous sommes tous responsables de notre esclavage quand la peur ou la recherche du confort nous amène à élire les organismes qui entretiennent le mal. »

D'autre part, Mgr Henryk Borowicz, frère de Katowice, a demandé la libération des prisonniers politiques et l'autorisation de syndicat libre au cours du pèlerinage annuel de Piekary Śląskie, le sanctuaire de mineurs de Silésie, auquel participent une centaine de milliers de mineurs et de sympathisants.

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 563-12.66

Vente au Palais de Justice de PARIS le
Jeudi 14 Juin 1984 à 14 heures
UN APPARTEMENT
au 1^{er} étage, bât. A, comp. entré, 2 p.,
cuisine et cave, sis
103-105, rue de Ménilmontant
3, 5, r. de l'Ermitage, 4, r. des Cascades
PARIS (20^e)
Mise à prix : 52.000 F
S'ad. à M^{re} Jeanine DEVOS-CAMPY,
av. 12, square Desaix à PARIS-19,
tél. : 579-29 29, et à ses av. près J.E.G.I.
de PARIS, BOBIGNY, CRETEIL et
NANTERRE.

Vente au Palais de Justice de PARIS le
 Jeudi 14 Juin 1984 à 14 heures

UN APPARTEMENT

2^e ét. g., comp. entrée, cuis., s. à mang.,
 salon, toil., s. de b., placard, w.-c., cave.

Villa ORMANO, numéro 3.

PARIS (18^e)

Mise à prix : 55.000 F

S'adr. à M^{rs} DEVOS-CAMPY, avr.,
 12, square Desaix, PARIS-15^e. Tél. :
 579-29-49 et à vis près les T.G.I. de
 PARIS, BOBIGNY, CRETEIL et
 NANTERRE.

**VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à BOBIGNY
le MARDI 12 JUIN 1984, à 13 h 30, EN UN LOT**

UNE PROPRIÉTÉ à NOISY-LE-GRAND (93)

25-27, RUE DE MALINOUE et 78-90, RUE DE LA RÉPUBLIQUE
compr. MAISON D'HABITATION rez-de-chaussée et 2 étages, construction
inachevée amezae, garage avec établi, jardin avec bassin d'agrément.

Contenance totale : 1.813 m².

M. à P. : 750.000 F

S'ad. S.C.P. GASTINEAU, MALANGEAU et BOITELLE-COISSAU, avocats
associés à PARIS (1^{er}), 29, rue des Pyramides ; tél. : 260-46-79. Te avocats
pr. Trib. de 1^{re} Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil. Sur lieux pour visiter.

Vente au enchères publiques au Tribunal de Grande Instance de Nanterre
le MARDI 20 JUIN 1984 à 14 heures

UN APPARTEMENT DE 3 PIÈCES
principales dép. une cave, un Box - Avenue de Charlebourg numéro 9

LA GARENNE-COLOMBES (92)

MISE A PRIX : 200 000 FRANCS
Maître WISLIN Avocat, 7, avenue de Madrid 92000 Neuilly-sur-Seine

Vente volontaire après conversion au Palais de Justice d'EVRY (91) rue des
Mazures le Mardi 12 Juin 1984 à 14 heures

UN TERRAIN à ÉTRECHY (91)
Lianail - Les Hardemoullins - d'une contenance de 5 ha 25 a 65 ca

MISE A PRIX : 400.000 F

av. faculté de baisse d'un quart plus de moitié en cas de non enchère. Cons.
priv. indispos. par expropriation. Renseign. : Dr. de M^{me} AKOUN et TRUXILLU,
avts ass., 4, bd de l'Europe à EVRY ; tél. : 079-395-301. M^{me} BERNEADEAU, av.
à VILLEMORISSON-SUR-ORGE (91) : 124, route de Corbeil ; tél. : 904-27-67.

Vente sur publications judiciaires au Palais de Justice de CRETEIL (94)
rue Pasteur-Valley-Radot - LE JEUDI 14 JUIN 1984 à 9 heures 30

MAISON au PLESSIS-TREVISE
(Val-de-Marne) Avenue Caeret numéro 60

MISE A PRIX : 150 000 FRANCS

Possibilité de baisse en cas de non-enchère d'un quart puis de moitié.

Consignation préalable Pr. enchère - Pr. te. requ. s'adresser à
M^{re} ARONIN de TRUXILLO Av. de l'Europe (91) 4, bld. de l'Europe.
Tél. : 070-39-20-21 - de gré de gré G.J.J. CRETEIL.

ou le cahier des charges au dépôt.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS. En un lot
le Jeudi 14 juin 1984 à 14 heures
dans un ensemble immobilier sis

à PARIS, 16^e arrdt

17, 19 et 21, av. Raymond-Poincaré et 59, 61, 63 et 65, rue de Longchamp

APPARTEMENT au 4^e étage

pte garage comp. : entrée, dépt, placards, s. de séjour, 2 ch., cuis., off., s. de
toilette av. w.-c., d'eau av. p.-c., 121-102/103 m.², 121-102 m.², 121-103 m.²,
lot 103 du R.C. UNE C.AVE. part. le n° 10 et les 3/10^{1000^e} des part. com.
form. le lot n° 79. UN P. PARKING privé, part. le n° 23 et les 6/10.000^e
des part. com. form. le lot n° 360 du règlement de copropriété.

MISE A PRIX : 800.000 F

S'ad. à M^{rs} Pierre-Jean REGNAULT, av. demeurant 43, r. de Courcelles à
PARIS-9; tél. : 225-42-71, et à ses avus près les T.G.I. de PARIS, BOBIGNY,
CRÉTEIL et NANTERRE. Au Greffe des saisies immobilières du T.G.I. de
PARIS où le cahier des charges des lots et des lieux p. visiter les 7, 9 et
12 juin 1984 de 10 heures à 12 heures.

Cabinets de M^{re} J.-L. LE NUE et J.-F. BILLY, avocats associés au Barreau de
CHALONS-SUR-MARNE, 15 rue de Flandre, tel. (26) 51-93-66;
CHALONS-SUR-MARNE, 7 rue du Gantelot; tel. (26) 51-93-61. Ecrire à
M^{re} J.-F. CROZAT, syndic à ÉPERNAY, quai de Marne; tel. (26) 51-93-40.
VENTE PAR SUITE DE LIQUIDATION DE BIENS
le MERCREDI 30 MAI 1984 à 9 heures
VILLE d'ÉPERNAY
UN ENSEMBLE d'IMMEUBLES comp. UNE USINE COUVERTE d'une
SURF. de 3 ha 80 a 43 a
des TERRAINS et DÉPEND. d'une SURF. de 1 ha 27 a 28 ca
avec possibilité d'embranchement S.N.C.F.
SUR LA MISE A PRIX DE 6.500.000 F
Pour extrait signé: Jean-Louis LE NUE. Les enchères seront reçues par ministère
d'avoué. S'ad. pour tous renseignements aux cabinets et étude ci-dessus désignés.

Vente sur licit. Palais de Justice PARIS. Lundi 18 juin 1984 - 14 h
1) APPART. PARIS 8; 37, Bd des BATIGNOLLES
2) CHAMBRE PARIS 20; 5, av. GAMBETTA
LIBRES DE LOCATION et D'OCCUPATION
M. A PX : 1) 120 000 F - 2) 20 000 F
 Stnd. SCP DESCLOZEUX - MAZIERES - HIEBERT Société
 d'avocats, 7, boulevard Raspail PARIS 7. T. : 548-72-96

Etude de M^r Robert BOSSON, avocat-défenseur près la Cour d'appel, (5, r. Louis-Notari, MONACO (Principauté). — **VENTE AUX ENCH. PUBL.** au plus offrant et dernier enchérisseur, l'audience des Crises du Trib. de 1^{re} instance de Monaco, au Palais de justice, le 26 octobre 1984, à 10 heures, à M^r MARC REY, 1984, à 10 h 30 des parties d'immeuble ci-après désignées, dépendant de l'immeuble Résidence de l'Annuncioade, sis avenue de l'Annuncioade

à MONTE-CARLO (Princip. de MONACO)

— **STUDIO n° 3 - MISE à PRIX : 510 000 F**
au 2^e ét. du bâtiment nos (lot 1017) — CAVE n° 206 (lot 429)

— **APPARTEMENT n° 40 - MISE à PRIX : 1510 000 F**
2 pièces, au 1^{er} ét. du bâtiment — Tour (lot 170)
CAVE n° 91 (lot 445) — PARKING - Z., au 5^e niveau (lot 2138)

— **STUDIO n° 08 - MISE à PRIX : 480 000 F**
au 1^{er} ét. du bâtiment — Tour (lot 173) — CAVE n° 140 (lot 494)

— **APPARTEMENT n° 20 - MISE à PRIX : 1 550 000 F**
2 pièces, au 1^{er} ét. du bâtiment — Tour (lot 176)
CAVE n° 148 (lot 1022) — PARKING - N., au 5^e niveau (lot 2150)

Cette vente est poursuivie en l'état d'un jugement rendu le 12 avril 1984 dans une instance de liquidation et partage de la succession ANGEL GALBUSERA, introduite par les heirs GALBUSERA, l'entée géméologique COUTOT et les heirs de dame ZANETTI, veuve de M. Angel GALBUSERA. — Il est rappelé que tous ceux qui auraient éventuellement le droit de prendre une inscription d'opposition, à peine sur les biens vendus devraient la requérir avant la transcription du jugement d'adjudication.

[illegible]

PROCHE-ORIENT

LA GUERRE DU GOLFE

Le président iranien somme les Etats pétroliers arabes de « rester neutres »

L'Iran a adressé lundi 28 mai une sévère mise en garde aux Etats pétroliers du Golfe, les appelant à rester neutres dans le conflit irano-irakien. Prenant la parole au cours de la séance inaugurale du nouveau Majlis (Parlement iranien), le président Ali Khamenei a réaffirmé que son pays ne permettrait en aucun cas à l'Irak et à ses alliés de bloquer ses exportations pétrolières. « Nous ne demandons pas, a-t-il dit, aux Etats du Golfe de nous soutenir, car nous n'attendons aucune aide hormis celle de Dieu et de notre peuple. Mais nous leur demandons de rester neutres. Sinon, ils en supporteront les conséquences. » M. Khamenei a accusé les monarchies pétrolières du Golfe de financer l'Irak, avec une aide de plus de 35 milliards de dollars (300 milliards de francs français) en moins de quatre ans. Le chef de l'Etat iranien s'en est également pris à la France, pour sa livraison d'armes à l'Irak, en particulier les Super-Etendard équipés de missiles Exocet.

Les Etats du Golfe poursuivent leurs efforts pour tenter de régler la crise. Informant son cabinet de la teneur de ses entretiens avec les responsables arabes et étrangers qui ont visité dernièrement l'Arabie Saoudite, le roi Fahd a exprimé sa satisfaction pour les résultats obtenus. Le chef de l'O.P.P., M. Yasser Arafat, a, pour sa part, annoncé lundi à Koweït que le comité islamique de paix se réunirait

à Djeddah le 10 juin prochain au niveau des chefs d'Etat, afin de relancer la médiation islamique entre l'Iran et l'Irak, et a invité ces deux pays à cesser leur guerre pour « ne pas donner lieu à une intervention des grandes puissances dans la région ».

Missiles américains pour Ryad

A Washington, des hauts responsables américains ont indiqué lundi soir que les Etats-Unis avaient déjà envoyé 400 missiles anti-aériens Stinger à l'Arabie Saoudite, afin d'aider les pays à défendre ses ports et ses pétroliers dans le Golfe. Les missiles devaient arriver en Arabie Saoudite ce mardi. Le quotidien Washington Post affirme que les 400 missiles, ainsi que 200 lanceurs, sont déjà arrivés par avion pendant le week-end. Il ajoute qu'une équipe d'instructeurs du Pentagone est en train d'être réunie pour entraîner les forces saoudiennes à utiliser les missiles « pour protéger les installations pétrolières contre les attaques aériennes iraniennes ».

Les Etats-Unis ont également décidé de livrer à Ryad deux avions KC-10 pour le ravitaillement en vol des chasseurs F-15 saoudiens. L'un des deux appareils était en route pour l'Arabie Saoudite dans la nuit de lundi à mardi. Les avions KC-10, qui seront pilotés par des Américains, pourront permettre aux F-15 saoudiens d'effectuer des patrouilles de reconnaissance de plus longue durée dans le Golfe, établissant ainsi une « zone de sécurité » qui s'étendrait le long de la côte occidentale du golfe, du détroit d'Ormuz jusqu'au port saoudien de Ras Tanoura. Le général Edward Tixier, expert du Pentagone pour le Proche-Orient, se trouve actuellement en Arabie Saoudite. Une mission militaire américaine forte de quinze membres est au Koweït pour évaluer les besoins de défense de ce pays. (AFP, AP.)

Israël

Un rapport officiel « condamne avec force » l'assassinat par des soldats de deux terroristes après leur arrestation

De notre correspondant

Jérusalem. - Deux des quatre terroristes palestiniens tués par l'armée israélienne le 13 avril dernier, après avoir détourné l'autobus Tel-Aviv-Achkelon et pris en otage ses passagers, ont été mortellement blessés à coups de crosse par les soldats qui les avaient capturés. Telle est la principale conclusion du rapport de la commission d'enquête militaire chargée, le 26 avril dernier, d'élucider les circonstances exactes de la mort des membres du commando, après que la presse ait gravement mis en doute la version officielle des événements. Présidée par le général de réserve Meir Zorea, la commission avait rendu son rapport, il y a quelques jours, au ministre de la Défense M. Moshe Arens. Celui-ci a publié, le lundi 28 mai, une déclaration en quinze points qui énumère les résultats de l'enquête.

Rappelons les faits. A l'aube du 13 avril, une unité d'élite de l'armée prend d'assaut l'autobus immobilisé dans la bande de Gaza, à une dizaine de kilomètres de la frontière égyptienne. L'un des trente-cinq passagers - une jeune femme soldat - est grièvement blessé par une balle perdue et mourra dans la matinée. Deux des Palestiniens sont tués sur le coup, et leurs cadavres photographiés sous tous les angles.

Mais qu'est-il advenu des deux autres ? C'est inhabituel : l'armée attendait huit heures avant d'annoncer leur mort. Les deux terroristes - précise-t-elle - ont « succombé à leurs blessures » dès leur évacuation vers l'hôpital. Le lendemain, le rédacteur en chef du quotidien israélien Hadashot, M. Yossi Klein, fait savoir que l'un de ses reporters a photographié juste après l'assaut un Arabe, enroulé dans une couverture, par des soldats. Ces hommes ne paraissent pas sérieusement blessés. La censure militaire interdit la publication du cliché, et l'armée maintient sa version, mais le doute s'insinue dans les esprits.

Quatre jours plus tard, l'affaire rebondit lorsque M. Klein précise qu'il a fait authentifier la photo par les parents du jeune homme. Il s'agit bien de l'un des membres du commando, âgé de dix-huit ans. Un autre photographe, employé par Ma-

riv confirme ce témoignage. L'armée dément de nouveau. Mais la persistance de versions contradictoires et le mutisme des autorités ne font qu'alimenter la controverse. Treize jours après l'événement, M. Arens se résigne à nommer une commission d'enquête qui procédera à de nombreuses auditions et examinera les corps des deux Palestiniens.

Sans ordre supérieur

Les conclusions de la commission Zorea sont formelles. Elle distingue deux phases dans l'opération de l'armée. Dans un premier temps, et alors qu'ils se trouvaient encore dans l'autobus, les deux terroristes ont été violemment frappés par les soldats. Ces coups répondaient, selon la commission, à une « nécessité opérationnelle ». Il s'agissait de neutraliser au plus vite les Palestiniens en les empêchant notamment d'actionner les détonateurs reliés aux charges explosives en leur possession. Dans un second temps, les deux hommes furent conduits par les soldats vers un champ voisin pour un interrogatoire initial. (C'est cette scène que fixe l'objectif des photographes présents sur place.) Ils furent de nouveau violemment frappés et, selon la commission, « succombèrent tous deux à une fracture du crâne provoquée par des coups assésés sur la nuque par des objets contondants » (en l'occurrence, des crosses de fusils). Les deux prisonniers étaient morts quand on les évacua du site en question. La commission maintient une seule incertitude : elle n'établit pas avec précision à quel moment - lors de l'assaut ou plus tard ? - l'un des deux captifs a reçu le ou les coups fatals. Son camarade, lui, a été clairement assassiné et tué par ses gardiens. Une chose est sûre : les deux hommes furent faits prisonniers vivants et ne l'étaient plus un peu plus tard.

Selon la commission, « les forces de sécurité n'avaient donné aucun ordre de tuer ou d'abattre les deux terroristes survivants ». En outre, lors des discussions ayant pré-

cedé l'assaut, « le problème de la sécurité des terroristes ou du traitement à leur accorder n'avait pas été débattu ». « Certains membres des forces de sécurité ont probablement violé la loi », conclut la commission, qui recommande, d'une part, l'ouverture d'une enquête par les services de sécurité et la police militaire pour déterminer les responsabilités, d'autre part des mesures disciplinaires contre « certains autres membres des forces de sécurité qui n'ont pas rempli leurs devoirs ».

Le ministre de la Défense « considère avec une extrême gravité, et condamne avec force, le comportement qui a conduit à la mort des deux captifs ». Cette attitude est, selon M. Arens, « en totale contradiction avec les normes fondamentales que doivent observer les forces de sécurité ». Le ministre a, en outre, formulé l'espoir que les fronts palestiniens qui détiennent des prisonniers de guerre israéliens ne mettront pas leur vie en danger, afin que les échanges de détenus actuellement à l'étude puissent aboutir. La crainte d'attiser la colère de l'O.P.P. pouvait expliquer que M. Arens ait, à l'origine, traîné les pieds avant d'ordonner une enquête.

L'obstination exemplaire de la presse

Dans sa quasi-totalité, la classe politique se félicite du fait que la commission Zorea ait fait la lumière sur cette pénible affaire en prouvant qu'Israël savait reconnaître avec courage ses propres faiblesses. « Malheur à nous - a lancé l'ancien premier ministre travailliste, M. Rabin - si nous faisons nôtre les habitudes qui ont cours dans les armées des pays voisins ! » Seul M. Uri Averbach, président du mouvement d'extrême gauche Alternative proche de la commission « d'avoir couvert les vrais responsables d'une décision prise à l'échelon politique ».

Il appartient désormais à de nouveaux enquêteurs de poursuivre et de punir les meurtriers des deux Pa-

lestiniens. Le ministre de la Défense est décidé, en châtiant les coupables, à préserver l'honneur d'une armée qui n'avait pas coutume, jusqu'à présent, de fracasser le crâne de ses prisonniers.

Comment oublier, pourtant, que sans l'obstination exemplaire de la presse - qui possédait, un peu par chance, des preuves irréfutables - l'affaire eût sans doute été étouffée ; que le porte-parole de l'armée a sciemment ou non persévé dans le mensonge ; et que les censeurs militaires ont, en guise de représailles, ordonné la fermeture pour quatre jours du quotidien Hadashot ? Il est probable, toutefois, que M. Arens a été initialement trompé par des rapports hiérarchiques mensongers. Le fait d'abattre froidement des prisonniers constituait, en outre, pour Jérusalem, « plus qu'un crime, une faute », dans la mesure où cela contredit la ligne de conduite traditionnelle de l'Etat hébreu en matière de lutte antiterroriste. Sans jamais céder au chantage des auteurs de prises d'otages, l'armée israélienne a toujours évité de pousser ceux-ci à des actions suicidaires. En garantissant en quelque sorte la sécurité aux terroristes en cas de reddition, l'armée a coutume de gagner du temps et d'accroître ses chances de succès. Réserver une mort quasi certaine aux prisonniers ruinerait cette stratégie.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Victor MALKA AUJOURD'HUI cerf ETRE JUIF

Qui est juif ? Qu'ont à dire les juifs dans le monde contemporain ? Comment comptent-ils assurer la transmission de leur identité aux générations futures ?

Des personnalités telles que A. Mandel, C. Lévi-Strauss, A. Glucksmann, S. Veil, P. Mendès France, R. Aron, G. de Rothschild... tentent de répondre à ces questions.

CHARBONNAGES DE FRANCE : UN NOUVEL ELAN PAR L'INDUSTRIALISATION.

Aujourd'hui, Cdf c'est le charbon. Aujourd'hui, Cdf c'est aussi l'industrialisation pour revivifier des régions entières. Dans le Nord, en Lorraine, à Blanc, à Als ou Carmaux... Sur les bassins houillers eux-mêmes, Cdf s'emploie à faire pousser des entreprises. Et ça marche. Ça marche même très fort depuis quelques mois. Depuis que Cdf a choisi de changer de visage, d'activer les implantations. Avec des moyens financiers considérablement accrus. Un capital d'hommes compétents et d'experts qui allouent la France pour rechercher « les entrepreneurs » et les aider à assumer le risque.

L'action d'industrialisation des régions minières conduite par le groupe Charbonnages de France ne date pas d'hier. Même si la conjoncture actuelle a accru les besoins, même si la crise de l'énergie et le bouleversement international des conditions d'exploitation ont précipité les difficultés et transformé des régions jadis prospères en pionnières de la révolution industrielle.

Tout commence en 1967. Cette année-là, les pouvoirs publics autorisent le groupe Charbonnages de France à fonder une société financière pour aider les entreprises créatrices d'emplois dans les régions minières touchées par la réduction d'activité des houillères. Ainsi naît Sofremin, société financière pour favoriser l'industrialisation des régions minières.

Pendant près de dix ans, Sofremin va bénéficier de l'expansion économique et encourager le mouvement de déconcentration des grands groupes industriels. Les griffes régionales sont innombrables. C'est l'automobile qui va irradier le Nord de la France. Merip Gerin qui installe une unité de production à Als, ou Sommer-Allibert qui investit le bassin de La Mure.

Changer de stratégie.

Tout ira très vite. Charbonnages de France permettra la création de plus de 50 000 emplois nouveaux, dont 25 000 bénéficieront d'aides financières directes. Beaucoup plus si on repère les

emplois induits dans la région. On en parle peu mais les résultats sont là. Tangibles. Evidents.

Seulement, voilà : très vite, tout va changer. La crise qui freine la croissance. Les jeunes qui quittent le marché du travail et le nécessaire d'intégrer le jeu du redéploiement industriel international vont obliger Cdf à changer de stratégie.

Il est évident, explique Michel Hug, le directeur général du groupe Charbonnages de France, qu'une entreprise, qu'elle soit publique ou privée, a une responsabilité vis à vis de son environnement et des hommes qui y travaillent. Il existe un contrat moral entre l'homme et l'entreprise. Il existe un contrat moral entre l'entreprise et la région où elle est implantée.

Ce contrat, Charbonnages de France plus que tout autre l'a respecté et tient à l'avenir à continuer de le respecter. Cela dit, les conditions ne sont plus les mêmes, précise encore le directeur général. Nous vivons dans un monde de risque. La France n'existera dans l'avenir que si on prend des risques, que si on agit.

Mutations sociologiques.

Le rôle de Charbonnages de France est aussi d'aider la région à vivre et à assurer cette mutation qui n'est pas seulement économique mais sociologique.

Avec les moyens considérablement accrus en hommes et experts de toutes sortes, et en capitaux (Cdf disposait en 1984 de 325 millions de francs, une enveloppe qui sera reconduite pendant cinq ans, soit 7 fois plus qu'avant), Charbonnages de France va se livrer, en concertation avec les principaux acteurs du développement, à un véritable travail de terrain... pour déboucher les créateurs d'entreprises et les responsables de P.M.E. et P.M.I. qui ont des idées et un marché. « Pour empêcher des régions entières de déprimer », précise Michel Hug, il faut créer des emplois, pour les mineurs et les tils de mineurs, mais ces emplois doivent être durables et créateurs de richesse.

D'où la recherche de projets, d'hommes ayant à la fois une idée et la conscience d'un marché. Les opérations sont alors beaucoup moins spectaculaires (20, 30 ou 50 emplois à chaque fois) mais elles font naître une véritable animation nouvelle en semant les germes d'une nouvelle culture socio-industrielle. D'ailleurs que l'action de Cdf repose largement sur les correspondants locaux. Rametz, seul et dernier fabricant de pianos en France, ne servait jamais à faire ses gammes en « sol mineur » sans l'aide de Cdf. Quelle idée cuneste de s'écarter loin du Paris de la musique ? Et pourtant Louis Castay, le P.D.G., ne le regrette pas. « J'y croyais en fait la chance de trouver des gens qui y croient avec moi ». Daniel Renard, le fondateur de la société Erard, est au diapason. Lui fabrique des voitures de ville. Il y a quelques années encore il vivait dans son garage du Nord. Aujourd'hui il est en passe de devenir un grand de ce secteur. L'immense des fondateurs de France Als à Als, qui fabrique des carreaux de faïence, d'Hoffmann à Saint-Ennemy, dans la mécanique de précision, ou de Reydel dans le Pas-de-Calais, sous-traitant automobile, est identique.

Cdf : un partenaire à part entière.

« Une chose est d'implanter des entreprises, une autre chose est d'animer véritablement une région », estime encore Michel Hug. Ce qui veut dire que la clé de l'action de Cdf est en matière d'indus-



En 12 ans, l'unité Allibert de La Mure a permis de créer plus de 200 emplois.

tralisation passe par une aide financière, certes, mais ce n'est pas l'essentiel. L'essentiel, c'est l'assistance technique au niveau de la gestion, de l'implantation de production et du commercial, que nous apportons, et pour ce faire la synergie du groupe Cdf doit jouer à fond. Elle joue notamment en travaillant avec les porteurs locaux les associations pour le développement industriel, qui sont autant de relais, d'interlocuteurs, de catalyseurs et de multiplicateurs de son action.

Charbonnages de France n'a aucunement vocation à être « partenaire » comme disent les Américains, c'est-à-dire un « bailleur de pomes » qui ne s'occupe pas à la suite des événements. Non, Cdf entend bien être partenaire à part entière. A tel point qu'il existe aujourd'hui, entre toutes les entreprises - elles sont 200 au total - qui ont été aidées par Sofremin, un esprit club. A l'initiative d'un club se sont organisées de véritables échanges : de services, de produits et d'informations.



Quand la carrosserie devient carrosse : Erard à Aniche.

Que Cdf veuille assurer la promotion des entrepreneurs individuels, des hommes d'action et de marché, paraît sans doute paradoxal à plus d'un esprit des « classiques ». Pourtant, si l'avenir passe aujourd'hui par le risque d'entreprendre, Charbonnages de France a bien l'intention de l'assurer et de permettre à ceux qui ont des idées de richesse industrielle de relever cette sorte de défi.



CHARBONNAGES DE FRANCE
9 avenue Percier, 75008 Paris.



Rametz à Als : sauver la dernière entreprise française de piano.

مجلس الامم المتحدة

هذه من الاصل

AFRIQUE

Haute-Volta

RELIGIEUSES AU CHAMP DE TIR...

Ouagadougou (AFP). — Une vingtaine de religieuses voltaïques de nationalité de l'étranger (25 kilomètres au nord de Ouagadougou) suivent actuellement une formation militaire dispensée par le Conseil national de la révolution, au pouvoir sous la présidence du capitaine Thomas Sankara depuis le coup d'État du 4 août 1983.

Selon le quotidien d'État *Sidwaya* et la télévision nationale voltaïque, les novices se sont rendues, samedi 26 mai, dans un champ de tir dans la banlieue de Ouagadougou pour des exercices.

La télévision a montré des images des novices qui s'entraînaient à tirer avec des armes à feu. Les novices, mais manifestant avec des drapeaux de la révolution.

Interrogées sur leur attitude en cas de conflit, les novices ont répondu qu'elles priaient pour que cela n'arrive pas en Haute-Volta, mais que si cela se produisait, leur meilleure arme demeurerait, malgré tout, la prière.

République Sud-Africaine

LE PREMIER MINISTRE ENTAME A LISBONNE SON VOYAGE EUROPÉEN

M. Pieter Botha est arrivé, ce mardi 29 mai, à Lisbonne, où il a été accueilli à l'aéroport par le chef du gouvernement portugais, M. Mario Soares. Le premier ministre sud-africain poursuivra son voyage européen à Berne, à Londres, à Bonn, à Bruxelles et, enfin, à Longueval (Somme) où, à l'occasion d'une « visite privée », il posera, le 7 juin, la première pierre d'un musée à la mémoire des soldats sud-africains tombés pendant les deux guerres mondiales (*le Monde* du 19 mai).

Le premier ministre sud-africain, qui voyage à bord d'un Boeing-747 spécialement aménagé, est accompagné de M. P. Botha, ministre des affaires étrangères; il pourrait également se rendre au Vatican où il a sollicité une audience du pape. Cette tournée diplomatique est la plus importante entreprise par un chef de gouvernement sud-africain en Europe occidentale depuis la seconde guerre mondiale. — (AFP)

Maroc

Le tribunal correctionnel de Marrakech a condamné à de lourdes peines d'anciens militants marxistes-léninistes

Des procès en série ont eu lieu ou sont en cours au Maroc. Contre les manifestants des « émeutes de la vie chère », fin janvier, contre d'anciens militants marxistes arrêtés après les événements auxquels ils n'ont généralement pas participé, contre des islamistes, contre une poignée de babaïls. Sur quelque mille cinq cents personnes arrêtées, un millier ont déjà été condamnées. Le dernier verdict a été prononcé, samedi 26 mai, par le tribunal correctionnel de Marrakech dans le « procès des 39 ».

Dans cette affaire révélatrice, le procureur avait classé les inculpés en deux groupes. Le premier comprenait, indique-t-on de bonne source, des « politiques », c'est-à-dire d'anciens militants, généralement des marxistes, fichés par la police, qui n'ont pas participé aux émeutes de janvier, ont été arrêtés après coup, dont on a le plus souvent obtenu les aveux sous la pression, selon les observateurs judiciaires, et qui ont été jugés pour leurs idées. Les peines les plus lourdes leur ont été infligées : quatre d'entre eux au moins, dont un avocat, M. Mohamed al Younsi, ont été condamnés à quinze ans de prison, deux à douze ans et huit au moins à dix ans.

Pour les membres du deuxième groupe, essentiellement des lycéens arrêtés lors des manifestations, les peines vont de un à huit ans de prison. Observateur mandaté par la Fédération des juristes catholiques, M. Olivier Grisoni, qui a pu assister à deux audiences, nous a déclaré que pendant la garde à vue — d'un à neuf jours (1) — les inculpés avaient les yeux bandés et portaient les menottes jour et nuit.

D'autres verdicts sévères — jusqu'à douze ans de prison ferme — ont été prononcés par les chambres correctionnelles — dont les sentences sont sans appel — d'Oujda (Nord-Est), d'Al Hoceima et Nador (Nord), à l'encontre de plusieurs dizaines de personnes. Le motif d'inculpation généralement retenu par ces juridictions est celui d'« atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat ». Les tribunaux de première instance ont poursuivi et condamné pour « troubles de l'ordre public », « vandalisme » ou « incitations à la grève et manifestations illégales sur la voie publique ». Après les émeutes, qui ont fait officiellement vingt-neuf morts et cent quatorze blessés, le roi Hassan II avait mis en cause les intégristes « télégués par

l'Iran », les marxistes-léninistes et les « services secrets sionistes ».

Judi 24 mai, c'est le chef de l'organisation islamiste Al Jamaa (la Communauté), M. Abdelhamid Yassine (cinquante-sept ans), qui a été condamné à deux ans de prison ferme et 500 dirhams (un peu plus de 500 F) d'amende par le tribunal de Salé, près de Rabat. Dans son réquisitoire, le procureur lui avait reproché d'avoir proféré, dans sa revue interdite *As Sobh* (l'Aube), des « insultes gratuites » à l'encontre de membres du gouvernement et d'institutions comme la radio et la télévision. Le condamné — qui a l'intention de faire appel — avait expliqué que ses critiques « contre certains aspects de la société étaient d'ordre moral et ne visaient aucune personnalité ».

Par ailleurs, les détenus ont été informés début mai qu'il leur était désormais interdit de passer leurs examens et donc de poursuivre leurs études. On ignore, pour le moment, s'il s'agit d'une brimade ou si les autorités ont craint d'être débordées par les demandes d'inscription des quelque mille lycéens condamnés, venant s'ajouter à celles des anciens détenus. Si cette mesure devait être maintenue, elle serait dramatique pour les jeunes — notamment le mathématicien Sion Assidon, — dont certains purgent des peines de trente ans de prison pour délit d'opinion et qui avaient placé tous leurs espoirs dans les études.

Pour obtenir l'annulation de cette mesure, les prisonniers d'Oujda et de Rabat ont entamé, le 21 mai, une grève de la faim de quelques jours, tandis que ceux de la prison de Kénitra font une grève tournante de durée illimitée. En outre, M. Abraham Serfaty, M. Nagia Ababou, femme de M. Abdallah el Harif, et quelques autres détenus font ou ont fait des grèves de la faim pour protester contre la condamnation de membres de leur famille, en raison principalement de leurs liens de parenté.

Autre procès, celui des babaïls (*le Monde* du 5 avril) condamnés à cause de leur foi et qui ont fait appel. La prochaine audience a été fixée au 31 mai, à Casablanca, et M. Alain Weber devrait y assister en tant qu'observateur de la Fédération internationale des droits de l'homme, qui suit de près cette affaire. Il a toutefois noté avec satisfaction que les tracasseries poli-

cières que subissaient les cinq cents membres de la communauté babaïte ont cessé.

En revanche, nous avons appris de bonne source qu'une centaine des deux cents membres de la communauté protestants — des Marocains — ont été convoqués par la police et que le pasteur Jean Padilla, né au Maroc, mais vivant à Marseille, a été « assigné à résidence » début mai dans l'hôtel d'Agadir où il était descendu. Il semble que les autorités aient voulu marquer leur irritation devant l'envoi de Marseille et de Malaga de « cours bibliques par correspondance » et le prosélytisme d'une Église protestante qui s'adresse aux Maghrébins à partir d'une radio d'Europe méditerranéenne.

PAUL BALTA.

(1) Celle de M. Abraham Serfaty a duré quinze mois.

PARIS ET ALGER ENVISAGENT UNE COOPÉRATION DANS LES SECTEURS DE LA PÉTROCHIMIE ET DE L'ÉLEC- TRIFICATION

(De notre correspondant.)

Alger. — M. Jean Anouh, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Industrie et de la recherche, chargé de l'énergie, a regagné Paris mardi 29 mai après une visite de trois jours en Algérie. L'occasion de ce voyage était l'inauguration des rencontres techniques algéro-françaises sur le pétrole et le gaz qui, du 28 au 30 mai, permettront aux experts des deux pays de procéder à des échanges d'informations et à une confrontation de leurs expériences. Ce séjour a aussi donné lieu à des entretiens avec le ministre algérien de l'énergie, M. Nabil.

Les deux hommes ont déclaré à la presse que le contrat gazier conclu entre Paris et Alger doit maintenant avoir un prolongement dans la coopération énergétique et pétrochimique. Cette coopération pourrait trouver un champ d'application dans les industries chimiques et pétrochimiques et dans le développement de l'électrification de l'Algérie. Une fois de plus, on parle de perspectives ouvertes par la création éventuelle de sociétés mixtes.

J. d. G.

ASIE

Afghanistan

La résistance n'envisagerait pas de reconquérir rapidement le Panshir

Peshawar (Pakistan) (AFP). — Le commandant Massoud, chef des maquisards du Panshir, avait fait évacuer la vallée par les populations civiles, puis ordonné le repli de ses combattants avant l'offensive soviéto-afghane lancée à la fin du mois d'avril. Il s'est lui-même retiré dans un secteur tenu secret de l'Hindou-Kouch, d'où il coordonne à distance l'activité de la résistance, a déclaré, dimanche 27 mai, l'un de ses principaux lieutenants, l'ingénieur Eshaq, M. Massoud ne fait pas, a-t-il précisé, de la reconquête de la vallée du Panshir une priorité. « Cela n'a aucune importance si les Russes restent longtemps, dit-il, car cela leur coûtera cher et nous pourrions profiter de ce temps d'hébergement pour mener la guerre à travers le pays ».

Pour faire croire à l'état-major soviétique que la résistance n'avait pas évacué la vallée, a expliqué M. Eshaq, un groupe de combattants a attaqué la petite garnison d'Onawa, dans le tiers inférieur du Panshir, « avec l'ordre de décrocher après quelques heures ». Privés d'une véritable victoire, les Soviétiques ont ensuite pris le contrôle de la grande vallée d'Andarab, qui relie d'est en ouest le Panshir à la route stratégique du Salang, dans une centaine de kilomètres. Le 13 mai, ils s'étaient retirés d'Andarab et avaient couvert leur première défaite dans la vallée adjacente de

Dara, où les attendaient les maquisards.

Selon M. Eshaq, le commandant Massoud estime que les Soviétiques remplacezont rapidement les troupes d'occupations de la vallée par des soldats afghans et qu'il sera plus facile alors de les déloger. « Nous ne manquons ni d'armes ni de munitions, a-t-il dit, et nous n'avons pas besoin de renforts ».

D'autre part, à Peshawar également, l'ancien chargé d'affaires afghan à Moscou, M. A.M. Mangal, qui a fait défection (*le Monde* du 25 mai), a déclaré, samedi 26 mai, dans une conférence de presse, que l'URSS n'a aucune intention de parvenir à un règlement négocié de la crise afghane. Pour M. Mangal, les négociations « indirectes » pakistano-afghanes menées sous les auspices de l'ONU depuis trois ans pour trouver une issue à la crise « ne mènent à rien ». Elles n'ont pour but, a-t-il dit, que de « légitimer » le gouvernement « fantôme » de Kaboul et de « gagner du temps ».

L'Union soviétique, a ajouté M. Mangal, est préoccupée par les « profondes divisions » entre les deux factions (Parcham et Khalq) du parti communiste afghan, provoquées d'ailleurs, selon l'ancien diplomate, par une lutte pour les postes de responsabilité que par des divergences idéologiques.

A TRAVERS LE MONDE

Inde

● MANIFESTATION CONTRE LE BANGLADESH. — La police a ouvert le feu, lundi 28 mai, sur quelque 2000 personnes qui manifestaient devant l'ambassade du Bangladesh à New-Delhi, tuant le passager d'un autobus qui se trouvait sur place et en blessant deux autres.

Italie

● LIBÉRATION D'UNE FEMME DÉTENUÉE EN BULGARIE. — M^{me} Gabriella Trevisin, de nationalité italienne, détenue depuis vingt et un mois en Bulgarie, où elle était condamnée à trois ans de prison pour « espionnage », a été libérée le vendredi 27 mai et a regagné Rome. M. Paolo Farsetti, arrêté avec elle en août 1982 et condamné à dix ans de prison, est toujours incarcéré. Les autorités bulgares

les accusaient d'avoir photographié des installations militaires. — (AFP.)

Tchécoslovaquie

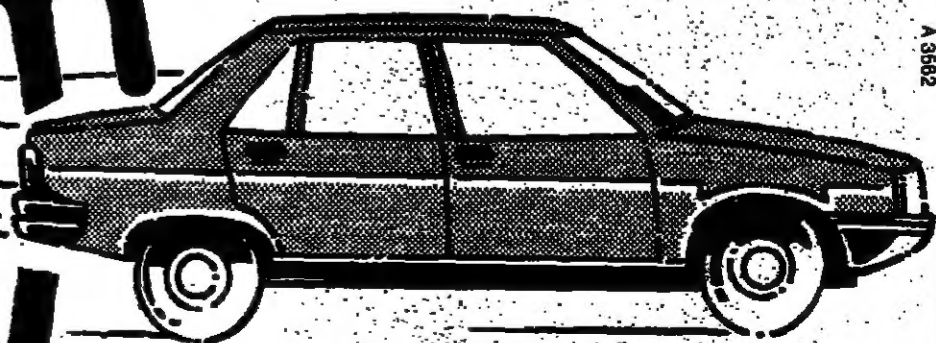
● UN DISSIDENT LIBÉRÉ. — Peter Uhl, l'un des principaux dissidents tchécoslovaques, a été libéré le lundi 28 mai, après avoir purgé intégralement une peine de cinq ans de prison pour « menées subversives ». Peter Uhl est l'un des premiers signataires de la Charte 77.

Tunisie

● DEUX CONDAMNÉS EXÉCUTÉS. — Deux hommes reconnus coupables, le 14 janvier, « d'homicide volontaire et de tentative d'homicide avec l'intention de commettre un vol » ont été pendus lundi 28 mai à l'aube dans une prison de Tunis, a annoncé le ministère de la justice. — (Reuters.)

LA RENAULT 9 COUPE EN 2 LE CREDIT

EXCEPTIONNEL
JUSQU'AU 30 JUIN
CREDIT MOITIE PRIX



Jusqu'au 30 juin 1984, pour tout crédit de 12 mois sur toute la gamme RENAULT 9 (sauf la RENAULT 9 AVENUE), la DIAC vous propose, sous réserve d'acceptation du dossier, un crédit au TEG de 10 % (au lieu de 24,15 à 26,15 %), avec un versement comptant minimum de 20 %. Vous pouvez également bénéficier d'un taux préférentiel sur 24, 36, 48 et 60 mois.

Exemple : RENAULT 9 C : versement comptant de 9.700 F puis 12 mensualités de 3.252,88 F. Coût total à crédit : 48.734,58 F ou versement au comptant 9.700 F puis 60 mensualités de 976,16 F. Coût total à crédit : 68.269,60 F (TEG 19,80 % pour une durée de 60 mois). Prix clés en main : 46.700 F au 12/03/84. Millésime 84.

DIAC SA au capital de 350 millions de francs. RC Paris B 542 062 435 - 51/53 Champs-Élysées - Paris 8^e.



ASIE

Inde

Les sanglants affrontements de Bombay

La haine religieuse et la misère...

Le bilan officiel des affrontements entre hindous et musulmans, à Bombay et dans ses environs, s'élevait, mardi matin 29 mai, à 230 morts et 780 blessés. Plus de 60 000 personnes sont sansabri. Depuis le 17 mai, 5 000 personnes ont été arrêtées. L'armée et la police semblaient avoir repris, mardi, le contrôle de la situation.

Bombay. - Alertés par une odeur plus fétide qu'à l'ordinaire, les policiers de Bhiwandi, à 40 kilomètres de la capitale du Maharashtra, découvraient jeudi dernier 24 mai un nouveau cadavre en décomposition. L'homme, un hindou, avait été poignardé dans le cou quatre ou cinq jours plus tôt et sous les coups probablement répétés d'une barre de fer son crâne avait éclaté comme une grosse noix. Tandis que trois de ses hommes entreprenaient de tasser les restes dans un linceul de plastique noir, l'officier eut un haut le cœur. La deuxième victime des huit nuits sanglantes de Bombay fut chargée sur un camion à destination de la morgue.

On estime que les deux tiers des cadavres ramassés, en une semaine, dans le port et ses banlieues les plus sordides sont ceux de musulmans. Mais la peur est dans tous les bas quartiers de la ville où s'entassaient les trois ou quatre millions de damnés hindous et musulmans, venus s'échouer au bord de la mer d'Oman. De sources officielles, il y a plus de cinq cents bidonvilles dans le Grand Bombay (banlieue comprise).

Certains abritent quelques centaines de familles, d'autres plusieurs milliers. Ici, les drapeaux safrans hissés sur les toits de branchages montrent que les hindous sont majoritaires.

Un peu plus loin, c'est le vert de l'islam qui domine. Sans ces pauvres emblèmes, l'œil étranger ne saurait s'y retrouver. Car les relents de pourriture et de brûlé qui s'échappent des ruines noircies sont les mêmes des deux côtés. Les égouts à ciel ouvert charrient la même vermine grouillante, et les enfants des deux communautés jouent sur des dépôts d'ordures survolés par les mêmes nuées de grosses mouches noires.

D'ici quelques semaines, quand la mousson aura noyé la ville, les nouvelles sordides des *mohalla* musulmans seront aussi boueuses que celles des quartiers hindous. Et le sort commun comparable à celui des poils des tranchées de 14-18. Comment la barbarie ne naîtrait-elle pas dans des endroits aussi dégradés ? Comment éviter les débordements de haine dans une telle densité de chair humaine en détresse ? Bombay, « la reine des cités indiennes », comme disent les défilants touristiques, étouffe sous le nombre de ses familles sujetes.

De notre envoyé spécial

« Big B », comme l'appellent fièrement ses plus vieux habitants, dispose d'eau potable pour cinq à six millions de résidents. Il y en a neuf millions, et ils seront seize millions d'ici quinze ans. Bombay, la capitale des affaires, la moderne, la libérale, Bombay se « calcitraise » plus vite qu'elle ne s'était crue occidentalisée.

Les rats y pullulent. Les trottoirs de ses quartiers populaires sont colonisés par un million de misérables héros entassés dans des terriers cloaques, sous des toiles de plastique et de vieux chiffons accrochés aux murs lépreux d'immeubles crasseux. La nuit, des dizaines de milliers de dormeurs prennent possession des boulevards et des esplanades après avoir réglé un loyer aux policiers chargés de les faire déguerpir. Les mendicants, attirés par les touristes, les hommes d'affaires et les émirs du Golfe en villégiature dans la région, font quasiment les 3 x 8.

Shiva contre Allah

Dans ce vaste « dépôt d'humain », pour reprendre l'expression si juste de l'écrivain V.S. Naipaul, la lutte pour l'espace est de tous les instants. La cause des émeutes de Bombay n'est pas seulement religieuse, elle est aussi, elle est peut-être d'abord sociale. Quoi de plus facile en effet, dans ce climat de cour des miracles, que d'allumer la mèche de la haine religieuse sous le grand chaudron de la cité ? Ceux qui y trouvent intérêt - policiers irresponsables, policiers corrompus et mafias de tous acabit - savent parfaitement s'y prendre.

Shiva contre Allah : voilà la formule ! C'est imparable : lâchez un cochon dans une mosquée, jetez une tête de vache dans un temple, l'émeute est garantie, il y aura du sang. Après quelques heures de lynchages collectifs, la multitude aura oublié pourquoi elle se déchire, mais il faudra que l'armée et la police interviennent pour qu'elle se calme et rentre dans ses terriers.

Entre-temps, comme c'est le cas à Bombay, toute la petite pègre de la métropole se sera mise de la partie et profitera de la confusion générale pour régler ses comptes personnels.

Qui, parmi les sept cents écolopés qui passent aujourd'hui leurs blessures dans les hôpitaux surchargés du port, sait encore ce qui a provoqué le drame ? Rappelons les faits : le 21 avril, un certain Bal Thackeray, version molle du « Tigre rugissant » que ses disciples hindous veulent voir en lui, prononce, à 600 kilomètres de Bombay, un discours antimusulman au cours duquel il s'en prend au Prophète Mohamed. Quinze jours plus tard, un petit journal omdou - langue des musulmans - publie des extraits du texte infamant. Le 17 mai, un groupe de mohamédiens - c'est

ainsi que les musulmans se nomment eux-mêmes - se saisit d'un portrait du « Tigre » et le décore publiquement d'une guirlande de vieilles savates en cuir. Insulte suprême pour un orthodoxe, puisque le cuir c'est la vache, et la savate foule la poussière. Quelques heures plus tard, c'est l'émeute. Dernier prétexte, des militants du Shiv Sena (l'Armée de Shiva), un guerrier marathe du dix-septième siècle, l'organisation « socio-politique » fondée par Bal Thackeray en 1965, accusent les musulmans de Bhiwandi d'avoir mis bas le drapeau safran qu'ils avaient placé à deux pas du fanion vert-islam qui flottait sur l'endroit. C'est tout ? Oui et non.

Aujourd'hui, dans un entretien avec le Monde, M. Bal Thackeray, dont l'arrestation est réclamée par les musulmans, dément avoir jamais insulté le prophète. Cet ancien caricaturiste de presse, qui se dit avant tout nationaliste après avoir été régionaliste - « le Maharashtra aux Marathes », criait-il dans les années 70 - n'est pas forcément représentatif de la vague de chauvinisme hindou qui déferle depuis deux ou trois ans sur le pays de Gandhi. Il se contente de la chevaucher.

Il a déjà fait trois mois de prison, en 1969, pour avoir prononcé des discours « incendiaires » (des émeutes hindoues-musulmanes firent à l'époque cent vingt et un morts à Bhiwandi) et il se déclare plutôt antidémocrate. Selon lui, « l'Inde a besoin d'une quinzaine d'années de dictature pour guérir ses maux ». Pas représentatif donc. Mais les opinions qu'il exprime à propos des musulmans sont partagées non seulement par les quelques cinq cent mille hindous qui, prétend-il, voient en lui un chef de file, mais par beaucoup de bons et honnêtes citoyens.

En vrac : « Je n'ai rien contre les musulmans. Certains sont de bons patriotes. (...) Ils ont une tendance au fanatisme. (...) Ce sont toujours eux qui commencent les émeutes, nous nous contentons de répondre à leur violence. (...) Ils veulent islamiser la terre entière à commencer par l'Inde. (...) Beaucoup ont encore à prouver leur respect pour notre patrie. (...) La pègre est en grande majorité musulmane. (...) On devrait instituer un permis d'entrer dans cette ville, tous les immigrants clandestins seraient renvoyés ».

Halte au Vol

1 serrure à 5 points

PICARD

+ autres marques

Matériel

GARANTI 5 ANS

+

1 blindage acier

15/10°

+

4 goujons d'acier

anti-dégondage

+

3 cornières

anti-pince

à l'extérieur sur le

pourtour de la porte

OFFRE EXCEPTIONNELLE

3.500 F TTC

Pose et démol. comp.

PARIS-BANLIEUE

Sté S.P.P.

11, rue Minard

92130 Issy-les-Moulineaux

☎ 554.58.08

554.41.95

CREDIT GRATUIT

3 MOIS

d'où ils viennent. (...) Les hindous pratiquent la contraception plus que les musulmans, c'est un grand danger pour le pays. (...) Tous ceux qui plaquent l'islam avant la patrie devraient être mis au pas. (...) Est-ce un crime pour des hindous d'être fiers de leur religion ? Ce pays est à nous. Les musulmans ont le Pakistan et le Bangladesh. Ici, c'est l'Hindoustan. Telle était l'idée de base du partage de l'empire des Indes.

L'antagonisme hindou-musulman est une réalité quotidienne de l'Inde. Et, depuis le 15 août 1947, jour de l'indépendance et nuit maudite du « grand partage », pas une année ne s'est écoulée sans apporter sa moisson de cadavres hindous et musulmans. Les hindous, qui forment, avec les cent millions d'« intouchables », autour de 83 % de la population, n'ont jamais pardonné aux enfants d'Allah la division de *Mother India*. Les trente-cinq millions de « croyants », restés dans le pays après la sécession du Pakistan, sont aujourd'hui quatre-vingt-cinq millions, soit 12 % de l'ensemble indien.

Les mal-aimés

La constitution de l'Inde en fait des citoyens comme tous les autres et préserve tous leurs droits à la différence. La polygamie, interdite aux hindous, est légale pour eux, et l'ourdou, seule langue officielle du Pakistan, est l'une des quinze reconnues par l'Union indienne. En trente-six ans, l'Inde indépendante a eu deux présidents de la République islamiques (fonction purement honorifique), un vice-président (depuis 1982), trois gouverneurs d'États régionaux et quatre chefs-ministres élus, dont deux dans le Cachemire, seul État de l'Union où les musulmans sont numériquement majoritaires.

Sur sept cent quatre-vingt-huit membres du Parlement national, soixante-treize sont des « croyants », et il existe plusieurs centaines d'organisations musulmanes politiques, sociales, culturelles et religieuses dans le pays. « Vous voyez bien qu'il n'y a pas discrimination mais plutôt favoritisme », disait M. Bal Thackeray. Pourtant, c'est un fait, les musulmans indiens se sentent mal aimés. Divisés, dépourvus d'un chef digne de ce nom, démoralisés, incorporés à l'échelon national, les fils d'Allah constituent sans doute le groupe le plus faible et le plus apathique de toute l'Union. Économiquement, ils sont globalement les plus pauvres et ressentent leur sous-représentation dans l'administration et les forces armées (1,5 % à 3 %) comme une véritable injustice.

L'hindou moyen leur reproche d'être arriérés (les trois quarts des mohamédiens sont des ruraux, et ils représentent moins de 2 % des étudiants dans l'enseignement supérieur), il les croit généralement agressifs, obscurantistes et prompts au fanatisme. Bref, s'il est vrai que les musulmans indiens craignent par-dessus tout l'assimilation et l'étouffement de leur religion par l'hindouisme, il est non moins vrai que le disciple ordinaire de Brahma, Vishnou et Shiva fait lui-même un complexe de supériorité sur le fidèle de Mohamed.

Les racines du clivage sont profondes et le schisme ne cesse de s'élargir. Dans l'inconscient collectif des hindous, le musulman est non seulement responsable du partage de l'Inde et de l'effroyable bain de sang qui s'ensuivit, mais il est aussi, en raison de sa religion internationaliste, suspect de loyautés extra-territoriales. En clair, l'islam indien est globalement considéré par l'homme de la rue comme un agent potentiel de l'adversaire pakistanais.

La violence qui a déferlé sur Bombay, c'est aussi l'expression de tout cela. La cohésion nationale indienne a toujours été assez fragile, mais, pendant quelques nuits, dans la seconde ville du pays, on a sans doute frôlé la cassure.

PATRICE CLAUDE.

(Publicité)

UNIVERSITÉ DE PARIS I

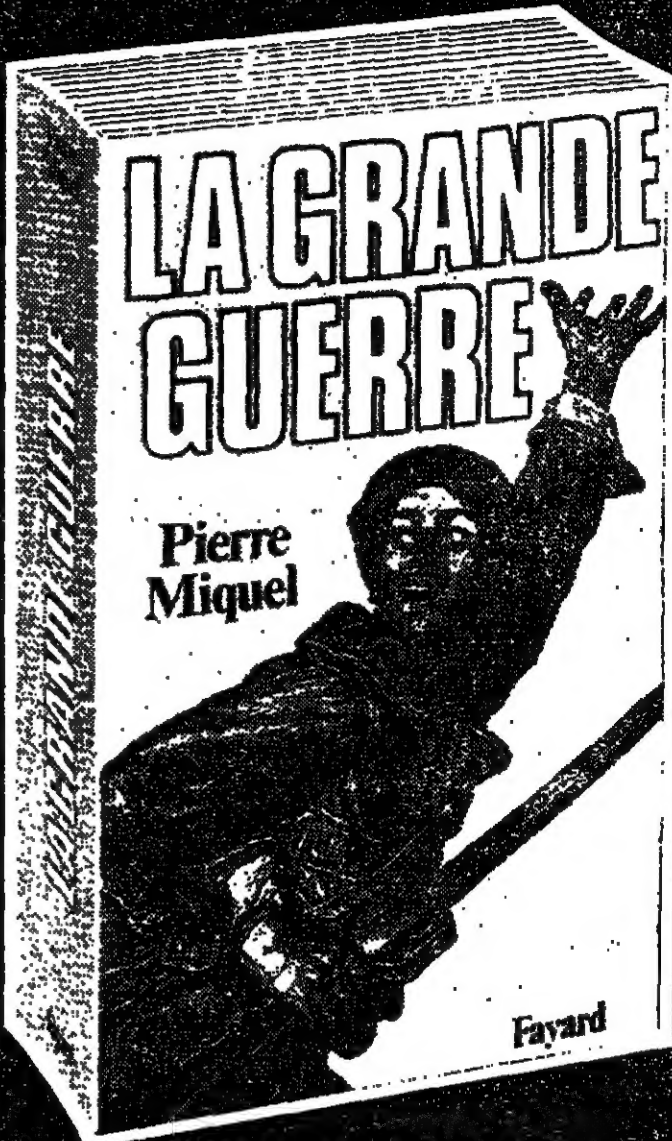
CENTRE D'ÉDUCATION PERMANENTE

DESUP EN ÉCONOMIE SOCIALE

(Coopératives - Mutuelles - Associations)

Diplôme de 3^e cycle sur 2 ansRenseignements et inscriptions : Nicole FRIER
14, rue Cujas
75005 PARIS
329.75.23
354.87.80.L'HISTOIRE
CHEZ FAYARD
PRIX GOBERT

de l'Académie Française

Prix du Mémorial
Prix des Écrivains Combattants672 pages
98 FRETOUR DE CHINE,
MARCO POLO ME FAIT
GOÛTER LES NOUILLES :
BUONISSIMO !TOUS LES
DÉTAILS DANS
LE GUIDE BLEU.

chine

GUIDE BLEU :
VOTRE JOURNAL DE VOYAGE.

TWA Flâneries Américaines

La côte Est en Belle Américaine : 8.325 F.*

Vols Paris - New York - Miami - Paris, 15 nuits en hôtels de 1^{ère} catégorie...
et 2 semaines au volant d'une Belle Américaine.*Départ tous les samedis. Prix par personne en chambre occupée par 2 adultes et 2 enfants.
Kilométrage illimité en option. Supplément haute saison (du 21/7 au 11/8) : 150 F. p.p.
Paris 1^{er} 19 bis, rue du Mont-Thabor Tél 260 39 85 Province : Lorient S.A. Bordeaux, Lyon, Marseille, Nantes, Nice, Strasbourg

Vous plaire nous plaît

TWA

مكتبة الامم المتحدة

مقدار من الاصل

84

les élections

LES « PETITES LISTES » DANS LA CAMPAGNE

La tentation socio-professionnelle

Un scrutin suscite toujours des vocations ou des ambitions. C'est une occasion idéale pour se faire connaître, délivrer un message ou accréditer une audience. Les élections européennes n'échappent pas à cette logique, et les listes de candidats se multiplient au fil des jours. On comptait le 1^{er} juin - jour de la clôture du dépôt des listes - le nombre de celles qui se présenteront effectivement aux suffrages des électeurs.

Aux côtés de celles qui, bénéficiant du soutien d'un groupe parlementaire (quinze sénateurs ou trente députés), ont droit à l'appellation « grandes » listes (liste UDF-RPR, liste PS, liste PC et peut-être liste ERE), apparaissent les « petites ». Il est vraisemblable qu'un certain nombre d'entre elles renoncera à subir l'épreuve du 17 juin, faute d'avoir surmonté quelques obstacles.

Rassembler quatre-vingt un candidats est pour elles une première difficulté. M. Havel doit le savoir... qui sur sa liste L'Europe peut-être enfin avoir inscrit quatre-vingt un fois son propre nom ! Saisi de cette

affaire par le ministre de l'intérieur, le Conseil d'Etat a refusé à M. Havel le droit de participer au scrutin.

Verser une caution de 100 000 francs à la Caisse des dépôts et consignations, faire face à des frais de campagne élevés (1), disposer enfin d'une capacité de mobilisation suffisante pour sensibiliser l'électorat le plus large possible, sont d'autres difficultés que certaines petites formations ne pourront résoudre. Le Mouvement des nouveaux démocrates que préside M. Philippe Guillaumet, secrétaire général du Centre des jeunes dirigeants d'entreprises, et le Mouvement gaulliste populaire (gaullistes de gauche) de M. Delecourt, ont ainsi déclaré forfait.

D'autres partis ou associations qui ont fait connaître leur intention de se mettre sur les rangs n'ont pas encore rendu publique la composition de leur liste. C'est le cas de la section française de la ligue Europe 2000 qui souhaite patronner une liste intitulée Europe des peuples avec le soutien de nombreuses

associations régionalistes ou fédéralistes européennes. Parmi les membres du comité de soutien à cette liste, figurent le colonel Rémy et M. Guy Héraud, candidat fédéraliste à l'élection présidentielle de 1974.

C'est aussi le cas de IOANE, « seul parti politique européen digne de ce nom », selon son président, M. Bernard Granotier, qui a exprimé le désir de présenter des candidats dans les dix pays de la Communauté.

C'est encore le cas du Parti ouvrier européen (POE), dont le secrétaire général, M. Jacques Remondet, a lancé un appel pour trouver des candidats et cinq millions, et celui d'une association de « créateurs et politiciens nouvelle vague ». Son président-fondateur, M. Gorlier a manifesté sa détermination à conduire une liste Union pour l'Europe : travail-paix-liberté : « A ceux qui tremblent de fièvre déjà, disons-leur que c'est peine perdue de vouloir nous barrer la route, car la France nous attend ».

Il aurait été surprenant que M. André Dupont, dit Moum Agui, une célébrité du quartier Latin, éternel candidat, se taise. Avec M. Robert Mallange et Théodore Monod, membre de l'Institut et professeur au Muséum d'histoire naturelle, il a décidé de constituer une liste pour promouvoir « une Europe des gentils, des amis de la vie, pas celle du grubi et du chichi ».

Somme toute assez marginales et encore hypothétiques, ces ne sont pas des « petites » listes qui inquiètent les états-majors des grands partis, mais les autres : les « politiques » et les « socio-professionnelles » (voir ci-dessous). Si la présence des premières, qui émanent des écologistes, du PSU, des partis d'extrême gauche ou d'extrême droite, est traditionnelle, la présence des secondes, à l'exception de la liste du CID-UNATI, constitue une nouveauté de ce scrutin.

Si toutes ces listes se maintiennent, le score « établi » lors du précédent scrutin européen de 1979 sera dépassé : onze listes étaient alors en concurrence, toutefois deux d'entre elles n'avaient pas dépassé de bulletins de vote. La multiplication de ces « petites » listes ne manque pas d'attirer les principales formations politiques qui multiplient les appels au « vote utile » pour tenter de pallier une éventuelle dispersion des voix.

NADINE AVELANGE

(1) La caution et les dépenses de campagne (profession de foi, affiches réglementaires et bulletins de vote) ne sont remboursées qu'aux listes qui obtiennent au moins 5 % des suffrages exprimés.

M. Lionel Jospin mène

De notre envoyé spécial

Dijon. - S'agit-il de « communisme » dans une campagne européenne qui en manquera par trop ? Communiqués, communiqués. Lionel Jospin, en tout cas, s'y emploie. Cette fois, c'était Dijon, sous la pluie, pour un meeting en famille socialiste, mille cinq cents personnes environ, venues de Bourgogne et de Franche-Comté. Pas la foule, certes - qui ferait un triomphe en cette affaire européenne ? - mais des gens nettement favorables et très attentifs, bien au-delà des manifestations de tréteaux et des acclamations rituelles. C'est peut-être le premier point intéressant : l'attention, la capacité d'écoute de la foule, plutôt que sa force incantatoire. Comme si la difficulté des temps favorisait davantage la raison qu'elle ne suscite la passion. Cela se conçoit en effet...

Deuxième point non sans rapport avec le précédent : le créneau socialiste choisi semble bien être celui que Lionel Jospin appellera le « combat critique ». Front contre front, idées contre idées, en somme « projet contre projet ». Avec, évidemment, cette conviction que « la droite n'aurait pas de projet autre que celui de la revanche », pas d'alternative à son « incapacité à innover » que le « travestissement des positions adverses ».

Le combat d'idées, donc, une campagne presque pédagogique et pas seulement d'une pédagogie de la crise. Les cours du soir socialisés du professeur Jospin. Une phrase à Dijon résume bien ce créneau choisi : « Acceptons tous les débats avec les gens de la droite, projet

contre projet, et obligeons-les à sortir de la caricature ».

Un tel choix suppose que le pédagogue soit bon. Lionel Jospin est tout, sauf un de ces tribuns capables de chavirer une foule par la seule éloquence du moment. Il a avec le lyrisme et l'envoie de manche des rapports qu'on peut qualifier de « démodés », mais il dispose, par contre, d'une évidente capacité à expliquer les choses, à enchaîner les idées, à forcer l'auditeur à la réflexion. On dira que c'est là bien le moins pour un responsable politique. Vraie...

Un tel choix implique aussi que le responsable se sente sûr de lui, mieux encore, en position de force. Est-ce paradoxal ? En tout cas, c'est ainsi : contre vents et marées, contre partielles et sondages, Lionel Jospin dans le sursis d'un homme dans le sens de la marche, d'un challengeur qui aurait enfin trouvé la corde. A tort ou à raison ? Qui sait.

Reste que cet optimisme tire visiblement sa source d'un « constat » que M. Jospin avance avec une gourmandise délectable. Pour lui, aucun doute, l'adversaire platonique, républicain, l'adversaire laïque : « Madame Veil ? Ce n'est pas le triomphe attendu, annoncé ailleurs. Evidemment, sa liste repose sur la droite conservatrice, sur des chapeaux, des factions, de petites groupes des tempéraments très hostiles les uns aux autres ; elle se fonde sur une prétendue dynamique unitaire. Il n'en est rien. M^{me} Veil ne réussit pas à celer sa campagne. Bien plus, la tête de liste adverse lui semble emportée par cette « non-dynamique » de liste. Elle même en conduisant à mener la discussion de façon conservatrice. L'image

LES « POLITIQUES »

● Liste de Lutte ouvrière, conduite par M^{me} Arlette Laguiller. En juin 1979, LO avait constitué une liste avec la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), qui a décidé, en raison des frais élevés de la propagande électorale, de ne pas prendre part au scrutin.

● Liste Pour un parti des travailleurs, soutenue par le Parti communiste internationaliste (PCI) et conduite par M. Marc Gauquelin.

Ces deux formations trotskistes ont ouvert des souscriptions pour financer leur campagne et décidé d'écarter leurs bulletins de vote sur papier demi-format.

● La troisième liste de gauche, présentée par le PSU et les Communistes démocrates unitaires (CDU), conduite par M^{me} Serge Dupéquit et Henri Fassin. Elle se situe dans la majorité et considère qu'elle est indispensable à la gauche pour qu'elle remporte son électorat.

● Liste pour les Etats-Unis d'Europe, présentée par le mouvement Initiatives européennes et conduite par M. Henri Cartan, membre de l'Académie des sciences. Figurent notamment sur cette liste, M^{me} Marie-Jane Pru-

vot, M^{me} Corantin Calvez (rad.) et Gérard Israël (RPR), tous trois membres sortants de l'Assemblée des Communautés européennes. Elle situe son action « en dehors de la politique intérieure française » et milite pour une Europe sans frontières, une Europe sociale, culturelle, ayant sa propre monnaie.

● Liste d'opposition nationale pour l'Europe des patries, présentée par le Front national et conduite par M. Jean-Marie Le Pen.

● Liste Eurodroite, présentée par le Parti des forces nouvelles et conduite par M. Jack Marchal.

● Liste Les Verts, Europe-Ecologie, conduite par M. Didier Anger.

Ne se situant ni dans l'opposition ni dans la majorité, les Verts entendent s'affirmer en tant qu'écologistes. Ils font campagne pour la défense de l'environnement, en liaison avec les mouvements écologistes des autres pays d'Europe.

LES « SOCIO-PROFESSIONNELLES »

● Liste UTILE (Union des travailleurs indépendants pour la

liberté d'entreprendre), présentée par le CID-UNATI et l'UDCA (Union de défense des commerçants et artisans) de M. Poujade, conduite par M. Gérard Nicoud. Cette liste, qui a décidé de mener une campagne « apolitique » et « antipolitique », affirme être la seule liste « socio-professionnelle ».

● Liste Réussir l'Europe, conduite par M^{me} Francine Gomez, PDG de Waterman. Si certains candidats de cette liste de « socio-professionnels » appartiennent à la classe politique, ils ont été choisis, précise M^{me} Gomez, en raison de leur compétence professionnelle.

● Liste Initiatives 84, l'Europe pour entreprendre, conduite par M. Gérard Tourné. Elle est composée de jeunes entrepreneurs qui « n'appartiennent pas aux partis, aux syndicats ou au grand capital ». La liste Réussir l'Europe ne les inquiète pas. Elle représente, selon leur chef de file, les grosses entreprises. Elle est, en outre, « manipulée par certains courants politiques ». Et M^{me} Gomez - surnommée « M^{me} Waterwoman » dans une des lettres éditées par Initiatives 84 pour la campagne - est une « héritière ».

Figures

M^{me} Danielle De March (PC) : l'Europe de l'échec

En gagnant six places sur la liste communiste aux élections européennes et en apparaissant, surtout, au deuxième rang derrière M. Georges Marchais,

M^{me} Danielle De March, quarante-trois ans, vice-présidente sortante de l'Assemblée des Communautés européennes, a excité la curiosité. Une étoile montante du PCF ? Une « protégée » du secrétaire général du parti ? Des spéculations qui, selon l'intéressée, seraient « totalement gratuites ». Sa position de deuxième de liste est, certes, éminente ; mais, précise elle-même M^{me} De March, elle ne fait que consacrer les responsabilités que son parti s'est données en 1979 et que je crois avoir assumées positivement.

En cinq ans, en effet, l'élu communiste varoise - elle est conseillère générale du deuxième canton de Toulon depuis 1979 et secrétaire de la fédération départementale du PCF depuis 1982, après être entrée au comité central dix ans auparavant - a fait ses preuves à Strasbourg. Dans un article récent, l'Humanité soulignait la façon dont elle avait défendu l'avenir de l'industrie navale, « un jour en manifestant avec les travailleurs des chantiers de La Seyne, le lendemain dans l'hémicycle de l'Assemblée, face au commissaire Davidson ».

L'émergence politique de cette ancienne sténodactylo, fille de tailleur de pierre toulonnais - lui-même militant du PCF - est conforme, au demeurant, à l'iconographie communiste. « Né dans la parti » elle a « choisi » de prendre sa première carte à l'âge de quinze ans, elle s'est formée dans les luttes et, particulièrement, dans celle menée longtemps en faveur des droits de la femme. Une militante « exemplaire », souvent dépeinte - ce qui l'afflige, comme une dogmatique. La femme, elle, derrière le masque de la vie publique, aime la poésie et la nature.

En 1977, les élections municipales de Toulon lui ont permis, à la tête d'une liste de gauche comprenant une vingtaine de socialistes dissidents, de devenir la figure de proue du PC varois.

Deux ans plus tard, le parti la fait monter au créneau européen.

De Toulon à Strasbourg, de son travail de terrain aux grands débats parlementaires de la Communauté, elle avoue « avoir franchi le pas avec scepticisme ». Son plus grand « étonnement » : que lui soit échue la seule vice-présidence communiste et d'avoir été, depuis l'expiration du mandat présidentiel de M^{me} Simone Veil, la seule femme à siéger au bureau de l'Assemblée. Le Parlement européen lui est apparu « comme un immense labyrinthe institutionnel » où il n'était pas aisé de se mouvoir imprudemment. Les conservateurs britanniques lui ont fait quelques mièvrises lors des premières séances qu'elle a présidées, en multipliant les « motions d'ordre » retardatrices. « Il m'a fallu un mois, dit-elle, pour bien maîtriser la situation et pour agir efficacement ».

Un tissu technocratique

L'Europe qu'elle a découverte, entre les mailles d'un « tissu technocratique », est, sans nuances, « celle de l'échec ». « Lorsqu'on interroge aujourd'hui les Français, explique-t-elle, cette Europe, avec ses 13 millions de chômeurs ne les intéresse pas. Ils ne l'ont entendue parler - et l'ont vécue - à travers ses problèmes financiers, ses crises successives, ses quotas de production. L'image qu'ils en ont est celle de l'autoritarisme. Comme eux, nous ne voulons pas de cette Europe, mais d'une autre, une Europe du progrès social, des améliorations nouvelles et de la paix ».

Au chapitre des « succès », M^{me} De March range par ailleurs l'adoption par le communisme du rapport sur les fruits et légumes présentés en février 1983 par son ami, M. Emmanuel Martin-Baugé (apparenté PCF), porte-parole de l'Hérault agricole (le « non-communiste », un chérien, resté lui-même, mais qui a été un compagnon merveilleux) ou celui sur les règlements vit-vinicoles, soumis en avril dernier par son collègue communiste de l'Aude,

M. Maurice Martin. « Notre groupe, affirme M^{me} De March, a joué un rôle important de vérité et de transparence. Si nous n'avons pas réussi à Strasbourg, le rapport 630 du commissaire Lorenzo Natali (1) sur les conséquences de l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal n'aurait pas été révisé dans sa teneur. Ce score, de même, les communistes qui ont dénoncé l'abus de compétences commis par M^{me} Veil lorsqu'elle a cru devoir participer, à Munich, à une rencontre sur le problème de la défense européenne ».

Dans la campagne qu'elle mène, tambour battant de visites d'entreprises ; d'exploitations agricoles en divers-débois, l'élu toulonnais reprend avec une égale conviction les deux thèmes principaux du PCF contre le projet d'élargissement : de la Communauté et le « risque » d'une dérive européenne intégrée. « Nous n'avons pas besoin, affirme-t-elle, de l'Espagne et du Portugal au char de la CEE pour un élargissement politique, mais d'être solidaires de ces jeunes démocraties en passant avec elles des accords de coopération qui leur soient profitables. Pour M^{me} De March, les programmes intégrés méditerranéens (PIM), dont les régions concernées ont débattu récemment - et plutôt favorablement - à Montpellier (Le Monde du 23 mai) ne sont que « des mesures d'accompagnement habiles pour faire croire qu'avec certains accords on pourra s'en sortir à deux ».

Un mandat européen ne se résume pas seulement en victoires ou en échecs politiques. M^{me} De March estime « avoir bien servi son parti » : sur ces cinq années passées sur le « front européen » lui ont, également apporté un enrichissement personnel. La militante a fait définitivement sa mue : « Le champ s'est ouvert ; constate-t-elle, l'espace de ma vie s'est élargi et me défendait peut-être l'été... »

GUY PORTE

(1) Vice-président de la Commission de Bruxelles.

La liste d'Initiatives 84 : 81 jeunes entrepreneurs pour l'Europe

M. Gérard Tourné, président du Conseil national des jeunes entrepreneurs et président fondateur du Conseil européen des jeunes entrepreneurs, a présenté, le 23 mai, la liste « Initiatives 84 : l'Europe pour entreprendre » qu'il conduira aux élections européennes.

Convaincu que la libre entreprise est « la seule issue pour notre économie », les candidats de cette liste « ont choisi de refuser la fatalité de la crise » et affirment « leur foi optimiste en des jours meilleurs et une croissance retrouvée dans une ouverture totale sur le monde extérieur ». Nés presque tous après la seconde guerre mondiale, ils affirment représenter « la première génération des vrais bâtisseurs de l'Europe ».

Les quatre-vingt-un « jeunes entrepreneurs » d'Initiatives 84 ne se situent sur l'échiquier politique « ni à gauche, ni à droite, ni en haut ni en bas, mais surtout en avant ». Ils ne militent que pour l'« esprit d'initiative » et la « liberté d'entreprendre ».

Voici dans l'ordre de leur présentation les candidats de cette liste : Gérard Tourné (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Gilles Macherey (PDG, Paris), Gilbert Hussen (directeur général, Vaucluse), Daniel Piastrek (directeur général, Bouches-du-Rhône), Evelynne Mathieu (attachée de presse, Seine-Saint-Denis), Olivier Gast (avocat d'affaires, Paris), Marie-Claude Fontaine (chef d'entreprise, Oise), Pierre Augereau (chef d'entreprise agricole, Yvelines), Pierre Cellot (directeur relations publiques, Yvelines), Michel

Cases (PDG, Paris), Christian Piquart (président du groupe CGP, Haute-Garonne), Jean-Pierre Lehmisch (directeur général, Essonne), René Sylvestre (directeur du journal L'Etudiant, Paris), Baudouin de Canacade (gérant de société, Val-de-Marne), Jean-Claude Morvan (directeur de société, Seine-et-Marne), Gérard Bonissel (directeur de société agro-alimentaire, Bouches-du-Rhône), Pierre Parmentier (ingénieur, directeur général, Paris), Alain de Angèle (avocat), François de la Vergne (directeur commercial, Haute-de-Seine), Colette Harward, épouse Odine (chef d'entreprise, Essonne), Louis Favalloro (gérant de société, Bouches-du-Rhône), Denis Talab (président d'Oric-France, Val-de-Marne), Jean-Noël Moiroud (gérant, directeur général, Ain), Anne-Christine Dray (enseignante, Paris).

Gérard Pagnon (chef d'entreprise, Var), Robert Zanolli (chef d'entreprise, Alpes-Maritimes), Paul Elkaim (directeur de régie publicitaire, Seine-et-Marne), Dominique Maffi (expert comptable, Yvelines), Pascale Richard (dirigeante d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Robert Hussen (ingénieur information, Seine-Saint-Denis), Léon Baruc (avocat d'affaires, Paris), Christophe Coussin (chef d'entreprise de transports, Val-de-Marne), Jean-Bernard Kerveon (« crédit manager » d'entreprise, Val-de-Oise), Philippe Vinsonneau (chef d'entreprise, conseil en entreprise, Gironde), Pascal Goudoumet (passeur de couleurs, Aube), Yvette Del-Bove (attachée de presse et de direction, Bouches-du-Rhône), Jean-Pierre Frugier (directeur de société,

Haute-Vienne), Jean Servais (créateur d'un centre commercial, Val-de-Oise), Raymond Mouton (gérant de société, Bouches-du-Rhône), Louis-Pierre Port (chef d'entreprise, Paris), Patrick Debarbieux (inspecteur analyse en informatique, Paris), Jean-Michel Barès (chef d'entreprise, Ingénieur, Bouches-du-Rhône), Thierry Girard (consultant en franchise, gérant de société, Haut-de-Seine), Jean-François Barès (chef d'entreprise, Ingénieur, Paris), Jean-Yves Gaudet (vététaire, chef d'entreprise de presse, Haute-Garonne), Jean-Jacques Bousquet (gérant d'agence maritime et de société, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques Mazar (chef d'entreprise, Bouches-du-Rhône), Claude Nègre (conseil en marketing, Indre-et-Loire), Edoard Rubini (gérant mandataire, Seine-et-Marne), Catherine Tomasini (gérante de société, Bouches-du-Rhône), François Moiroud (conseil en franchise, Maine), Alain Espagna (ingénieur conseil, Paris), Jacques

européennes

une bataille idéologique

dort de M. Vell en train de se dissoudre dans l'acide corrosif de sa vieille liste conservatrice et même carrément réactionnaire.

A partir de ce constat, M. Lionel Jospin justifie son refus de trop débattre avec l'adversaire communisme. « C'est le combat critique, le combat contre l'opposition qui m'intéresse », dit-il. Le débat Marchais-Jospin, c'était très bien (...). Le parti communiste n'a pas de vision générale de l'Europe, seulement une vision critique. (...) Comme il n'accepte pas la dimension européenne, il n'évolue pas à notre hauteur.

Pas de temps à perdre non plus avec la liste ERE, exécutée — si l'on peut dire — en trois mouvements : « C'est, au fond, la liste des trois infidèles, des trois déçus. Un déçu de la majorité, un déçu de la droite, un déçu de l'écologie. Trois déçus qui s'adressent à des déçus, ce fait quand même peu de motifs d'enthousiasme ».

Et point trop de publicité involontaire pour cette liste de M. Le Pen, ses idées « anti-démocratiques, banalisées aux yeux de l'électorat UDF-RPR » et pour sa notion d'« espace vital », car « il s'est enfin laissé aller, M. Le Pen ». « Je comprends le mouvement sincère de protestation des jeunes. Il faut exprimer cela, marquer à la trace M. Le Pen, mais en veillant à ne pas le servir, ne pas faire de lui, à parodier une victime. »

L'archaïsme

L'essentiel de M. Jospin est ailleurs, dans ce combat au fin fond de la modernité « qui est du côté de la gauche, en tout cas du socialisme », et l'archaïsme « caché en face sous les oripeaux de la nation ». M. Jospin a longuement traité de ces sujets : la modernité de gauche, par la décentralisation, par les nouveaux rapports sociaux, par les efforts considérables en faveur de l'investissement, des nouvelles technologies, de la recherche fondamentale, par la modernisation de l'appareil industriel, etc. : l'archaïsme de droite, « enraciné d'un formidable recours en arrière », « archaïsme par la mise en cause de la législation sociale, archaïsme sur l'école, archaïsme sur la direction de l'économie, archaïsme sur les libertés », etc. Ces thèmes ne sont pas vraiment nouveaux, mais la vigueur avec

laquelle ils ont été repris montre bien le terrain choisi : une bataille idéologique. La virulence n'en est pas absente. Que ce soit pour noter « l'urgence à droite d'un nouveau personnel politique, d'hommes profondément réactionnaires, bien loin des idées des hommes issus de la Résistance qui, d'une certaine façon, maintenaient les ponts entre la gauche et la droite ». Que ce soit pour condamner les « références variables », voire la « malhonnêteté intellectuelle » de M. Raymond Barre, dans ses déclarations à l'Express cette semaine.

La chaleur n'en est pas davantage absente. D'abord pour célébrer la modernisation industrielle, fille ou mère de la modernité, « car, si nous voulons ne pas manquer un rendez-vous historique avec notre pays, il nous faut intégrer le problème de la gestion et pas seulement celui de la réforme ». Ensuite pour démontrer l'affirmation adverse selon laquelle la France socialiste serait isolée du reste de l'Europe. Pour M. Lionel Jospin, c'est l'inverse qui se produit. La rencontre à Paris (le Monde daté 27-28 mai) des leaders socialistes européens le « montre bien ». « L'accueil enthousiaste, formidable même, réservé au discours de François Mitterrand par les parlementaires européens, y compris les députés libéraux, le prouve ».

Voilà bien, selon M. Jospin, l'enjeu de ces élections, dans une période de « risques de basculements majeurs, crise irakienne, crise du dollar ». « Or l'Europe, dans un monde aussi incertain, aussi troublé, peut rassembler ses forces, ou il est fort à craindre que chacun de nos pays s'en aille seul. »

Sur ce plan, M. Jospin devait reprendre point par point le discours de M. François Mitterrand à Bruxelles, avant de conclure : « La Communauté européenne doit refuser la stagnation et la subordination sous peine de se perdre ». Et, dans son esprit, il n'en va probablement pas autrement pour le socialisme français. « Il lui faut s'inscrire dans la durée pour n'être pas seulement un moment d'enthousiasme puis de déception ».

PIERRE GEORGES.

CAPEL
se met en quatre
pour les
doublemètres

CAPEL prêt à porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

en jeu

JEAN MOULIN
A-Y-IL EXISTÉ ?

LA COTE LAURENCE
SABO CHACHETTE
COTTE VILHELMINE
MONTI HANSEN
MARTIN TASSIN

Et les articles de D. Mouchané, A. Lipietz, A. Dupont, Georgina Dutoit, A. Santos, G. Bourdel, J.-P. Jean, G. Gauré, P. Joffroy, J.-P. Garnier, F. Jéhu...

UN GRAND MENSUEL
POUR TOUTE LA GAUCHE

N° 13 - JUIN 84 - EN KIOSQUE
Abonnements : 1 an : 280 F
CCP N° 17 857 07 P Paris
Editions du 10 Mai
52, rue de Bourgogne 75007 Paris

En Belgique

Les éternelles querelles communautaires

De notre correspondant

Bruxelles. — Plus ou moins consciemment, les Belges se rendent compte qu'un petit pays ne peut vivre et prospérer — relativement — que dans un cadre plus large. En même temps, la plupart d'entre eux ignorent les institutions européennes. Ici comme ailleurs, on dénonce ce qui apparaît comme une monstrueuse bureaucratie, dont le mérite le plus évident est de faire vivre les hôteliers et les restaurateurs de Bruxelles. Quant au Parlement européen, personne ou presque ne voit le rôle qu'il peut jouer cette assemblée « artificielle », dont les pouvoirs sont très limités.

Tous les partis n'en proclament pas moins que le vote du 17 juin devrait porter sur des questions européennes plutôt que relater les querelles nationales. Une exception toutefois : dès le 1^{er} mai, le dirigeant du parti socialiste francophone, M. Guy Spitaels, a estimé que le scrutin sanctionnerait le gouvernement Martens et sa politique d'austérité.

La cohésion du gouvernement à l'épreuve

Les bonnes intentions affichées par les autres dirigeants politiques ne changent d'ailleurs rien au fait qu'ils sont incapables de dépasser leurs intérêts particuliers et qu'ils vont en découvrant sur des sujets strictement nationaux. Cette bataille a déjà commencé. Depuis plusieurs semaines, les libéraux et les sociaux-chrétiens ne cessent de se critiquer, bien qu'ils soient alliés dans le gouvernement.

Depuis les dernières élections européennes, l'équilibre politique en Belgique a changé. En 1979, le pays était encore gouverné par une coalition de centre-gauche, réunissant les chrétiens-sociaux et les socialistes. Depuis, la nouvelle alliance de centre-droite dirigée par M. Wilfried Martens a, non sans mal, imposé au pays une politique de rigueur et d'austérité. Si bien des tempêtes ont été surmontées, grâce à l'habileté du premier ministre, si des succès ont été remportés, il n'en reste pas moins que le programme économique du gouvernement se heurte à des résistances croissantes.

Dans cette situation, tous les partis considèrent le scrutin du 17 juin comme une « répétition générale » avant les élections générales de 1985. A en croire les sondages, les socialistes pourraient enregistrer quelques progrès. Les pronostics sont plus incertains pour les partis gouvernementaux. Les libéraux, aussi bien en Flandre qu'en Wallonie, paraissent toujours avoir le vent en poupe. Mais un danger sérieux plane sur les chrétiens-sociaux, auxquels tous les spécialistes prêtent au recul. Si tel devait être le cas, certains dirigeants chrétiens-sociaux pourraient se tourner de nouveau vers le Parti socialiste plutôt que de compromettre plus longtemps leur popularité dans un gouvernement « de droite ». Les choses n'en sont pas là, mais la solidarité dans l'alliance gouvernementale pourrait néanmoins être mise à l'épreuve.

Un autre danger toujours présent en Belgique est l'affrontement entre les communautés francophones et néerlandophones. Depuis son arrivée au pouvoir, M. Martens a fait de son mieux pour apaiser ces querelles et donner la priorité au redressement économique. A chaque instant, tou-

tefois, une étincelle peut remettre le feu aux poudres. Les nationalistes flamands de la Volksunie estiment qu'une offensive contre les municipalités francophones de la périphérie bruxelloise (située en territoire flamand) ne peut qu'accroître leur popularité. Le Front démocratique des francophones (FDF) de Bruxelles, qui depuis quelques années a connu des reculs, doit lui aussi ranimer le combat pour sauver ses positions — et son unique siège au Parlement européen.

A cet égard, le Parti socialiste s'est assuré un atout de premier ordre. L'enclave des Fournons a toujours été un point chaud des affrontements entre Flamands et Wallons. Or, le « béas des Fournons », ce groupe de communes à majorité francophone situé en territoire flamand, le bourgmestre José Happart, a accepté une place sur la liste du Parti socialiste, qui va bénéficier ainsi de la grande popularité d'un homme considéré comme le champion le plus éminent de la cause francophone. C'est un coup dur pour le FDF de Bruxelles comme pour le Rassemblement wallon, qui risquent d'être délaissés au profit des socialistes par une partie de leur électorat.

L'enjeu du 17 juin sera particulièrement intéressant dans la capitale. La Flandre dispose de treize sièges à Strasbourg, la Wallonie de onze. Les électeurs de Bruxelles peuvent choisir entre une liste francophone et une liste néerlandophone. Cette disposition permettra d'opérer un recensement des deux communautés dans la capitale et pourrait donc ranimer les polémiques intercommunautaires.

La question des immigrés

De façon paradoxale, ces élections européennes ont aussi pour effet de relancer la question des immigrés en Belgique. L'un des candidats figurant sur la liste libérale — mais sous une étiquette indépendante — est M. Roger Nols, bourgmestre de la communauté bruxelloise de Schaerbeek, où l'on trouve l'une des plus fortes concentrations d'immigrés maghrébins et turcs. M. Nols a pris la tête du mouvement des bourgmestres de la capitale qui entendent limiter la population étrangère sur leur territoire. Personnage haut en couleur et ne ménageant guère son franc-parler, le maire de Schaerbeek bénéficierait sans aucun doute d'un grand nombre de « voix de préférence ». Dans le système en vigueur, les électeurs peuvent, en effet, se prononcer pour une liste dans l'ordre où elle est établie ou pour l'un des candidats de cette liste. On attend donc avec intérêt de voir dans quelle mesure l'« effet Nols » influencera les citoyens non seulement dans la capitale mais dans tout le pays.

Enfin, les sondages s'accordent pour prédire une progression des mouvements écologistes. Certes, la conquête d'un siège européen par les « écoles », de la région francophone ou par le mouvement Agalev en Flandre ne bouleverserait pas fondamentalement l'équilibre politique du pays. Un tel développement pourrait néanmoins apporter sa contribution à l'instabilité du système.

Une seule question ne se pose pas en Belgique : celle de la participation, car le vote est obligatoire.

JEAN WETZ.



CAPEL met l'homme fort à son aise

CAPEL prêt à porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

HISTOIRE DE LA CORSE
publiée sous la direction de
Paul ARRIIHI
en EDITION DE LUXE

2 somptueux volumes reliés
plein cuir présentés sous étui
de moire pourpre

890 F seulement les 2 volumes
(facilités de paiements possibles)

BON pour une documentation gratuite

NOM :
Adresse complète :

A retourner à :
EPHEDIS, B.P. 302, MC 98000 MONACO
Tél. (05) 50.06.79

DEMAIN chez votre libraire

avions
renifleurs

M^e Violet

Villegas

Valéry
Giscard
d'Estaing

Vatican

Vorster

de Weck

etc...

LES GRANDS MAGASINS SERONT OUVERTS LE JEUDI 31 MAI JOUR DE L'ASCENSION

■ BAZAR DE L'HOTEL-DE-VILLE
■ BON MARCHE

■ GALERIES LAFAYETTE
■ PRINTEMPS

■ SAMARITAINE
■ TROIS-QUARTIERS/MADELIOS

مكتبة من الامم

dossier

LE POINT SUR...

Le Parlement européen

ENTRE les 14 et 17 juin, selon les pays, les électeurs des dix États qui composent la CEE vont avoir à renouveler les 434 sièges de l'Assemblée européenne. Pour la deuxième fois depuis que l'acte du 20 septembre 1976 en a décidé ainsi, ils feront au suffrage universel direct : le Parlement de Strasbourg existait avant cette importante réforme, mais il n'était, jusqu'alors, que l'annexion des Parlements nationaux. En juin 1979, il a été, une première fois, désigné directement par les électeurs. L'échéance de juin marque donc le premier terme normal d'une législature pour cette Assemblée d'un nouveau genre, qui peut se flatter de représenter

270 millions d'Européens et constitue un cas absolument unique dans le monde.

On a pu discuter son bien réel, l'étendue de ses pouvoirs et jusqu'à son droit à se baptiser « Parlement », plutôt que simple « Assemblée parlementaire » des Communautés européennes. Les crises qui ont agité le CEE ont eu plus d'une fois pour théâtre d'autres enceintes que celle d'un Parlement de toute façon tiré à l'échelle de la CEE, où siègent normalement les députés. Bruxelles, où se réunissent le plus souvent les commissions, voire Luxembourg, qui n'a jamais vraiment renoncé à accueillir les parlementaires du Vieux Continent. De même a-t-on pu souligner, et pas seulement en France,

que le scrutin de juin avait essentiellement le caractère de dix tests de politique intérieure, de dix élections nationales, et que l'Europe demeurait paradoxalement bien absente des élections européennes.

Il n'empêche : le Parlement européen est devenu une réalité, et son renouvellement, fût-ce à coup d'arguments qui empruntent peu à la dialectique communautaire, une grande échéance électorale, la seule au monde qui intègre en même temps dix pays libres et souverains. Ni les enjeux internationaux ni les engagements européens du scrutin ne peuvent désormais être sous-estimés.

Un bilan controversé

La première législature du Parlement européen a été marquée par les différents budgets avec les gouvernements des États membres. Le contentieux a tourné au conflit ouvert à l'occasion du vote du budget de la CEE pour 1981. Les élus de Strasbourg avaient fixé un montant des dépenses supérieures à celui que souhaitaient les capitales européennes. Comme le prévoit la procédure communautaire, Mme Simone Veil, alors présidente de l'Assemblée, avait arrêté, à la fin de décembre 1981, le budget tel qu'il ressortait du vote des parlementaires. Plusieurs gouvernements, dont celui de la France, estimant qu'il s'agissait d'un coup de force, refusèrent d'appliquer le texte adopté à Strasbourg.

Ainsi, pendant plusieurs mois, l'Europe a-t-elle vécu sous le régime dit des « douzièmes provisoires » : les pays membres versaient à la caisse européenne des contributions correspondant au rythme des dépenses de l'exercice précédent. Finalement, en France, l'arrivée au pouvoir d'un nouveau gouvernement a facilité le changement de position : les dix se sont rangés à l'avis de l'Assemblée.

Depuis, les parlementaires vont régulièrement au-delà de ce que leur permet la règle communautaire. Et, chaque année, le conseil des ministres de la Communauté déplore l'utilisation abusive de la marge de manœuvre de l'Assemblée. Les élus européens peuvent accroître jusqu'à une limite donnée les dépenses dites non obligatoires (DNO) : celles qui couvrent la quasi-totalité des activités de la CEE autres que le soutien à la politique agricole commune (PAC).

Aujourd'hui, la question reste ouverte. À telle enseigne que le Parlement, jouant sur la seule arme dont il dispose réellement — ses pouvoirs budgétaires — a, en outre, « gelé » les crédits (dont une partie est classée en DNO) devant alléger la

contribution britannique pour 1983. Il serait étonnant que la prochaine Assemblée se montre plus disciplinée. Ne pouvant s'exprimer que sur une faible part des dépenses de la CEE (le coût de la PAC représente 65 % du budget), l'Assemblée n'a pas d'autre possibilité que de peser sur les DNO (essentiellement le financement d'actions sociales et régionales et l'aide au tiers-monde).

De leur côté, plusieurs États membres — principalement la France, le Royaume-Uni et la RFA — souhaitent mettre un terme aux « débordements » de Strasbourg. Ces trois pays se retrouvent pour prôner une plus grande discipline budgétaire. Le différend entre Londres et ses partenaires sur la contribution britannique a, jusqu'ici, retardé l'opération. Mais les idées françaises sur la maîtrise des dépenses ont reçu un accueil très favorable des Allemands et des Britanniques.

Pour le reste, le Parlement a surtout tenté de se donner une audience internationale. La venue à Strasbourg, après les accords de Camp David, d'Anwar El Sadat, a été l'événement de la législature. La condamnation de l'intervention des troupes soviétiques en Afghanistan et l'appui apporté à la résistance du syndicat Solidarnosc au régime polonais ont été un souci constant chez les parlementaires européens. La crise libanaise a fait l'objet de la même attention.

Fuite en avant...

Cette volonté de se porter systématiquement sur la scène internationale a soulevé un certain nombre de critiques. Non pas que l'on ait reproché à l'Assemblée de se mêler des affaires du monde, mais, dans bien des cas, son action apparaissait comme une fuite en avant, au détriment des dossiers communautaires.

Condamner les pressions de l'URSS sur ses voisins ne pose au-

cune difficulté pour rassembler une large majorité au sein de l'Assemblée. À l'inverse, adopter une position cohérente sur la contribution britannique, la réforme de l'Europe verte ou en matière d'information des travailleurs dans les entreprises est un exercice autrement plus complexe. L'exemple le plus récent est celui des prix agricoles pour la campagne actuelle. Le Parlement ne s'est pas prononcé sur l'augmentation souhaitée et a adopté une résolution qui, d'un point à l'autre, formule des recommandations contradictoires.

Les divisions au sein d'un même groupe — les socialistes français, par exemple, s'opposent en permanence, sur le dossier agricole, aux travaillistes britanniques et aux sociaux-démocrates allemands — lorsque des intérêts nationaux sont en jeu, expliquent largement l'orientation prise par le Parlement.

L'échec de l'Assemblée dans le domaine communautaire tient aussi à l'incapacité dont elle a fait preuve pour organiser ses travaux. Comme par le passé, alors qu'elle était composée de députés de la législature nationale, elle a continué à inscrire à son ordre du jour tous les aspects de l'activité européenne. De sorte que les représentants de Strasbourg sont appelés à se prononcer en trois ou quatre jours sur une cinquantaine de dossiers allant de la pollution des eaux de baignade aux droits de l'homme.

À la décharge du Parlement européen, il faut dire que les gouvernements ne lui ont pas facilité la tâche. Ses travaux sont toujours dispersés entre Strasbourg (séances plénières), Bruxelles (réunions des commissions) et Luxembourg (administration). Mais le principal reproche qui doit être fait à l'Assemblée dix ans après son entrée en scène est qu'elle n'a pas su exprimer autrement que par le discours ou la confrontation.

Des pouvoirs limités

« Plus de pouvoir législatif pour le Parlement européen » : c'est en résumé le message que M. Piet Dierckx, président du Parlement, a transmis, vendredi 25 mai à Strasbourg, en mettant fin à la première législature. Il a ainsi traduit l'aspiration profonde de l'écrasante majorité des élus européens, auxquels le discours de M. Mitterrand avait apporté, la veille, de nouvelles raisons d'espérer.

De session en session depuis juillet 1979 le problème des pouvoirs et des compétences du Parlement a été présent dans la plupart des débats politiques de l'Assemblée des Dix : pour une grande majorité des députés européens, leurs prérogatives, issues des traités instituant la Communauté européenne, ne sont plus en adéquation avec le rôle que le Parlement entend jouer dans la construction de l'Europe, en tant que représentant de deux cent soixante millions de citoyens.

Doté de « pouvoirs de délibération et de contrôle » par le traité de Rome, le Parlement pourtant a vu croître son rôle avec le développement de la Communauté, mais les textes définissant ses pouvoirs sont restés antérieurs à son élection au suffrage universel.

Parmi les pouvoirs de contrôle dont dispose le Parlement, le plus important s'exerce à l'égard de la commission exécutive, par le biais de trois pratiques : — Les questions parlementaires à la Commission, qui peuvent porter sur n'importe quel point de son activité et qui exigent une réponse écrite ou orale d'un commissaire et peuvent donner lieu, au cours de la traditionnelle heure des questions, à un bref débat.

— La discussion du rapport général annuel de la Commission, qui constitue un des grands moments de l'activité des élus européens.

— Le contrôle parlementaire peut enfin revêtir la forme d'un vote de défiance, en cas de refus de « décharge sur l'exécution du budget », par la motion de censure à l'encontre de la Commission. En cas

d'adoption, mais cela à la majorité des deux tiers des voix exprimées et à la majorité des membres du Parlement, la Commission est obligée de donner sa démission en bloc. Cette procédure engagée deux fois n'a jamais abouti, deux motions de censure ayant été retirées avant leur mise aux voix.

Contrairement à la Commission, le conseil des ministres n'est pas responsable devant le Parlement. Mais dans la pratique il répond comme elle aux questions écrites et orales. Tous les six mois, chaque nouveau président en exercice se présente dans l'hémicycle pour exposer son programme. Le Parlement peut saisir enfin la Cour de justice de Luxembourg pour constat de carence du conseil, quand ce dernier s'abstient de statuer. La procédure a été appliquée en 1983 en matière de politique des transports.

Sur le conseil européen, dont la place institutionnelle n'est pas définie au sein de la Communauté, le pouvoir de contrôle du Parlement est inexistant.

Dans le domaine budgétaire

Dans le domaine budgétaire, le Parlement possède des pouvoirs réels mais limités. La Communauté possède son autonomie financière, il était tout naturel que le Parlement voudrait contrôler directement un budget dont la définition et la gestion échappent totalement aux parlementaires nationaux des pays membres. Avec le conseil des ministres, les députés détiennent l'autorité budgétaire.

Après préparation de l'avant-projet par la Commission, présentation par le conseil du projet de budget, le Parlement en examine, comme le ferait une Assemblée nationale, la discussion, article par article, pour l'adopter ou le rejeter. Dans ce dernier cas, il oblige la Communauté à recourir temporairement à la solution des douzièmes provisoires pour financer les politiques communes. Chemin faisant, il peut modifier certaines dépenses dites non obligatoires (DNO), et qui concernent les politiques régionales et sociales, les politiques de l'énergie, des transports, la protection de l'environnement, l'aide alimentaire et au développement. Pour les dépenses obligatoires, c'est-à-dire celles qui découlent des traités, et notamment le financement de la politique agricole commune, le dernier mot appartient au conseil des ministres.

C'est dans le troisième domaine de ses compétences, celui de son influence sur le processus législatif, que le Parlement a les espoirs du futur. Le conseil des ministres, qui se voudrait législateur à part entière, et ses pouvoirs réels est le plus grand.

Un processus triangulaire commande l'élaboration de la législation communautaire. La Commission propose, le conseil décide après consultation du Parlement. Tous les efforts de l'Assemblée ont visé à élargir le champ de sa consultation obligatoire, et il n'est guère de domaine actuellement où les autres instances puissent se passer de ses avis. Ces derniers peuvent entraîner la Commission à modifier sa position initiale et à présenter un nouveau texte à l'approbation des députés. Le Parlement peut faire entendre sa voix par la désignation qui participe à la procédure de concertation avec les représentants du conseil et de la Commission ; il peut aussi se pencher lui-même sur certains aspects spécifiques de la politique communautaire, afin de faire connaître sa position, en utilisant la procédure d'avis.

Dans le cadre des relations extérieures de la Communauté, le Parlement joue un rôle non négligeable, notamment par le biais de la convention de Lomé, qui organise la coopération économique et financière avec soixante-trois pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Par l'intermédiaire de commissions parlementaires mixtes, il entretient des contacts réguliers avec les pays candidats à l'adhésion : en ce qui concerne la Turquie, il n'est pas privé de suspendre sa coopération pour protester contre la politique menée à Ankara.

	ALLEMAGNE FÉDÉRALE	BELGIQUE	DANEMARK	FRANCE	GRÈCE	IRLANDE	ITALIE	LUXEMBOURG	PAYS-BAS	ROYAUME-UNI
— Sièges à pourvoir	81	24	16 (dont 1 pour le Groenland)	81	24	15	81	6	25	81
— Mode de scrutin	● Représentation proportionnelle à l'échelon fédéral. ● Seules les listes ayant plus de 5 % des voix participent à la répartition des sièges.	● Représentation proportionnelle avec trois circonscriptions : Flandre, Wallonie, Région de Bruxelles-Capitale. ● Deux collèges électoraux : francophone et néerlandophone. ● Panachage interdit. ● Vote obligatoire.	● Représentation proportionnelle à l'échelon national. ● Sauf demande de dernière minute, le siège groenlandais ne sera pas attribué puisque l'île doit quitter la CEE le 1 ^{er} janvier 1985.	● Représentation proportionnelle à l'échelon national (métropole et DOM-OM). ● Vote par listes bloquées. ● Seules les listes ayant obtenu plus de 5 % des voix participent à la répartition des sièges.	● Représentation proportionnelle intégrale à l'échelon national. ● Vote par listes bloquées. ● Vote obligatoire.	● Représentation quasi-proportionnelle dans chacune des quatre circonscriptions : Nord-Ouest, Nord-Est, Centre, Sud, Est (Sicile et Sardaigne).	● Représentation proportionnelle avec cinq circonscriptions : Nord-Ouest, Nord-Est, Centre, Sud, Est (Sicile et Sardaigne).	● Représentation proportionnelle à l'échelon national. ● Panachage possible. ● La Chambre nationale sera renouvelée en même temps que les six sièges au Parlement européen, à titre exceptionnel. ● Vote obligatoire.	● Représentation proportionnelle à l'échelon national. ● Pour obtenir un siège, une liste doit avoir 4 % des voix. ● 18 circonscriptions, mais leur valeur n'est qu'administrative : les votes sont additionnés pour l'ensemble du pays.	● Scrutin majoritaire pour les 66 circonscriptions anglaises, 8 écossaises et 4 galloises, et proportionnel pour les 3 sièges de l'Irlande du Nord.
— Jour du vote	17 juin	17 juin	14 juin	17 juin	17 juin	14 juin	17 juin	17 juin	14 juin	14 juin
— Nombre d'électeurs inscrits	43 000 000	6 800 000	3 000 000	35 000 000	6 930 000	2 370 000	42 000 000	213 000	10 000 000	42 000 000
— Campagne électorale	● Pas d'ouverture officielle. ● Sondages interdits dans la dernière semaine.	● Pas d'ouverture officielle. ● Sondages autorisés jusqu'au jour du scrutin.	● Pas d'ouverture officielle. ● Sondages autorisés jusqu'au jour du scrutin.	● Ouverture le 2 juin. ● Sondages interdits dans la dernière semaine.	● Pas d'ouverture officielle. ● Sondages interdits à la télévision.	● Pas d'ouverture officielle. ● Sondages autorisés jusqu'au jour du scrutin.	● Ouverture 50 jours avant le scrutin. ● Sondages libres.	● Pas d'ouverture officielle. ● Sondages interdits dans le mois qui précède le scrutin. ● Temps d'antenne accordé par le gouvernement.	● Pas d'ouverture officielle. ● Sondages libres. ● Temps d'antenne accordé par le gouvernement.	● Ouverture le 15 mai. ● Frais : limite à 8 000 livres par candidat + 35 pence par électeur. ● Sondages libres.
— Participation en 1979	65,9 %	91,4 %	47 %	60,7 %	(N'a pas voté en 1979)	63,6 %	85,5 %	84,9 %	57,8 %	32,4 %

mai!
Un mois stupéfiant chez NEUBAUER le mois de la 305 et de la 505!

Conditions spéciales
pour tout achat 305 PEUGEOT ou 505 505 d'une TALBOT SOLARA TALBOT HORIZON

Tous ces véhicules sont disponibles dans notre stock permanent de 500 voitures neuves

PEUGEOT-TALBOT
NEUBAUER
M. GÉRARD 821.60.21
227, bd Anatole-François ST-DENIS Métro : Mairie de St-Ouen

Sept groupes et dix « non-inscrits »

Sur 434 députés européens sortants, 424 appartiennent à un groupe — 10 élus ayant préféré demeurer « non-inscrits ».

Le plus important est le groupe socialiste — 124 membres, — qui est aussi le seul comptant des représentants de chacun des dix pays de la CEE, sans exception. Vingt-deux Français élus en 1979 sur la liste de M. Mitterrand y appartiennent, auxquels s'ajoute M. Henri Collinville, alors élu sur la liste de M^{me} Veil, et qui n'y est qu'apparenté. Avec les socialistes proprement dits siègent bien entendu les sociaux-démocrates et les travaillistes.

Ensuite vient, par ordre d'importance numérique décroissante, le groupe démocrate-chrétien, qui comprend 117 membres. La Grande-Bretagne n'y compte aucun repré-

sentant puisque les conservateurs ne se réclament pas de cette famille politique. Neuf Français, en revanche, en font partie. Elus en 1979 sur la liste de M^{me} Veil, ils viennent du CDS.

Les démocrates-chrétiens de la Communauté se sont constitués en une internationale appelée Parti populaire européen, également liée à d'autres formations du Vieux Continent extérieures à la CEE, comme le Parti populaire autrichien, voire étrangères à l'Europe, comme les démocrates-chrétiens d'Amérique latine.

Le groupe des démocrates européens, fort de 63 membres, compte essentiellement les conservateurs britanniques, qui avaient, en 1979, enregistré un succès européen très spectaculaire, dans la foulée des élections européennes dont

M^{re} Thatcher était sortie vainqueur, et grâce à un mode de scrutin qui avait amplifié leur avance. Aucun Français n'y siège.

Le groupe des communistes et apparentés compte 42 membres. Il s'agit essentiellement des élus du PCF et du PCL, auxquels s'ajoutent quelques apparentés.

Le groupe libéral et démocratique, bien qu'il ne compte que 38 membres (dont les Français venus du Parti républicain, du Parti radical et du PSD), a joué un rôle charnière qui lui a notamment permis de conquérir la première présidence du Parlement européen avec M^{me} Simone Veil.

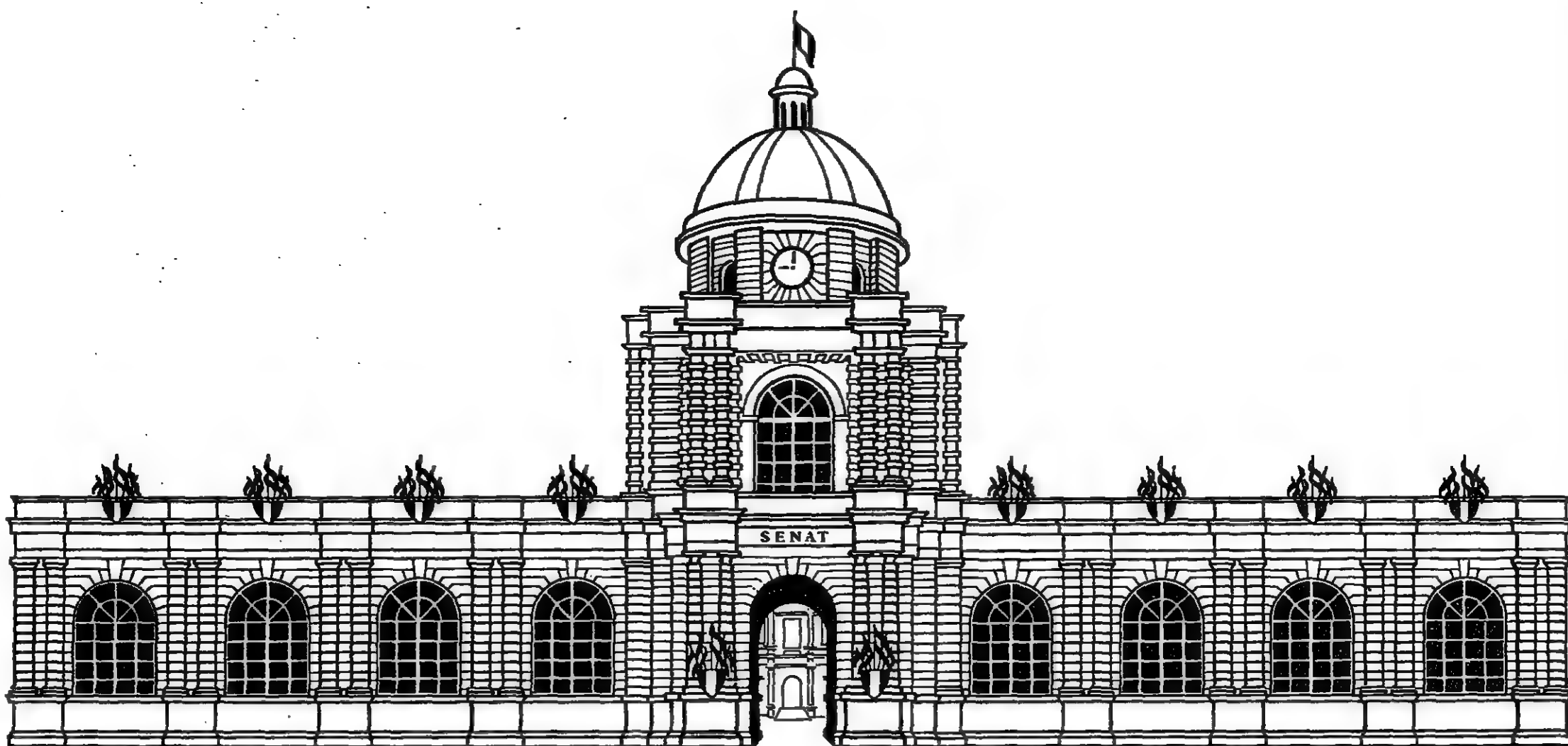
Le groupe des démocrates européens de progrès (22 membres) rassemble les 15 députés européens gaullistes, les élus du Fiança Foll, cet inclassable Parti nationaliste de cen-

tre droit irlandais, ainsi que quelques représentants danois et britanniques.

Enfin, il existe un groupe dit « de coordination technique », rassemblant 12 élus politiquement dispersés, mais qui ont choisi de se regrouper pour pouvoir bénéficier de certains avantages réservés aux seuls membres de groupes constitués, s'agissant notamment du temps de parole à la tribune. Il s'agit de députés qui n'estiment pas pouvoir trouver leur place dans les autres groupes à orientation politique clairement définie.

Dossier établi par
BERNARD BRIGOLLEIX
JEAN-CLAUDE HAHN
et MARCEL SCOTTO

Le 21 Juin de 9 heures à 20 heures



LE SENAT OUVRE SES PORTES AUX RESPONSABLES D'ENTREPRISES

"L'entreprise face aux Pouvoirs Publics": ce thème sera abordé à l'intention de 150 responsables d'entreprises dans le cadre d'un séminaire exceptionnel organisé à l'initiative de DECIDER'S, avec le concours effectif de Monsieur Alain Poher, Président du Sénat. Il aura lieu pendant la journée du 21 juin, au Palais du Luxembourg. Au cours de quatre tables rondes et d'un déjeuner-débat, des sujets essentiels pour la vie des entreprises seront examinés par des personnalités qualifiées de haut niveau, pour la première fois réunies, pour traiter de ces problèmes, appartenant à tous les grands courants politiques de ce pays. Des experts étrangers seront également présents.

Les intervenants se répartiront selon les quatre tables rondes programmées dans cette journée. Celles-ci seront animées par des journalistes du Monde, du Quotidien de Paris, du Nouvel Observateur et de Paris-Match. Ces débats seront étendus à la salle. Parmi les personnalités qualifiées inscrites à ce séminaire figurent:

Edmond Alphandery
Député - Membre de la Commission des Finances à l'Assemblée

Gustave Ansart
Député - Président de la Commission Production et Echanges à l'Assemblée
Membre du bureau politique du PCF

Albin Chalandon
Ancien Ministre - Ancien Président d'Elf-Erap

Raymond Forni
Député - Président de la Commission des Lois Constitutionnelles à l'Assemblée

Jean-Pierre Fourcade
Sénateur - Président de la Commission des Affaires Sociales au Sénat

Jean Le Garrec
Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé du Plan

Philippe Herzog
Membre du bureau politique du PCF

Alain Juppé
Adjoint au Maire de Paris - Membre de la Commission exécutive du RPR

René Monory
Ancien Ministre - Sénateur

Jacques Pelletier
Ancien Ministre - Président du Groupe Gauche Démocratique au Sénat

Christian Pierret
Député - Rapporteur général de la Commission des Finances à l'Assemblée

Alain Poher
Président du Sénat

Mayer Rashiah
Ancien Sous-Secrétaire d'Etat du Président Reagan

Pierre-Christian Taittinger
Ancien Ministre - Vice-Président du Sénat

Chikao Tsukuda
Directeur Général au Jetro - Ancien Conseiller au Mini (Japon)

Jean-Marc Vernes
Président de Beghin-Say

Cette liste est non exhaustive. Elle est susceptible d'être modifiée en fonction de l'actualité.

PROGRAMME

9 H - 11 H
Le diagnostic français: la relation pouvoirs publics - entreprises est-elle aujourd'hui satisfaisante?
Table ronde réunissant chefs d'entreprises, responsables politiques et représentants des pouvoirs publics. Débat animé par Philippe Labarde, Chef du service économie et finance du Monde.

11 H - 13 H
Japon, Etats-Unis, Grande Bretagne, Allemagne Fédérale: examen comparatif de différents modèles.
Table ronde réunissant des spécialistes internationaux américains, japonais, anglais et allemands. Débat animé par Marc Ullmann, spécialiste économique à Paris-Match et RTL.

13 H - 14 H 30
Déjeuner-débat.

15 H - 17 H
L'analyse politique du système français au niveau des grandes formations.
Table ronde réunissant des experts du RPR, de l'UDF, du PS et du PC. Débat animé par

Stéphane Denis, rédacteur en chef du Quotidien de Paris.

17 H - 19 H
Comment réformer un système trop centralisé?
Table ronde réunissant chefs d'entreprises, députés et sénateurs. Débat animé par Franz-Olivier Giesbert, chef du service politique du Nouvel Observateur.

19 H
Cocktail en présence des représentants du monde politique et économique.

• Un dossier complet sur ce séminaire exceptionnel vous sera adressé après votre inscription. **Attention: le nombre des participants est strictement limité.** Aussi, nous vous engageons à vous inscrire très rapidement. Deux participants d'une même société peuvent alternativement assister à ce séminaire.

• Les frais de participation sont fixés à 4.151 F TTC (3.500 F HT). Règlement par chèque bancaire à l'ordre de Decider's. Une facture sera adressée par retour sur demande.

• Pour vous inscrire, ou obtenir tout renseignement complémentaire, écrivez ou téléphonez à:

Pierre Homsy ou Bernard Rideau, Decider's 216, boulevard Saint-Germain 75007 Paris. Téléphone: 544.38.67.

Une initiative de

Decider's
Groupe Homsy Delafosse & Associés

مجلس الامم المتحدة

مقداد من الاصل

La clarification à retardement

La « clarification » des rapports au sein de la majorité que le recours aux mécanismes institutionnels n'avait pas permis d'imposer le 19 avril dernier - les communistes votant la confiance, mais maintenant leurs critiques à l'encontre du gouvernement - semble s'accomplir sous la pression du débat provoqué par les élections européennes. Les déclarations de M. Georges Marchais, lundi 28 mai, sur France-Inter, confirment, en effet, l'infériorité que la direction du PCF a décidé de donner, depuis une semaine, à sa campagne.

M. Marchais a minimisé l'écart qui sépare les positions du PCF de la politique menée par le gouvernement en matière économique et sociale. Refusant l'adjectif « critique » pour qualifier l'attitude de son parti, le secrétaire général a présenté sa dénonciation de la dégradation de l'emploi et de la baisse du pouvoir d'achat comme une « contribution positive » des communistes à la solution de difficultés dont le premier ministre, a-t-il souligné, reconnaît lui-même la gravité - ce qui n'est vrai que pour le chômage.

Dès lors qu'il y a débat, au sein du gouvernement, sur cette dernière question, il serait anormal que les communistes n'y participent pas, a expliqué, en substance, M. Marchais.

Critiques du PCF peuvent, au gré des circonstances, prendre la dimension d'un désaveu ou, au contraire, être banalisées, sans que leur contenu en soit modifié. C'est ce qui permet aux communistes de revendiquer une continuité à travers la succession de « grands écarts » et de rapprochements qu'ils préconisent vis-à-vis du président de la République et du gouvernement. Il reste qu'en près de deux mois, entre la dénonciation violente du plan acier, l'aval donné à ceux qui croyaient l'heure venue pour les travailleurs d'en découdre avec le gouvernement, et la tranquillité « contribution » à la réflexion sur le problème du chômage, la différence n'est pas seulement de forme.

Le Parti communiste semble, aujourd'hui, donner raison à ceux des socialistes qui pensent que, tant qu'il est au gouvernement et aussi longtemps que la rupture paraît, pour lui, plus dangereuse que profitable, le maintien dans la majorité est la clé de sa politique et le reste est à classer parmi les « mesures d'accompagnement » nécessaires pour assurer la cohésion du parti. Il suffit, dès lors, de veiller à empêcher que les écarts du PCF ne portent atteinte au crédit de la majorité dans son ensemble.

Cette vision pragmatique néglige le fait que les communistes sont soumis, depuis l'automne de 1983, à une épreuve difficile, de nature à le conduire à adopter, en décidant d'imposer à la gauche le choc de réstructurations industrielles globales et spectaculaires, le président de la République a engagé, avec les communistes particulièrement, une épreuve de vérité, dont la « clarification » du mois d'avril n'était qu'une étape. Le pari du chef de l'Etat repose sur le degré d'adhésion dont l'électorat communiste est capable par rapport à une politique qui heurte ses convictions. Une fois de plus, M. François Mitterrand s'adresse aux communistes par-dessus la tête de leurs dirigeants.

Cette attitude ne pouvait qu'encourager ceux qui, au sein du PCF, jugent pénibles les conditions de la participation de leur Parti au gouvernement. Ainsi, une version de l'attitude adoptée par le comité central du PCF, en janvier dernier, circulait-elle depuis quelques semaines. En somme, la rupture avait été décidée et n'aurait plus été qu'une question de moment.

L'infériorité observée, depuis une semaine, montre que le vote de la confiance, le 19 avril, n'était pas une décision dilatoire, en attendant des circonstances favorables, mais un coup d'arrêt à ce qui pouvait apparaître comme une dynamique de rupture. Le comportement de l'électorat du PCF démontre sa fidélité à l'union de la gauche et le risque qu'il y aurait, pour la direction du Parti, à se présenter en situation de « dissidence » virtuelle dans un scrutin dont elle souligne, elle-même, la portée « nationale ». Le moment est venu, donc, de remettre les cadavres à l'union, en « absorbant », du moins, ces décisions gouvernementales qualifiées, il y a deux mois, d'« erreur tragique ».

PATRICK JARREAU.

M. Marchais : lorsque je parle du chômage il ne s'agit pas d'une critique mais de la constatation d'un fait

M. Georges Marchais, invité de l'émission « Face au public » sur France-Inter, lundi 28 mai, a indiqué la position de son parti après le discours prononcé par M. François Mitterrand, le 24 mai, devant l'Assemblée de Strasbourg. « Je vois dans ce discours une seule proposition nouvelle, a déclaré le secrétaire général du PCF, c'est la négociation d'un nouveau traité de Rome, qui, sans se substituer aux traités existants, les prolongerait dans des domaines qui leur échappent. Nous n'y sommes pas opposés, puisque nous proposons nous-mêmes de nouvelles coopérations dans le cadre de l'Europe. »

M. Marchais a continué : « Pour le reste (...) les positions sont connues. L'élargissement : il est bien connu qu'il y a là désaccord depuis toujours. Nous sommes contre l'élargissement à l'Espagne et au Portugal. Nous n'avons rien contre le peuple portugais ou le peuple espagnol, mais nous considérons que cet élargissement serait gravement nuisible non seulement à notre agriculture, mais, également, à notre industrie et que ce ne serait pas bon pour les peuples espagnol et portugais eux-mêmes. (...) »

« Concernant la règle de l'unanimité, le président ne l'a pas remise en cause. Il demande seulement qu'elle soit moins utilisée systématiquement. C'est conforme au compromis qui avait été réalisé par le général de Gaulle en 1960 et qui prévoyait que le rôle de l'unanimité pouvait être utilisé par un des pays membres dès l'instant où il considérait que ses intérêts vitaux se trouvaient mis en cause par telle ou telle mesure envisagée par la Communauté économique européenne. »

« Pour ce qui concerne la sécurité et la défense communes, [le chef de l'Etat] en a parlé, a-t-il dit, en son nom personnel, comme d'une perspective. Sur ce plan, les propositions de François Mitterrand lors de l'élection présidentielle reflètent son attachement au développement d'une stratégie autonome de dissuasion, et l'accord PC-PS du 1^{er} décembre 1983 rappelle que les deux partis considèrent que, dans l'ordre international, l'objectif principal est, bien sûr, plus que jamais, de donner un coup d'arrêt à la course aux armements, dans le strict respect de l'équilibre des forces et de la sécurité des Etats. La paix, ajoute l'accord PC-PS, passe, également, par le droit de chaque peuple à assurer sa sécurité (...). »

Lundi soir, à Lyon, devant plus de cinq mille personnes réunies au Palais des sports, M. Marchais a rappelé l'hostilité de son parti à toute notion de « défense européenne, qui ôterait à la France la maîtrise de ses propres capacités de

défense, qui ouvrirait l'accès de l'arme nucléaire à la République fédérale d'Allemagne au mépris des traités signés et des engagements pris et qui constituerait, comme le dit clairement la droite, un « pilier européen de l'alliance atlantique ».

M. Marchais a déclaré, d'autre part, sur France-Inter, que la réaction, après invalidation, des municipalités de gauche conduites par le PCF, à Thionville et à Houilles, « est une victoire de l'union », puisque « ces deux listes comprennent des communistes et des socialistes ». « En second lieu, [les électeurs] ont confirmé leur confiance dans la municipalité sortante », a déclaré le secrétaire général du PCF.

« Il y a, d'une part, a ajouté M. Marchais, une façon d'examiner l'évolution de l'électorat par rapport à la mise en œuvre de l'ensemble de la politique sur laquelle le président de la République a été élu, mais autre chose est, sans doute, de voir le comportement de l'électorat lorsqu'il s'agit, face à la droite, de défendre une municipalité d'union (...). Nous commençons à sentir une légère modification dans le comportement de l'électorat qui nous avait quittés, en même temps que nous sentons des difficultés dans une autre partie, (...) qui menace de s'abstenir, parce que ces électeurs ont été déçus et sont mécontents. Nous nous réjouissons d'avoir conservé ces municipalités, mais, vis-à-vis de l'influence du parti et, surtout de l'influence qui lui est nécessaire afin de peser dans le bon sens, pour contribuer à la réalisation des objectifs de 1981, nous n'avons pas encore atteint des chiffres qui nous permettraient de sauter à l'air. »

Interrogé sur les critiques que le PCF formule à l'encontre de la politique gouvernementale, M. Marchais a déclaré : « Il est tout à fait normal que les partis engagés dans la bataille pour réussir les engagements de 1981 réfléchissent et s'interrogent sur les meilleurs moyens de surmonter [les] obstacles. C'est la raison pour laquelle le premier ministre a convoqué, vendredi [25 mai], à Versailles, un conseil interministériel pour réfléchir [sur la question du chômage]. Nous y avons, nous aussi, réfléchi et nous faisons des propositions pour avancer. Il s'agit d'une contribution positive des communistes pour surmonter les obstacles que nous rencontrons sur cette question si importante. Le secrétaire général du PCF a précisé : « Je n'accepte pas le mot « critique » (...). Lorsque je parle du chômage, il ne s'agit pas d'une critique, mais de la constatation d'un fait. » Il a rappelé que le PCF se prononce « pour une politique de croissance ».

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le référendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie sera préparé par un « Comité Etat-territoire »

S'il est vrai, comme le prétendent les juristes, qu'une bonne transaction est celle qui mécontente les deux parties en présence, le projet de loi modifiant le statut de la Nouvelle-Calédonie mérite assurément un prix d'excellence, et M. Georges Lemaire, qui l'a défendu en première lecture, lundi 28 mai, à l'Assemblée nationale, un prix d'encouragement.

Ainsi que leurs partisans respectifs l'avaient fait localement, lorsque l'Assemblée territoriale avait

repoussé le texte gouvernemental à la quasi unanimité (le Monde du 21 avril), les porte-parole des deux communautés antagonistes du territoire, M. Jacques Lafleur, député RPR de la deuxième circonscription, président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), chef de file du courant européen conservateur, et M. Roch Pidjot, député apparenté socialiste de la première circonscription, chef charismatique du Front indépendantiste mélanésien, se sont totalement opposés au nouveau système institutionnel préconisé par le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, mais pour des raisons diamétralement opposées. Le premier parce que ce projet « dénature la démocratie dans l'unique but, estime-t-il, de plaire aux indépendantistes » ; le second parce que, au contraire, ce texte ne garantit pas l'accession à bref délai du territoire à l'indépendance.

Justifiant sa position raisonnable du « juste milieu », M. Lemaire, appuyé par la Commission des lois et le groupe socialiste - le groupe communiste se montrant plus sensible aux contre-propositions des séparatistes - a répondu à ses détracteurs que le gouvernement propose aux diverses composantes de la population un « contrat social » et un « processus évolutif » dont l'application débouchera en 1989 sur l'organisation d'un référendum. Cette consultation permettra alors au territoire de se prononcer librement sur son destin, pour ou contre l'indépendance. Avant cette échéance, il s'agit essentiellement, comme cela a été fait pour la Polynésie française avec l'accord unanime de l'Assemblée nationale, de transférer la charge du pouvoir exécutif à un gouvernement territorial dont le président, élu par l'Assemblée locale détentrice du pouvoir législatif, choisira lui-même ses ministres. La principale innovation consiste à créer, à côté de l'Assemblée territoriale, une Assemblée des « pays », consultative, composée d'un collège d'états locaux et d'une Chambre coutumière. La coutume mélanésienne se verra ainsi, pour la première fois, reconnaître une place dans les institutions locales (le Monde du 13 avril).

L'Assemblée nationale a repoussé par trois cent vingt-huit voix contre quatre-vingt-quatre, l'UDF n'ayant pas participé au vote, une question préalable déposée par M. Pierre Messmer (RPR), qui estimait qu'il n'y avait pas lieu de débiter d'un projet qu'il juge « monstrueux ». L'ancien premier ministre avait reproché au gouvernement de rompre avec « la politique assimilationniste » menée jusqu'à présent par la République française.

Au nom du Front indépendantiste, M. Pidjot a opposé à l'option médiane du secrétaire d'Etat une logique du « tout, tout de suite ». M. Lemaire et la commission des lois ont refusé tous ses amendements visant, surtout, à obtenir que le nouveau statut règle expressément « l'accession de la Nouvelle-Calédonie à l'indépendance ».

M. Lemaire a fait valoir que ces propositions n'étaient pas acceptables au regard de la Constitution.

La seule modification importante, introduite à l'article premier du projet, se traduit par la création d'un « comité Etat-territoire » qui sera chargé de « préparer les conditions dans lesquelles sera exercé le droit d'autodétermination » de la population en 1989. Il appartiendra à cette instance de proposer, à l'Assemblée territoriale, « la tenue de la consultation soumise à référendum » ; sans quoi, nouveau statut ou indépendance. « Ce comité sera composé à parts égales de représentants de l'Etat et de représentants du territoire, la répartition de ces derniers dans chaque département sera proportionnelle au nombre de conseillers territoriaux appartenant à chacune des formations politiques siégeant à l'Assemblée territoriale ».

Tel qu'il est présenté, ce comité est rejeté par les indépendantistes, qui souhaitent, en toute hypothèse, être, à l'instar de celui-ci, les seuls interlocuteurs de l'Etat.

L'opposition mélanésienne s'est également exprimée, au cours de la séance, dans les tribunes du public, quand quatre ou cinq étudiants canaques ont lancé dans l'hémicycle quelques poignées de tracts hostiles au projet du gouvernement, avant d'être expulsés.

ALAIN ROLLAT.

Propos et débats

ERE : l'ayatollah

M. Brice Lalonde, qui conduit avec MM. Olivier Stirn et François Doublin, la liste ERE européenne, a expliqué, lundi 28 mai, que, quand M. Lionel Jospin [le traita] et ses amis « d'infidèles à la gauche », c'est l'ayatollah qui se révélait en lui. De son côté, M. Stirn a estimé que les critiques du chef de file de la liste socialiste, venant après celles de M^{me} Simone Veil, montrent que la liste ERE s'inquiète aussi bien la gauche dogmatique que la droite trileuse. Répondant plus directement à M. Jospin, qui avait baptisé cette liste de « liste de déçus s'adressant à des déçus », le député du Calvados a assuré : « Ne croyant pas aux promesses des uns et aux serments des autres, les déçus retrouveront l'espoir avec la nouvelle voie [que nous offrons]. »

M^{me} Veil : un effritement normal des intentions de vote

Le marathon électoral de M^{me} Simone Veil passait, lundi 28 mai, par la Champagne. Après Châteauneuf-Thierry et Epervain et avant Troyes, le soir, M^{me} Veil a pris la parole à Reims devant un parterre assez clairsemé de socio-professionnels et d'élus. Elle a estimé que l'effritement des intentions de vote en faveur de la liste RPR-UDF, constaté dans les sondages, était, au regard de la multiplicité des listes, « tout à fait normal », d'autant que « beaucoup d'électeurs n'ont pas pris conscience de ce qu'il n'y a qu'un seul tour ». M^{me} Veil s'est d'autre part déclarée persuadée que les conditions pour une opposition écartelée entre deux listes seraient des « désastres ». Elle a affirmé que le phénomène Le Pen n'avait rien à voir avec la campagne. Il a fallu un gouvernement socialiste et l'exaspération de certaines catégories pour qu'apparaisse un phénomène d'extrême droite.

M. Motchane : étrange compagnie

M. Didier Motchane, membre du secrétariat national du PS et l'un des dirigeants du CERES, écrit dans l'édition du numéro de juin de la revue En Jeu, à propos de la campagne pour les élections européennes : « La campagne (...) est une bonne occasion pour les socialistes de mettre en lumière à la fois ce qui unit et ce qui divise la droite. A la condition de le faire à partir de ce qu'ils sont eux. A créer, tous ensemble « Europe 1-Europe 2 » sans indiquer clairement ce qu'on veut en faire, on s'expose à se retrouver en étrange compagnie. »

M. Le Pen : le troisième complot

M. Jean-Marie Le Pen a estimé, lundi 28 mai, que le président du RPR « tient le même langage que le Parti communiste et le MRAP » à l'égard du Front national.

Selon l'ancien député, le président du RPR s'est livré « à une sorte mensongère et diffamatoire » en affirmant que l'extrême droite « s'était désistée en faveur de M. Mitterrand » au deuxième tour de l'élection présidentielle de 1965. « J'oppose, aux mensonges de M. Chirac un démenti formel », a ajouté le président du Front national, qui a ensuite insisté sur les débats politiques du maire de Paris, parlant de son « passé d'extrême gauche » à propos de l'adhésion de celui-ci à l'Appel de Stockholm pour le désarmement et évoquant « les complots dans lesquels il a trempé et qui ont abouti à la défaite de M. Jacques Chaban-Delmas et à la victoire de M. Mitterrand aux élections présidentielles de 1974 et 1981 ». M. Le Pen a accusé M. Chirac d'un « troisième complot », dirigé, celui-là, « contre M^{me} Veil, dont il savonne la planche consciencieusement », dit-il.

ÉCOLE

Les parents des écoles catholiques mobilisent
contre la loi SAVARY

MAIS

- Un grand nombre d'enseignants des écoles catholiques
- Des élèves et des parents catholiques de l'enseignement privé
- Les prêtres et religieuses au service des élèves catholiques de l'enseignement public
- les « cathos de la laïque »

REFUSENT

LA GUERRE SCOLAIRE

Pour eux le compromis Savary est,
quoi qu'en disent les ultras de tous bords

UNE CHANCE POUR L'AVENIR

C'est maintenant dans la paix scolaire
que tous les Français, et particulièrement
les chrétiens et leurs pasteurs, peuvent travailler
à la rénovation de toute l'école

TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN

Le numéro 11 F. En vente dans les maisons de la presse et 49, rue du Fg Poissonnière, 75009 Paris.

Le Monde

société

Les parents catholiques et leurs écoles

II. - En attendant la Restauration...

par CHARLES VIAL

Les parents des écoles privées sont des consommateurs qui choisissent. En même temps, ils ne se conduisent pas en simples consommateurs : nombreux sont ceux, dans les établissements catholiques, qui prennent part à la vie scolaire, aussi bien en résolvant les locaux qu'en intervenant dans certaines activités (Le Monde du 29 mai). Cette école qui est la leur, ils n'ont pas envie qu'on y touche.

« Si je ne fais rien contre ce qui se prépare, dans cinq ans, je rougirai de honte devant mes enfants. » M. Robert Guignard, deux enfants inscrits à l'école privée de Dompiere-sur-Yon (Vendée), il est lui-même éducateur au lycée d'enseignement professionnel privé Saint-Louis à La Roche-sur-Yon. Il ne ressemble pas vraiment à un excité, M. Guignard. Il ne laisserait pas échapper ces mots qui le distinguent de beaucoup d'autres : «... Donner leurs chances aux enfants... Ne pas les conditionner... Si je devais les mettre dans l'enseignement public, non, ce ne serait pas une catastrophe... » Avant la première heure de catéchèse à Saint-Louis, il a « pris les devants » et demandé aux « gosses d'autres religions » s'ils voulaient y assister. Pas vraiment un excité. Et pourtant, il ne se résout pas à ce qu'il considère comme « un immense gâchis » : voilà qu'on veut toucher à son école. Pour ce faire, il ne sait trop. Mais sûrement pas pour l'améliorer, de cela il est convaincu. Alors, « c'est le moment de montrer qu'on a du poil aux pattes ».

Son voisin, M. Yves Buchoul, père de quatre enfants, n'est guère plus serein. L'école laïque n'a pas que des tares. Le problème, à ses yeux, n'est pas là. Il est « au départ vicié, si l'on empêche les gens de choisir l'éducation qu'ils veulent pour leurs enfants ». Pour lui, « au lieu d'avoir un projet excitant pour la liberté d'éducation et surtout pour l'ensemble de l'école de la fin du XIX^e siècle, on repart comme en 401 ». C'est de là que vient la déception.

Comme il arrive souvent quand un conflit se déclenche, les belligérants ne savent plus très bien ce qui

l'a causé. M. Pierre Daniel, président de l'UNAPEL, notait, récemment, que les protagonistes de la querelle scolaire négligent l'information. Dans une réunion de parents militants de l'enseignement privé, dix sur cent cinquante avaient pris connaissance du projet de loi qu'ils combattaient.

L'ennemi, lui, en revanche, est mieux identifié. Cependant, pour la plupart, ces parents d'élèves de l'enseignement catholique répugnent à formuler leur hostilité aux projets gouvernementaux en termes politiques. Quelques-uns, une poignée, affirment avoir déposé leur bulletin de vote contre la gauche, le 10 mai 1981, comme à regret. Le souci de justice sociale, le regard vers le tiers-monde, le rejet d'un modèle fondé sur le profit, les ennuient rapprochés d'elle, disent-ils, s'il n'y avait pas eu la « question scolaire ». Il n'en reste pas moins que, dans leur énorme majorité, ils n'ont guère balancé. Plus de 92 % des parents rencontrés ont voté contre M. François Mitterrand. Les rares qui déclarent lui avoir accordé leur suffrage prétendent qu'ils ont cédé à l'« envie de voir », de « faire jouer l'alternance ». Aucun ne s'en félicite.

Impureté politique

La distance qu'ils affichent à l'égard des partis politiques est insistante. A peine si les Nantais admettent qu'au sein du « comité du 4 décembre » — un groupe créé en 1982 pour protester contre le refus de la municipalité de payer le forfait communal à une partie des écoles privées de la ville — certains membres sont « proches du RPR ». Ils alimentent leur méfiance soit au dédain de la chose politique, toujours un peu suspecte d'impureté à leurs yeux, soit à la crainte de la dérive « totalitaire », qui, selon M. Jean Bousignac, membre du bureau des Comités d'action républicaine (CAR), guetterait toute institution. Pour les CAR, qui regroupent les « gens déçus du RPR et du PR », les « déçus des

partis institutionnels de l'opposition », il est clair que « tous les monopoles sont mauvais, celui de la FEN comme celui de l'UNAPEL ».

M^{me} Isabelle Lacorne milite aux CAR depuis qu'elle s'est laissée convaincre que trop de manuels scolaires « marxistes » circulent entre les mains des enfants (son aîné est en sixième au collège Stanislas, à Paris, mais les deux plus jeunes sont dans une école publique). Elle dénonce « la rigidité des appareils politiques, qui ne reflètent pas les mouvements en profondeur dans la population ». A considérer les candidats aux élections européennes, elle n'aperçoit que des « gens du passé ». Proche des thèses de M. Guy Guermeur et de Combat pour la liberté de l'enseignement, M^{me} Lacorne ne cache pas que son opposition au pouvoir est radicale. Sur l'école, et plus globalement, car « le péché originel des socialistes est de s'être alliés au Parti communiste ».

Arrière-petite-fille de Victor Duruy (1), elle aimerait pourtant croire en une laïcité, « qui ne contredirait pas le caractère propre des établissements privés ». La laïcité, pense-t-elle, a été dévoyée par l'« Etat-FEN », qui fait régner un « terrorisme intellectuel » dans les conseils d'école en particulier, réduisant les parents au « rôle bideau » de figurants.

Pour M^{me} Lacorne, le projet socialiste, qui nourrit une « conception de la famille opposée à la conception chrétienne », menace l'école catholique. M^{me} Evelynne Delaunay, dont un enfant fréquente aussi un collège Saint-Stanislas, mais celui de Nantes, est tout à fait du même avis. Cette femme qui, pendant dix ans, des responsabilités chez les Scouts d'Europe, qui fait de la catéchèse à Stanislas et depuis vingt-sept ans dans sa paroisse, est convaincue qu'« on cherche à détruire de l'intérieur l'enseignement privé ». Conventions morales et options politiques se rejoignent chez elle : « Je ne peux accepter un parti qui prône l'union libre, l'avortement

et la suppression de l'école de notre choix ».

D'autres tirent des conclusions identiques, qu'ils ne puisent pas aux mêmes préoccupations. Leurs craintes sur l'avenir de l'école privée relèvent une vision de la société qui n'a pas besoin de s'exprimer en termes politiques. Si M. Pierre Tourret ne tient pas « à la concurrence pour la concurrence » et veut préserver une école catholique où ses trois enfants puissent continuer à « se sentir bien dans leur peau, équilibrés », M. Ignace M... Cadre textile dans le Nord, attache pour sa part un prix particulier à la concurrence entre les établissements. Partisan de la « mort des mauvaises écoles », il réclame le recours au « chèque éducation ». Revendication qui ressemble fort à celle des partis de l'opposition à la suite du Club de l'Horloge.

Trois millions de manifestants

Ces parents vivent donc les jours présents l'œil fixé sur « le changement de société qui ne manquera pas d'avoir lieu dans deux ans ». Ce qui n'apaise en rien leur impatience. La modération des responsables les irrite. « Nous voudrions un calendrier précis d'actions », grommelle M. Raphaël Guernas, parent d'élèves à La Chapelle-sur-Erdre (Loire-Atlantique). « C'est qu'il y va de nos enfants, et ça ne peut attendre ! » M^{me} Lacorne déplore que, « par souci d'obéissance aux états-majors, les parents hésitent, attendant un démarrage ». Elle a démarré, elle. Dimanche 20 mai, à Champ-de-Mars, à Paris, lundi 21 mai, avec les Nantais, devant la gare Montparnasse.

La manifestation nationale dans la capitale fait l'actualité, « et nous serons trois millions », prédit un secrétaire départemental de l'UNAPEL, après avoir confié : « Tous les jours, des gens m'appellent, et pas seulement des parents, pour me demander : quand est-ce qu'on monte à Paris ? ».

Cette grande manifestation, beaucoup cependant refusent de s'en satisfaire. « On a été trop dignes jusqu'à présent dans nos manifestations », observe Marie-Françoise, mère de deux enfants à Lille. « C'était beau et ça n'a servi à rien. Il faut trouver autre chose, qui dure. Et peut-être qui gêne des gens. » Madeleine assure que des parents sont prêts à la grève de la faim. D'autres idées sont à l'ordre du jour : grève des impôts, retrait des dépôts d'argent dans les caisses d'épargne et les banques nationalisées.

La fronde gagnerait-elle ? Depuis quelque temps, l'attitude des évènements était mieux appréciée. « Enfin ! », s'était écrit ce cadre d'EDF lorsque le cardinal Lustiger avait tonné contre le gouvernement, à la veille du conseil des ministres du 18 avril. Mais, aujourd'hui, ces parents jugent l'archevêque de Paris

« trop diplomate ». Et cette mère de famille, femme d'ingénieur, clame : « Nous voudrions un Guiberteau plus combatif ».

« Je suis prête, ajoute-t-elle, à aller jusqu'au bout. » Tous approuvent, autour d'elle. Y compris jusqu'à basculer dans l'illégalité ? Y compris jusqu'à déstabiliser le pouvoir ? « Le gouvernement nous emmerde. Rien à foutre s'il saute », répond sans détour, en écho, un responsable de l'UNAPEL dans la région parisienne.

Michel, jeune parent et enseignant dans un collège privé du Nord, l'avait prévu : « Le 11 mai 1981, on s'est dit : l'occasion va se présenter de savoir vraiment à quoi l'on tient. »

FIN

(1) Victor Duruy fut ministre de l'instruction publique sous le second Empire. Il œuvre, contre Mgr Dupanloup, pour développer l'enseignement secondaire et féminin.

Trois grands groupes sociaux dans le privé


Une enquête du ministère de l'éducation nationale décrit la répartition des parents, par catégories socioprofessionnelles, dans l'ensemble de l'enseignement privé en 1980-1981 (les chiffres sont en pourcentage des effectifs).

	PRIVÉ		PUBLIC	
	Classe de quatrième	Classe de seconde	Classe de seconde	Ensemble de la population
Agriculteurs	12,5	9,1	4,69	3
Salariés agricoles	0,5	0,3	0,67	0,60
Patrons de l'industrie et du commerce	16 (1)	16,7	10,61	7,39
Professions libérales et cadres supérieurs	15,8	24,6	17,67	5,60
Cadres moyens	13,9	16,3	17,52	12,20
Employés	8	7,6	9,85	17,30
Ouvriers	22,5	14,6	27,30	47,80
Personnel de service	2,4	1,7	2,88	4,40
Autres catégories	3,1	3,3	3,96	1,80
Inactifs	2,9	3,5	4,76	~

(1) 25,9 dans le secteur hors contrat social.

Ainsi, trois groupes sociaux sont-ils nettement plus représentés dans le privé que dans le public : les agriculteurs, les patrons, les cadres et professions libérales. Si l'on observe la répartition des boursiers nationaux dans le second degré, elle diffère, en 1981-1982, globalement de 30,8 % des élèves dans le public et de 16,4 % dans le privé.

L'an dernier, 94,8 % des élèves de nationalités étrangères étaient scolarisés dans le public. Dans tous les cas, les plus nombreux sont les Maghrébins : 53 % dans les écoles publiques, 28,7 % dans le privé ; 42,8 % dans le secondaire public, 33 % dans le privé.



DITES-MOI, PHILIPS,
quels horizons ça m'ouvre, la culture
du petit écran..?


Les mystérieux circuits électroniques multicolores, que nous avons tous vus au cœur du moindre appareil radio, sont la base de toute l'électronique de diffusion audio-visuelle. Autrement dit : la privative.

Avec la télévision, la radio, la haute fidélité ou le magnétophone, on a pu parler de culture de masse... Mais aujourd'hui, la privative à ses nouvelles vedettes : le magnétoscope, le micro-ordinateur, le jeu vidéo ou le compact disc à lecture laser. Bientôt, ce seront le vidéo disque, la 4^e chaîne (Canal Plus), les réseaux câblés avec leurs programmes à la carte, le téléviseur numérique... et ce n'est pas fini.

Désormais, on ne risquera plus d'accuser l'audio-visuel d'être une autoroute obligée de la culture. Plus il monopolise l'information, l'éducation, le divertissement, plus il se diversifie et ouvre l'éventail des choix. Le vieux mythe de la machine à voyager immobile, à travers le temps et l'espace, devient une réalité quotidienne au bon plaisir de chacun.

C'est dans ce sens que nous, Philips, nous travaillons à l'avenir de la privative. Mais chacun doit se sentir concerné : vous-même qu'en pensez-vous ? Faites-nous part de votre opinion. Écrivez-nous. Le dialogue est ouvert.

Compagnie Française Philips.
50, avenue Montaigne - 75008 PARIS



PRIVATIVE

مكتبة صليبي

Des sénateurs proposent la suppression du secrétariat d'Etat à la sécurité publique

PHARMACIE
MEDECINE
classe préparatoire
NEUILLY-ET-QUARTIER LATIN **CEPES** 57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly. 722.94.94
748.00.19 au stage enseignement supérieur privé

(Publicité)

LA MÉMOIRE COURTE

OUI, PARLONS DE L'ÉCOLE

L'HISTOIRE

- Née avec la République, l'école laïque gratuite et obligatoire ouvre à chaque citoyen le droit à l'instruction, dans la liberté de conscience, afin qu'il puisse choisir sa vie, ses convictions, en exerçant son esprit critique.
- L'école laïque, c'est le refus d'imposer aux enfants un modèle autre que celui de la liberté. C'est l'obligation d'accueillir tous les jeunes Français sans exclusive. C'est le respect de l'autre. Jules Ferry disait aux instituteurs : « Vous ne toucherez jamais avec trop de scrupule à cette chose délicate et sacrée qu'est la conscience de l'enfant. » Cette tolérance, cette ouverture, cet humanisme, fondent la République, la démocratie et le pluralisme. Aussi, l'école laïque s'est-elle imposée au terme d'un long combat contre les monarchistes, les conservateurs, la droite et la hiérarchie catholique. Telle est l'histoire.

LES FAITS

- Aujourd'hui, 83 %, plus de dix millions d'enfants, fréquentent l'école publique.
- Aujourd'hui, 630 000 enseignants de toutes opinions et de toutes confessions s'y dévouent.

QUI OSERA DIRE

- Qu'un enfant a été chassé ou n'a pas été reçu dans l'école laïque pour son origine sociale, sa religion, la couleur de sa peau, sa nationalité ?
- Qu'un enseignant a été persécuté, chassé, humilié, parce que ses convictions, politiques ou religieuses ou syndicales, sa vie privée (dès lors qu'elle n'attentait pas aux devoirs fixés par la loi), déplaisaient au chef d'établissement, à telle ou telle catégorie de parents, à telle ou telle autorité dite morale ? Tels sont les faits.

Cette école laïque, école de tous, nous ne la laisserons plus calomnier

L'IMPOSTURE

- Ils disent : l'école privée, c'est l'école libre ; ils prétendent écarter les barreaux d'une prison : mais alors, dans cette prison, l'école laïque, 630 000 enseignants seraient les geôliers de dix millions d'enfants ? Imposture !
- Ils disent l'école privée, c'est l'école libre. Ils prétendent que l'école laïque est celle d'une seule idéologie : mais dans quelle école n'enseigne-t-on qu'une seule foi ? Dans quelle école une unique philosophie de la vie est-elle privilégiée ? Dans quelle école un professeur divorcé est-il renvoyé ? Dans quelle école refuse-t-on aux enseignants la protection d'un statut ? École privée = école libre : IMPOSTURE !

LA MANŒUVRE

- La droite au pouvoir a, en 1959 (loi Debré), en 1977 (loi Guemur), sans aucune concertation, imposé sa marque.
- La droite avait combattu l'école laïque dès sa naissance. Elle ne pouvait plus la détruire. Elle a donc donné des privilèges exorbitants à l'école privée, elle a versé des fonds publics sans aucune contrepartie.
- La droite a humilié et affaibli l'école publique. Elle s'est toujours méfiée des enseignants de la laïque et a méprisé les valeurs dont ils étaient les porteurs.
- Aujourd'hui.
- La droite dénature la loi SAVARY et la présente comme une loi d'étouffement.
- Est-ce étouffer l'école privée que d'autoriser ses maîtres, s'ils le veulent, à opter pour un statut qui les protège ?
- Est-ce étouffer l'école privée que de garantir son financement (18 milliards en 1983) en échange d'un contrôle nécessaire des fonds publics ?
- Est-ce étouffer l'école privée que de laisser aux parents le libre choix de l'école de leurs enfants ?
- La droite ment.
- Elle attise la guerre scolaire pour tirer un profit politique des aveuglements, du fanatisme et de l'intolérance qu'elle provoque. Elle espère jouer de l'affrontement pour revenir au pouvoir.
- Elle choisit une fois encore la politique du pire.

LA VÉRITÉ

- Les lois, c'est au Parlement qu'elles se votent, non dans la rue.
- Dans l'école privée, des parents ont trouvé le moyen de compenser telle ou telle insuffisance de l'école laïque. D'autres ont vu en elle l'école de leur foi ou de leur milieu social. Il faut l'accepter, c'est la démocratie.
- Le gouvernement de la gauche a préservé l'essentiel : la liberté de choix et l'avenir de la laïcité.

NOTRE VOLONTÉ

- Nous sommes des millions qui avons connu à l'école primaire, au collège, au lycée, la LIBERTÉ. Nous nous souvenons des discussions passionnées (c'était la guerre d'Algérie, c'était mai 68), des débats entre élèves et professeurs, des convictions différentes du professeur de philosophie et du professeur d'histoire. C'était l'apprentissage de la démocratie et du pluralisme. Et c'était bien !
- Nous ne laisserons pas la droite utiliser le slogan injurieux « école privée = école libre », qui porte en lui un modèle politique de société fermée et intolérante. Nous ne laisserons pas faire les manipulateurs qui veulent effacer dans ce pays les conquêtes de la République. Ils prennent l'école pour prétexte. Leur manifestation où se retrouvent toutes les droites — de Le Pen à Chirac — n'a qu'un seul but : ébranler la gauche. Puisse la hiérarchie catholique, qui sait qu'aucun croyant n'a souffert dans l'école publique pour sa foi, ne pas se mêler à cette opération politicienne. Puisse l'Eglise ne pas avoir la mémoire courte !

NOUS SOMMES DES MILLIONS

- Nous ne pouvons rester inactifs. Le droit de manifester pacifiquement est inscrit dans la Constitution. Affirmons avec force notre conscience républicaine. Préparons la riposte.

Cet encart est payé par un groupe d'enseignants adhérents à LA MÉMOIRE COURTE, association loi de 1901, BP 433 - 75233 - PARIS Cedex 05.

Ce texte peut être librement reproduit et diffusé

مكتبة من الامم

SPORTS

LES INTERNATIONAUX DE FRANCE DE ROLAND-GARROS

La journée des sans-grade

Dix heures de tennis non stop, soixante-sept matches, dix-neuf mille spectateurs, 1900000 F de recette aux guichets : dès la première journée des Internationaux de France, Roland-Garros a trouvé une respiration nouvelle, grâce à ses derniers aménagements, malgré le souffle d'un tournoi déjà achevé.

C'est peut-être parce que l'issue de ces Internationaux est la plus incertaine depuis une décennie qu'il faut prêter une attention particulière à la meute des jeunes loups à l'affût du moindre fléchissement des vedettes pour mordre à belles dents la renommée. A cet égard, le comportement de quelques-uns d'entre eux a été particulièrement révélateur de leurs ambitions dès lundi 28 mai. Alors que toutes les têtes de série gauloises, Connors, Gomez, Sundström et Higuera, ont réglé leur affaire avec une gourmandise de chat jouant avec la souris, ces

sans-grade se sont jetés sur leur adversaire comme des affamés sur un quignon de pain.

La furie avec laquelle le Suédois Kent Carlsson se rua sur le Français Georges Goven en fut un exemple paroxystique. A peine âgé de dix-sept ans, ce Viking d'apparence fragile soufflait dans ses paumes avant chaque diagonale du coup droit et chaque passing de revers à deux mains. On aurait dit un bûcheron déviant des bûches enflammées, tellement le jeu d'école de son adversaire, âgé de trente-six ans, volait en éclats sur tous les coups. Récemment vainqueur de l'Orange Bowl, ce Suédois, qui est d'une grande fébrilité contrastant avec le calme habituel de ses compatriotes, entraînait ainsi en trombe dans le tournoi ce ne laissant que deux jeux à son aîné. Tout droit sorti des qualifications, il montrait qu'il n'entendait pas végéter très longtemps à la 318^e place mondiale, qui est son rang actuel.

Un autre qualifié, le Yougoslave Slobodan Zivojinovic, offrait aussi une forte sensation en éliminant le Franco-Argentin Diego Perez, classé 30^e mondial. Celui-ci s'était fait remarquer au début de la saison sur terre battue en accrochant sérieusement Yannick Noah, à Monaco, puis en battant le champion de Roland-Garros 1983 à Rome. Ce garçon robuste, âgé de vingt-deux ans, appartient à la catégorie des attaquants de fond de court particulièrement à leur avantage sur la brique pilée. Vainqueur de Vilas l'an passé, il n'avait, sur le papier, aucune raison particulière de redouter le

254^e mondial. Or, le Yougoslave, âgé de vingt ans, qui avait disputé la finale du championnat d'Europe junior en 1981, se déchaîna littéralement, entraînant la foule autour du court n° 6. Avec sa stature de pirate, il se rua à l'abordage du filet et, en trois manches, il fit couler les espoirs de Perez, qui avait laissé passer la possibilité de garder la tête hors de l'eau en perdant 7-5 le jeu décisif au 2^e set.

Le Brésilien Oncine avait le même profil que le Yougoslave : il était sorti des qualifications avec le classement dans les 280^e mondial. Mais c'était pour tomber sur Aaron Krickstein, l'Américain, formé à la dure école de l'entraîneur Nick Bollettieri, n'a pas encore dix-sept ans.

Après s'être révisé en atteignant les huitièmes de finale des Internationaux des Etats-Unis, à

moins de seize ans, à la manière de McEnroe à Wimbledon en 1977, Krickstein, qui avait alors sérieusement accroché Noah, abandonna ses études pour passer professionnel. Et, quelques semaines après, il devenait, à Tel-Aviv, le plus jeune vainqueur d'un tournoi du Grand Prix. Il se trouvait ainsi, propulsé à la 28^e place mondiale. Il a démontré aux curieux déjà nombreux, lundi en fin de matinée autour du court n° 9, que ce n'était pas une place usurpée.

Son service, qui part comme un missile, et son coup droit, qui propulse une balle à grande vitesse dans des angles impossibles, clouent sur place Oncine, qui ne fut pas en mesure d'enlever plus de deux jeux. Or le jeune Américain réalisa tout cela avec un doigt complètement raide, blessure contractée la semaine dernière à Rome, lors de la finale contre Gomez.

Ce tennis sans bavure de ces trois petits soldats était d'autant plus impressionnant, en ce début de tournoi, qu'on put le comparer avec le jeu des Américains Harold Solomon et Vitas Gerulaitis. Ces deux tennismans au tennis radicalement différent durent, pourtant, tirer sur toutes les ficelles de leur long métier pour venir à bout respectivement du Français Christophe Roger-Vasselin, l'un des héros du tournoi 1983, qui va retomber de haut, et de l'Américain Lloyd Bourne, qui perdit contenance lorsqu'il ne put conclure le 5^e set au tie-break. C'était le contraste entre l'acidité des pommes vertes et la sève fade des pêches mûres.

ALAIN GIRAUDO.

Volée australienne contre béton suédois

Pour cette journée inaugurale de Roland-Garros, une seule empoignée vraiment passionnante anima les courts secondaires - en l'occurrence le lien nommé court n° 2 - théâtre d'escarmouches célèbres dans la première semaine des Internationaux du passé. Combien avouons-nous de grands joueurs româcher, à la sortie du terrain, l'amertume d'une défaite prématurée, tandis que d'autres savouraient la grisaille d'un retournement de la dernière chance!

En face de l'Australien John Fitzgerald (vingt-quatre ans), héros de la finale de la Coupe Davis à Brisbane en fin 1983, le Suédois Joachim Nyström (vingt et un ans) formait un vivant contraste, physiquement et techniquement. Fitzgerald, le poil noir, anaconda à tout crin, athlétiquement bâti, incarnait le joueur le plus photographique du tournoi, l'homme « de tous les dangers », à l'image du nouveau et irrésistible jeune premier de l'écran, son compatriote Mel Gibson.

Nyström, blond filasse, raide comme un piquet sur de hautes jambes, n'exprimait aucun autre sentiment sur son visage pile qu'un optimisme indéfectible dans la remise en jeu - notamment à l'aide de revers à deux mains - apprises sans nul doute à l'école Borg.

Le premier set, disputé au tie-break, fut remporté par Nyström, lequel, sans faire de détail, s'octroya la deuxième manche par 6-0. Fitzgerald, tout ce temps, faisait sortir ses

balles dits qu'il tentait de passer la vitesse supérieure. C'est au troisième set que la partie prit un tour nouveau. L'Australien commença à garder, dans le court, des volées qu'il interceptait hardiment au milieu d'échanges profonds. Et l'on s'apercevait que, à l'instar de ses glorieux aînés australiens, Hoad, Rosewall, Laver, Emerson, Rodie, Newcombe, un par joueur d'herbe comme Fitzgerald pouvait, parfaitement, venir terminer les points au filet sur la bonne vieille terre battue de Roland-Garros.

Un comar énorme

Le Suédois restait d'autant sur place que l'Australien, enlevant le troisième set par 6-4, avait distillé des amorces de la meilleure facture. La quatrième manche offrit à tous le meilleur tennis. Nyström, impavide, avait répliqué à tout. Fitzgerald, de son côté, frappait ses coups droits largement boudés ou ses revers filés le long de la ligne en leur imprimant une longueur qui donnait le frisson.

Les jeux s'égalisèrent ainsi jusqu'à 7-6 pendant. Une nouvelle fois on dut voir recourir au tie-break. Quatre points à zéro pour Nyström - c'est en fin de compte - Pas du tout. « Fitz » repart à l'attaque : 5-4 pour lui. Le Suédois fait front : 5-5, puis 6-6 : là, une balle litigieuse est complotée contre l'Australien, qui s'enferme un peu. Nyström ne bronche pas et, en deux foulées, par 9 points à 7, il boucle le match en sa faveur. Mais c'est à Fitzgerald et à son comar énorme qu'est allée, pendant toute la partie, la sympathie du public. L'ovation montre que le salut à la sortie du court en aura témoigné.

OLIVIER MERLIN.

A LA TELEVISION

Mercredi 30 mai sur TF 1

10 h 30 : résumé de la veille.
11 h à 13 h : direct.
14 h 35 à 18 h 30 : direct.
21 h 25 : résumé.

D'un sport à l'autre

● **AUTOMOBILISME.** - Abandon de Michèle Mouton dans le Rallye de l'Acropole. - L'Allemand Walter Rohrl sur Audi Quattro, champion du monde en titre, a pris la première place du classement provisoire du Rallye de l'Acropole au terme de la dix-septième épreuve spéciale, devant le Finlandais Ari Vatanen sur Peugeot 205 et le Suédois Stig Blomqvist sur Audi Quattro. Michèle Mouton (Audi Quattro) a été contrainte d'abandonner à la suite d'une défaillance de l'embrayage de sa voiture consécutive à une fracture du nez.

● **BOXE.** - Richard Caramanolis perd son titre européen. Le Néerlandais Alex Blanchard a conquis, lundi 28 mai à Amsterdam, le titre de champion d'Europe de poids mi-lourds en battant le Français Richard Caramanolis par KO à la sixième reprise. Transporté dans une clinique, Caramanolis souffre d'une fracture du nez.

● **CYCLISME.** - Victoire française au Tour d'Italie. Martial Gayant a gagné, lundi 28 mai, la dixième étape. Cavendish-Terreni-Isternia, du Tour d'Italie. L'Italien Francesco Moser est toujours leader du classement général provisoire.

D'autre part, l'Australien Allan Peiper a gagné, lundi 28 mai, à Villeurbanne, le prologue contre la montre du Dauphiné libéré devant l'Irlandais Stephen Roche et l'Australien Phil Anderson.

Les résultats

Lundi 28 mai

SIMPLE MESSIEURS (Premier tour)

PREMIER QUART DE TABLEAU
Tasterna (EU, 58) b. M. Davis (EU, 75) : 6-2, 6-4, 6-2; Upi (Esp., 140) b. Krishnan (Inde, 62) : 6-4, 6-1, 7-6; Purcell (EU, 25) b. Kirmayr (Brésil, 157) : 6-3, 7-6, 6-2; Morta (Brésil, 63) b. Hooper (EU, 23) : 6-4, 7-6, 6-4; Seguso (EU, 118) b. Giannalva (EU, 95) : 7-5, 6-4, 7-5, 7-5; Gehring (RFA, 98) b. Mayotte (EU, 20) : 7-5, 6-1, 7-6; Higuera (Esp., 12) b. Nastase (Rou., 137) : 6-3, 6-0, 6-3.

DEUXIEME QUART DE TABLEAU
Connors (EU, 3) b. Fromm (EU, 145) : 6-2, 6-3, 6-1; Jalle (Arg., 218) b. Toss (Esp., 141) : 2-6, 6-3, 6-3, 6-2; Sanchez (Esp., 88) b. Hooper (Brésil, 126) : 7-6, 6-3, 7-5; Nyström (Suède, 34) b. Fitzgerald (Aust., 38) : 7-6, 6-0, 4-6, 7-6; Gildemeister (Chili, 113) b. Pacci (Par., 131) : 6-4, 6-3, 6-2; Canciani (It., 47) b. Eremov (Fr., 624) : 6-3, 7-5; Zivojinovic (Youg., 254) b. Perez (Urg., 30) : 6-3, 7-6, 6-4; Gilbert (EU, 46) b. Glickstein (lar., 55) : 1-6, 6-1, 6-1, 2-6, 6-2; Novacek (Tch., 356) b. Vimer (Afr. du S., 118) : 6-3, 5-7, 6-0, 6-3; Gerulaitis (EU, 18) b. Bourne (EU, 102) : 3-6, 6-7, 6-4, 6-4, 6-6.

TROISIEME QUART DE TABLEAU
Krickstein (EU, 28) b. Oncine (Brésil, 279) : 6-0, 6-1, 6-1; Castellan (Arg., 181) b. Yon (Aust., 127) : 6-2, 6-4, 6-1, 6-3; Solomon (EU, 217) b. Rogers-Vasselin (Fr., 67) : 6-0, 4-6, 6-2, 5-7, 6-3.

QUATRIEME QUART DE TABLEAU

Carlsson (Suède, 318) b. Goven (Fr., 192) : 6-0, 6-2, 6-0; Portes (Fr., 136) b. Segarneau (R., 144) : 1-6, 7-6, 4-6, 6-4, 6-4.

SIMPLE DAMES (Premier tour)

PREMIER QUART DE TABLEAU
Navratilova (EU, 1) b. Tausziet (Fr., 6-2) : 6-1, 6-2; Meiler (PB, 33) b. Skromka (Tch., 58) : 6-2, 6-3; Lindquist (Suède, 60) b. Simmonds (It., 121) : 7-6, 7-6; Kohde (RFA, 18) b. Sasak (Youg., 146) : 6-2, 6-1; Hanika (RFA, 13) b. Latham (EU, 81) : 6-1, 6-0; Tognarini (EU, 71) b. Raschidator (EU, 104) : 6-1, 6-2; White (EU, 38) b. Bonisignori (It., 118) : 6-2, 7-5; Herremans (Fr., 70) b. Mentz (Afr. S., 154) : 6-0, 6-2, 6-3; Inoue (Japon, 63) b. Sayers (Aust., 48) : 4-6, 6-4, 6-2; Solomon (EU, 72) b. Hy (HK, 130) : 4-6, 7-6, 6-2; Rinaldi (EU, 25) b. Purdy (EU, 82) : 7-5, 6-2; Demangeot (Fr., 236) b. Tobin (Aust., 116) : 6-2, 6-3; M.-C. Calleja (Fr., 77) b. Leo (Aust., 124) : 7-6, 6-4.

DEUXIEME QUART DE TABLEAU
Melich (EU, 108) b. Okagawa (Japon, 165) : 7-5, 5-7, 6-1; Rens (URSS, 126) b. Cecchini (It., 42) : 6-3, 6-4; Eliseenko (URSS, 206) b. Nagelsen (EU, 73) : 6-3, 6-4; Fairbank (Afr. S., 30) b. Barker (GB, 67) : 6-2, 6-3; Hobbs (GB, 46) b. Einy (GB, 154) : 4-6, 6-2, 6-0; White (EU, 43) b. Allen (EU, 68) : 6-3, 5-7, 6-1; Brown (EU, 123) b. Cadet (Fr., n.c.) : 4-6, 6-3, 6-4.

TROISIEME QUART DE TABLEAU
Holton (EU, 109) b. Mochizuki (EU, 93) : 5-7, 7-6, 6-1; Golder (EU, 115) b. Jaeger (EU, 5) : 7-5, abandon; Scheuer-Larsen (Dan., 129) b. Fukarova (Tch., 210) : 7-5, 6-2; Nelson (EU, 80) b. Collins (EU, 58) : 6-2, 5-7, 6-4; Uys (Afr. S., 50) b. E. Kanellopoulos (Grèce, 160) : 7-5, 6-4; Bunge (RFA, 32) b. Karlsson (Suède, 198) : 6-2, 6-4; Benjamin (EU, 141) b. Monteiro (Brésil, 120) : 6-4, 4-6, 6-1.

QUATRIEME QUART DE TABLEAU

Vernhes (Fr., 251) b. Herr (EU, 31) : 6-3, 2-6, 6-2; Huber (Aust., 56) b. Mouton (EU, 27) : 6-2, 6-3; Pfaff (RFA, 23) b. Vasquez (Pérou, 69) : 6-4, 6-7, 6-4; Vermaak (Afr. S., 57) b. Harrington (EU, 88) : 6-1, 6-1; Klitch (EU, 62) b. Sismatzen (EU, 145) : 6-3, 2-6, 6-2; Savchenko (URSS, 185) b. Henriksen (EU, 84) : 6-1, 6-2; Yanagi (Japon, 110) b. Van Nostrand (Belg., 136) : 6-2, 6-3.

* Entre parenthèses figure le classement ATP des joueurs et WTA des joueuses.

En affaires,
il faut parfois fousner
des tours de force



Banque Bruxelles Lambert

Une prise
solide pour accéder
aux sommets

Réussir dans les affaires, à tous les niveaux, cela ne s'improvise pas. Il faut connaître les règles du jeu : maîtriser le sens de l'efficacité et celui de la négociation. Dépasser les concurrents, prendre d'assaut les nouveaux marchés.

Si vous êtes un manager de cette trempe, vous êtes vraiment fait pour travailler avec la Banque Bruxelles Lambert. Elle est là pour préparer le terrain, pour écarter les obstacles de votre route.

Au départ de Bruxelles - capitale du Marché Commun - notre réseau international s'étend à tous les grands centres financiers du monde. Nous avons donc la taille et les moyens nécessaires pour vous aider à résoudre vos problèmes financiers, 24 heures sur 24. Avec ce sens de la personnalisation qui donne à notre banque son visage humain. Car nous ne perdons jamais de vue que la relation bancaire, c'est avant tout une question d'hommes.

Venez donc dialoguer avec nous.

La BBL à New York

Notre bureau de New York vient d'être transformé en Siège à part entière. Il vous offre tous les services que vous attendez d'une grande banque internationale. Pour plus d'informations, prenez contact avec :
Pierre Heilporn - General Manager
Bank Brussels Lambert
630 Fifth Avenue (Rockefeller Center)
Suite 2020 - New York
NY 10111 - 0020
Tél. (212) 489-7000
Téléc. 680150

BBL Banque Bruxelles Lambert

La BBL est également présente en Espagne, Grande-Bretagne, Italie, Singapour, Suisse, France, Australie, Japon etc.

BANCT-PCB Belgium BBL 799

LEROY

Opticiens
DES TECHNICIENS
AU SERVICE DE VOTRE VUE

104, Champs-Élysées
11, bd du Palais
158, rue de Lyon
147, rue de Rennes
5, place des Terres
27, bd Saint-Michel
127, Fg Saint-Antoine
30, bd Barbès
Tous les jours, sauf le dimanche

INFORMATIONS « SERVICES »

VIE ASSOCIATIVE

Militants du livre

L'occasion était trop belle, le thème trop politique pour ne pas se prêter à la mobilisation des participants, militants socialistes pour la plupart, invités par la Fédération Léo-Lagrange et reçus par la Ville de Valence.

Rencontres nationales, donc, les premières : entre le « couple final du sociologue et de l'animateur », la bibliothécaire et le bénévole, l'Etat et l'association.

M. Rodolphe Pasco, député et maire (PS) de Valence, ouvre le congrès des 18 et 19 mai. Il croit au livre : l'informatique et les nouveaux médias n'ont pas signé son arrêt de mort. Il se fait didactique : plaisir de lire, certes, mais aussi besoin de comprendre (il cite Jacques Fauriol : « Le radio informe, la télévision montre, la presse écrite explique ») et de s'instruire. Sans livre, pas de mémoire collective ni de construction de l'histoire.

En artisan de la politique gouvernementale, le maire de Valence souligne l'effort « sans précédent » de l'Etat en faveur des bibliothèques, de l'édition et du prix unique du livre, destiné à doubler d'une fonction culturelle le rôle marchand du libraire.

Le livre, c'est aussi un enjeu économique et culturel : aussi M. Pasco plaide-t-il en faveur d'une concentration à l'échelon de l'Etat pour attacher les marchés, notamment par la traduction de livres français. Dans un mouvement de balancier, il tempère cette affirmation en montrant immédiatement la vie associative qui doit garantir la démocratie en « interpellant l'Etat, les collectivités locales et elle-même ».

M. Francis Sérusclat, sénateur du Rhône (PS), maire de Saint-Fons et président de la commission culture de l'Association des maires de France, appelle à la mobilisation politique. Il attire l'attention sur le « tiers partenaire » qui est le pouvoir municipal face au livre et à la vie associative. Allusion discrète comprise par tous. Dans les débats qui suivront, l'épouvantail de De Gaulle sera plus clairement agité.

Le carrefour « Livre et non-lecteurs » s'ouvre d'une manière anodine et paisible par un exposé du rapport sur l'illettrisme présenté, le 11 janvier, au conseil des ministres : un texte qui ne veut pas donner de recettes, mais insiste sur l'importance d'un travail à long terme.

M. Loeb, directeur de l'école de la maison d'arrêt de Lyon, dresse ensuite un portrait-robot du jeune non-lecteur qui arrive à la prison : il n'a aucun goût pour la lecture, symptôme d'une inadaptation générale ; souvent maghrébin, il a de la difficulté à s'exprimer ; a de lui-même une image très dévalorisée et n'est pas autonome dans sa vie quotidienne. Il est marginalisé et la prison est le dernier maillon de la chaîne.

M. Loeb présente alors une expérience de reconstruction de l'individu grâce à l'informatique.

La vice-présidente de l'Association française pour la lecture intervient alors. Elle explique le plus simplement du monde que l'écriture apparaît dans une situation d'urgence et est utilisée pour maintenir l'insécurité dans les rapports sociaux. « Le corollaire de l'écriture, c'est-à-dire le fait d'écrire que la production littéraire — raffinement du raffinement — devrait pouvoir être partagée par tout le monde ». En clair, on veut faire accéder les ouvriers au produit social de leur aliénation. Car, apprend-on, « la bourgeoisie a travaillé pendant cent cinquante ans à produire une littérature narcissique, pour son plaisir ». Et « le prétendu plaisir littéraire est socialisé alors qu'il est caractéristique d'un système social précapitaliste ». Discours subtil, paradoxal, fascinant. Cinq minutes. Car on a vite fait le tour de ces dogmes-là qui pient la réalité à leur théorie : la lutte des classes. Quelques voix s'élèvent pour protester, mais, le cercle despois, les langues se délient : une jeune bibliothécaire, fille d'ouvrier, se déclare choquée par ce qu'elle appelle « une négation de l'individu, le mépris de l'ouvrier que l'on prétend défendre : les ouvriers lisent le journal, ce ne sont pas des bêtes ».

Un Rodolphe Pasco plein d'allant tira, tambour battant, les conclusions. Est-ce le trahir que d'avouer que, connaissant bien son sujet, il avait préparé une synthèse à l'avance ? Nécessité d'une action globale, inscrite dans la durée, décloisonnée, prévoyant : les associations ne doivent pas se contenter de « présenter la note à payer. Elles doivent participer à la décision et, quand celle-ci est prise, à son application ».

« Ce n'est pas sans raison que ce congrès a eu lieu à Valence », note un participant. Le choix tient à la personnalité de M. Rodolphe Pasco. En 1982, lors des assises régionales du livre de Valence, il amena le conseil régional à réfléchir sur la politique du livre. Ce qui aboutit, au printemps 1983, à la création de l'Office régional du livre à Annecy dont il est vice-président.

Il se définit comme « homme de terrain » : « Il faut prendre les problèmes tels qu'ils sont, non tels qu'on voudrait qu'ils soient » : il a donné l'exemple à Valence en développant le réseau de lecture publique et en créant une médiathèque.

Son fin sourire est large, sans réserve, presque naïf. Il va droit à l'essentiel, suit tout, voit tout, comprend avant que son interlocuteur ait fini de parler, mais l'écoute cependant en rangeant son frein, la tête dans les épaules : il y a tant à faire. Doit précéder de l'homme pressé et grandes enjambées du cœur de fond. Un être chaleureux, avec lequel les associations adorent travailler. Qui, ce n'est pas par hasard que ce congrès ait lieu à Valence.

DANIELLE TRAMARD.

ASCENSION

Les services ouverts ou fermés

Presse : les quotidiens paraissent normalement.

Banques : fermées mercredi 30, à 12 heures, et jeudi 31 mai.

Bureaux de poste : fermés jeudi 31 mai.

SNCV, métro, RER et autobus : service des dimanches.

Grande magasins : ouverts jeudi 31 mai.

Sécurité sociale : fermée mercredi 30, à 13 heures, et jeudi 31 mai.

Allocations familiales : fermées mercredi 30, à 12 heures, et jeudi 31 mai.

Bibliothèques nationales et Archives nationales : fermées jeudi 31 mai.

Musées : à Paris, seront ouverts jeudi 31 mai, Rouen, le Grand Palais, le Musée de l'Orfèvrerie, les Invalides, le musée Marmottan, le Palais de la découverte et le musée Rodin.

En Ile-de-France, seront ouverts jeudi 31 mai, Chantilly, Compiègne, Fontainebleau, La Malmaison et Vaux-le-Vicomte.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 28 mai et mardi 29 mai :

UNE LOI

● Modifiant, à compter du mois d'avril 1985, le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers instituée par la loi du 3 août 1982 portant création du Fonds spécial de grands travaux.

UN DÉCRET

● Instituant un Conseil national des populations immigrées.

DÉS LISTES

● D'admission à l'Ecole militaire de l'air en 1984.

● Des officiers de réserve déclarés admissibles à l'issue des épreuves écrites du concours d'admission en 1984 à l'Ecole de formation des officiers de gendarmerie.

● Des sous-officiers de gendarmerie déclarés admissibles à l'issue des épreuves écrites du concours d'admission en 1984 à l'Ecole de formation des officiers de gendarmerie, ouverts aux sous-officiers de gendarmerie titulaires du baccalauréat.

REFLEXION. — « Penser la pratique », colloque de l'Association Pratiques sociales, doit étudier collectivement les problèmes posés par l'action de travailleurs sociaux et d'enseignants. De la théorie et des expériences pratiques sous forme d'exposés, de diaporamas et de discussions fourniront la matière des débats. Du 9 mai au 11 juin à Saint-Brevin (Loire-Atlantique).

★ Renseignements : M. Pierre Rippe, 26, rue Louis-Blanc, 44200 Nantes. Tél. : (40) 73-94-93 et 89-16-35.

TOXICOMANIE. — Les journées nationales de l'Association nationale des intervenants en toxicomanie (ANIT) auront lieu, les 15 et 16 juin, à l'université Lille-II, à Villeneuve-d'Ascq dans le Nord. L'accent sera mis sur l'éthique et les réalités socio-politiques.

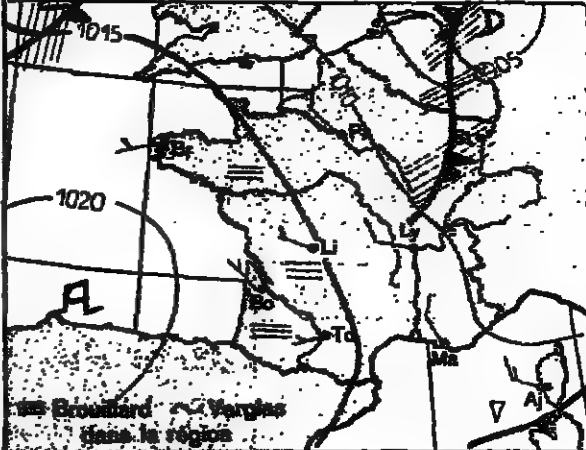
★ Renseignements : Université Lille-II, Faculté de droit, 42, rue Paul-Dreux, 59645 Villeneuve-d'Ascq Cedex. Tél. : (20) 52-56-29. ANIT, 7, rue de la Résistance, 42000 Saint-Etienne. Tél. : (77) 33-70-34.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 29-5-84 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 30-5-84 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable de temps en France entre le mardi 29 mai à 0 heure et le mercredi 30 mai à 24 heures.

La perturbation pluvieuse active dirigée par la dépression du nord de l'Allemagne achèvera de traverser lentement nos régions orientales. Partout ailleurs se généralisera une amélioration avec des éclaircies, ce qui permettra enfin une hausse des températures.

Mardi matin le temps sera médiocre et très pluvieux des Ardennes et des Vosges au nord des Alpes. Cette zone de mauvais temps se décalera lentement vers l'est mais sévra encore en fin de journée sur l'Alsace et la Franche-Comté. Les températures resteront très basses pour la saison : 6 à 8 degrés la nuit, 12 à 14 degrés la journée.

Ailleurs le temps sera parfois brumeux en fin de nuit, avec même quelques bancs de brouillard de l'Aquitaine à la Vendée. Avant le milieu de matinée se généralisera un temps ensoleillé. Le mistral et les tramontanes seront modérés à assez forts.

La Corse, en bordure des perturbations de Méditerranée, subira des passages nuageux avec menace d'ondées.

Les températures de 4 à 8 degrés le matin seront voisines de 15 à 18 degrés l'après-midi ; 20 à 22 degrés sur les régions méridionales.

Evolution pour le fin de la semaine. Après une lente amélioration, mercredi, sur la plus grande partie du pays, une nouvelle perturbation atlantique abordera la Bretagne jeudi soir et gagnera progressivement une grande partie du pays, éparpillant encore samedi les régions méridionales. Une consolidation : cette nouvelle aggravation est accompagnée de vents de sud-ouest et donc d'une nette hausse des températures.

Jeudi, quelques passages nuageux parfois menaçants intéresseront encore en début de journée les régions des Alpes au Jura. Ailleurs, après dissipation des formations brumeuses du Sud-Ouest au Centre, un temps ensoleillé se généralisera. Une zone nuageuse gagnera la Bretagne et la Vendée en fin de journée. Les températures atteindront 13 à 14 degrés dans le Nord-Est, 18 à 23 degrés ailleurs. Mistral et tramontane faibliront, tandis que le vent tournera au sud-ouest, près de l'Atlantique.

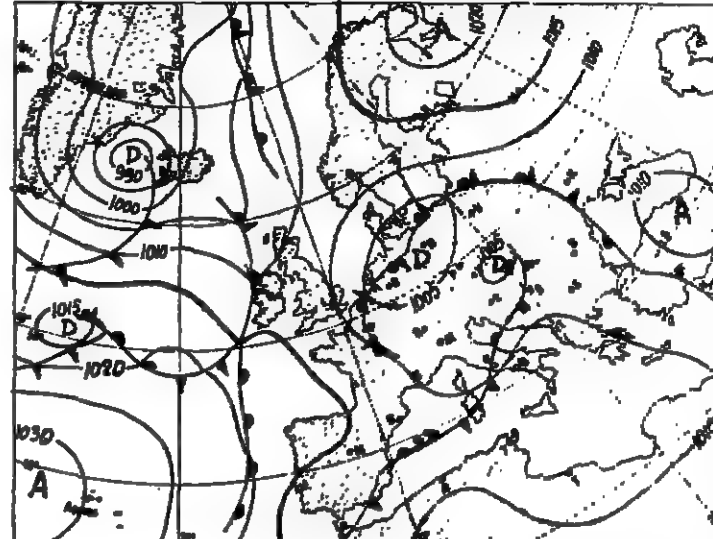
Vendredi, un bon temps chaud s'organise sur la moitié sud-est de la France (de la Méditerranée à l'Alsace) avec des températures de 18 à 25 degrés, du Nord au Sud. La Corse subira encore un temps capricieux avec des averse. Sur la moitié nord-ouest, développement d'un temps nuageux et orageux, particulièrement de la Bretagne aux Landes. Les températures resteront clémentes : 17 à 21 degrés, 25 degrés près des Pyrénées. Rafales de vent de sud-ouest sous les orages.

Samedi, l'aggravation orageuse s'étendra peu à peu vers l'est mais les régions méditerranéennes seront encore éparpillées, subissant tout au plus quelques passages nuageux. Seule la Corse restera sous un temps instable et menaçant.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer, à Paris, le 29 mai, à 8 heures, était de 1 009,5 millibars, soit 757,4 millibars au mètre.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours

PRÉVISIONS POUR LE 30 MAI A 0 HEURE (G.M.T.)



de la journée du 28 mai ; le second, le minimum de la nuit du 28 au 29 mai) : Ajaccio, 17 et 8 degrés ; Biarritz, 13 et 10 ; Bordeaux, 15 et 8 ; Bourges, 13 et 4 ; Brest, 13 et 10 ; Caen, 11 et 9 ; Charbourg, 10 et 9 ; Clermont-Ferrand, 10 et 6 ; Dijon, 9 et 3 ; Grenoble-St-M-H., 15 et 7 ; Grenoble-St-Genois, 13 et 6 ; Lille, 14 et 9 ; Lyon, 13 et 6 ; Marseille-Marignane, 18 et 9 ; Nancy, 11 et 2 ; Nantes, 13 et 7 ; Nice-Côte d'Azur, 21 et 9 ; Paris-Montsouris, 14 et 9 ; Paris-Orly, 14 et 9 ; Pau, 14 et 6 ; Perpignan, 17 et 11 ; Rennes, 12 et 10 ; Strasbourg, 11 et 3 ; Tours, 13 et 9 ; Toulouse, 17 et 5 ; Poitiers-Pitre, 31 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 24 et 9 degrés ; Amsterdam, 13 et 9 ; Athènes, 25 et 17 ; Berlin, 21 et 10 ; Bonn, 10 et 8 ; Bruxelles, 12 et 9 ; Le Caire, 22 (mini) ; Les Canaries, 23 et 18 ; Copenhague, 22 et 12 ; Dakar, 26 et 25 ; Djibouti, 22 et 17 ; Genève, 12 et 6 ; Jérusalem, 21 et 14 ; Lisbonne, 18 et 13 ; Londres, 11 et 8 ; Luxembourg, 12 et 5 ; Madrid, 21 et 10 ; Moscou, 17 et 12 ; Nairobi, 28 et 12 ; New-York, 18 et 13 ; Palma-de-Majorque, 21 et 14 ; Rome, 20 et 14 ; Stockholm, 15 et 9 ; Tenez, 26 et 15 ; Tunis, 22 et 12.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

JEUDI 31 MAI

● Promenade dans le Marais. 15 heures, 62, rue Saint-Antoine. M^{me} Vermeersch.

● Musée Jacquemart-André. 17 h 30, 158, boulevard Haussmann. M^{me} Pennec (Caisse nationale des monuments historiques).

● Montmartre. 14 h 30, métro Abbesses (les Filles du Calvaire).

● De la place Dauphine aux Grands-Augustins. 14 h 30, Pont-Neuf, statue Henri IV (Paris pittoresque et insolite).

● Le Marais. 15 heures, 24, rue Pavée (Paris et son histoire).

● Montmartre. 10 h 30, métro Abbesses (M. Pohl).

● Le vieux Belleville. 15 heures, métro Télégraphe (Résurrection du passé).

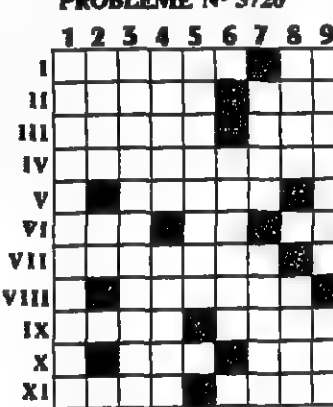
● La Mosquée. 15 h 30, place du Puits-de-l'Ermitte (Tourisme culturel).

● Place des Vosges. 15 heures, 1, place des Vosges (M^{me} Romann).

● Village Saint-Paul. 15 h 30, métro Pont-Marie (Visages de Paris).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3720



HORIZONTALEMENT

1. Chose à ne dire qu'à une personne à la fois. Interjection. — II. Même la plus habile des plongeurs peut y prendre une tasse. Auto-stopper. — III. Symbole d'abondance. Brésilien mal compris à Rio. — IV. Relève ce qu'un autre a laissé malencontreusement échapper. — V. Roi légendaire de Calydon. — VI. Echafaudage pour monter un bateau. Personnel. La plus anonyme des célébrités. — VII. Plume transalpine du genre Cornaille. — VIII. Associé à un comère dans une affaire qui frappe l'œil. — IX. Habille la plus naturelle élégante ou la moins exigeante. Résidence surveillée. — X. Romain qui brillèrent au Grand Siècle. C'est, sinon le meilleur, celui jugé comme tel. — XI. Monte au front quand les sapeurs creusent les tranchées. Il apporte sa contribution à une invention permettant de s'entendre.

VERTICALEMENT

1. Elles réunissent pour certains patrons l'utile et l'agréable. — 2. Echo de bacchanales. Personnel. — 3. Accent paradoxalement pointu de la Côte d'Azur. — 4. Prête à fondre quand on la touche. Parle asiatique de l'Hellade. — 5. Imiter le Législateur du Parnasse. — 6. On les coupe de baguette sont autant de coupe de théâtre. — 7. Ceinture verte. Telle une bise émanant du large. — 8. Bête ou pauvre homme, il est voué à vivre dans les hardes. Sa célébrité monta en flèche. — 9. Conseil économique. Qui ne peut être mésestimé.

Solution du problème n° 3719

Horizontalement

1. Cagnotte. — II. Louise. Ma. — III. Eden. Noir. — IV. Rosière. — V. Tarn. Fi. — VI. Oïl. Nulle. — VII. Mi. Gog. Es. — VIII. Amer. Erg. — IX. Né. Oiseau. — X. Endos. Ami. — XI. Tome. Le.

Verticalement

1. Cleptomane. — 2. Aod. Allment. — 3. Guerre. Do. — 4. Ninou. Groom. — 5. O. No. Isc. — 6. Ténifuges. — 7. Ceil. Réal. — 8. Emir. Légume. — 9. Arêtes. Xi.

GUY BROUTY.

annonces associations

Appels

3 ingénieurs conseils rach. un quatrième corrigé, marketing et informatique pour contacter en S.O.C. implémt. Sud-Est Paris Tél. : après 20 h, au 42-44-53 ou 500-54-01.

TAI-JI QUAN

STAGES D'ÉTÉ 84 EN AVEYRON. Paris. Inst. de Tai-Ji QUAN 15, rue d'Italie, 12006 Marseille. Tél. (91) 81-28-55/48-68-58.

Sessions et stages

CHANTIERS

Pour vivre et travailler en groupe, découvrir une région, l'am. Anim. des ateliers de l'été-automne organisés des chantiers de bénévoles (14-18 ans) durant l'été. Coût 200 F. Adress. : Pierre DECOMBE, rue Joffe-Cl. St-Clément 89100 Sens. Stages vidéo 3/4 p., son, vidéo, cinéma 16 mm, radio, photo, régie, enregistrement studio et concert. Renseign. : INFORMELLES 74, rue Villiers de l'Isle-Adam 75020 Paris. Tél. : 355-13-53.

ANGLAIS, ESPAGNOL, CHINOIS, ALLEMAND, FRANÇAIS, RUSSE

Apprentissage efficace, rapide, joyeux par la suggestion-pédagogie à un cours individuel — 335-22-56.

Stage directeur Supérieur socio-éducatif 84-85 sélection formation prof. condition 22 ans. Expériences antérieures et performance jury d'entrée IFA 198. bis rue Cardinet 78017 Paris Tél. : 263-54-85. Possibilité IFA DESA.

FEMMES A LA CAMPAGNE

11-17 juillet. Théâtre poétique burlesque et voir. SVOLA 87, rue de Charenton 75012.

Manifestation

M. Pierre Laroque Président de l'Assoc. pour le Conseil d'Etat

animera le mardi 5 juin 1984 une conférence-débat

« POLITIQUES FAMILIALES D'HER ET DE DEMAIN »

dans le cadre de l'Assemblée générale de l'Alliance nationale sociale et civ. 35, r. Montcalm Paris 8^e. Tél. : 225-16-81

UN AN, ÇA PASSE TROP VITE.

فلا صلا صلا

Le Monde

culture

ROCK

Deux rendez-vous, deux fêtes

Chaussures et queue-de-pie rouges, pantalons noirs et canotier paille, les traditionnelles tenues de soirée sont sur le piano blanc sur les accords du premier air, Elton John, le 28 mai, a transporté de bonheur l'assistance du Palais omnisports de Bercy. Le parterre se balançait au rythme des ballades sentimentales, et, de rang en rang jusqu'en haut des gradins,

les flammes des briquets enflammées par centaines. A Paris, pour les trois jours de concert, les billets sont partis à peine mis en vente (plus de 50 000). Une semaine aurait tout juste suffi à satisfaire les demandes et il en est ainsi de toutes les villes qui jalonnent la tournée mondiale d'Elton John. Rien pourtant ne laissait

supposer une telle précipitation, le chanteur ayant entrepris ce périple avant même de faire paraître un nouvel album.

Et puis, le même jour, à l'Eldorado, un public d'initiés fêtait Tony Joe White, figure mythique du rock américain dont les attendaient fébrilement le retour, depuis un soir fameux, à l'Olympia, en 1969.

A L'ELDORADO

Retrouvailles avec Tony Joe White

On a accueilli Tony Joe White comme un ami, dans une ambiance de fête, sachant dès les premiers morceaux qu'il serait à la hauteur de sa réputation, jouant ici comme dans les clubs de Nashville ou de Memphis, sans manières, avec un entracte pour se laisser le temps de boire une bière et de déguster le plaisir des retrouvailles en échangeant quelques avis concertés.

Tony Joe White, c'est ce que l'Amérique a de plus beau quand elle se met à fouiller dans ses racines, entre blues et country, rock et boogie, entre Noirs et Blancs, et que remontant à la surface son histoire, ses traditions de musique urbaine, son métissage chaloupé. De lui on n'attend pas qu'il change, il porte la mémoire d'un folklore écrit par les pionniers, avec ses ballades qui évoquent les dérivés, ses blues autour du feu et ses rocks mi-tempes.

Seul avec les glissandos de sa guitare et les déchirements de son harmonica ou avec son groupe (basse, batterie, claviers, saxophone), le swing confortable, le rythme cassard, la mélodie coquette, la voix tamisée et le timbre caerveux, géant tranquille, Tony Joe White enchaine les morceaux, en souplesse, en prenant le temps. Il propose un éventail étalé de sa création (folk, blues, country, rock, etc.), entracoupé de reprises qui rendent hommage aux vieux bluesmen (John Lee Hooker) sans oublier ce titre (*The Guitar Don't Mind*) composé avec Joe Dassin, qui, le temps d'un album, avait adapté ses chansons en français.

Originaire de la Louisiane, chargé de la sève et de la chaleur pousièreuse des États du Sud, Tony Joe White aurait pu, avec Ry Cooder, illustrer la bande originale du film de Wim Wenders, *Paris, Texas*. Il existe dans sa musique cette même idée d'une Amérique éternelle, celle des espaces et des rêves pour l'émigration européenne. — A. W.

★ Ce mardi 29 mai à Caen ; le vendredi 1^{er} juin à Strasbourg.

A BERCY

Elton John pianote nos nostalgies

Elton John est une institution. Entre les hauts fracasants et les bas qu'on ne remarque pas, en marge de l'actualité, passant les courants, il s'est tranquillement installé au sommet du star-système sans crainte démentelle d'être délogé ni par le temps ni par la concurrence.

Plus personne ne songe à contester le rayonnement de cet Anglais universel. Faut-il du rock ? A-t-il encore des choses à dire, quelque chose à prouver ? Le débat est dépassé, et un peu vain. Avec ses 80 millions de disques vendus, ses morceaux qu'il est allé chanter — et qui sont repris — aux quatre coins du globe, faiseur de chansons talentueux et mélodiste doué, Elton John est, au même titre que Simon et Garfunkel ou Paul McCartney, le représentant multicastral d'une musique de grande consommation aronde aux angles et flatteuse à l'oreille, à mi-chemin entre rock et variétés.

Dans la première moitié des années 70, Elton John est apparu comme une espèce de Martien dingue, sorti de nulle part, qui accumulait les pieds de nez devant les foules ébahies. Il offrait au rock une part d'imaginaire et de spectacle, rivalisant d'imagination à une époque où le sérieux était de rigueur.

Sensible ou non à sa création, on suivait avec bonheur les étapes de ses fantasmes, l'escalade de ses costumes grand-guignolesques qui, dans une tornade de folie, tournaient en dérision son statut même de star. Compositeur plébiscité et honoré, il se posait en clown. Un clown qui allait changer le profil du marché discographique en ouvrant la voie des mega-productions dans laquelle se sont engouffrés les Bee Gees, Fleetwood Mac et consorts. Pourtant, dépassé par le gigantisme de son succès, il décide en 1976 de cesser toute activité scénique, comme l'avaient fait les Beatles avant lui, se consacrant au studio et à l'équipe de football (le Watford SC) qu'il a reprise en main. Assordé d'une rupture avec ses musiciens et son compagnon de toujours, le parolier Bernie Taupin, c'est la volonté d'un homme qui pose un regard lucide sur ce qu'il est devenu et qui veut se recueillir. Dans l'euphorie de l'ascension fulgurante, l'abus de drogues et d'alcool, le temps avait masqué pour se regarder vieillir, les cheveux étaient tombés et pas mal d'illusions avec.

Quatre ans plus tard, il reprend le chemin des tournées mais, cette fois,

dans des salles de moyenne importance avec le seul Ray Cooper aux percussions. Il se produit partout, même en URSS où il est le premier musicien de rock anglo-saxon à jouer.

Le temps, aujourd'hui, n'est plus aux dérapages. Après avoir affirmé son homosexualité pendant des années, Elton John a annoncé, en février, son mariage avec Renate Blaue en Australie ; il joue pour la famille royale, fréquente les ambassades et endosse le costume du musicien légérisé par la respectabilité de son audience. On ne lui en voudrait pas d'être rentré dans le rang si la scène ne pâtissait de ce même sentiment étié. Le petit bonhomme rondouillard aux drôles de lunettes a rangé, à trente-sept ans, ses rêves d'adolescent. Et si la mise conserve un reste d'extranéité, c'est à la scénologie qu'elle le doit.

Nostalgie, on l'a vu il y a trois semaines au Forest National de Bruxelles, c'est le maître-mot du nouveau spectacle d'Elton John qui a retrouvé Bernie Taupin et son ancien groupe : Dee Murray à la basse, Nigel Olsson à la batterie et Davey Johnstone à la guitare, augmenté d'un nouvel arrivant, le Canadien Fred Mandel aux claviers. Comme rangés dans la naphtaline, ils semblent n'avoir pas bougé : toujours la

même coupe de cheveux, les mêmes tenues, les mêmes attitudes, la même façon de jouer. La technique est sûre, mettant en relief les compositions. Proposant une assise impeccable au chanteur, ils assurent le boulot en « pros » mais sans un brin d'imagination. Elton pianote alertement, roucoule de sa plus belle voix acidulée, déploie même sans économie une certaine vitalité, mais c'est pour montrer une pâle imitation de lui-même. Là où il y avait du délire, de l'humour, des coups de théâtre fantasques, on ne voit que cabotage et ficelles.

Restent, heureusement, les compositions, ces ballades diaphanes ou ces rocks enlevés (*Yours Song*, *Rock Me*, *Man*, *Saturday Night's Alright*, *Candle in the Wind*, *Bennie and the Jets*, *Crocodile Rock*), autant de chansons impérissables. Impossible de boudier son plaisir, mais, là encore, c'est la nostalgie qui parfume leur appréciation. Les nouvelles compositions, quant à elles, passent inaperçues, aussitôt entendues, aussitôt oubliées. Sûr de son coup, Elton John fait mouche au final mais c'est au prix d'une routine qu'il gagnerait à briser par une remise en question.

ALAIN WAIS.

★ Mardi 29 et mercredi 30 Mai à Bercy ; le 31 mai à Grenoble ; le 4 juin à Orange ; le 5 juin à Nice ; le 6 juin à Toulouse.

MUSIQUE

AU FESTIVAL DE SAINT-DENIS

Désormais, on applaudit « La Création » de Haydn à la fin...

La première audition de *La Création* eut lieu à Vienne, au palais Schwartzenberg, le 30 avril 1798, avec un succès si considérable qu'on la redonna le lendemain puis, deux fois encore, le mois suivant. Toutefois, il ne s'agissait là que d'exceptions sur invitations et, à en juger par la foule que l'on dut contenir à l'extérieur de la salle, une audition publique s'imposait ; celle-ci eut lieu le 19 mars 1799, et l'enthousiasme fut si grand qu'on redonna l'œuvre chaque année et qu'elle se répandit à travers toute l'Europe. C'est en se rendant à la première parisienne, l'année suivante, que Bonaparte faillit être victime de l'attentat de la rue Saint-Nicolas.

C'est encore un air de *La Création* (celui qui célèbre la noblesse de l'homme) qu'un officier de hussards français vint chanter à Haydn, en 1809, lorsque les armées napoléoniennes occupèrent la ville. C'est dire les résonances que trouvait cette œuvre dans la sensibilité des contemporains, non tant peut-être à cause du caractère évocatif de la musique ou de la vision naïve qu'elle offrait de la création du monde qu'en raison de la place qu'elle accordait à l'homme (l'influence de la franc-maçonnerie n'est plus à démontrer) et à l'amour conjugal célébré dans la troisième partie.

On peut se demander naturellement ce que pouvaient penser les auditeurs de la représentation de chaos dans laquelle Haydn s'est plu à retarder indéfiniment la résolution des accords, créant chez l'auditeur un sentiment de malaise raffiné dont la force ne s'est pas épuisée deux siècles après, alors que notre oreille admet des dissonances beaucoup plus libres. Il faut croire qu'ils attachaient plus d'importance à la justesse de la peinture qu'à l'orthodoxie de l'écriture. Berlioz, qui n'aimait

guère les dissonances et n'admirait Haydn qu'avec une extrême modération, considère cette introduction comme un chef-d'œuvre et regrette que le compositeur ait, après cela, consacré quatre mesures seulement, et des plus banales, à l'évocation de la lumière.

Haydn avait senti qu'après une si longue attente la délivrance devait être aussi prompte qu'un éclair : il savait que le public, soulagé, applaudirait avant la fin de la quatrième mesure *fortissimo*, prenant ainsi le relais de l'orchestre et décaplant l'effet. Depuis qu'on s'applaudit plus, par respect ou par indifférence, la lumière a perdu la moitié de sa puissance.

An Festival de Saint-Denis, où l'Orchestre national et les Chœurs de Radio-France ont donné *La Création* dans le cadre imposant de la basilique, sous la direction de Seiji Ozawa, le public, qui a réservé la totalité de ses applaudissements pour la fin, aurait été mieux avisé de les répartir chemin faisant pour saluer, outre la lumière, les chœurs magnifiques qui concluent chaque partie et certains aïeux où le jeune soprano Kathleen Battle a fait montre d'un style et d'une sérénité vocale remarquables, où Tom Krause, fidèle à lui-même, s'est surpassé pour varier les couleurs en fonction de l'expression. Le ténor, Jerry Hadley, plaisait au premier comparais, mais seulement par excès de brillant.

Seiji Ozawa n'a pas cherché à suivre la tendance qui veut rendre à la musique de Haydn ce défilé dans l'artificialité qui la dénigra de celles de Mozart ou de Beethoven, mais il a su mettre assez de raffinement dans la grandiose pour satisfaire les uns et les autres.

GÉRARD CONDÉ.

CHEFS-D'ŒUVRE DE LA COLLECTION WALTER-GUILLAUME

L'Orangerie, musée intime

(Suite de la première page.)

Jusqu'à la récente donation, l'ensemble de Cézanne de la collection Walter appartenait en grande partie à un collectionneur français, M. de la Roche. Et les vingt-quatre toiles de Renoir restent sans équivalent.

Renoir et Cézanne font partie du domaine de M. Walter, qui les plaçait au-dessus de tous. Renoir on le comprend aisément. Mais Cézanne, le plus somptueux, de plus agréable, de plus amusant et joyeux que ces visages d'enfants, (les fils de l'artiste, Jean et Claude), peints comme des fruits, comme des fruits de Cézanne. Et ces enfants au piano, ces *Scènes de la vie* et surtout les *Mus de Gabrielle*, la bonne de la maison de Cézanne et le modèle préféré de Renoir — ce qui agaçait M. Renoir — dont le peintre disait : « ce peu prend bien la lumière ». Elle a une qualité appréciable : « elle ne parle pas pendant qu'elle pose ». Gabrielle est parfaitement heureuse au bain, couchée comme un Titien ou bien jouant avec les enfants du maître, la mèche rebelle sur l'œil en amande. Deux salles pour contempler le splendide Renoir, où entre fruits et fleurs, brille la présence de Claude en costume de clown rouge.

Almer Cézanne n'est pas nécessairement dans la nature de cette femme mûre et petite. Elle achète ses *Pommes et biscuits*, en 1952 à la vente Cognacq et les paie 35 millions de francs, premier prix record pour une œuvre moderne avant que les enchères de Matisse pour la collection Edward G. Robinson ne les fasse grimper encore plus haut. M. Walter a montré du goût pour cette peinture solide, construite avec fermeté et ardeur où la gaucherie de Cézanne s'acharnait à trouver les accents les plus justes, les plus précis. Surtout vers la fin de sa vie, lorsque, ayant hérité de son père, débarrassé des préoccupations contingentes, il s'enferme dans les limites de son

pays d'Aix, dont il connaît le moindre chemin, le moindre pierre, le moindre branché d'arbre. De cette période décisive pour l'art de Cézanne, M. Walter acquiert plusieurs œuvres, dont une pièce capitale, *Dans le parc de Château-Noir*.

On sait peu de choses de Paul Guillaume sur ce dandy des années 20 que Modigliani peint en « *noir pilote* », navigateur sachant reconnaître d'où vient et où va le vent de l'art moderne. On le voit à ses débuts, comme les peintres qu'il défend. Paul Guillaume rencontre Guillaume Apollinaire, le poète de l'avant-garde mais il n'adhère pas à tous ses engagements esthétiques. Ni Braque, ni Chagall, ni Léger, ni Delaunay, artistes aux idées claires.

Avant d'ouvrir une galerie rue La Boétie en 1917, à l'âge de vingt-trois ans, il s'intéresse surtout aux inconnus, aux marginaux dont le travail est encore laissé pour compte. La fine Juliette Lacaze — devenue Domenica Guillaume lorsqu'il l'épouse — est effarée par ses amis. Un pauvre hère trébuchant avec lequel Guillaume doit volontiers, c'est Utrillo, dont il devient le premier marchand, dont il capte les premières éclairs de peinture blanche dans les rues de Montmartre, avant que l'alcool ne dissolve son énergie créatrice. Dix toiles, d'une poésie naïve, magique et anarchiste occupent une demi-salle au fond de l'Orangerie.

Sur le terrain fertile de Montmartre

Modigliani est l'autre météore recueilli par le « *pilote* ». Il ne dilapidera plus ses dessins contre un verre d'alcool, ou un franc, sur la terrasse du Dôme. Changer de quartier lui fera du bien. Jusque-là, Modigliani sculpte des têtes lisses, un peu nègres, un peu égyptiennes, dans l'ombre de

Brançat, à Montparnasse. C'est à Montmartre qu'il commence à peindre, encouragé par Paul Guillaume qui sait que la peinture se vend mieux. Le territoire de chasse du marchand se situe sur un petit pan de la Butte, dans une rue, la rue Ravignan, dans une maison délabrée, au numéro 13 : le Bateau-Lavoir est une arche de Noé où se réunissent les peintres pour le marché de l'art : Picasso, le *des débuts misérabilistes*, le Douanier Rousseau, Modigliani et, aux alentours, Utrillo.

Le plus clair des trésors de Paul Guillaume provient de la collection faite sur le terrain fertile de Montmartre. Entré en scène au moment où les constituant les collections modernes aux États-Unis, Paul Guillaume est le fournisseur principal de Barnes. Cet industriel qui a réussi dans le médicament — il est l'inventeur de l'Argyrol — une fois fortune faite, se consacre à l'amour de l'art. Il achète ses tableaux par lots : Modigliani, Matisse, Derain, Utrillo...

Le cas de Soutine montre bien comment fonctionne l'Eldorado de la peinture, fondé sur la misère des artistes, le follement du gendre méconnu et la boulimie d'acheteurs qui se découvrent une passion sur le tard. Envoyé à Cézanne par son marchand, Zborovsky, qui l'invita à y faire retraite dans l'espoir que le riant Provençal inspirerait au peintre douloureux une manière plus plaisante, le pauvre Soutine en revient, deux ans après avec quelque cent cinquante toiles.

Elles sont saisies d'un tremblement qui tord les mains, tord les épaules, le follement du gendre méconnu et la boulimie d'acheteurs qui se découvrent une passion sur le tard. Envoyé à Cézanne par son marchand, Zborovsky, qui l'invita à y faire retraite dans l'espoir que le riant Provençal inspirerait au peintre douloureux une manière plus plaisante, le pauvre Soutine en revient, deux ans après avec quelque cent cinquante toiles.

C'est la fortune pour Zborovsky, qui prend ses quartiers chez Maxim's. Soutine lui-même sort de sa prostration, va chez le bon faiseur, s'adonne au dandysme... Paul Guillaume, lui, fournit avisés et prévoyants, prélève au passage une part de ce trésor. Elle est ici dans la première salle de l'Orangerie, en haut de l'escalier à double révolution, dont Subes a forgé les balustrades en fer.

Les dates des tableaux sont pleines d'enseignements. Presque tous se situent autour des années 20. Paul Guillaume a eu un éclair d'intelligence de la peinture du moment, qu'il avait, appuyée en quantité, à bien des Picasso de la période précubiste avec la *Femme au peigne*, l'*Etreinte*. Mais les *Géantes* de 1921, filles de la statuette grec-

que et marées du surréalisme, saisies les yeux mi-clos en avant-plan du paysage infini, sont ses plus belles pièces. Regardons à présent du côté de Derain, maître du « *retour à l'ordre* » à *Figural*, et rival de Picasso. Les peintres sont frères et ennemis : ils traitent les mêmes thèmes pour dire les mêmes choses, en tenant des discours contradictoires. Les *Grands Nus dans le paysage* de Derain ont le même « *retour à l'ordre* » et les formes académiques et un travail large du pinceau ; nullement révolté à la déconstruction par touches mûres à la mode par Cézanne. Ainsi, les *Arlequins* monumentaux de Derain se placent-ils à l'opposé de ceux de Picasso aux formes amies. Et ses petites *Natures mortes* sont d'une telle force, d'une telle absolue densité qu'on se demande de quel vin sombre il en a rempli le verre de cristal.

Paul Guillaume aimait poser, pour ses peintures. Entre De Chirico, Derain, Van Dongen, c'est Modigliani qui lui a donné l'image suggestive, à la fois précise et vague, qui fait que pour nous, le modèle se met à respirer au tableau. De même que c'est au portrait fait par Derain que ressemble M. Walter, dont le chapeau au large bord, ondule en pétale de rose n'attire pas le feu siu de ses yeux noirs.

Les *Grands Nus*, petites toiles roses et rouges, correspondent également aux années de lumière de Paul Guillaume. Ce sont des intérieurs à odeurs languissantes sur leur sofa, derrière les volets fermés sur une atmosphère de calme et de volupté.

La carrière de Paul Guillaume est courte. Il meurt à quarante-trois ans, en 1924, d'un accident de voiture. Sa veuve se remarie en 1941 à Jean Walter, architecte rigoureux et généreux de cités, ouvrages et de résidences de luxe qui semblent des fortifications, et propriétaire des mines de Zalcidja au Maroc. Par sa fortune, son goût pour l'art, il contribue à enrichir la collection, et meurt, écarté par une voiture au moment où il s'apprête à traverser le petit chemin qui le mène à son habituel lieu de pêche, du côté de Dordives...

C'est M. Walter qui réalise les vœux de ses deux époux avec lesquels elle a partagé sa passion pour la peinture. Ainsi l'Orangerie est le musée intime d'une femme, deux hommes et 144 chefs-d'œuvre, qui pour la première fois sortent de leur séral.

JACQUES MICHEL.

★ La collection Walter-Guillaume à l'Orangerie. Ouverture le 30 mai. Catalogue de Michel Hoog (conservateur de ce nouveau musée qui s'ouvre au public mercredi 30 mai).

Théâtre Ouvert
LA WALDSTEIN LES ORPHELINS
Du plaisir (Télérama). Un régal d'intelligence et de mécanique (L'Express). Metteurs en scène à personnalité intéressante (Le Quotidien de Paris). Un beau travail de comédiens (Le Monde). Graduellement et diaboliquement incité (Le Matin). Bien écrit et joué à la perfection (Le Nouvel Observateur). Un petit chef-d'œuvre d'humour et de cruauté (Les Échos). Le spectateur y prend un plaisir extrême (Révolution). Le public compte les coups, tous interdits, puis applaudit (Le Point). Bien joué Théâtre Ouvert (Actuel).

4 bis Cité Vêron 18^e le Jardin d'hiver loc. 262.59.49

T.B.B.
THEATRE DE BOULOGNE-BILLANCOURT • 603.60.44
DIRECTION : JEAN-PIERRE GRENIER
EN TÊTE D'UNE NOMBREUSE DISTRIBUTION
JEAN LE POULAIN
DANS
LES JOYEUSES COMÈRES DE WINDSOR
DE WILLIAM SHAKESPEARE
ADAPTATION FRANÇAISE DE CHARLES CHARRAS
MISE EN SCÈNE DE JEAN LE POULAIN
DÉCORS ET COSTUMES DE MARIO FRANCESCHI
MUSIQUES D'EDGAR BISCHOFF
CHOREGRAPHIE DE JEAN PAUL TOMASI
PROLONGATION JUSQU'AU 3 JUIN 1984
RELÂCHE EXCEPTIONNELLE : JEUDI 31 MAI 1984
60, RUE DE LA BELLE FEUILLE (Métro Marcel Sembat) - Parking à 100 m.
LOCATION THÉÂTRE (603.60.44) FNAC ET AGENCES

ODEON THEATRE NATIONAL
Direction : François Durrheim
4 juin - 8 juillet
Frederic Prince de Hombourg
de Heinrich von Kleist
mise en scène de Manfred Karge et Matthias Langhoff

DEV
BAQ
MARCTEX
S
2

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX
TRAVAUX D'ORIENTOLOGIE - Péniche (245-18-20), 21 h.
LA BOITE A FRISONS - Petit TEP (364-80-80), 21 h.
LE PLAISIR DE L'AMOUR - Péniche (348-92-97), 21 h.
IVANOV - Comédie-Française (296-10-20), 20 h 30.

HORS PARES
MEALUX - Centre infidélité-spectacle (433-21-54), 20 h 30 ; les Petits Géants.

Les salles subventionnées

OPÉRA (742-57-50), 19 h 30 : Boris Godounov.
CHAILLOT (727-81-15), 18 h 30 : la Dernière Bande ; Théâtre d'été, 20 h 30 : Mariage.
TEP (364-80-80), 20 h 30 : 325 000 francs ; Amusification (spectacle dans un parking de JCM) ; Se remiser au 363-72-20.
PEITIT TEP (364-80-80), 21 h : Gue.
THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77), 18 h 30 : Malvol ; 20 h 45 : Ballet Galactique.

Les autres salles

ANTOINE - S. BERRIAU (208-77-11), 20 h 45 : Nos premiers adieux.
ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), 21 h : le Nouveau Testament.
ATELIER (606-49-24), 18 h : le Nœud de Ramona.
BOUFFES DU NORD (239-34-30), 20 h 30 : Don Juan.
BOUFFES PARISIENS (296-60-24), 21 h : Mam'zelle Nitouche.
CALYPSO (227-25-95), 20 h : le Soldat.
CARTOUCHE (328-36-30), 21 h : Monet on the Passion de la réalité ; Champs (328-97-04), 20 h 30 : Dans la jungle des villes.
CITÉ INTERNATIONALE (389-38-49), 20 h 30 : l'École des indices.
COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Ruy Blas ; 20 h 30 : l'École des indices.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), 20 h 45 : Chacun sa vérité.
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 30 : les Aventures de la villageoise.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : S.O.S. homme seul.
DECHARGEURS (234-00-02), 20 h 30 : Signé de Folie ; 22 h : la Prison.
LE THÉÂTRE (226-47-47), 20 h 30 : les Sincères - Le Loge.
ESPACE-GAITE (227-95-94), 20 h 30 : la Mouche et le Poussin.
ESPACE-MARAS (544-09-31), 20 h 30 : les Biscuits d'Alce.
ESSAION (278-46-42), 18 h 30 : Nait et jour ; 20 h 30 : Semblance ; 22 h : Tabou.
FONTAINE (874-74-04), 20 h 30 : les Aventures de Dina.
GALERIE 55 (326-63-51), 20 h 30 : What's Alfred et Virginia Woolf ?
HUCHETTE (326-35-99), 19 h 30 : la Cendrillon et la Légende ; 20 h 30 : Bonsoir Frédéric.
JARDIN D'IVER (255-74-40), 21 h : la Waldstein - les Orphéens.
LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : Top Gila.
LIÈRE-THÉÂTRE (586-55-83), 21 h : Nina, c'est autre chose.

THÉÂTRE AL JARIN
JARDIN D'ACCLIMATION
 3 rue du métro Sablon
 Parking gratuit - Navette gratuite pour aller vers Paris
 Lundi 4 juin - 20 h 45
DEVOS
 Mardi 5 juin - 20 h 45
BAQUET
 Mercredi 6 juin - 20 h 45
MARCEAU
 présente et commente une sélection de ses meilleurs films.

LUCERNAIRE (544-57-34), 18 h 30 : Fando et Lis ; 20 h 15 : Six Heures au plus tard ; 22 h 30 : L. Kourilski. II. 18 h 30 : la Ville à voile ; Petite salle, 22 h 30 : la Répétition de Jeanne.
MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : les Enfants de l'Antruche.
MARAS (278-03-53), 20 h 30 : Le roi se meurt.
MARIE-STUART (508-17-80), 20 h 30 : Madame Boncl.
MARIGNY (256-04-41), 21 h : J'y suis, j'y reste ; Petite salle, 22 h 30 : le Don d'Adèle.
MAUBEL (254-45-55), 20 h 30 : Fool for Love.
MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînait au lit.
MICHOËRE (742-95-22), 21 h 30 : J'ai écrit des mots à vous dire.
MOCADOR (285-45-30), 20 h 30 : Cyrano de Bergerac.
MONTMARTRE (320-89-90), 21 h : Exercices de style ; Petite salle, 21 h : la Salle à manger.
NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : l'Amour.
ŒUVRE (874-42-52), 21 h : Comment devenir une vedette juste en dix leçons.
PALESTROYAL (297-59-81), 20 h 45 : la Fille sur la banquette arrière.
PLAINE (250-15-65), 20 h 30 : Marivaux au Marivaud.
POCHE (548-92-97), 20 h : Gertrude morte cet après-midi.
PORT ST-MARTIN (607-37-53), 20 h 45 : le Pain dur.
RANELACH (288-44-44), 20 h 45 : le Nœud.
RENAISSANCE (208-18-50), 21 h : Nois de coco.
SAINT-GEORGES (878-43-47), 21 h : Théâtre de Bernard.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10), 21 h : Bataille navale.
TAI THÉÂTRE D'ESSAI (278-10-79), 20 h 30 : l'École des indices ; 22 h 30 : l'École des indices.
TEMPLIERS (306-76-49), 19 h : la Bataille de Montjuïc.
THÉÂTRE A-BOURVILLE (373-47-84), 21 h : Y'en a mar... ce vous.
THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babes-endormis ; 22 h : Nos, on fait ou on nous dit de faire.
THÉÂTRE DE PARIS (petite salle) (280-09-30), 20 h 30 : Drôle de programme.
THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80) petite salle, 20 h 30 : Enlène.
THÉÂTRE DU TEMPS (335-10-88), 21 h : Salomé ; Médée.
TOURTOUR (887-82-48), 20 h 30 : Mon cœur dans les Highlands.
TROIS SUR QUATRE (327-09-16), 20 h 30 : la Pêche à la mouche ; 22 h : la Pêche à la mouche.
VARITÉS (233-09-92), 20 h 30 : l'Esquata.

Les cafés-théâtres

ATHLETIC (624-03-83), 21 h : Une poule sur un toit.
AU SEC FIN (296-29-35), 20 h 45 : la Troisième Jambée du carrosse ; 22 h 15 : le Président.
BEAUBOURGEOIS (272-08-51), 19 h 30 : Odd Numbers sur un air de jazz.
BLANCS-MANEAUX (887-15-44), 18 h 30 : Avez-vous vu ; 21 h 30 : les Dames de Louche ; 22 h 30 : les Sacré Mousquetaire ; 22 h 30 : l'École des indices pour Comédien ; 22 h 30 : l'École des indices.
CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 22 h 15 : Plus la peine de friser.
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), 18 h 30 : 15 : Tiers voilà deux bouddes ; 21 h 30 : Mousquetaires d'homme ; 22 h 30 : l'École des indices ; 22 h 30 : l'École des indices.
ODIE (278-46-42), 18 h 30 : Nait et jour ; 20 h 30 : Semblance ; 22 h : Tabou.
FONTAINE (874-74-04), 20 h 30 : les Aventures de Dina.
GALERIE 55 (326-63-51), 20 h 30 : What's Alfred et Virginia Woolf ?
HUCHETTE (326-35-99), 19 h 30 : la Cendrillon et la Légende ; 20 h 30 : Bonsoir Frédéric.
JARDIN D'IVER (255-74-40), 21 h : la Waldstein - les Orphéens.
LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : Top Gila.
LIÈRE-THÉÂTRE (586-55-83), 21 h : Nina, c'est autre chose.

Le Monde Informations Spectacles
281 26 20
 Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) Réservez et prix préférentiels avec la Carte Club

Mardi 29 mai

chez l'ouest ; 21 h 30 : la Chromosome chatoineux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
DIX HEURES (606-07-48), 20 h : la Vie du gars qui nait ; 22 h 30 : Coup de folie sur les scénarios en lecture.
PEITIT CASINO (278-36-50), 21 h : Il n'y a pas d'aviation à Orly ; 22 h 15 : Attention ! belles-ententes réchanchées.
POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : les Sargues ; 21 h 30 : Moi je crache, mes parents rigolent.
SENTIER DES HALLES (236-37-27), 20 h 15 : les Dames de cœur qui piquent ; 21 h 30 : la Folle Nuit érotique de Ramon et Juliette ; 22 h 30 : Acide.
SPLENDID ST-MARTIN (208-21-93), 20 h 15 : M. Boujnah.
LE TINTAMARE (887-33-82), 20 h 15 : Phébe ; 21 h 30 : le Célébré jamm.
VIÈLE GRILLE (707-60-93), 20 h 30 : le Livre entre les dents.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : On perd les pétales.
DEUX ANES (606-10-26), 21 h : l'Empire et les O.

La danse

PALAIS DES CONGRÈS (758-13-03), 20 h 30 : Ballets Molodtsov.
LYS-MONTMARTRE (327-88-61), 20 h : Cie Magenta.
SQUARE DE CHOISY, sous chapiteau (585-88-93), 20 h 45 : Cie S. Koutas.
THÉÂTRE DE PARIS, (874-10-75), 20 h 30 : Jennifer Muller and the Works.

Le music-hall

ALLIANCE FRANÇAISE (544-72-30), 20 h : Dames du Kinsair ; 22 h : Musique d'Alger.
AMANDIERS (366-42-17), 20 h 45 : B. Gutierrez.
BATACLAN (770-30-12), 20 h 30 : Muez, la rage du vécu.
ESPACE GAITE (323-37-47), 22 h : B. Lavilliers.
OLYMPIA (742-25-49), 20 h 30 : B. Lavilliers.
FORTE DE PANTIN (sans chapiteau) (387-71-31), 15 h 30 : Clown Kompania.
THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-53), 20 h 30 : la Vitesse en chanson.

Les concerts

Eglise Saint-Louis en l'Île, 20 h 45 : Chœur et orchestre de solistes, dir. : H. Richter (Vivaldi, Bach, Schubert).
 Salle Gaveau, 20 h 30 : O. Gardon (Schubert, Brahms, Debussy...)
 Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : M. Pollini (Schumann, Chopin).
 Hôtel de Saint-Aignan, 21 h : M. Delfosse, Y. Cuenot (Fauré, Couperin, Soler...)
 Radio-France, Auditorium 105, 19 h : Auvergne des Chœurs de Radio-France, dir. : G. Raftel (Marco, Fauré).

Centre Sternhefer, 20 h 30 : N. Bern-Tapine (Chopin).
 Eglise Saint-Roch, 20 h 30 : Ensemble vocal Diaphonie et l'Orchestre des PTT, dir. : R. Andréani (Bach).
 Eglise Saint-Médard, 20 h 30 : Ensemble instrumental Cl. Paillard, Ensemble choral Philomèle (Schubert, Fauré).
 Salle Playel, 20 h 30 : Chœur et orchestre des grandes écoles (Bizet, Ravel, Saint-Saëns...)
 Lacroix, 19 h 45 : P. Hommage, M.-L. Charnay (Fauré, Bach, Beethoven).
 21 h : B. Voloz (Mozart, Villa-Lobos, Messiaen).
 Eglise Saint-Jacques-le-Mineur, 20 h 30 : Ensemble Carle-Vin.
 Salle Marchal, 20 h 45 : Chœur Chœur Midi, dir. : R. Lolouch.

Jazz, pop, rock, folk

BERCY (341-72-04), 20 h : Elton John.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : C. Luter.
CHAPITEL DES LOMBARDS (357-34-34), 22 h 30 : Charraga Saxon.
ELDORADO (208-23-50), 20 h 30 : Dédé Saint-Pris.
FORUM (297-53-47), 21 h : P. Hammill.
NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 : C. Walton, E. Harris, I. Minhammad, D. Williams.
PEITIT JOURNAL (326-28-59), 21 h : Cl. Bolling Trio.
SLOW CLUB (231-84-30), 21 h 30 : S. Gubault/B. Vasseur.
SUNSET (261-46-60), 23 h : B. Richard Group.

cinéma

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-34)
 15 h, le Village comique, de J.-P. Le Châtelier. Perspectives du cinéma français - Cannes 1984 : 19 h, Ballades, de C. Corin ; Liberté la nuit, de P. Garrel ; 21 h, il était une fois, de N. Barbra ; l'Œuvre en couleur brise la voix de la cascade, de D. Liora.

Les exclusivités

L'ADDITION (Fr.) : UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; UGC Danton, 6 (329-42-62) ; UGC Rouvray, 6 (633-08-22) ; UGC Marbeuf, 8 (725-69-23) ; UGC Bercy, 8 (770-74-04) ; La Bataille, 12 (307-34-40) ; Escorial, 13 (707-28-04) ; Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14 (340-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Paramount Montmartre, 18 (606-34-25) ; 3 Sorcières, 19 (241-77-99).
L'AFFRONTMENT (A., v.f.) : Paris Louvre, 10 (606-44-98).
ALDO ET JUNIOR (Fr.) : Richelieu, 2 (233-56-70) ; UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; George V, 9 (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Paramount Montmartre, 18 (606-34-25) ; Images, 18 (327-47-94) ; 3 Sorcières, 19 (241-77-99).
LES SUCCÈS A TOUT PRIX, film franco-britannique de Jerry Stollmowski (v.o.) : Gaumont Halles, 1 (297-49-70) ; Gaumont Bercy, 2 (742-60-13) ; Saint-Germain Studio, 3 (633-63-20) ; Gaumont Ambassade, 8 (359-19-08) ; Elyées Lincoln, 8 (359-36-14) ; - V.f. : Brétagne, 6 (222-57-97) ; Gaumont Convention, 19 (828-42-27).
A NOS AMOURES (Fr.) : Épis de Bois, 3 (337-57-47).
LES AVENTURIÈRES DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Capri, 2 (508-11-69).
LE BAL (Fr.-It.) : Studio de la Harpe, 9 (634-25-32) ; UGC Marbeuf, 8 (725-69-23).
LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14 (321-41-01).
BIQUEFARRE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (326-80-25) ; Studio 43, 9 (770-63-40).

CONCERTS
 Radio France
JOURNÉE FRANCE MUSIQUE
 THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES Samedi 3 juin, 20 h
 P. AMOYAL, M. BEROFF G. CAUSSE, J.P. COLLARD N. FREIRE, T. PAPAVRANI R. PIDOUX, M. RUDY
 Musique de Chambre de BRAHMS - SCHUBERT - CHOPIN MOZART - RACHMANINOV SCHUMANN - DONIZETTI VILLA-LOBOS - PROKOFIEV ALBENIZ - DEBUSSY - RAVEL
CYCLE ACOUSTIQUE INA-GRM
 GRAND AUDITORIUM Lundi 4 juin
 18 h 30 : M. CHRON 20 h 30 : P. SCHAEFFER M. LEVINSKY
NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE
 SALLE GAVEAU Jeudi 7 juin, 20 h 30
 Friedemann LAYER Malcolm Frager, piano MOZART - SCHUBERT
SAISON LYRIQUE
 THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES Vendredi 8 juin, 20 h
 JANACEK : L'Affaire Makropoulos J. Card, L. Sablot G. Baur, V. Metello Chœurs de Radio France NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE & Janos FURST
 Loc. : RADIO FRANCE, salles et agences

CARMEN (Esp., v.o.) : Cinépolis, 6 (633-10-82) ; Studio de l'Étoile, 17 (380-42-05).
CARMEN (Franco-It.) : Vendôme, 2 (742-97-52) ; Publicis Saint-Germain, 6

LES FILMS NOUVEAUX

L'HOMME AUX FLEURS (*), film australien de Paul Cox (v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6 (326-46-18) ; Elyées Lincoln, 8 (359-36-14) ; 7 Paranaïas, 14 (329-83-11).
IL C'ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE, film américain de Sergio Leone (v.o.) : Gaumont Halles, 1 (297-49-70) ; Cluny Palace, 5 (354-07-76) ; UGC Opéra, 2 (325-71-08) ; UGC Montparnasse, 6 (633-08-22) ; Gaumont Ambassade, 8 (359-19-08) ; UGC Normandie, 8 (359-41-18) ; Gaumont Colisée, 8 (359-29-46) ; - V.f. : Grand Rex, 2 (239-83-93) ; Gaumont Bercy, 2 (742-60-13) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-01) ; UGC Coblentz, 13 (336-23-44) ; Miramar, 14 (320-89-52) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-50) ; UGC Convention, 15 (579-33-00) ; Gaumont, 16 (651-99-75) ; Paramount Maillet, 17 (758-24-24) ; Images, 18 (327-47-94) ; Gaumont Gambetta, 20 (636-10-66).
L'INVASION DES PIRANHAS, film américain d'Anthony M. Dawson (v.o.) : Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Paramount City Triomphe, 8 (565-45-76) ; - V.f. : Max-Linder, 9 (770-40-04) ; Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12 (343-79-17) ; Paramount Colisée, 13 (707-28-04) ; Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14 (340-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Paramount Montmartre, 18 (606-34-25) ; Cléchy Pathé, 18 (522-46-01).
JEANS TONIC, film français de Michel Mitré : UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Danton, 6 (329-42-62) ; UGC Biarritz, 6 (723-69-23) ; Paramount Bastille, 12 (343-79-17) ; Paramount Colisée, 13 (707-28-04) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; 3 Sorcières, 19 (241-77-99) ; Paramount Montmartre, 18 (606-34-25) ; 3 Sorcières, 19 (241-77-99).
LA PIRATE (*), film français de Jacques Doillon : Gaumont Halles, 1 (297-49-70) ; UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; Quinconce, 9 (633-70-38) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; La Pagoda, 7 (705-12-15) ; Miramar, 14 (320-89-52) ; Olympie Belga, 16 (541-01-50) ; François, 9 (770-13-68) ; 14-Juillet Bastille, 11 (357-00-81) ; Nation, 12 (343-04-67) ; 7 Paranaïas, 14 (329-83-11) ; Montparnasse, 14 (327-84-50) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (579-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (828-42-27) ; Pathé Cléchy, 18 (522-46-01).
VIDÉODROME (*), film américain de David Cronenberg (v.o.) : Forum Orient Express, 1 (233-42-28) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8 (562-75-90) ; - V.f. : Paramount Marivaux, 2 (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; Bercy, 2 (742-60-13) ; La Bataille, 12 (307-34-40) ; Escorial, 13 (707-28-04) ; Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14 (340-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Paramount Montmartre, 18 (606-34-25) ; Images, 18 (327-47-94) ; 3 Sorcières, 19 (241-77-99).
LE SUCCÈS A TOUT PRIX, film franco-britannique de Jerry Stollmowski (v.o.) : Gaumont Halles, 1 (297-49-70) ; Gaumont Bercy, 2 (742-60-13) ; Saint-Germain Studio, 3 (633-63-20) ; Gaumont Ambassade, 8 (359-19-08) ; Elyées Lincoln, 8 (359-36-14) ; - V.f. : Brétagne, 6 (222-57-97) ; Gaumont Convention, 19 (828-42-27).

THEATRE NATIONAL DE L'OPERA DE PARIS
AVIS DE CONCOURS
RECRUTEMENT DE MUSICIENS
 25 Juin - violoncelle : 1 poste de titulaire.
 26 Juin - cor : 1 poste de 2^e cor jouant le 1^{er} tuben en sib.
 2 Juillet - cor : 1 poste de 4^e cor jouant le tuben en fa.
 3 Juillet - percussions : 1 poste de titulaire.
 6 Juillet - harpe : 1 poste de harpe solo - superaloiste.
 7 Juillet - violon : 3 postes de titulaires.
 12 Juillet - hautbois : 1 poste de hautbois jouant le cor anglais.
 13 Juillet - clarinette : 1 poste de clarinette solo - superaloiste, 1 poste de 2^e clarinette.
 Première quinzaine d'octobre 1984 - concours de trombone : 1 poste de 2^e trombone.
 Les épreuves auront lieu à l'Opéra de Paris, 6, rue Scribe 75009 Paris.
 Renseignements auprès de M. l'Indicence de l'Orchestre.

RÉCITAL

MONT LE DIMER CHEZ JOSEPH VERMET
MARDI 5 JUIN, à 18 h 30
 Variations GUESQUÈRE, harpe
 Ites WJONISKI, clavier
 Œuvres de Bach, Haendel, Bartok
MUSÉE DE LA MARINE
 Palais de Chaillot
 Mercredi : 533-31-10

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

« LES COULEURS dans l'HARMONIE »
 2 dernières séances publiques d'interprétation pianistique par MAGDA TAGLIAFERRO
 29 MAI ET 5 JUIN
XX^e CONCOURS INTERN. de CHANT de PARIS
 DEMI-FINALE : 3 JUIN, 13 h 30
FINALE avec FORCENESTRE COLOMBE
 Dr. : Van-Pascal TOUTELIER
 7 juin à 19 h 30 (Musique)
2^e Festival International d'Orchestres
RADIO SYMPHONIE ORCHESTER BERLIN
 Récital
CHAILLY
 Schoenberg - Bruckner
 2^e Festival International d'Orchestres
THE PHILADELPHIA ORCHESTRA
 Récital
MUTI
 Franck - Mahler
 2^e Festival International d'Orchestres
CONCERTGEBOUW d'AMSTERDAM
 Récital
HARMONICOURT
 Thomas ZIEHMAIR violon MOZART
RÉCITAL DE PIANO NOEL LEE
 « Un siècle de musique américaine »
ENSEMBLE NUOVE MUSICHE
 Henry LEDRONT, contre-ténor
 Michèle LEDRONT, soprano
 Noël SPETH, clavier
 David SIMPSON, violoncelle
 COUPER - LAMBERT CLAMBAULT
 4 juin, 20 h 30
PHILHARMONIE DE CRACOVIE
 Dr. K. PENDEKOWSKI
 K. KULKA, violon
 E. STEFANIA-LUKOWICZ, piano
 5 juin, 20 h 30
ORCHESTRE SYMPH. de PRAGUE « FOX »
 Chœurs mixtes Kuhn
 Dr. Jiri BELOHLAVEK
 Dvorak - Beethoven
 6 juin, 20 h 30
THE PHIL. ORCHESTRA
 Vladimir ASHKENAZY
 Direction et piano
 Ravel - Mozart - Schubert
 2^e Festival International d'Orchestres
ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE
 Sesi
OZAWA
 Chœurs de Radio France
 DEBUSSY - RAVEL
 Récital de Piano
 Hervé
BILLAUT
 HAYDN - CHOPIN
 RAVEL - LISZT
 SALLE
 LÉVEL
 25 juin à 20 h 30 (p.a. Valmécia)
SCHUBERT « LE VOYAGE D'HIVER »
 Dvorak
FISCHER-DIESKAU
 Alfred
BRENDL

AUJOURD'HUI SEULES LES CALCULATRICES TEXAS INSTRUMENTS SONT GARANTIES 2 ANS.
 TEXAS INSTRUMENTS

CONCERTS
 Radio France
JOURNÉE FRANCE MUSIQUE
 THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES Samedi 3 juin, 20 h
 P. AMOYAL, M. BEROFF G. CAUSSE, J.P. COLLARD N. FREIRE, T. PAPAVRANI R. PIDOUX, M. RUDY
 Musique de Chambre de BRAHMS - SCHUBERT - CHOPIN MOZART - RACHMANINOV SCHUMANN - DONIZETTI VILLA-LOBOS - PROKOFIEV ALBENIZ - DEBUSSY - RAVEL
CYCLE ACOUSTIQUE INA-GRM
 GRAND AUDITORIUM Lundi 4 juin
 18 h 30 : M. CHRON 20 h 30 : P. SCHAEFFER M. LEVINSKY
NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE
 SALLE GAVEAU Jeudi 7 juin, 20 h 30
 Friedemann LAYER Malcolm Frager, piano MOZART - SCHUBERT
SAISON LYRIQUE
 THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES Vendredi 8 juin, 20 h
 JANACEK : L'Affaire Makropoulos J. Card, L. Sablot G. Baur, V. Metello Chœurs de Radio France NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE & Janos FURST
 Loc. : RADIO FRANCE, salles et agences

Accueil de jeunes compagnies
 mardi 29 mai
 mercredi 30 mai
 793.26.30
SCENE LIBRE 3.
THÉÂTRE DE GENNEVILLIERS

مكتبة الامم المتحدة

SPECTACLES

(222-72-80) : Gaumont Champs-Élysées, 8 (359-04-67) ; Montparnasse, 14 (327-52-37).

CELESTE (AIL, v.o.) : Logos, 5 (354-32-34) ; Olympia Europe, 14 (345-35-38).

CENT JOURS A PALERME (Franco-It.) : Forum Orient Express, 10 (232-42-26) ; Marignan, 8 (359-32-82) ; Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59).

LES COMPÈRES (Fr.) : Grand Pavé, 15 (554-46-85).

LES COPAINS D'ABORD (A. v.o.) : UGC Danton, 6 (329-42-62) ; UGC Roulis, 6 (633-08-22) ; UGC Marbeuf, 9 (225-18-45).

LA CORBIDA (Esp., v.o.) : Comco, 6 (54-28-80).

LA DIAGONALE DU FOU (Fr.) : Saint-Germain Studio, 3, mer. in. (633-63-20) ; Olympia Luxembourg, 6 (633-97-77) ; Colisée, 8 (359-29-46) ; Olympia Entrée, 14 (345-35-38).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Esp., v.o.) : Impérial Pathé, 2 (742-72-52).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4 (272-63-33) ; Cinéma, 6 (633-10-82).

SCOUTS BIZEAU, SCOUTS MAY PICQUERAY (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (325-48-18).

L'ÉDUCATION DE RITA (Angl., v.o.) : UGC Marbeuf, 9 (225-18-45).

EMMANUELLE IV (v.o.) : George V, 8 (562-41-46) ; Maxéville, 9 (770-72-86).

L'ÉTÉ MEUBRIER (Fr.) : Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00).

ET VOUS LE NAVIRE (Il. v.o.) : Studio de la Harpe, 3 (634-25-52).

L'ÉTOFFE DES HÉROS (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 4 (272-63-33) ; UGC Biarritz, 9 (723-69-23) ; Éclair, 12 (707-25-04) ; UGC Odéon, 6 (325-71-08) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; Basile, 12 (307-34-40) ; Bienville Montparnasse, 15 (575-79-79).

FAUT PAS EN FAIRE UN DRAME (A. v.o.) : Gaumont Ambassade, 8 (359-19-08) ; V.F. : Lumière, 8 (246-49-07).

LES FAUVES (v.o.) : Gaumont Richelieu, 2 (233-56-70) ; Gaumont Ambassade, 8, mer. in. (359-19-08) ; Miramar, 14 (320-85-52).

FEMME TROUBLE (v.o.) : P. Art Beaubourg, 4 (272-63-33).

FEMMES DE PERSONNE (Fr.) : Paramount Marivaux, 2 (296-80-40) ; Paramount Montparnasse, 14 (329-10-10).

LA FEMME FLAMBE (A. v.o.) : P. Art Beaubourg, 4 (272-63-33).

LA FEMME PUBLIQUE (v.o.) : P. Art Beaubourg, 4 (272-63-33) ; Impérial, 2 (742-72-52) ; Hausfille, 6 (633-79-38) ; Marignan, 8 (359-32-82) ; Maxéville, 9 (770-72-86) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; Naxos, 12 (343-04-07) ; Faurville, 12 (331-56-46) ; Météo, 14 (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06) ; Parisienne, 14 (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (828-43-27) ; Mayville, 16 (325-27-06) ; Pathé Clichy, 19 (522-46-01).

LA PÊTE DE GION (Jap., v.o.) : 14-Juillet Racine, 6 (326-19-66) ; 14-Juillet Pathé, 6 (326-19-66).

FOOTLOOSE (A. v.o.) : Forum Orient Express, 10 (232-42-26) ; UGC Odéon, 6 (325-71-08) ; UGC Emiliage, 9 (359-15-71) ; UGC Biarritz, 9 (723-69-23) ; V.F. : Grand Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (329-10-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-46-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (336-23-44) ; Météo, 14 (539-52-43) ; UGC Convention, 15 (828-43-27) ; UGC Marbeuf, 9 (225-18-45) ; Secrétaire, 19 (241-77-99).

FORBIDDEN ZONE (AIL, v.o.) : P. Art Beaubourg, 4 (272-63-33).

FORT SAGANNE (Fr.) : Gaumont Hallé, 10 (297-49-70) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ; Paramount Marivaux, 2 (296-80-40) ; Bretagne, 6 (222-57-97) ; Hausfille, 6 (633-79-38) ; Ambassade, 8 (359-19-08) ; Saint-Lazare Parquet, 8 (387-33-43) ; Publiès Champs-Élysées, 8 (720-76-23) ; Français, 9 (770-33-88) ; Paramount Bas-

tile, 12 (343-79-17) ; Nations, 12 (343-04-57) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; Faurville, 12 (331-56-46) ; Paramount Galaxie, 13 (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (828-43-27) ; Kinoparadise, 15 (336-50-50) ; Victor Hugo, 16 (727-49-75) ; Paramount Maillet, 17 (758-24-24) ; Pathé Wexler, 18 (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20 (636-10-96).

LA FORTERESSE NOIRE (A. v.o.) : Gaumont Hallé, 10 (297-49-70) ; Ambassade, 8 (359-19-08) ; V.F. : Berlioz, 2 (742-60-33) ; Miramar, 14 (320-85-52).

LE FOU DU ROI (Fr.) : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Emiliage, 9 (359-15-71) ; George V, 8 (562-41-46) ; Lumière, 8 (246-49-07) ; Faurville, 12 (331-56-46) ; UGC Boulevard, 9 (246-46-44) ; UGC Gobelins, 13 (336-23-44) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-50) ; Montparnasse, 14 (329-10-10) ; Paramount Montmar, 19 (606-36-25).

TCHAO PANTIN (Fr.) : UGC Opéra, 9 (261-50-32) ; Marbeuf, 9 (225-18-45).

TENDRES PASSIONS (A. v.o.) : Parisienne Opéra, 6 (325-39-33) ; Publicis Montparnasse, 14 (329-10-10) ; Parisienne, 14 (329-10-10) ; V.F. : Parisienne, 14 (329-10-10) ; V.F. : Parisienne, 14 (329-10-10).

THE WIZ (A. v.o.) : Grand Pavé, 15 (554-46-85).

TO BE OR NOT TO BE (Brooks, v.o.) : Saint-Lambert (H. sp.), 15 (532-91-68).

TOOTSI (A. v.o.) : Opéra Night, 2 (296-62-56).

LA TRACE (Fr.) : Lucernaire, 6 (544-46-43).

TRAHISONS CONJUGALES (Angl., v.o.) : Lucernaire, 6 (544-46-43).

LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) : (H. sp.) : Danton, 13 (321-41-01).

UN AMOUR DE SWANN (Fr.) : Olympia Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; Météo, 14 (539-52-43) ; Maxéville, 9 (770-72-86) ; Marignan, 8 (359-32-82) ; Calypso (H. sp.), 17 (380-30-11).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Gaumont Hallé, 10 (297-49-70) ; Impérial, 2 (742-72-52) ; Hausfille, 6 (633-79-38) ; P. Art Beaubourg, 4 (272-63-33) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; Basile, 12 (307-34-40) ; Bienville Montparnasse, 15 (575-79-79) ; P. Art Beaubourg, 4 (272-63-33) ; P. Art Beaubourg, 4 (272-63-33).

UN HOMME PARMI LES LOUPS (A. v.o.) : George V, 8 (562-41-46) ; V.F. : Français, 9 (770-33-88) ; Parisienne, 14 (329-10-10).

UN NID AU VENT (Esp., v.o.) : Marlin, 6 (278-47-86).

VENT DE SABLE (A. v.o.) : St-Germain Richelieu, 2 (233-56-70) ; Bienville Montparnasse, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; Ciné Beaubourg, 4 (272-63-33) ; UGC Biarritz, 9 (723-69-23) ; UGC Danton, 6 (325-71-08) ; UGC Normandie, 6 (339-41-18) ; UGC Boulevard, 9 (246-46-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; Météo, 14 (539-52-43) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; UGC Convention, 15 (828-43-27) ; UGC Marbeuf, 9 (225-18-45) ; Tourtelles, 20 (364-46-01).

VIVA LA VIE (Fr.) : Rex, 2 (236-83-93) ; Ciné Beaubourg, 4 (272-63-33) ; UGC Biarritz, 9 (723-69-23) ; UGC Danton, 6 (325-71-08) ; UGC Normandie, 6 (339-41-18) ; UGC Boulevard, 9 (246-46-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; Météo, 14 (539-52-43) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; UGC Convention, 15 (828-43-27) ; UGC Marbeuf, 9 (225-18-45) ; Tourtelles, 20 (364-46-01).

VIVE LES FEMMES (Fr.) : UGC Opéra, 9 (261-50-32) ; UGC Roulis, 6 (633-08-22) ; Biarritz, 9 (723-69-23).

VIA LES SCHTROUMPES (A. v.o.) : George V, 8 (562-41-46) ; Lumière, 8 (246-49-07) ; St-André, 11 (707-25-04) ; St-André, 11 (707-25-04) ; St-André, 11 (707-25-04).

LES VOLEURS DE LA NUIT (Fr.) : Paris Loin, 10 (606-44-99).

WILLIAM BURROUGHS (A. v.o.) : Olympia, 14 (343-35-38).

YENTL (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 4 (272-63-33) ; UGC Odéon, 6 (325-71-08) ; UGC Champs-Élysées, 8 (720-76-23) ; V.F. : UGC Montparnasse, 14 (329-10-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-46-44).

مقرا من الإسرائيل

RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 29 mai

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20 h 35 Les merdis de l'information.
Magazine de la rédaction de TF1 proposé par Alain Denvers, préparé par Roger Pic et Maurice Albert.
Sept reportages : Une journée d'Alexis Kovalov : un document sur la vie d'une division blindée soviétique de 10 000 hommes. Pommes à flâner : les pompes funèbres et le monopole des obsèques, l'exploitation des larmes. France-Espagne : la corrida. Les paysans espagnols et français, la crise économique et les replis corporatistes : le mort des tanagers. L'affaire Lucet : plus ça va, moins ça va ; Berlin : à nouveau le vent d'Est.
h 50 Internationaux de tennis à Roland-Garros. Résumé.

22 h 10 Du côté de la jeune danse française.
Deuxième partie de l'émission de Maximilien Roussin. Avec Vocales danse théâtre par Elinor Ambach, Compagnie Quentin Rouillier, Centre chorégraphique de Montpellier, par Dominique Bagouet, Caroline Mercet et compagnie, et Dominique Festi.

23 h Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

SINGER
-20%
Sur tous les aspirateurs
Exemple :
Super A3 995^F
-200^F
795^F
Offre valable jusqu'au 30 juin 84.

20 h 40 Cinéma : Un juge en danger.
Film italien de D. Dumani (1977), avec G.-M. Volpato. E. Josephson, M. Aduri, A. Ippolito.
Un brigadier, chargé de servir de garde du corps à un juge d'instruction, se trouve dans un univers de terrorisme et de complot auxquels participent des responsables du pouvoir officiel. Le peur, la violence, les menaces contre la démocratie italienne dans les années 70 forment la trame de ce pamphlet politique et social.

Mercredi 30 mai

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

10 h 5 TF1 Vision plus.
h 35 Internationaux de tennis à Roland-Garros. Résumé et à 11 h 1/32 de finale simple messieurs.
h Journal.
h 35 Vitamine.
Dessins animés : Gigi ; Capitaine Flam.
h 35 Internationaux de tennis à Roland-Garros. Suite des 1/32 de finale simple messieurs, (en direct).
h 30 Jack Spot.
h 30 Le village dans les nuages.
Émission de Christophe Izard.
A tort ou à raison : Le petit lion ; Les souvenirs d'Oscar et Émilie ; Simon le petit démon.
h 15 Émissions régionales.
h 40 Les petites régions.
h 58 Escapade.
h Journal.
h 30 Tirage du Loto.
h 35 Feuilletton : Dantes.
Avenue de l'Embarcadere pour Cuba, J.R. reçoit les assurances de Holly concernant une grosse somme d'argent. Durant son absence, Sue Ellen profite de la situation pour tenter de prouver l'infidélité de son mari.
h 25 Internationaux de tennis à Roland-Garros. Résumé de la journée.
h 45 Médicines : les maladies sexuellement transmissibles.
Émission d'Igor Barrière.
Syphilis, blennorragie, herpès, hépatite virale, SIDA... un débat avec les docteurs Siboulet, Henrion et Simon, présenté en direct au lycée Rabelais, à Paris, avec la participation des élèves.
h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

h 30 Antiope.
h 10 L'École des parents et des enseignants.
h 10 Jeu : L'Académie des neufs.
h 35 Feuilletton : L'appartement.
Une série qui se veut drôle ! Mais qui est loin d'être convaincante, où le loufoque a quelque chose d'étriqué. Du folklore populiste.
h 30 Les carnets de l'aventure.
h 45 Médicines : Les bêtes à concours.
h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
h 15 Émissions régionales.
h 45 Journal.
h 10 Football : Finale de la Coupe des clubs champions, en direct de Rome, AS Roma-Liverpool.
h 5 Téléfilm : Batzi.
de W. Douglas-Horne ; Réal. C. Whitham ; avec L. Gutteridge, F. Finlay, B. Cookson... (Redif).
Napoleon seul, après la fuite de l'île d'Elbe et son bref retour au pouvoir, fait la connaissance à Sainte-Hélène d'une mystérieuse jeune fille de quinze ans, nommée Batzi Balcombe, Étrangère...
h 5 Journal.
h 35 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

h 55 En direct de l'Assemblée nationale.
Questions au gouvernement.
h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
h 5 Les Jeux.
h 35 Gala des Nations unies.
Émission de Lolita Milic et Guy Lux.

dans le réalisateur - s'il n'est pas Francesco Rosi - n'en appelle pas moins l'estime.
h 40 Histoires courtes.
- Le Mécanisme, de P. Compain ; avec A. Wlasczky, P. Chevenet, J.-L. Vireux.
h 20 Journal.
h 40 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

h 35 La dernière séance.
Émission d'E. Mitchell et G. Jourdain, présentée par Gérard Larvin. Actualités Gaumont 1957 : Dessin animé : Tex Avery ; à 22 h 30, Tex Avery, réclame de l'époque, attraction.
h 50 Cinéma : L'Enclave libre.
Film américain de R. Walsh (1957), avec C. Gable, Y. de Carlo, S. Poitier, E. Zimbalist Jr, R. Reason.
Une jeune femme à peau blanche et de sang noir est vendue comme esclave à un planteur sudiste. Il s'agit d'elle, la considère comme sa fille. Le genre de Sécession éclat. Deux films d'aventures aux rebondissements romanesques, récit d'une passion plus forte que les préjugés et le racisme. C'est, en 1957, qu'elle est sortie.
h 15 Journal.
h 35 Cinéma : Alléluia cacher ailleurs.
Film américain de H. Hawks (1949), avec C. O'Connell, A. Sheridan, M. Marshall, R. Signet (v.o. sous-titré).
Un officier français des troupes d'occupation en Allemagne se marie, après pas mal de péripéties, avec une lieutenant américaine. Mais la législation militaire n'admet pas États-Unis, que les épouses des membres de l'armée. Comédie reposant sur des quiproquos et la satire des traits d'une ironie cruelle, et Cary Grant, toujours ridicule dans cette aventure, après de déglutir sa femme.

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

h 5 L'histoire de France en BD.
h 11 Cycle policiers : Au-delà de la peur, film de Y. Aoudry.
h 45 Vous dansez.
h 58 Atout PIC.
h Informations.
h 35 Feuilletton : L'extraordinaire Pétros.
h 50 L'ours Pédington.

FRANCE-CULTURE

h 30 Dialogues franco-espagnols : Saper le privé et le public : le social.
h 45 L'Europe : Louis Comand.
h 58 Musique : Orgues pour la messe.
h 35 Nuits magiques : Quelques corps dans la ville.

FRANCE-MUSIQUE

h 35 Concert : « Sonatine pour flûte et piano », « Livre pour quatuor », « Sonate pour piano n° 3 », de Beethoven, par le Quatuor Alben-Berg et A. Nicolas, Siba, J. Wyntjacht, piano.
h 20 h 30, soirée de France-Musique : programme musical ; à 23 h 10, Jazz-club (en direct du New Morning).

Le 20 mai, ce fut à Genève un gala exceptionnel en l'honneur des réfugiés d'Afrique (FR 3 rediffuse cette soirée à laquelle participent de nombreuses personnalités parmi lesquelles J. Glinis, M. Macheo, Memphis Slim, Stars of Faith, M. Mathieu, D. Gelin, E. Meles, A. Brumard...).

h 30 Théâtre : Une chambre pour grand-mère.
D'Alain Campan, Réal. R. Marchal. Avec M. Marie, G. Maich, L. et C. Doucet...
Une maison dans la banlieue de Dijon occupée au rez-de-chaussée par une mère et ses deux enfants, au premier étage par une grand-mère. Les enfants turbulents grandissent, l'espace se rétrécit, que devient grand-mère ?
h 15 Prélude à la nuit.
« Deux imprudences, opus 142 » de Schubert, interprétés par P. Reach, piano.

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

h 5 L'histoire de France en BD.
h 11 Dessin animé : Belle et Sébastien.
h 40 Huckleberry Finn et Tom Sawyer.
h 35 Feuilletton : La portance du pain.
h 30 Magasin : Destination vingt ans.
h 58 Atout PIC.
h Informations.
h 35 Feuilletton : L'extraordinaire Pétros.
h 50 L'ours Pédington.

FRANCE-CULTURE

h 5 Agora.
h 45 Panorama.
h 30 Instantané, magazine musical.
h 30 Dramatique : « Enfance », d'après V. Larbaud, mise en scène R. de Fouras ; avec A. Viala, F. Bernard...
h 35 En remonçant le Saint-Laurent : la poésie québécoise d'aujourd'hui.
h 10 Le cri du bonnard.
h 10 L'École des parents et des enseignants.
h 35 Feuilletton : Marie.
h 25 Jazz à l'ancienne.
h 20 Perspectives scéniques : notes et réflexions.
h 20 Éclair international.
h 30 Musique : Les mystères de la messe.
h 35 Nuits magiques : Stanislas Rodanski.

FRANCE-MUSIQUE

h 5 Concert : œuvres de Jolivet, Marini, par l'Orchestre symphonique de la garde républicaine, dir. R. Boutry ; sol. : M. Loria.
h 32 Les chants de la terre.
h 2 Jeux de lettres : œuvres de Saragat, Telemann, Santini, Bach, Gagliardi, Hottentot, par S. Marco, H. Reyna, flûte à bec ; M. Minkowski, ténor baroque ; P. Hantel, clavecin...
h 15 Microcosmos : numéro spécial « la musique des spots ».
h 15 Histoire de la musique.
h 5 L'Imaginaire.
h 10 Le temps du jazz : Où jouez-vous ? Intermedia.
Feuilletton : « Earl Hines et ses petits comités ».
h 30 Musique contemporaine.
h 30 Concert (comp. le 14 mai 1984 à la salle Pleyel) : « Quatre derniers lieder », de R. Strauss ; « Symphonie n° 4 en sol majeur », de Mahler, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. E. Tadjakov ; sol. : A. Tomowa-Sintow, soprano.
h 34 Les solistes de France-Musique : Hindemith ; à 23 h 10, Musique française, dirigée par G. Guarnieri, Cantolope, Schmitt, Rabaud, Dutilleul ; à 1 h, Poissons d'or.

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 30 MAI

Le Chanoine Paul Guibert, secrétaire général du Comité national de l'enseignement catholique et M. Michel Bouchard, secrétaire général du Comité national d'action laïque, participent à un face-à-face au cours de l'émission « Découvertes », sur Europe 1, à 18 h 20.

avec **RTL** **THEATRE NATIONAL** **OPERA DE PARIS**

LES ÉTOILES ET LE BALLET DE L'OPERA dans

Le Songe d'une nuit d'été

Chorégraphie et Mise en Scène : John NEUMEIER
Décors et Costumes : Jürgen ROSE

Musique de Félix MENDELSSOHN
BARTHOLO
et de György LIGETI

Orchestre des Concerts PASDELOUP
Direction Musicale : Michel SASSON

au **Palais des Sports** **FNAC** et toutes agences

du 1^{er} au 21 juin 1984
tous les soirs à 20 h 30 sauf dimanches et lundis • matinées à 15 h le samedi

location par téléphone 828.40.90

COMMUNICATION

LA BATAILLE SUR LES PRIX DES LIVRES

Les grands distributeurs et la loi

La loi du 10 août 1981 - dite loi Lang - sur le prix unique du livre a été votée à la quasi-unanimité du Parlement. Pour la première fois, une loi prend en compte la spécificité culturelle du livre. En limitant les rabais à 5 %, elle se propose de préserver le réseau de librairies indépendantes de mettre les Français urbains et ruraux à égalité devant le livre, et aussi de préserver la liberté de création.

Tout a commencé dans les années 70 quand les grandes surfaces se sont aperçues que le livre était, en raison de son image, un excellent produit d'appel pour le chaland qui achetait des paquets de lessive ou autres marchandises. On assiste peu à peu à des « discounts » sur le prix « conseillé » par les éditeurs, de 20, 30, 40 %, voire à des ventes à prix coûtant. Les grandes surfaces obéissent, avec un bénéfice dérisoire ou nul, des ouvrages de vente facile et rapide.

En raison de leur puissance d'achat, elles obtiennent d'importantes remises des éditeurs. Il n'est pas rare qu'un libraire trouve, à la grande surface voisine, un ouvrage vendu au public à un prix plus faible que celui que lui a concédé l'éditeur ! Il ne lui reste plus que les livres de vente lente et aléatoire.

En 1974 la FNAC qui s'est imposée dans l'appareil photo, le disque, l'électronique, ouvre une vaste librairie rue de Rennes qui sera suivie d'autres, où elle propose un choix inégalé de livres, tous vendus avec un rabais de 20 %. Pour elle aussi, la fréquentation de ses rayons de livres a une retombée bénéfique sur ses autres articles ou services.

En 1979, M. Monory, ministre de l'économie, prend un arrêté qui supprime la mention du prix conseillé sur le livre. Conséquence : le vendeur ne peut plus indiquer ses rabais. La guerre s'amplifie entre les gros vendeurs et les libraires, dont le syndicat se scinde en deux. M. Yves Chotard donne sa démission de la présidence du Syndicat national de l'édition (SNE). Les auteurs, qui ne disposent plus de prix de référence, doivent s'en remettre, plus que jamais, à la bonne volonté de leurs éditeurs, et créent un conseil permanent des écrivains. L'anarchie règne sur les prix : profitant de leur nouvelle « liberté », certains vendeurs n'hésitent pas à vendre au-dessous de l'ancien prix conseillé. Quant au lecteur, il n'a plus de référence possible. La FNAC dit notamment, avec perspicacité : « Nous sommes convaincus que nous allons assister à une grande généralisation de ventes à prix coûtant des œuvres de

Une semaine après le lancement par la FNAC de l'opération « prix européens » sur les livres, assortie d'un rabais de 20 %, les trois quarts des éditeurs de littérature générale, déçus à défendre la loi Lang, qui limite les rabais à 5 %, retirent toujours leurs livraisons. La FNAC, selon l'AAPP, se déclare prête à étoffer son catalogue de livres « discountés »

grande diffusion. Cela risque d'avoir de très graves conséquences sur la rentabilité des petites librairies et de leur rendre impossible d'avoir, en magasin, le stock de livres à rotation lente que certaines s'honorent de détenir... A moins qu'elles ne tentent de se rattraper en augmentant les prix... (1).

Une opposition continue

M. Mitterrand, dès 1977, s'était déclaré en faveur du prix unique du livre. A l'époque, M. André Esnel, ancien PDG de la FNAC, aujourd'hui conseiller du groupe Hachette, qualifiait cette proposition de « populiste, conservatrice, réactionnaire », dans un éditorial de sa revue *Contact* titré : « M. Mitterrand au secours de Hachette ».

L'opposition de la FNAC au prix unique ne s'est pas démentie par la suite. Après le vote de la loi, elle tenta, avant d'y renoncer sous la pression du gouvernement, de transformer son secteur librairie - mais lui seul, - en coopérative pour verser à ses adhérents des ristournes qui compenseraient le relèvement de ses marges. Elle crée ensuite un système de « seconde lecture », qui ne paraît pas avoir répondu à ses espérances.

Après les ruses du « premier libraire de France », se déclenche l'assaut du « premier groupe de distribution ». M. Edouard Leclerc affirme qu'il n'appliquera pas la loi et pratiquera les « prix Leclerc ». M. Leclerc, qui deviendra, sous l'effet d'une intense campagne d'affiches, le chevalier du « parti prix », ne cache pas son opposition, toute politique. Les libraires entament alors des procès aux centres Leclerc. Ce qui n'empêche guère le fils d'Edouard, Michel, qui estime que « les grandes surfaces attendent que Leclerc gagne un procès pour se lancer dans la brèche ». De plus, « il n'est pas mécontent de l'impact publicitaire » (2).

Toujours est-il que deux cours d'appel saisissent la Cour de justice européenne pour savoir si la loi Lang est en conformité avec le traité de Rome, précisément avec les disposi-

et à étendre le front à l'ensemble de la grande distribution. Les Centres Leclerc, qui réclament aussi la liberté des prix, sont depuis longtemps entrés en « dissidence » avec la loi Lang. Depuis une semaine, près de dix mille réclames de livres en contravention ont été opérés par les services du ministère de l'Intérieur.

En fait, la situation devrait évoluer, ce mardi soir, selon le résultat du référendum introduit par Gallimard. Celui-ci demande l'application de la loi française tant que la Cour de justice de Luxembourg n'a pas statué sur la conformité de la loi du 10 août 1981 avec les dispositions du traité de Rome.

Le livre est-il cher ?

La FNAC met au compte de la loi une baisse du chiffre d'affaires de l'édition de trois points en francs constants et un effet inflationniste avec une hausse de 25,6 % sur les livres non scolaires contre 19,8 % à l'indice général des prix de janvier 1982 à décembre 1983. Nous tout d'abord que la suppression du « discount » a engendré une hausse mécanique de l'ordre de quatre points en 1982, prix à payer et prévu pour l'application de la loi. Mais, si l'on examine le différentiel d'inflation entre les livres et l'indice général, les chiffres monteraient plutôt une légère tendance à la baisse :

Rabais sur le livre	Différentiel avec l'indice général
1980 : + 16,5	+ 2,9
1981 : + 16,7	+ 2,7
Après la loi	
1982 : + 12,3	+ 2,6
1983 : + 11,7	+ 2,4

Il convient, cependant, d'interpréter tous ces chiffres avec circonspection, y compris ceux que donne la FNAC. En ce moment, par exemple, une hausse de 19 % du coût du papier, si elle persistait, pourrait bien avoir une incidence sur le prix du livre sans que la loi en soit responsable. Mais la question est aussi posée : le livre est-il cher ? Assurément, il le sera toujours trop

aux yeux de l'acheteur. Cette considération devient, toutefois, relative quand on fait des comparaisons avec des produits voisins. Si l'on prend pour base 100, en 1970, l'indice général des prix au 1^{er} janvier 1984 était de 360, celui des livres : 350, des jouets : 665, des spectacles : 434.

Il est vrai que le chiffre d'affaires de l'édition a connu un léger fléchissement. Mais on ne saurait sérieusement dissocier l'économie du livre de la crise générale de l'économie. L'inflation sur le livre tient pour une grande part au rétrocessionnement du marché, observé avant et après la loi Lang, avec et sans « discount ». Les tirages ont baissé, entraînant un renchérissement à l'exemplaire. Les temps de ce qu'il faut bien appeler une surproduction pour certains genres d'ouvrages, sont terminés. Mais il est hasardeux d'affirmer sur une aussi courte période, comme le fait la FNAC, que la création de qualité connaît un déclin : les manuscrits non publiés ne sont peut-être pas les meilleurs.

On peut croire que la situation serait autrement plus grave si trop de librairies disparaissaient.

Selon M. Jacques Parent, directeur général de la FNAC, le régime du prix unique aurait été mauvais pour les « petits éditeurs » (3). Ce n'est pas l'opinion de Bernard de Fréminville et de Michel Parfeyov qui dirigent Distique (4) : une des créations les plus originales de ces dernières années sans laquelle bien des « petits éditeurs » - auraient baissé pavillon. En effet, Distique distribue les ouvrages de 150 d'entre eux auprès de 3 000 libraires. Dans une lettre à Marie-Pierre Galley, présidente de l'association Librairies présentes, les dirigeants de Distique s'élèvent contre l'affirmation de M. Parent selon laquelle « il y aurait une baisse des ventes au volume des petits éditeurs ».

« Les petits éditeurs, écrit-ils, subsistent, comme les autres, les effets de la crise économique. Mais ils ont, plus encore que les autres, besoin d'un réseau de librairies largement implantées dans toutes les villes, qui puissent entretenir de larges rayons de littérature et de sciences humaines. Seule la loi

Lang a permis à ces librairies de maintenir et de développer de tels rayons, et donc de maintenir et de développer la circulation des ouvrages des « petits éditeurs ».

« L'abandon du régime du prix unique condamnerait évidemment la plupart des librairies à rejeter de leurs rayons ces ouvrages, à la rentabilité redevenue insuffisante ».

Développer le réseau de librairies

Contrairement à la FNAC justifie sa fronde par « les multiples entraves à la loi ». Elles sont fréquentes et il est vrai que les pouvoirs publics, encore tout imprégnés de « l'état de grâce » et persuadés de leur force de conviction, ont tardé à élaborer des textes contraignants. Il a fallu attendre un an après l'entrée en application de la loi pour que paraisse, le 1^{er} janvier 1983, un décret punissant d'amende les contrevenants.

Dans cette affaire, la FNAC mène un combat identique à celui de M. Edouard Leclerc qui, dénonçant naguère « le néo-capitalisme intellectuel » (5), ne s'était pas distingué, comme elle, par des préoccupations d'ordre culturel. Ayant poursuivi l'expansion de ses librairies, la FNAC n'a pas été trop lésée par la loi.

On cite souvent les chiffres de 20 000 à 25 000 points de vente du livre en France. En fait, il n'existe qu'entre huit cents et trois mille librairies offrant un large choix aux acheteurs et disposant d'un stock. Ce sont celles-ci qui sont menacées au premier chef par les pratiques de vente des grands groupes de distribution. Selon les experts, il faudra une dizaine d'années pour qu'un réseau de librairies de qualité puisse couvrir tout le territoire y compris les régions et les banlieues considérées comme un désert du livre. C'est la première des conditions nécessaires au développement de la diffusion des idées, pour que vivent des livres de création originale qui risqueraient, en cas de défilance du réseau des librairies, de céder toute la place aux ouvrages imposés par la loi du plus fort et les techniques du marketing.

BERNARD ALLIOT.

- (1) *Le Monde* du 13 janvier 1979.
- (2) *Le Monde* du 4 mars 1982.
- (3) *Le Monde* du 24 et du 25 mai 1984, deuxième et troisième éditions.
- (4) 17, rue Hoche, 92240 Malakoff.
- (5) *Le Monde* du 6 janvier 1983.

ROLAND-GARROS INAUGURE LA GRANDE SAISON DES RETRANSMISSIONS

Les Internationaux de France de tennis, qui ont commencé lundi 28 mai à Roland-Garros, marquent pour les téléspectateurs le début d'une intense activité sportive qui s'achèvera dans deux mois et demi avec, le 12 août, la retransmission de la cérémonie de clôture des Jeux olympiques de Los Angeles.

Pour ne citer que les plus importantes de ces manifestations sportives « couvertes » par la télévision, la calendrier n'en est pas moins impressionnant :

- 28 mai (jusqu'au 10 juin) : Internationaux de Roland-Garros (chaque jour sur TF1, à partir de 11 heures) ;

- 30 mai : Finale de la Coupe d'Europe des clubs champions entre l'AS Roma et Liverpool (en direct à 20 h 10 sur TF1) ;

- 2 juin : Départ de la Transat en solitaire, Plymouth-Newport (probablement dans les journaux télévisés) ;

- 12 juin (au 27 juin) : Championnat d'Europe de football : soit quinze rencontres internationales, généralement transmises en direct (dont huit par TF1 et sept par A2) après le journal télévisé du soir. En ce qui concerne l'équipe de France, elle sera opposée, dans la phase préliminaire, au Danemark (12 juin, à 22 h 30, A2) à la Belgique (16 juin, à 17 h 15, TF1) et à la Yougoslavie (19 juin, à 20 h 30, A2) ;

- 25 juin : Tournoi de tennis de Wimbledon ;

- 29 juin (au 22 juillet) : Tour de France cycliste. Tous les jours de course, fin de l'étape et arrivée en direct, vers 16 heures (en alternance sur TF1 et A2) ; à 19 h 40 : résumé de l'étape sur TF1 ;

- 28 juillet (au 12 août) : Jeux olympiques à Los Angeles (la programmation des reportages par satellite reste à fixer définitivement).

En ce qui concerne les Internationaux de Roland-Garros, des informations seront disponibles sur le système TELETEL (patronné par la direction générale des télécommunications), fournies par les quotidiens *L'Equipe* et *Le Parisien Libéré*.

Viva Brasil!

Vente et transport soumis à des conditions particulières.

RIO Aller-Retour
6685^F
TARIF INDIVIDUEL

RIO Aller-Retour
6400^F
TARIF DE GROUPE

AIR FRANCE

VARIG
Ligne Américain-Brazilienne



emplois régionaux · emplois régionaux · emplois régionaux · emplois régionaux

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL TEXTILE

RAPIDASE, membre de la division « Enzymes Industrielles » de **GIST-BROCADES** (Pays-Bas), spécialiste et leader mondial en biotechnologie, recherche un ingénieur textile ou un ingénieur chimiste.

En tant que membre du Département commercial, le candidat aura la responsabilité de la promotion et de la vente des enzymes Rapidase destinées au textile sur divers marchés internationaux. Sur ces marchés il sera directement en contact avec les industries textiles et/ou avec nos agents et nos distributeurs locaux. Au sein de Rapidase il entretiendra des contacts permanents avec ses collègues du Département Recherche à des fins d'application et d'innovation.

Plusieurs années d'expérience dans la production textile ainsi qu'une expérience et/ou une formation commerciale sont nécessaires pour l'exécution adéquate de ces tâches.

Il lui faudra impérativement parler l'Anglais - si possible l'Allemand ou l'Espagnol - et être disponible pour de fréquents déplacements.

Nous lui offrons un emploi attractif et dynamique avec un salaire lié à son expérience.

Nous étudierons avec soin toutes les candidatures, avec C.V., photo, prétentions, envoyées à : **RAPIDASE**, direction du personnel, B.P. 239, 59472 SECLIN CEDEX, FRANCE.



CREDIT AGRICOLE DE ROUEN

Pour notre Service "Contrôle Général Audit", un jeune Diplômé d'une Ecole de Commerce avec option Finance-Comptabilité ou l'équivalent, et si possible une première expérience, nous intéresseront. Nous lui confierons après une période de formation, des missions de contrôle général et d'audit sur l'ensemble de l'activité de l'Entreprise. Ce poste est un tremplin pour des responsabilités plus importantes. Si vous êtes curieux, vif, soucieux de voir rentabiliser vos efforts, merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. sous référence 84236 M à notre Conseil Madame Claude FAVEREAU.

EMPLOI
centor

13 bis, rue Henri Monnier
75006 PARIS

ARCOREM 1984

Bull Systèmes Angers (3800 personnes)
pour sa Direction Technique :

INGENIEUR ANALYSTE CONFIRME

Diplômé d'une grande école d'électronique et/ou automatique, option informatique, expérimenté en programmation sur minicalculateur, vous connaissez les procédures de transmission, le mini 6, le LCP. Après quelques années d'expérience professionnelle, vous êtes prêt à diriger une équipe d'analystes programmeurs.

Nous vous proposons d'assurer la conception, le développement et le suivi de logiciels en : commande d'équipements, gestion des données d'entrée, sortie d'équipements de test et de production, mesure informatisée de la qualité, applications graphiques. À terme des possibilités d'évolution vous sont offertes vers des postes de chef de projet au sein de l'établissement et au sein du groupe Bull (25.000 personnes).

Ecrivez-nous :

Cii Honeywell Bull
Service Recrutement
331, avenue Patton
49005 ANGERS CEDEX

Bull

VILLE DE LAVAL (Mayenne)

54.000 habitants
Région 15 pour
septembre ou octobre 1984

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

pour direction du service
méthode et informatique
(même débutant).
Diplôme exigé.
Conditions de recrutement
et avantages avantageux.
Candidatures et curriculum
vitae à adresser à :
M. le Maire
53017 LAVAL Cedex
avant le 30 juin 1984.

THOMSON SEMICONDUCTEURS

Leader français en semiconducteurs aux ambitions internationales.
9 usines en France et dans le monde (U.S.A. - EXTREME-ORIENT)
recherche pour son Centre d'Etudes et de Fabrication d'AUX EN PROVENCE

INGENIEUR CONTROLE PROCEDES DE FABRICATION

Dépendant du Chef du Service « Assurance Qualité » il sera responsable de :

- la définition des méthodes de contrôle et de l'exécution de celles-ci,
- l'analyse des résultats et des propositions d'actions correctives en résultant,
- la gestion d'une équipe d'une dizaine de personnes.

En liaison constante avec les responsables de production, le candidat retenu sera un homme de contact, persuasif, ayant le sens du service.

Il parlera anglais et aura de préférence une expérience du contrôle de fabrication dans le domaine des semiconducteurs.

Ce recrutement s'inscrit dans le cadre d'un développement important de notre entreprise, nos objectifs sont ambitieux. Ceux que nous recrutons aujourd'hui moteurs de notre croissance, auront de larges perspectives d'évolution. Nous souhaitons rencontrer des hommes ayant une solide formation et la capacité de « mener des hommes ». Notre politique de gestion des cadres leur permettra de progresser rapidement.

Adresser votre candidature avec photo et rémunération souhaitée à Olivier ORSINI
THOMSON SEMICONDUCTEURS - 15, rue Carnille Pelletan
BP 57 - 13602 AUX EN PROVENCE Cedex.

THOMSON
COMPOSANTS

SOCIÉTÉ RÉGIONALE D'INFORMATIQUE

recherche

CHEF DE DÉPARTEMENT ORGANISATION ET INFORMATIQUE

Profil : Diplômé de l'Enseignement supérieur.
• Expérience d'au moins cinq ans comme chef de projet.
• Connaissance des collectivités locales.

Lieu de travail :

Ville universitaire 130 km Paris.

Disponible immédiatement.

Adr. votre candidature à M. le Directeur de la SORICA,
23, rue du Jard, 51100 REIMS.
Téléphone : (28) 40-50-81.

UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL DE LA CONSTRUCTION ÉLECTRIQUE

recherche pour le Service Commercial d'un de ses Établissements situés en région Rhône-Alpes

UN INGÉNIEUR (ESE - IEC - AM, etc.) Export

Après une formation adaptée, il aura pour mission de promouvoir auprès de la clientèle la gamme et les produits HT sur les marchés à l'exportation.

Agé de 30 ans environ, il peut faire état d'une première expérience réussie de la vente d'équipements industriels. Ce poste peut également intéresser un ingénieur débutant particulièrement motivé.

Anglais courant exigé, deuxième langue appréciée. Disponibilité, dynamisme, esprit d'initiative et d'équipe sont les qualités requises.

Adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à :
la Monde, service annonces classées, réf. 7.969,
5, rue des Italiens, 75009 PARIS Cedex 09.

TIOXIDE FRANCE - CALAIS

FILIALE DE TIOXIDE GROUP PLC (GB)
PREMIER PRODUCTEUR EUROPÉEN
D'OXYDE DE TITANE

recrute
pour son département recherche et développement

UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

(débutant ou ayant quelques années d'expérience)

Ce poste nécessite une formation de base en chimie et génie chimique, de solides connaissances en calcul des réacteurs et dynamique des systèmes et une bonne maîtrise des outils mathématiques et informatiques.

Si vous êtes intéressé, envoyez votre C.V. manuscrit à TIOXIDE FRANCE, Direction du Personnel, B.P. 89 - 62102 CALAIS.

ÉTABLISSEMENT PUBLIC NORD-COTENTIN

Recherche

ASSISTANT

Pour le Service Promotion Commerciale
de son Port de Commerce

30 ans - DUT ou BTS commercial
Maîtrise de l'anglais - expérience commerce extérieur et maritime.

Sens des relations. - Disponibilité.
Connaissances exploitation informatique.
Véhicule nécessaire.

ENVOYER C.V. + photo + prétentions
sous réf. 1961, la Monde Pub.
service annonces classées
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Crédit Mutuel DU SUD-OUEST recherche

DES ATTACHÉS DE RELATIONS COMMERCIALES

- Chargés de prospecter, suivre et développer la clientèle de particuliers d'agences
- Les candidats devront avoir une expérience commerciale de 3 ans minimum et une formation BP banque.
- Ces postes s'adressent à de jeunes professionnels, hommes de contact, dynamiques et méthodiques.

Evolution de carrière pour candidats motivés.

Adresser C.V., photo et prétentions à :
C.M.S.O. Direction du Personnel
rue de Plave - BP 93
16003 ANGOULEME CEDEX

SOCIÉTÉ NATIONALE DES POUDRES ET EXPLOSIFS

L'usine de BERGERAC (Dordogne)

recherche

JEUNE INGENIEUR (ENI, AM, INSA)

Ayant si possible première expérience professionnelle en production pour poste
ORDONNANCEMENT
(pouvant évoluer vers gestion production ou fabrication produits chimiques).

Envoyer CV, photo, prétentions à SNPE
BP 198 - 24108 BERGERAC

مكتبة من الامم

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

une nouvelle conception de l'informatique bancaire



THE CHASE

analystes

réf. 149/M

Ils sont affectés à un projet précis; sous l'autorité de leur chef de projet ils définissent les spécifications fonctionnelles et organisent la mise en œuvre du progiciel et ses adaptations nécessaires.

Les candidats, de formation supérieure (Miege ou équivalent), ont plusieurs années d'expérience informatique dont 2 en analyse fonctionnelle. Ils sont ouverts et de bon contact. La connaissance de la banque est un atout.

analystes - programmeurs

réf. 150/M

Sous l'autorité du chef de projet et dans le cadre de petites équipes (4 personnes), ils participent à la mise en place du progiciel et à la réalisation des modifications et adaptations nécessaires.

De niveau minimum DUT, ils ont déjà une première expérience en programmation, dans un environnement Temps Réel; ils maîtrisent parfaitement le Cobol. La connaissance de la méthode structurée est un atout.

Les postes sont situés à Paris. Une formation approfondie progiciel et matériel est prévue. L'anglais est nécessaire.

Ecrire avec CV, prêt. et photo en précisant la réf. du poste à B. BEAUNOIR, Sema-Selection: Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.

sema selection Paris Lille Lyon

Contrôle Bailey

GROUPE CGEE ALSTHOM

1ère ENTREPRISE FRANÇAISE DE SYSTEMES DE PROCESS-CONTROL recherche

**INGENIEURS
TECHNICO-COMMERCIAUX
EXPERIMENTES
PROCEDES INDUSTRIELS**

réf. 9 CF-32

Spécialisés en Process-Control (fabricants ou sociétés d'ingénierie) bien introduits dans la clientèle utilisateurs et/ou sociétés d'ingénierie dans les domaines suivants: chimie - pétrole - pétrochimie - agro-alimentaire. Langue anglaise demandée.

**CHEFS DE PROJET
EXPERIMENTES**

réf. 5 IA-21

Responsable de projet Process-Control Thermiciens et/ou Automaticiens. Langue anglaise demandée.

Envoyer CV et prétentions en précisant la réf. du poste choisi au Service du Personnel 5, avenue Newton - 92142 CLAMART CEDEX.



emploi régionaux

Le Crédit Agricole Mutuel de l'Oise recrute

**L'ADJOINT (E)
AU RESPONSABLE DU SERVICE
DES ETUDES MARKETING**

Maîtrise Sciences Eco, École Supérieure de Commerce, DESS marketing. Spécialisation marketing appréciée. Permis conduire indispensable. Lieu travail: Siège Social BEAUVAIS.

Adresser C.V., photo et prétentions au Service du Personnel CIRCAM Oise BP 311 - 60026 BEAUVAIS CEDEX

VILLE DE LAVAL (Mayenne)

54.000 habitants RECRUTE D'URGENCE

**ADJOINT TECHNIQUE
INFORMATICIEN**

ANALYSTE PROGRAMMEUR SPECIALISE EN MICRO INFORMATIQUE (D.U.T. ou B.T.S. exigé)

Conditions de recrutement et avantages sociaux.

Candidatures et curriculum vitae à adresser à M. le Maire 53017 LAVAL Cedex, avant le 30 juin 1984.

La Ville de DIEPPE 35.000 habitants recherche pour assurer la création et la direction de son service économique

UN CADRE

Profil souhaité: maîtrise de gestion ou école de commerce ayant une expérience en entreprises. Envoyer demande et curriculum vitae à: M. le Maire de la Ville de DIEPPE Hôtel de Ville Parc Jehan-Angot 76200 DIEPPE.

PMI Electronique Médicale recherche pour son usine BORDEAUX CHEF DE PRODUCTION expérimenté, de 35 à 45 ans. Anglais souhaité. Ecrire K9428 Agence Havas 33075 Bordeaux Cedex.



THOMSON-TITN

recherche

**INGENIEUR
LOGICIEL**

1 à 2 ans d'expérience.

Compétence micro-processeurs (de préférence famille INTEL) pour participer à un projet télé-informatique.

Dans un premier temps, poste basé en région parisienne, une mutation à GRENOBLE sera proposée selon souhait du candidat retenu.

Envoyer candidature avec C.V. à: M^{me} Anne CHARTIER - THOMSON-TITN 5, rue Gustave Eiffel - 91420 MORANGIS Téléphone (1) 909.34.44

BIMP

(Banque Industrielle et Mobilière Privée)

recherche un

**ANALYSTE
PROGRAMMEUR
CONFIRME**

- Bonne formation générale et technique.
- Connaissances Burroughs (medium system) appréciées.
- Expérience dans la banque souhaitable.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à la Direction du Personnel de la BIMP, 22, rue Pasquier - 75383 PARIS Cedex 08.

4, rue Massenet 75116 Paris

Ecrire en précisant la référence - Discretion absolue

etap

**Directeur
industriel**

référence UF 480 AM

P.M.E. EN EXPANSION 200 personnes, fortement exportatrice recherche son Directeur Industriel pour lui confier la responsabilité de la production de l'ensemble de ses produits (mécanique, moyennes séries).

Rattaché au Président-Directeur Général, il assurera la gestion sur les plans technique, industriel et humain de deux unités avec pour objectif prioritaire d'accroître les performances de l'outil de production et d'améliorer la productivité.

Homme d'analyse et de synthèse mais également technicien rigoureux et animateur, le candidat retenu sera ingénieur diplômé (AM, ENI, ENSM, INSA...) et possèdera une expérience d'au moins 5 années de direction de production ou d'ateliers (multi-produits en moyenne série) dans le domaine de la mécanique générale.

Lieu de travail: proche banlieue sud-ouest Paris.

Rémunération: 300.000 F.

**Directeur
de filiale**

référence OZ 455 AM

UN GRAND GROUPE PRIVE FRANCAIS, leader et performant, recherche le Directeur d'une de ses filiales.

Il s'agit de diriger une unité de 200 personnes, dans un groupe pratiquant la décentralisation et la délégation de responsabilités.

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé d'une grande école (d'ingénieurs ou de commerce) ayant 8 à 10 ans d'expérience professionnelle et ayant déjà assuré une responsabilité opérationnelle de Directeur de P.M.E. ou de Centre de Profit à caractère industriel et commercial, impliquant de solides compétences en gestion, habitude de la Direction de personnels ouvriers et compétences pour animer une petite équipe de cadres de bon niveau.

Formation aux techniques du groupe assurée.

Poste: ville centre-est.

**Ingénieur
électricien
bon potentiel**

référence KY 451 AM

UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS, ayant plusieurs usines fortement automatisées, recherche un Ingénieur Electricien ayant quelques années d'expérience ou débutant (disposant de bonnes connaissances en automatisme).

Il se verra confier des responsabilités d'installation, mise au point, maintenance dans une importante usine.

Large perspectives d'évolution de carrière pour candidat offrant goût pour la technique et qualités d'un opérationnel.

Poste: ville nord France.

**Chef
de service
marketing**

référence LW 482 AM

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE, solidement implantée, secteur tertiaire, rattachée à un groupe leader, recherche son Chef de Service Marketing.

Rattaché au Directeur de la Société, il sera chargé:

- des études commerciales (analyses des marchés, des ventes, segmentation de clientèle...),
- de l'élaboration des produits et de leur promotion,
- de l'image de marque de la société, de ses communications, des relations extérieures.

Ce poste conviendrait à un candidat HEC, ESSEC, ESC, ayant environ 5 ans d'expérience marketing, ayant de solides capacités relationnelles et des qualités de rigueur associées à de l'imagination.

Large perspectives d'évolution dans le Groupe.

Poste: grande ville ouest France.

Ordre de grandeur de rémunération: 180.000 F.

**Responsable
du service
informatique
fort potentiel**

référence VE 451 AM

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANÇAISE (1500 personnes) spécialisée dans les biens d'équipements (unitaire et petites séries), recherche le Responsable de son Service Informatique.

Dans le cadre de la mise en place d'une informatique temps réel performante et en relation avec des utilisateurs de hauts niveaux, il animera l'équipe chargée:

- de concevoir et réaliser de nouveaux systèmes de gestion,
- d'adapter et mettre en œuvre des progiciels sophistiqués (en particulier gestion de production),
- d'assurer l'amélioration et la maintenance des applications existantes.

Ce poste nécessite une formation supérieure (grande école) et une bonne connaissance du milieu industriel à travers une expérience confirmée de chef de projet ou responsable d'études incluant des applications de gestion de production.

Il sera confié à un informaticien qui fera la preuve de capacités d'organisateur et d'animateur.

Poste basé à Paris avec déplacements courts très fréquents.

Rémunération: 280.000 F. +

**Jeune
ingénieur
assemblages
tests
composants
électroniques**

référence SI 456 AM

UN GROUPE DE DIMENSION MONDIALE DU SECTEUR ÉLECTRONIQUE, recherche pour l'une de ses usines en forte expansion, un Jeune Ingénieur.

Support technique et spécialiste des assemblages et tests pour les composants de radio-fréquence, il devra mener toutes les actions nécessaires visant à accroître la qualité des produits et la productivité, par exemple:

- établissement des spécifications de fabrication et choix des critères de contrôle,
- contrôle des paramètres de fonctionnement des matériels de fabrication,
- formation technique et motivation du personnel impliqué.

Associé au développement des produits nouveaux, il participera au choix des investissements.

Le candidat retenu, sera ingénieur diplômé (ENSM, INSA ou équivalent) spécialisé en sciences des matériaux (interfaces) et possèdera une première expérience dans les assemblages de semi-conducteurs.

Technicien rigoureux, homme de terrain et pédagogue, son potentiel devra lui permettre d'évoluer dans d'autres fonctions.

Lieu de travail: ville de Touraine.

**Informaticien
administrateur
de données**

référence OE 370 AM

SAF filiale AIR LIQUIDE, recherche un Informaticien, intéressé par les problèmes méthodologiques, capable au sein de l'équipe système et méthodes, de jouer un rôle moteur dans l'élaboration des méthodes de structuration de données, des mesures de sécurité et dans la gestion du dictionnaire des données.

Il travaillera au sein d'un service doté de moyens importants et procédant actuellement à une refonte profonde des systèmes d'information.

Ce poste conviendrait à un candidat:

- diplômé ingénieur ou universitaire,
- ayant 2 à 3 ans d'expérience études (comme analyste ou chef de projet), connaissances BULL DPS 8 appréciées,
- témoignant de qualités de rigueur et d'organisation ainsi que d'excellentes capacités relationnelles lui permettant d'avoir un rôle de conseil, de formation et d'information auprès des équipes d'études.

Poste à Saint-Ouen-l'Aumône (proximité Pontoise).

etap

4, rue Massenet 75116 Paris

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

4, rue Massenet 75116 Paris

Ecrire en précisant la référence - Discretion absolue

etap

Secrétaire général

réf. 459 AM

DORMEUIL GROUPE DE NOTORIÉTÉ INTERNATIONALE

Spécialisé dans le négoce du tissu et la confection masculine, ayant des implantations en France et dans de nombreux pays étrangers recherche le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE SA HOLDING.

Sa mission :

- la gestion des finances de la holding (trésorerie - investissements - relations bancaires...) et le contrôle de la situation financière et des budgets des filiales ainsi que le suivi des problèmes juridiques.
- La centralisation et le traitement des informations financières et comptables concernant les exploitations du groupe en France et à l'étranger.
- Des missions auprès des filiales à l'étranger pour l'examen de leurs problèmes financiers et comptables.

Situation intéressante pour candidat de formation supérieure disposant d'une solide expérience de 10 ans dans le domaine financier, la gestion des entreprises et le suivi des problèmes juridiques. Connaissance de l'anglais indispensable.

Poste banlieue sud de Paris

Rémunération : 300.000 F.

**X, TELECOM, ESE, SUP. AERO...
électronicien informaticien fort potentiel**

réf. 424 AM

VAL - METRO AUTOMATIQUE DE LILLE

Nous recherchons, pour participer au développement des techniques d'exploitation du VAL, un Ingénieur de haut niveau.

Ce poste conviendrait à un candidat ayant minimum 5 ans d'expérience dans l'analyse, la conception et la mise en place de systèmes automatisés. Outre ses compétences et son goût pour les techniques avancées, il témoignera de bonnes capacités d'autonomie, de solides qualités pédagogiques et d'excellentes facilités de contact à haut niveau.

Postes à Lille.

**ELECTRONIQUE SEMI-CONDUCTEURS
Ingénieurs responsables marketing-produit**

réf. 435 AM

UN DES GRANDS MONDIAUX DE L'ELECTRONIQUE renforce les structures de Marketing Produit et Application de sa Division Semi-Conducteurs et offre de très intéressantes opportunités de carrière à des Ingénieurs d'études, de développement et d'applications, disposant d'une expérience de 3 ans minimum acquise dans les domaines d'électronique de puissance et ayant commencé une évolution marketing technique ou désirant s'y orienter.

Ils auront en charge une famille de produits à l'échelon international.

Leur mission :

- étudier les marchés, participer à l'élaboration des stratégies produits en veillant à leur mise en œuvre, apporter une assistance technique aux réseaux de ventes.

Ces postes conviendront à des Ingénieurs grande école électrotechnique/électronique, parlant anglais, dynamiques et motivés, capables d'évoluer et d'assumer les responsabilités élargies.

Postes : banlieue immédiate ouest Paris.

Ingénieur chargé de programmes

réf. 483 AM

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ILM PARIS renforce son équipe technique dans le cadre de son développement et offre un poste intéressant et évolutif à un Ingénieur Bâtiment ou TP.

Rattaché au Directeur du Département Construction et Entretien, il se verra confier la responsabilité, comme maître d'ouvrage, de la réalisation de programmes : montage, conduite et suivi.

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé, ayant au minimum 5 ans d'expérience dans le domaine des affaires (tant technique que commerciale).

La connaissance du secteur ILM serait appréciée notamment au niveau de sa réglementation. Ses compétences conjugées à ses qualités de rigueur, son dynamisme, de bonnes capacités relationnelles, un esprit d'équipe lui ouvriront de réelles perspectives d'évolution de carrière.

UN DES PREMIERS GROUPES ÉLECTRONIQUES MONDIAUX recherche un Chef de Projet de tout premier plan qui sera le Manager de réalisations ambitieuses.

Au niveau d'une grande branche du groupe, il sera, dans un premier temps, le leader d'un projet, impliquant l'implantation de 200 à 300 terminaux dans le monde et l'utilisation d'un puissant ordinateur IBM (IMS - CICS - DL1). Ce projet concernera le traitement de l'ensemble des applications commerciales.

Ce poste conviendrait à un très solide professionnel de l'informatique, diplômé d'une grande école (ECP, Mines, ESE, HEC), ayant déjà exercé des responsabilités de Chef de projet importants dans un grand groupe, capable d'animer progressivement une équipe étendue et de s'affirmer devant des interlocuteurs de haut niveau.

La réussite dans cette mission lui ouvrira de larges possibilités d'évolution.

Poste à Paris.

Jeunes cadres finances et gestion bon potentiel

réf. 456 AM

UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS (CA supérieur à 15 milliards), offre deux postes formatifs au sein de sa Direction Financière, à des jeunes diplômés HEC - ESSEC - ESCP - SCIENCES PO..., débutants ou ayant une première expérience.

Ils commenceront leur carrière dans le groupe en ayant des missions précises dans des domaines variés :

- reporting : suivi des investissements, des financements, de la trésorerie des filiales
- consolidation des tableaux de bord de gestion
- analyses financières et études d'opérations de financement à long terme
- études d'opérations financières : acquisitions, cessions.

Larges perspectives d'évolution dans le groupe pour candidats de valeur.

Postes : Paris

ELECTRONIQUE Ingénieur débutant études et développement

réf. 457 AM

UN GRAND GROUPE MONDIAL DU SECTEUR ELECTRONIQUE, recherche pour l'une de ses usines spécialisées dans les composants de forte puissance, un Ingénieur d'Etudes et de Recherche.

En position de Chef de projet, il assurera le développement de nouvelles générations de semi-conducteurs destinés à un marché hautement professionnel.

Pour ce faire, il aura la responsabilité de mener et coordonner en liaison avec l'ensemble des parties prenantes (externes et internes), tous les travaux, de la conception jusqu'à l'industrialisation de nouveaux produits.

Ingénieur diplômé (ECP, ESE, INSEET, DOCTEUR - INGENIEUR...) formé à l'électronique de puissance et la physique des matériaux, il aura un minimum de connaissances en électrotechnique.

Anglais nécessaire.

Evolution prévue dans le groupe.

Lieu de travail : ville de Tournai.



Afin de les associer au développement et à la production de matériels sophistiqués faisant appel à des technologies de pointe

ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT

recherche

Ingénieurs GRANDES ÉCOLES

AVANT une EXPÉRIENCE de L'ELECTRONIQUE MILITAIRE ou PROFESSIONNELLE

Les postes offerts concernent des domaines aussi divers que :

- la CONCEPTION et la FABRICATION ASSISTÉES par ORDINATEUR
- la MICROELECTRONIQUE
- les MÉTHODES MODERNES de GESTION de PRODUCTION.

Ils conviendront à des candidats possédant un esprit ouvert permettant une approche logique, rigoureuse mais concrète des problèmes, pouvant faire preuve d'initiative et d'autonomie, et désireux de mettre en valeur leurs qualités de synthèse et d'animation grâce aux nombreux contacts qu'ils auront avec l'ensemble des Services Techniques de l'Entreprise. La connaissance de l'anglais est souhaitée.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2848 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

S.T. Dupont

ORFÈVRES À PARIS

Société de produits de luxe - Nous réalisons un C.A. de plus de 400 M avec un effectif de 1000 personnes et nous jouissons d'une réelle autonomie malgré notre appartenance à un puissant groupe international. Notre direction financière, basée à Paris, souhaite compléter sa structure en offrant à un jeune cadre, femme ou homme, le poste de

RESPONSABLE COMPTABILITÉ CENTRALE ET TRÉSORERIE

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (Sc. Éco ou ESQ) et vous avez complété votre formation comptable avec l'obtention du DECS. Vous avez cinq ans de vie professionnelle qui vous ont permis de diriger une équipe et vous possédez un anglais suffisant pour travailler dans une société aux implications internationales. Sous l'autorité de l'adjoint du directeur financier, vous dirigerez le service de comptabilité centrale et trésorerie (10 personnes) qui assure l'ensemble des tâches tant en comptabilité française qu'américaine. Vous serez directement impliqué dans la gestion de trésorerie, dans la production des bilans et CE, dans les déclarations sociales et fiscales. En plus d'un enrichissement de carrière, vous acquerez dans ce contexte une expérience internationale (relations avec la maison-mère, les filiales...).

Ecrire sous réf. 5800 M

HERCULES

Région Rouen - Nous sommes, Hercules France, filiale d'un très important groupe industriel spécialisé dans la production de produits chimiques destinés à des industries très diverses. Les investissements réalisés à notre principale usine près de Rouen permettent de doubler notre production de CMC dès

septembre 1984 (20 000 T) : ceci nous incite à renforcer notre équipe de développement "procédés et applications" et à rechercher un nouvel

INGÉNIEUR DÉVELOPPEMENT assistance technique en clientèle

Vous êtes ingénieur diplômé d'une grande école de chimie et vous pratiquez avec aisance la langue anglaise. Vous êtes à même, après quelques années de vie industrielle, de faire la preuve d'expériences réussies. Vous avez appris à raisonner en termes industriels et vous vous êtes déjà orienté, après quelques années en laboratoire, en recherche et/ou en développement, vers une fonction plus en contact avec l'extérieur et les clients qui a développé votre goût et vos aptitudes à résoudre des problèmes techniques. Vous aurez, au sein de notre équipe "développement des procédés et applications", la responsabilité de l'assistance en clientèle pour les applications industrielles qui vous seront confiées tant en France qu'en Europe... c'est-à-dire que vous serez une personne de liaison entre l'usine et les clients. Vous êtes bien sûr disponible pour vous déplacer. A terme, vous trouverez dans ce contexte les possibilités de développement de carrière.

Ecrire sous réf. 5799 M

Si vous pensez avoir le profil de l'une des personnes que nous recherchons, écrivez à Roland Gardeux en précisant la référence : il étudiera avec vous les possibilités d'une future collaboration.



SERIFO CONSEILS DE DIRECTION
47 bis, AVENUE BOSQUET - 75007 PARIS
TELEPHONE : 555.11.11

MEMBRE DE SYNTHEC

Adapter et créer des produits pour le marché industriel international.

Nous sommes un Important Groupe Chimique International leader mondial dans une large gamme de produits techniques utilisés dans tous les secteurs industriels, notre développement nous conduit à rechercher un :

INGENIEUR DE DEVELOPPEMENT débutant ou 1ère expérience

Diplômé d'une grande école d'ingénieur (option Mécanique), avec éventuellement une formation commerciale complémentaire, vous intervenerez en tant que Responsable d'un secteur industriel en France et à l'étranger.

A ce titre vous analyserez, avec les utilisateurs finaux, les besoins à grande capacité de croissance. Vous participerez à la mise au point des produits nouveaux et assurerez la coordination des développements et des transmissions entre pays, avec le soutien du réseau commercial.

A votre forte personnalité, à votre fort potentiel, à votre aptitude éprouvée au travail d'équipe et à la négociation, vous ajoutez une réelle capacité d'innovation et un goût prononcé pour la technique.

Bien sûr vous prouvez une pratique courante de la langue anglaise et des connaissances en allemand seraient un atout.

Pour ce poste basé à Paris avec des déplacements de courte durée, merci d'adresser votre candidature, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 9459a à CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui trans.

Jeune cadre de trésorerie

avec une première expérience opérations Francs et Devises

Pour l'important groupe financier privé que nous sommes, le Service Trésorerie constitue une petite équipe ; celle-ci est responsable de très importants volumes financiers liés aux opérations en Francs et Devises sur les marchés nationaux et internationaux.

Nous souhaitons nous adjoindre un jeune cadre de formation IEP, ESSEC, DESS... options finance ou banque, qui après 1 ou 2 ans d'expérience dans le service financier d'une grande entreprise aura acquis de bonnes bases pratiques des mécanismes monétaires et boursiers.

Nous offrons un réel élargissement de responsabilités et un cadre de travail à dimension humaine.

Anglais courant indispensable.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous référence 1654 M à

JOURNAL

16 rue Jean-Jacques Rousseau - 75001 Paris, qui transmettra

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

BANQUE FRANÇAISE

Connaissant un développement rapide grâce au lancement de nouveaux produits et à une restructuration interne dynamique, recherche :

TRESORIER francs et devises pour le Siège de Paris

Ce poste sera confié à un spécialiste des interventions sur les marchés financiers (monétaire, hypothécaire, obligataire) ayant une très grande expérience des montages financiers pour une clientèle institutionnelle et une parfaite maîtrise des arbitrages et des refinancements. Le candidat retenu, âgé de 30 à 35 ans, aura une formation supérieure et quelques années de pratique dans un service financier de banque. La rémunération pourra atteindre un niveau très élevé pour un spécialiste confirmé, car elle sera, en partie, liée aux performances.

(Réf. 2109 M)

CONSEIL EN PLACEMENTS

pour une de ses filiales

dont l'activité est la diffusion d'une gamme complète de produits de placements sur le plan international. Ce poste sera confié à une personnalité sachant provoquer et entretenir des contacts aux niveaux les plus élevés. Chargé de promouvoir et de présenter des produits performants auprès d'institutionnels et d'organismes, le candidat retenu aura une formation supérieure et acceptera des déplacements en province de courte durée. Une expérience confirmée et d'excellentes références dans le domaine envisagé seront exigées. Rémunération élevée, en partie liée aux résultats obtenus.

(Réf. 2112 M)

ADJOINT D'EXPLOITATION

pour sa principale agence de Paris

Ayant pour mission de superviser les exploitants, le titulaire du poste sera responsable du suivi des risques, du suivi quotidien des comptes et de l'animation commerciale d'une petite équipe de spécialistes techniquement bien rodés. De formation supérieure, technique ou commerciale, âgé d'environ 30 ans, le candidat retenu aura une expérience bancaire confirmée. La rémunération sera d'un niveau très intéressant et si le titulaire sait faire preuve d'autorité et de dynamisme, il pourra rapidement accéder à la direction d'une agence.

(Réf. 2113 M)

ATTACHE CLIENTELE PARTICULIERE

pour l'agence centrale de Paris

Apte à diagnostiquer les possibilités actuelles et à promouvoir des produits nouveaux, le titulaire du poste sera chargé de développer et de gérer un portefeuille de clientèle particulière. Il traitera soit avec des particuliers, soit avec des responsables d'entreprises et entretiendra des contacts à haut niveau. De formation commerciale, le candidat retenu, âgé d'environ 30 ans, aura une expérience acquise dans une compagnie d'assurances ou, de préférence, dans une banque. Rémunération très motivante et très bonnes perspectives d'avenir.

(Réf. 2114 M)

Pour chacun de ces postes, adresser un curriculum vitae (en spécifiant la référence) à Bernard Mangou, à Paris.

17, rue de la Rochefoucauld 75009 PARIS. Tél. 578.52.02.
206, rue Vendôme 69003 LYON. Tél. (7) 869.08.33.

SEARCH

Commercial haut niveau produits financiers

Dans l'un de ses secteurs en plein développement, la Compagnie Bancaire vous offre une opportunité. Venez rejoindre l'équipe commerciale d'une des sociétés du Groupe, spécialisée dans les produits d'épargne et classée parmi les premières de sa catégorie.

Au sein du département Entreprises, vous aurez à promouvoir auprès d'une clientèle de grands courtiers, de dirigeants d'entreprises et de groupes professionnels, une ligne de produits et de services financiers tournée vers l'épargne et la retraite.

Pour exercer votre activité, vous disposerez d'une grande autonomie d'action qui vous conduira notamment, à définir pour chacun de vos clients une démarche commerciale appropriée. Vous bénéficierez par ailleurs d'une assistance technique et financière fournie par une équipe hautement spécialisée s'appuyant sur des outils informatiques très performants.

Si vous possédez une forte culture générale sanctionnée de préférence par un diplôme d'une grande école (HEC, ESSEC...), une aptitude à la négociation à haut niveau, l'art de convaincre et une expérience réussie de quelques années dans la promotion de services, vous êtes le candidat que nous recherchons.

Tant dans la société que dans le groupe, ce poste peut déboucher vers de larges possibilités d'évolution.

Si vous êtes intéressé, adressez votre lettre accompagnant votre dossier de candidature sous réf. 161P à Michèle CHIRON,

Service Orientation Recrutement - 5 avenue Kléber - 75116 Paris.

compagnie bancaire

Une solide formation statistique, une première expérience marketing.

Prenez la responsabilité de notre service études et prospective.

Vous avez une formation grande école et/ou D.E.A. et une première expérience de 3 à 4 ans des études de marché qui vous a permis d'apprendre à concevoir, réaliser et piloter des études.

Dans le cadre d'une des plus importantes sociétés du Groupe, spécialisée dans le financement de l'immobilier, nous vous proposons de prendre en charge les études portant sur :

- les comportements et attentes des clients,
- l'évolution des marchés,
- le suivi de la concurrence,
- la collecte, l'analyse et la diffusion des informations économiques.

A terme, si vous le souhaitez, vous pourrez évoluer à travers des fonctions ouvertes et diversifiées, vers des responsabilités d'encadrement de haut niveau.

Si votre formation et votre expérience correspondent bien à ce que nous recherchons, adressez votre curriculum vitae, sous référence SG 491, Service Orientation Recrutement Compagnie Bancaire 5, avenue Kléber 75116 Paris.

compagnie bancaire

• UFB/LOCABAIL • UCB • CETELEM • COFICA • CARIF • SINVIM • SES



En tant que fabricant de châssis de portes et fenêtres en bois, la S.A. ENGELS est très dynamique et représentative. Longévité, étanchéité et imperméabilité, économie d'énergie, isolation des vitres et esthétique sont réunies ici dans des produits de haute qualité.

A la demande de cette société nous cherchons :

★ PLUSIEURS REPRESENTANTS (M/F)

pour les départements 76, 60, 02, 08, Paris et les différents secteurs Ile-de-France, les candidats faisant preuve d'enthousiasme, de dynamisme et d'initiative.

Vous vendrez aux constructeurs, aux rénovateurs, aux entrepreneurs et aux particuliers.

Promotionnellement, vous rendrez également visite aux architectes. Dans vos démarches, vous bénéficierez du support de la publicité, de foires et du service commercial interne.

La vente exige cependant la connaissance ou l'intérêt des problèmes inhérents à la construction et un engagement personnel élevé.

Un bon salaire (fixe + commission importante) y est directement lié.

★ UN/UNE EMPLOYÉ(E) COMMERCIAL(E)

de 25 ans minimum, qui sera responsable du téléphone, de l'accueil et de la vente dans notre futur établissement à Paris.

Rémunération fixe + commission intéressante sur les ventes réalisées.

Env. votre cand. écrite à l'attention de M. H. STEVERLINCK, à l'adresse suivante : ENGELS FRANCE, Z.I. de la Pilaterie, rue du Centre, 59290 WASQUEHAL. Les interviews se dérouleront cependant à Paris.

Importante Société Internationale
(Presse - Édition)

Recherche
pour son service Études

STATISTICIEN (NE)

débutant(e)

maîtrise, DESS économétrie ou analyse de données,
anglais courant.

FONCTION :

- aide à la décision Marketing,
- développement de nouveaux projets.

Lieu de travail : proche banlieue sud Paris.

Écrire sous réf. 34856 HAVAS CONTACT
1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS.

PARIS

TRADUCTEUR FRANCAIS ANGLAIS

Société Française d'Ingénieurs Conseils recherche pour son service Traduction Technique situé à Paris un Traducteur Français Anglais de langue maternelle anglaise.

Connaissance de la dactylographie vivement souhaitée.

Env. sous référence 5063 à nos cantiers 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS.

Société recherche

Chef du Service Production et Fabrication de semences (céréales et maïs)

En liaison étroite avec le Commercial et la Recherche, il aura la responsabilité complète de l'outil de production agronomique et industriel.

Ce poste conviendrait à un ingénieur (AM, Agro, Agri, ENSIAA...) ayant une solide expérience industrielle acquise de préférence dans le secteur Semences.

Il devra posséder une bonne maîtrise des techniques de gestion industrielles (prix de revient, stocks, contrôle qualité...).

Adresser dossier de candidature (lettre-manuscrite, CV et rémunération actuelle) sous référence 144 à C.K.

22, rue de l'Assomption 75016 Paris.



Chantal Kervyn

CHEF DE PRODUIT DIVERSIFICATION

pour marché grande consommation
non-alimentaire

Nous sommes une société française en région parisienne, fabriquant et distribuant des produits de grande consommation largement diffusés à l'exportation (C.A. consolidé : environ 1 milliard de F).

HEC, ESSEC, ESCP, vous êtes parfaitement bilingue français-anglais, avec au moins deux ans d'expérience dans une fonction semblable pour un produit de grande consommation, et vous avez une bonne connaissance des circuits G.M.S. et traditionnels.

Placé sous l'autorité du DIRECTEUR DEVELOPPEMENT nous souhaitons vous confier la prise en charge de plusieurs produits de diversification complémentaires de nos produits principaux et surtout la recherche et le lancement de nouveaux produits destinés à représenter un C.A. significatif.

Envoyer C.V., manuscrit, photo et présentations

sous réf. 94468 à CONTEXTE PUBLICITE

20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01,

qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

LA PERFORMANCE PAR LES HOMMES :

TOUTE L'AVENTURE

DE L'ÉLECTRONIQUE THOMSON

Nous
sommes
aujourd'hui,
à l'extrême
pointe de la
technologie, nous
voulons encore
innover, produire
mieux, accroître notre
pénétration sur les
marchés nationaux et
internationaux,
augmenter nos profits.
La qualité de nos ressources
humaines est notre
investissement le plus précieux.
Votre créativité, la richesse de
votre personnalité sont les
premières composantes de notre
réussite commune. Avec vous, nous
nous attacherons à les développer
pour innover, réaliser, progresser.

AVEC LE GROUPE THOMSON,
ORGANISÉ EN BRANCHES DÉCENTRALISÉES,
DÉCLINEZ TOUTE L'AVENTURE DE L'ÉLECTRONIQUE.

GRAND PUBLIC**Portez l'électronique au cœur de la vie quotidienne.**

Nous avons introduit l'électronique dans l'électroménager, mis l'ordinateur à portée des familles, aujourd'hui nos ingénieurs travaillent sur le téléviseur numérique...

Relever un défi mondial.

2^e en Europe pour l'électronique Grand Public, 60 % du CA à l'étranger. Notre objectif : inventer encore plus, pour conquérir de nouveaux marchés. Votre objectif : accéder rapidement aux postes de responsabilités.

ÉQUIPEMENTS ET SYSTÈMES

Organisez l'électronique pour repousser les limites de la perception.

Avec une position de leader européen et 1^{er} exportateur mondial en électronique professionnelle, nous équipons les avions les plus performants et la majorité des aéroports mondiaux, nos radars sont les plus vendus au monde.

Inventer de nouvelles combinaisons, au carrefour de nombreuses technologies.

Vous pourrez créer des systèmes combinant dans des architectures complexes, les derniers accomplissements de l'électronique, de l'informatique, de l'optique, au sein d'équipes pluridisciplinaires. Avec de véritables moyens (25 % du CA en R & D).

ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

Mettez l'électronique au service de la santé.

Nous sommes un des leaders mondiaux de l'imagerie médicale, secteur stratégique et en complète mutation. Nos premiers appareils à résonance magnétique (RMN) sont déjà opérationnels. Ils ont été mis au point par une jeune équipe d'ingénieurs de moins de 30 ans, qui a pu bénéficier de toute la synergie du Groupe.

Multiplier les passerelles entre technologies et les rapprocher du marché.

Ingénieurs à forte capacité de synthèse, intégrer des techniques de pointe (traitement de l'image, calcul en temps réel...) dans un contexte de rentabilité industrielle, voilà votre challenge. À vous, professionnels de la vente, revient le challenge de mieux cerner le marché mondial et conseiller les décideurs.

COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES

Créez les supports de tout développement électronique, à la base de la 3^e révolution industrielle.

Nous nous affirmons dans le secteur stratégique des composants dont la croissance est explosive : 30 à 40 % de progression par an. Plus de 40 % du CA à l'exportation avec des filiales sur les marchés porteurs des USA et de l'Extrême-Orient.

Réussir la prochaine étape.

Nos Ingénieurs de Recherche travaillent sur les composants à l'Arséniure de gallium. Avec les moyens (20 % du CA en R & D) et la stimulation d'une collaboration étroite entre les créateurs et les utilisateurs de composants. Forts de notre réussite technologique, vous pourrez pleinement vous investir dans nos équipes industrielles et commerciales pour concrétiser nos ambitions internationales.

INDUSTRIES & INGÉNIERIE

Faites bénéficier nos industries et nos clients de notre savoir-faire électronique et technologique.

Intervenant dans des secteurs très variés au sein d'unités autonomes, vous pourrez adapter l'électronique et notre savoir-faire technologique à des secteurs diversifiés.

Entreprendre sur des chantiers mondiaux.

Notre ingénierie réalise 70 % de son CA à l'Exportation.

Diplômés de l'Enseignement Supérieur, INGÉNIEURS, COMMERCIAUX, GESTIONNAIRES, DÉBUTANTS OU CONFIRMÉS, Ensemble, nous nous attacherons à développer votre potentiel pour anticiper l'aventure de l'électronique.



GROUPE THOMSON

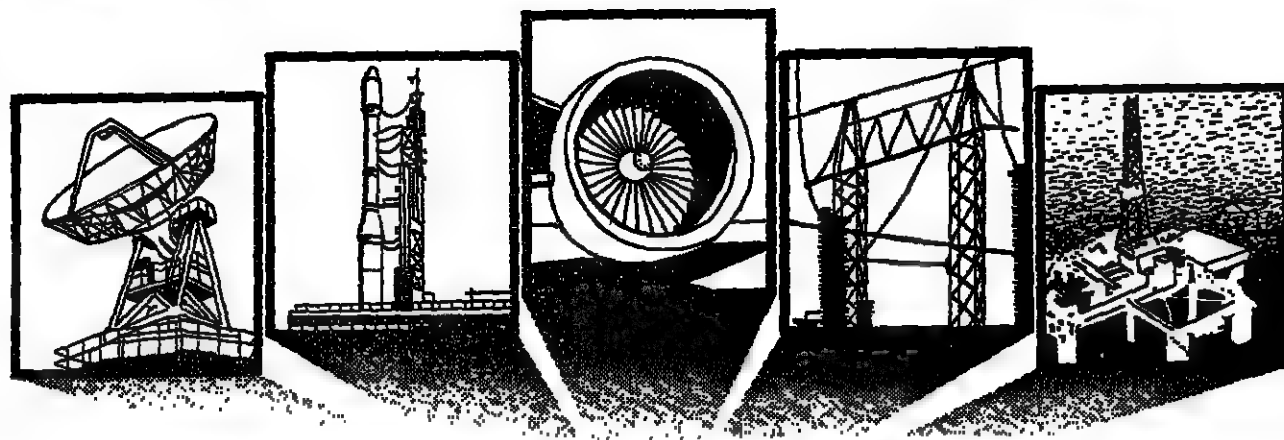
DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES
173, boulevard Haussmann 75008 PARIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Les carrières à choix multiples : le choix RAYCHEM

Votre engagement consistera à prendre votre dimension vraie. Par étapes successives, vous inventerez votre carrière au travers de fonctions et de secteurs différents. Raychem vous y aidera.

Raychem est une société internationale d'origine américaine, présente dans 73 pays, qui génère une croissance annuelle moyenne de 25%.

Nous disposons de 2 000 brevets déposés et avons créé 200 produits nouveaux en 1983.

Notre technologie de pointe dans le domaine des polymères conducteurs, des plastiques thermotrans-

formables et des métaux à mémoire apporte des solutions originales dans des secteurs tels que l'aéronautique, l'offshore, l'énergie, la chimie, la pétrochimie, la construction, les équipements médicaux, les télécommunications.

Les hommes et les femmes que nous recherchons sont des ingénieurs, de véritables entrepreneurs, curieux et enthousiastes. Nous leur donnerons les moyens de leurs ambitions : aujourd'hui conseiller ou chercher, demain exploiter ou gérer.

Si ce message répond à votre attente, envoyez votre CV à RAYCHEM, Direction du Personnel BP 738, 95004 Cergy-Pontoise Cédex.

Raychem

Conseiller :

- Ingénieur Sup'Elec ou équivalent. Bonnes bases en anglais.
- Marchés : EDF, fabricants de machines tournantes, cellules et transformateurs.
- 4 ans d'expérience environ.
- Ingénieur généraliste (AM, INSA, ESME...). Bonnes bases en anglais.
- Marchés : Electronique civil, militaire et aéronautique.
- 4 ans d'expérience environ.

Raychem

Chercher :

- Ingénieur électricité Sup'Elec ou équivalent.
- Bilingue anglais.
- Domaine : télécommunications.
- Ingénieur métallurgiste, docteur ou 3^e cycle.
- Domaine : métaux à mémoire.

Raychem

Exploiter :

- Ingénieurs généralistes, bilingues anglais.
- Chef de produit européen.
- Etudes et projets.
- Ingénieurs généralistes/électricité.
- Coordination technique, bilingue anglais.
- Assistance technique aux ventes.

Raychem

Gérer :

- Analystes-programmeurs. Formation DUT.
- Bilingues anglais.
- 3 ans d'expérience environ.
- Connaissances COBOL, IDMS.

Raychem

Pour un ingénieur : du marketing industriel au management

Une Société Internationale spécialisée en Mesure-Contrôle crée pour son département PLASTIQUE (CA 150 MF) le poste de

RESPONSABLE MARKETING

Directement rattaché à la Direction Générale, il prend en charge l'étude complète du plan commercial et industriel pour des produits de haute technicité à base de plastique : thermoplastique, thermodurcissable, polyester, etc...

Les candidats ont une formation supérieure (X, Centrale, Arts et Métiers...) complétée par une expérience de 2 à 3 ans dans ce domaine d'activité.

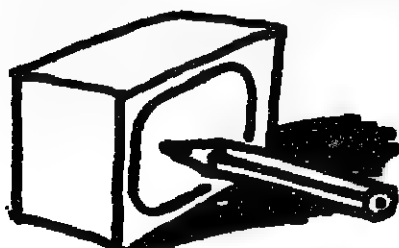
Ils possèdent une capacité prononcée pour la collecte, la mise en forme et l'analyse des données chiffrées. Ils sont efficaces dans les contacts, cunex, et particulièrement créatifs.

Le poste, qui exige des talents complets, doit évoluer vers le management.

Lieu de travail : Région Parisienne.

Il faut connaître parfaitement l'anglais, l'allemand si possible.

Merci d'adresser votre dossier de candidature accompagné d'une photographie, sous référence 94569 à CONTEXTE PUBLIQUE 20, avenue de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.



Participez avec nous à l'aventure de la micro-informatique

Filiale d'un groupe international, nous sommes spécialisés dans l'édition de logiciels pour micro-ordinateurs familiaux et professionnels. Notre ambition est de devenir leader sur ce marché en pleine croissance.

Nous recherchons notre futur

CHEF DES VENTES

Jeune diplômé d'une grande école commerciale, vous possédez une première expérience de la vente de produits de grande diffusion, éventuellement dans le domaine de l'Electronique ou de l'Informatique. Vous serez chargé de présenter et vendre notre gamme de logiciels aux circuits intéressés (grande distribution, constructeurs, SSI, boutiques...).

Poste évolutif. Lieu de travail : PORTE DE BAGNOLET.

Adressez votre CV avec photo et rémunération souhaitée à : Mme LUTZ, ANSWARE DIFFUSION, Tour Gallieni 2, 36 avenue Gallieni-93170 BAGNOLET.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRANSPORT QUARTIER DÉFENSE

AUDITEUR INTERNE

30 ans minimum pour contrôle successives FRANCE Expérience d'un poste similaire indispensable

Adresser C.V. et prétentions sous n° 21.684, réf. à porter sur enveloppe à La Poste France 22.27, avenue de Neuilly 75116 PARIS, qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION A L'EXPORT

COMPTABLE

Profil : Femme ou Homme, 30 ans exp. sollicités 3 à 5 ans. Niveau : B.T.S. ou D.E.C.S. comptable. Connaissances de la micro-informatique pour applications de gestion/tables de bord/Trésorerie.

Salaire annuel proposé 97.500 F (départ). Tél. pour R.V. 074-69-65. Emploi à pourvoir rapidement (création de société).



SOCIÉTÉ DE FABRICATION D'INSTRUMENTS DE MESURE, 91 MASSY

recherche

ingénieur logiciel

POSITION III A (réf. 234)

pour responsabilité équipe d'ingénieurs logiciels temps réel (10 à 15 personnes).

Domaine d'activités : essais, mesures, enregistrement, destinés à l'aéronautique. Bonnes connaissances des mini-ordinateurs (Digital, Mita, etc...) et des microprocesseurs (Motorola, Intel, etc...).

ingénieur qualité logiciel

CONFIRMÉ (réf. 428)

pour contrôle logiciel études.

Une expérience industrielle minimum de 5 ans est indispensable. Le candidat doit être intéressé par la méthodologie et la qualité logiciel.

Ingénieurs logiciels

TEMPS REEL (réf. 753)

pour applications sur microprocesseurs. Débutants ou première expérience.

Ecrire avec C.V. et prétentions (en indiquant la référence du poste) à Direction des Affaires Sociales - B. P. 74 91501 MASSY Cedex.

Publicité Réunion

Responsable d'Etudes MF Aménagement

De formation supérieure avec de bonnes connaissances en techniques d'études de marché et statistiques, vous avez une première expérience d'environ 3 ans en qualité de Chef de Produit ou de Chargé d'Etudes. Vous souhaitez développer votre professionnalisme marketing, en travaillant en profondeur pour l'ensemble d'une profession.

Dans ce cas, vous pouvez, à Paris, rejoindre l'Institut de Promotion et d'Etudes

de l'Aménagement. Créé en 1978, l'IPA :

- favorise l'extension de l'usage du marketing dans la profession,
- organise la promotion collective de l'aménagement,
- harmonise les relations entre producteurs et distributeurs.

Rattaché au Directeur et en liaison étroite avec son adjoint, vous aurez la responsabilité de l'analyse, de l'interprétation et de la mise en forme des informations recueillies dans le cadre des travaux de l'Institut, en relation avec des sociétés d'études de haut niveau. Vous les adapterez à une large utilisation par la profession, contribuerez à leur diffusion en participant aux contacts entre l'I.P.E.A. et les professionnels.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence 5207 M à notre Conseil.



EQUIPES ET ENTREPRISES 11 bis rue Portalis 75008 PARIS

JURISTE DE BANQUE

En tant qu'importante Banque nationalisée, les opérations de recouvrement doivent être gérées avec le plus grand soin.

Votre aptitude à donner des avis juridiques sur les problèmes concernant également l'ensemble de l'activité de l'établissement sera très appréciée.

Une expérience équivalente de 3 à 4 ans est indispensable pour ce poste actuellement situé à Paris et à terme, éventuellement à Marseille.

Sans tarder, adressez votre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris, en rappelant la réf. 49505. Une totale discrétion est garantie.

Société d'ingénierie, filiale d'un groupe industriel de dimension internationale recherche proche banlieue OUEST :

INGENIEUR THERMIEN EXPERIMENTE

PROFIL :

- Ingénieur diplômé I.D.N., CENTRALE, AM, ENSPM, ou toute autre grande école ayant une section thermique.
- Autorité technique indiscutable acquise par une dizaine d'années d'expérience dans l'industrie et en bureau d'études. Expérience en Gestion Technique Centralisée appréciée.
- Capable de travailler en anglais.

MISSION :

- Réaliser des études thermiques et énergétiques,
- participer aux contacts commerciaux, établir des propositions,
- assurer des missions d'expertises,
- animer des équipes pluridisciplinaires.

Adressez lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions s / réf. 11555 à PIERRE LICHOU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

La ch

Sirc

Inge

AUD INTI

PIERRE LICHOU

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

RENAULT
Entreprises Industrielles

recherche pour sa nouvelle

Filiale d'Affichage Electronique (L.C.D.)**des INGÉNIEURS
et des
TECHNICIENS SUPÉRIEURS**

- Pour son Département **RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT**
 - Technologues couches minces et épaisses, physiciens, chimistes, opto-electroniciens
 - 2 à 5 ans d'expérience L.C.D. souhaités.
- Pour son activité **"SYSTÈMES D'AFFICHAGE"**
 - Electroniciens, micro-electroniciens, électro-mécaniciens, spécialistes pièces plastiques.
 - 2 à 5 ans d'expérience BE, méthode, atelier proto, CAO souhaités.
- Pour son département de **PRODUCTION**
 - Ingénieurs de fabrication, contrôleurs qualité, techniciens de maintenance sur équipements automatisés
 - 2 à 5 ans d'expérience de production L.C.D. ou semi-conducteur appréciés.

Anglais souhaité ou indispensable suivant les postes.

Adresser : lettre et CV à Renault Entreprises Industrielles Soc 0706
48-49, Quai le Gallo - 92109 Boulogne-Billancourt**"La chimie gourmande"**

Et en Charente ! Ce délicieux coin de France évoque déjà pour vous la qualité et le bonheur de vivre. A vous d'y contribuer en prenant la responsabilité du contrôle qualité et du labo d'une petite société, première sur son marché. Votre approche scientifique et vos analyses ajoutent au savoir-faire de vos collègues de la fabrication. Avec eux, vous vivez de façon intense la saison puis, viennent les mois de maturation et de préparation des nouveaux produits ou la mise en place des nouveaux procédés.

Votre volonté d'implantation en province se concilie avec votre ambition. Ingénieur chimiste spécialisé «sucres», tout juste dégaï du service national ou fort d'une première expérience dans la confiserie, pâtisserie, raffinerie de sucre, nous sommes prêts à vous accueillir si vous avez la maturité d'un vrai responsable et le potentiel d'un futur dirigeant. Merci d'écrire votre lettre aux conseils en recrutement de SIRCA sous la référence 168 451M.



64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

**SOCIÉTÉ NATIONALE
DES POUDRES ET EXPLOSIFS**recrute pour
son CENTRE DE RECHERCHES
DU BOUCHET (Essonne)**Ingénieur**

Dépendant du Chef de Groupe Sécurité, il sera chargé de développer des méthodes en matière de sûreté de fonctionnement des installations et de suivre leur application dans la société.

Le poste implique une bonne disponibilité. Le candidat retenu aura un esprit méthodique et le goût des relations. Généraliste de formation, il aura acquis une expérience industrielle de 2 ou 3 ans. Les dossiers de débutants seront néanmoins examinés.

Ecrire avec photo, CV et prêt à SNPE
Centre de Recherche du Bouchet
91710 VERT LE PETIT.

Société d'études et de documentation tech. pour son

département réduction

**INGÉNIEURS ou
ASSIMILÉS
et TECHNICIENS**

de niveau BTS-DUT

de formation électronique, électromécanique, mécanique, marine.

Envoyer C.V. au
81, rue Berthelot -
94280 GENTILLY.**SOCIÉTÉ RÉALISATION
ORDINATEURS INDUSTRIELS
EN PLEINE EXPANSION**

recherche

UN INGÉNIEUR

GRANDE ÉCOLE ou ÉQUIVALENT

2 à 3 ans d'expérience confirmée en programmation assembleur

Savoir-faire réel.

Bonnes connaissances HARDWARE exigées.

Le candidat assurera la direction de projets de conception d'ordinateurs pour automatisation.

UN TECHNICIEN

Bien introduit milieu industriel.

Adresser C.V. et prétentions à
G.M.I., Usine,
204, boulevard Saint-Germain,
75007 Paris.**AEROPORT DE PARIS**recherche pour
ONLY**INGÉNIEUR
DIPLOME**

EN ELECTRONIQUE

ou

EN TELECOMMUNICATIONS

Chargé d'études et de suivi de réalisations dans le domaine des équipements et systèmes d'aide ou de contrôle de la navigation aérienne.

Pourra participer à des projets nécessitant des déplacements de courte ou de moyenne durée à l'étranger.

• Anglais courant.

Adresser lettre et CV à Monsieur MARTIN
291 boulevard Raspail - 75014 PARIS

Téléphone : 320.15.00

**Ingénieur Haut Niveau
Développement Technique**

La Société ÉVIAN (2 usines, 1400 personnes) recherche l'initiateur de son développement technologique.

Rattaché au Directeur Technique il animera le service Études et Réalisations Industrielles et gèrera 50 MF d'investissements. Il concevra de nouveaux matériels de fabrication d'emballages (PVC, PET, carton...), d'embouteillage ou de manutention, en négociant les conditions d'achat, en réalisant l'implantation en usine. Son champ d'intervention sera très large : matières plastiques, bâtiment, mécanique, électricité, thermique, fluides, électronique, informatique de process.

Homme de conviction au plan technique, ce sera aussi un homme de contact et de dialogue avec les utilisateurs.

Ces responsabilités très importantes seront confiées à un Ingénieur X, Centrale, Supélec... ayant tenu avec succès des postes opérationnels significatifs en usine ou ayant animé un gros bureau d'études.

Ses déplacements en France et à l'étranger seront nombreux et il devra de ce fait maîtriser l'Anglais et si possible l'Allemand.

La réussite à ce poste lui permettra d'évoluer ensuite vers des fonctions de Direction d'Usine ou de Direction Technique.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. B 18 M en précisant rémunération actuelle à :
BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran - 75381 Paris Cedex 08.**Chef de Production**

PANZANI-MILLIAT FRÈRES (1600 personnes, 6 usines) poursuit activement sa croissance sur tous ses marchés : pâtes, raviolis, plats cuisinés, quenelles... Certaines usines sont de ce fait engagées dans des programmes d'investissement importants (extension de capacité et modernisation des process ou des lignes de production).

C'est dans l'une d'elles que nous souhaitons intégrer un Ingénieur Alimentaire qui prendra totalement en charge une équipe de fabrication de 120 personnes.

Dépendant du Directeur de l'usine, il exercera les responsabilités classiques de la fonction : animation et organisation de son équipe, respect des objectifs de quantité et de qualité... En outre, l'un de ses soucis majeurs sera de préparer ses collaborateurs aux mutations technologiques devant affecter l'outil de production.

C'est pourquoi ce poste sera confié à un cadre ayant acquis une expérience de 3 à 5 ans en production et qui alliera à son savoir-faire technique des qualités d'animation reconnues.

Sa réussite dans cette fonction lui permettra ensuite de saisir des opportunités d'évolution offertes par la Société ou par le Groupe BSN.

Le poste est situé à Pouilly-a-Serre, près de Laon (02).



Merci d'adresser votre candidature, sous réf. B 18 M en précisant rémunération actuelle à : BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran - 75381 Paris Cedex 08.

Fiscaliste

Vous êtes HEC, ESSEC, Sup de Co... et vous pratiquez la fiscalité depuis au moins 3 ans dans une société ou au sein d'un cabinet juridique et fiscal.

Vous souhaitez élargir votre expérience en vous ouvrant à l'ensemble des problèmes fiscaux d'un Groupe important. C'est l'opportunité que BSN vous propose de saisir au sein de sa Direction Générale des Affaires Financières.

En tant qu'adjoint du Directeur Fiscal du Groupe, vous interviendrez sur des questions couvrant l'ensemble du champ fiscal. Vous conseillerez les sociétés du Groupe, en fonction des problèmes soulevés par l'actualité fiscale ou des demandes qui vous seront faites. Vous traiterez également de fiscalité internationale.

Votre compétence et la qualité de vos interventions vous assureront rapidement une large autonomie, et faciliteront à terme votre évolution au sein du Groupe.



Merci d'adresser votre candidature, sous réf. B 18 M en précisant rémunération actuelle à : BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran - 75381 Paris Cedex 08.

**Négociation financière,
terrain propice
aux jeunes talents**

Chez HP France - 2,5 milliards de francs de CA - 2500 collaborateurs et partenaires, animant notre développement fondé sur une priorité : la satisfaction du client. Pivotal de cet objectif, notre support commercial pour lequel nous recherchons un :

Analyste de crédit et de recouvrement

Votre intérêt pour le domaine financier ainsi que votre goût pour les contacts commerciaux vous permettront de prendre en main au sein d'une petite équipe : la responsabilité complète de la gestion d'un portefeuille clients, l'analyse des risques potentiels et les fonctions de solutions optimales.

De formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP...), vous êtes débutant ou avez déjà une première expérience de l'analyse de crédit.

Ce poste clé, constitue un mode d'intégration propice à votre évolution dans un environnement particulièrement stimulant.

La maîtrise de l'anglais constitue un préalable. Merci d'adresser votre dossier de candidature - CV, photo et prétentions - sous réf. ZA 6/M à : Didier Gablin, Service du Recrutement, Hewlett-Packard France, Parc d'Activités du Bois Briard, Avenue du Lac, 91040 Evry Cedex.

Un partenaire de la vie
économique française.**HEWLETT
PACKARD****LE COMITÉ CENTRAL
D'ENTREPRISE DE LA
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE**

Cherche un

EXPERT INFORMATIQUE

Dans le cadre de l'article de la loi L.434-6 du code du travail, avec comme mission :
- Étude de la mise en place de nouvelles technologies à la Société Générale.

Prendre contact avec le C.C.E.
Téléphone : 296-35-20.**ETABLISSEMENT FINANCIER CONTROLANT
PLUSIEURS FILIALES recherche :****RESPONSABLE ORGANISATION
COMPTABLE ET CONTRÔLE
DE GESTION DU GROUPE**

Le candidat choisira, après stage de responsable trésorerie, prendre la direction du département comptable.

28 ans minimum. H.E.C. - E.S.S.E.C.
Expertise comptable ou D.E.C.S. Expérience Banque ou Cabinet expertise comptable appréciée.

Adresser C.V. détaillé, photo et prêt, s / réf. 6874 à
PIERRE LICHAU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cedex 02
qui transmettra.**Chef de groupe planning**

Importante société de cosmétologie située en banlieue Est de Paris recherche un Chef de groupe planning.

PROFIL : Baccalauréat, niveau DEUG MASS ou Sciences Eco et, si possible, expérience de 1 à 2 ans en ordonnancement.

MISSION : Planification et ordonnancement des produits à teinte.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la réf. 3007 à MEDIA P.A., 9, boulevard des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

250 000 +

- Vous avez une formation supérieure.
- Vous maîtrisez la langue anglaise.
- Vous justifiez d'une expérience de 5 à 6 ans dans le secteur BANQUE.
- Vous êtes un

RESPONSABLE INFORMATIQUE

capable de gérer l'automatisation d'une

banque dotée d'un IBM 30 744/4480.

Nous vous offrons à Paris

LE POSTE QUI VOUS CONVIENT.

Envoyez votre C.V. + lettre manuscrite + photo

sous réf. 1150 à PARAFISE - 10, rue de Louvois

75002 PARIS. Réponse et discrétion assurées.

**GROUPE
INDUSTRIEL ET COMMERCIAL
(2 000 personnes - 60 filiales)
recherche****AUDITEURS
INTERNES**

Vous effectuerez des missions de contrôle des procédures, de vérification des comptes, de conseil et d'assistance auprès des filiales notamment en matière juridique et fiscale.

Vous êtes titulaire du D.E.C.S. complet (minimum) et pouvez justifier d'une expérience approfondie en entreprise ou en cabinet.

Vous avez le goût des déplacements.

Adresser C.V. (préciser rémunération

actuelle) s / réf. 7593 à

PIERRE LICHAU S.A., BP 220,

75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

THOMSON-LOGICIEL

Division Ingénierie Informatique et Communication du Groupe THOMSON ANSWARE

dans le cadre de son expansion et de son plan à 3 ans
veut compléter ses équipes de management et de conception de systèmes d'information**PARIS**5 Agences Informatique de Gestion
4 Agences Informatique Industrielle**INGENIEURS GRANDE ECOLE et
INFORMATIENS DE GESTION**
Confirmés
Réf. CX10Pour la conduite de projets et la participation aux développements liés à la mise en place de nouvelles technologies
Bureautique, micro-informatique, réseaux, vidéotex, productique, robotique,...**PROVINCE**

13 Directions Régionales

DIRECTEURS D'AGENCE
Rennes, Rouen, Dijon, Clermont-Ferrand
Réf. CX30**INGENIEURS GRANDE ECOLE et
INFORMATIENS DE GESTION**
Confirmés
Réf. CX40**LIGNES DE PRODUIT****INGENIEURS ET UNIVERSITAIRES**
spécialistes dans les domaines suivants :
Réf. CX50

- Systèmes d'exploitation transactionnels et Bases de données.
- Architecture et Gestion de Réseaux Télé Informatiques.

- Applicatif Vidéotex.
- Mise en place de plans bureautique.
- Approche des outils de 4ème génération. (génie logiciel, langages évolués, progiciels,...)

DEBUTANTS ou JEUNES INGENIEURS

- Logiciel de base, process, CAO, automatismes,...

Réf. CX60

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi à
THOMSON ANSWARE - 135, rue de la Pompe 75116 PARIS -**THOMSON ANSWARE**Notre marché : le monde.
Notre vocation : la bureautique et l'informatique distribuée
Dans le cadre du lancement de nouvelles stations multifonctions et systèmes
bureautiques nous recherchons des**Ingénieurs support logiciel**

La fonction : charnière technique entre les réseaux commerciaux et les études.

Elle consiste :

- à introduire les produits dans les réseaux
- à organiser et à suivre les plans pilotes
- à assister les réseaux dans la vie courante du produit.

Elle implique :

- une totale maîtrise des produits
- des relations techniques permanentes avec les autres services de la compagnie (études, marketing, commercial,...)

Le domaine : des techniques avancées appliquées à des logiciels de tous types : OS, transactionnel, langages, traitements de textes, communication et réseaux locaux, micro logiciels, diagnostics...

Ces postes réclament :

- une attitude profondément responsable et un esprit ouvert
- de fortes compétences techniques acquises par quelques années d'expérience dans un domaine similaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (CV, lettre manuscrite, prétentions) sous référence 295/1 à Michèle Corbineau
BULL TRANSAC - BP 92 - 91301 MASSY.**Bull**
Transac**UNION CARBIDE
FRANCE**
à RUNGIS
recherche
**UN INGENIEUR
TECHNIQUE
COMMERCIAL**pour son service assistance
technique à la clientèle
graphique.L'activité très variée, avec de
nombreux déplacements, né-
cessite des connaissances
scientifiques : électrotechnique,
mécanique, informatique ; l'es-
sentielle à établir des relations
directes avec les clients à tous
les niveaux.Une première expérience dans
la sidérurgie ou la fonderie se-
rait appréciée.La maîtrise de l'anglais est in-
dispensable ; un bon niveau en
allemand sera apprécié par la
suite.Adr. C.V., photo et prétentions à
UNION CARBIDE FRANCE
Service du Personnel
4, place des Etats-Unis
94518 RUNGIS CEDEX**AVIS DE CONCOURS**Un concours est ouvert à :
L'INSTITUT NATIONAL
DE LA RECHERCHE
AGRONOMIQUE (INRA)
pour le recrutement d'un**INGENIEUR
DE CATEGORIE 2A**(niveau de diplôme équivalent :
ingénieur grandes écoles ou
diplôme de 3^e cycle
ou équivalent).Poste : Psychosociologue dans
une équipe de recherche pluridisciplinaire de la région parisi-
enne sur les systèmes
agiles et le développement.Profil recherché :
1) Analyse des réseaux : re-
cherche des agriculteurs ;
- détermination des
groupes d'appareil-
lement ;
- correspondances sur la
conduite des exploi-
tations agricoles et sur les
diffusions des innovations ;
2) Applications au travail planifié
d'opérateurs agricoles.Les candidatures doivent être
adressées avant le 12 JUILLET
1984 à Monsieur le
Président Scientifique des Pol-
tiques Régionales du Dévelop-
pement Agricole et Rural,
145, rue de Grenelle,
75341 PARIS CEDEX 07.Le dossier devra comporter :
- une lettre de candidature
sur papier libre ;
- un curriculum vitae dé-
taillé précisant le cursus
de formation, les diplômes,
les travaux effectués et le
liste des publications ;
- une courte note (2 ou
3 pages) sur les motivations
des candidats par rapport au
profil du poste visé.**ELECTRONIQUE C.K.D.**TERMINAUX VIDEOTEX
PAIEMENT ELECTRONIQUE
recherche**UN ANALYSTE PROGRAMMEUR**D.U.T. INFORMATIQUE ou EQUIVALENT.
Minimum 1 an d'expérience en programmation multi-tâches
sur microprocesseur.SITUATION D'AVANCEE DANS UNE STE DYNAMIQUE.
Lieu de travail : SAINT-OUEN-L'AUMONE (95).
Restaurant d'entreprise, 13^e mois.Envoyer C.V. à :
ELECTRONIQUE C.K.D., B.P. 437,
95005 CERGY-CEDEX.**CABINET DE PRESTATIONS DE SERVICES**

recrute

**RESPONSABLE
COMPTABLE**

Titulaire du B.P. ou D.E.C.S.

Maîtrisant parfaitement le domaine comptable
(comptabilité générale, informatique et analy-
tique), pouvant diriger une petite équipe.
Ce poste requiert une grande capacité de travail,
la faculté de s'adapter rapidement, un esprit
précis et rigoureux.Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions
s/étiquette 1430 M (à noter sur l'enveloppe) à :
Agence AFFILIANTS - 49, avenue Trudaine
75008 PARIS - qui transmettra.**SANDVIK**PROCESS SYSTEMS
filiale française groupe international
recherche**UN I.U.T. ou
INGENIEUR ELECTRONIQUE**pour responsabilité marketing VENTE
après-vente lecteurs laser de codes à
barre et produits futurs du groupe.
Expérience similaire exigée.
Bilingue anglais.Adresser C.V., photo, prétentions
au Service du Personnel - BP 169
93305 AUBERVILLIERS Cedex.**INFORIA**

Ingénierie

INGENIEURS

CONFIRMES

architecture logiciel

TRANSPAC

Lieu d'affectation :

PARIS**INGENIEURS**

TEMPS REEL

MOTOROLA 6800,

INTEL 8086,

Lieu d'affectation :

YVELINES**INGENIEURS**

INFORMATIENS

cacher des charges, anglais.

PARIS - LE CAIREPrêtez votre C.V. à :
36, avenue Gallieni,
Tour Gallieni II
93170 BAGNOLET.BANQUE PARISIENNE 1^{re}

Groupe International recherche

UN RESPONSABLE

DÉPARTEMENT ÉTRANGER

CLASSE 7 ou 8

ayant une bonne connaissance

des opérations, capable d'as-
surer : l'animation du départe-
ment, l'entretien et le dévelop-
pement de la clientèle, les
relations avec les établisse-
ments bancaires affiliés à
l'étranger.

Les candidats âgés d'environ

35 ans auront une bonne maî-
trise de la langue anglaise.
Larges possibilités d'évolution
dans un établissement en forte
croissance.

Envoyer C.V. et prétentions à

O.S.F., réf. D.

64, rue La Boétie,

75008 PARIS, qui transmettra.

ANNONCES CLASSÉES

TÉLÉPHONÉES

555-91-82

SOCIÉTÉ DE PROMOTION

IMMOBILIERE

CADRE**COMMERCIAL****MOTIVÉ (E)**

Pour recherche terrain

et utilisation.

- Négociation de projets im-
mobiliers.- Bureaux Industriels, com-
merces.

Ecrire :

COGERI

34, rue Fabert, 75007 PARIS

(Invalide)

Téléphones : 555-12-12.

SOCIÉTÉ EXPERTISE COMPTABLE

COMMISSARIAT AUX

RECHERCHES

DIPLOME E.S. (H.F.)**RÉVISEUR QUALIFIÉ**

minimum DECS + 1 an expér.

Déplacements Province.

Merci d'adresser C.V. +

photo et prétentions à

S.M.A., 184, boulevard Saint-

Honoré, 75008 PARIS.

BUREAU D'ETUDES
Paris 11ème, recherche
**rédateurs techniques
électroniciens**
Niveau ingénieur débutant ou
agent technique possédant un BTS.
Plusieurs postes à pourvoir.
Vacances 84 assurées.
Adresser CV et prétentions sous réf. 94552
à CONTEXTE PUBLICITE
20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01
qui transmettra

Le Monde

économie

AGRICULTURE

LES MANIFESTATIONS CONTRE LA RÉDUCTION DE LA PRODUCTION LAITIÈRE

● Le directeur de l'Office du lait est retenu pendant plusieurs heures par des paysans

● Des milliers de producteurs réunis à Angers à l'appel de la FNSEA et du CNJA

Le monde paysan est à nouveau gagné par la fièvre. Quelque mille manifestants étaient attendus ce mardi 29 mai, à Angers, à l'appel de la FNSEA et du CNJA, où se réunissent de manière informelle les dix ministres de l'agriculture, autour de M. Michel Rocard. De très importantes forces de l'ordre avaient été mobilisées.

La question-clé de la réduction de la production laitière devait être au centre, évidemment, de l'allocution de M. François Guillaume, président de la FNSEA, et des entretiens prévus entre les leaders paysans et les ministres européens.

L'agitation ne se cantonne pas au Maine-et-Loire. En Loire-Atlantique, en Mayenne et en Vendée, les directions départementales de l'agriculture ont été occupées plusieurs heures. Mardi matin, des actions similaires et des manifestations ont eu lieu dans la Meuse et au Havre.

Mais l'action la plus spectaculaire s'est déroulée près de Rennes. Le directeur de l'Office national du lait, M. Francis Ranc, qui se rendait dans le chef-lieu de l'Ille-et-Vilaine pour participer à une réunion de

travail, a été littéralement kidnappé à la sortie de la gare de Rennes par des agriculteurs qui l'ont retenu pendant plus de huit heures. Cette action, vivement condamnée par M. Rocard, a été revendiquée par l'intersyndicale laitière de l'Ouest, qui s'était réunie le 24 mai, à Redon, et qui regroupe les fédérations régionales (Bretagne et Pays de la Loire), des travailleurs paysans, les fédérations des syndicats paysans, le MOFEP et les FDSEA du Finistère et du Morbihan. M. Jean-Charles Jacopini, responsable des travailleurs paysans, nous a déclaré que « l'opération vis-à-vis de M. Ranc se situait dans le cadre des actions décidées la semaine dernière par l'intersyndicale » et que « les termes employés par M. Rocard pour la condamner étaient totalement disproportionnés ».

Après cette action, cinquante-six agriculteurs avaient été interpellés par la police. Mardi matin, deux responsables des travailleurs paysans d'Ille-et-Vilaine, MM. Patrick Bougeard et Joseph Loisel, étaient encore entendus dans le cadre de l'enquête.

Les huit heures de l'otage

De notre correspondant

Rennes. — M. Ranc venait à Rennes pour participer à une réunion d'information avec les organisations professionnelles majoritaires sur les modalités d'application des quotas laitiers.

Ignorant le mode de transport utilisé par le directeur d'Onilait, des groupes d'agriculteurs attendaient tant à l'aéroport, qu'à la gare de Rennes, tandis que quatre travailleurs-paysans étaient montés dans le train Paris-Rennes en gare de Laval. Un arrêt du train une dizaine de kilomètres avant l'arrivée à Rennes leur a permis d'alerter le comité d'accueil et, dès sa descente du train en gare de Rennes, M. Ranc se voyait contraint de suivre ses ravisseurs qui le faisaient sortir par la gare de marchandises, alors qu'un fonctionnaire l'attendait devant la sortie principale de la gare de voyageurs.

L'otage était alors conduit sur une exploitation agricole, à Cesson-Sévigné, où une cinquantaine d'agriculteurs l'attendaient pour lui expliquer sur le terrain les conséquences de l'application des quotas laitiers pour un jeune agriculteur récemment installé.

Cette visite forcée prit fin au début d'après-midi avec l'arrivée de quelque quatre-vingt gendarmes, qui investirent l'exploitation, surveillée du ciel par un hélicoptère. Le directeur d'Onilait était alors conduit vers une destination inconnue. Après une fouille vaine de la ferme par les forces de l'ordre, tous les manifestants furent interpellés.

puis répartis dans une dizaine de brigades des compagnies de Rennes et de Vitré pour être entendus sur l'enlèvement et la séquestration du directeur d'Onilait.

Pendant ce temps, à la permanence rennaise des travailleurs-paysans, des responsables syndicaux entraient en contact téléphonique avec les autorités administratives et assuraient la libération du haut fonctionnaire de deux conditions : l'obtention d'un rendez-vous avec le ministre de l'agriculture et l'organisation avant le 4 juin d'une « table ronde » sur les problèmes laitiers entre les pouvoirs publics, l'interprofession et l'intersyndicale.

Le préfet, commissaire de la République de Bretagne, M. Gilbert Carrère, a condamné cette action : « Non seulement inadmissible — et dont les auteurs devront répondre devant la justice, — mais encore stupide, puisqu'elle a privé les éleveurs de la région des informations techniques qui leur étaient nécessaires ».

La libération de M. Ranc a eu lieu à 18 h 50, ses ravisseurs l'ayant déposé devant l'entrée de la préfecture. Quarante-cinq minutes plus tard, les services de police interpellèrent sept personnes (dont, semble-t-il, les accompagnateurs de M. Ranc) à la permanence des travailleurs-paysans.

Le ministre de l'agriculture a sévèrement condamné « un acte qui disqualifie l'agriculture française ».

CHRISTIAN TUAL

Les enfants terribles du Finistère

De notre envoyée spéciale

Brest. — La démission de M. Raymond Hénaff, président de la Fédération départementale du syndicat des exploitants agricoles du Finistère, est aujourd'hui le point d'orgue d'une crise latente depuis des années (le Monde du 28 mai). La FDSEA adresse deux reproches à la Fédération nationale : son libéralisme économique et son manque d'enthousiasme pour soutenir les éleveurs au profit des céréaliers. Depuis longtemps, la FDSEA ne participait plus que du bout des lèvres aux débats nationaux et ne payait que le minimum de ses cotisations. C'est la crise du lait qui est aujourd'hui à l'origine de l'opposition entre la Fédération nationale et la Fédération départementale.

La FDSEA avait proposé qu'aucun quota ne soit appliqué pour les agriculteurs qui produisent 160 000 litres de lait, puis qu'une taxe progressive soit appliquée jusqu'à une production

de 250 000 litres, chiffre au-delà duquel la production serait bloquée. Cette mesure aurait eu pour effet de protéger les petits et moyens producteurs. Mais la FNSEA, traditionnellement libérale, a demandé aux fédérations départementales de laisser à François Guillaume les coudées franches pour négocier.

Sur le terrain, la situation est plus complexe encore. La CDJA (les jeunes agriculteurs) n'a pas caché son accord avec la Fédération nationale et, pour cette raison, a été menacé d'exclusion par la FDSEA. La démission de M. Hénaff risque donc de constituer la dernière étape d'une scission entre la FDSEA et la FNSEA. Les jeunes agriculteurs prendront-ils le pouvoir lors des prochaines élections du conseil d'administration de la Fédération, le 5 juin ? La rupture serait alors définitivement consommée.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

NANTERRE - Avenue François-Arago

La SNCF met en vente, par voie de consultation, des terrains classés en zone industrielle UFB, d'une superficie approximative de 3,16 hectares, en un seul lot.

Les avis de candidatures sont à adresser à :
M. le Chef de la Division de l'Équipement
Région SNCF de Paris-Saint-Lazare
Bureau Dossiers
13, rue d'Amsterdam, 75008 PARIS
Tél. : 285-88-00, poste 33.44

AFFAIRES

Les projets de MM. Willot...

M. Georges Plescoff, qui a été chargé au début du mois de mars d'un rapport sur « l'affaire » Boussac, devrait remettre ses conclusions au premier ministre d'ici le fin du mois. M. Pierre Mauroy lui avait demandé de préciser si les accords passés en juillet dernier entre MM. Willot et le président de la Compagnie Boussac-Saint Frères (CBSP) sont juridiquement recevables, ou, à défaut, s'ils peuvent servir de base pour trouver un dénouement rapide et économiquement cohérent à cette « affaire » (le Monde des 6, 9 et 14 juillet 1983 et 3 mars 1984). Les accords de l'an dernier — « mal écrits », « inexplicables », selon des juristes éminents — prévoyaient la reconstitution en un seul ensemble de l'ancien groupe Boussac-Willot, notamment par la récupération des titres que détenaient MM. Willot. A terme, cela signifiait le redémarrage dans des conditions économiques normales des activités du groupe.

Un conseil d'administration de la CBSP sera saisi le mardi 12 juin des suggestions de M. Plescoff.

La situation a beaucoup évolué en dix mois. En effet, MM. Willot paraissent faire aujourd'hui une analyse différente de celle qui les avait conduits à s'entendre avec les dirigeants de la CBSP. De moins en moins, ils estiment que la requête que M. Bernard Willot a déposée auprès du tribunal de commerce de Lille, en vue de s'approprier la totalité des patrimoines de la CBSP et de la SFAV (Société financière et foncière Agache-Willot), celle-ci est le holding du groupe, dont MM. Willot détiennent 42 % des actions.

La requête de M. Bernard Willot a été favorablement reçue par le tribunal. Or la confusion des patrimoines était la première mesure qui eût permis de faire sortir le dossier de l'ombre. Rappelons que les créanciers du groupe s'élevaient à 2,776 milliards de francs, dont la moitié sont des créances privilégiées.

Selon des informations concordantes qu'il est difficile de faire confirmer, MM. Willot souhaiteraient pouvoir présenter eux-mêmes un concordat et reprendre le contrôle total de l'« empire ». Des groupes bancaires et industriels, français et étrangers, auraient déjà approché en vue de leur offrir une partie du capital de filiales du

groupe, celles qui « marchent » bien (Dior, Conforama, Le Bon Marché...). Les capitaux ainsi obtenus rendraient possible la présentation, le moment venu, d'une proposition de règlement. Des consortiums du textile et de l'habillement, des sociétés de distribution et aussi des fabricants d'articles d'hygiène figureraient parmi les partenaires éventuels de MM. Willot.

Si ces derniers parvenaient à leurs fins, ils reprendraient donc les actifs de la CBSP — actuellement en location-gérance — et devraient rembourser les capitaux d'origine publique que la Compagnie a reçus depuis deux ans pour continuer l'exploitation (frais de restructuration notamment), soit 700 millions de francs environ.

La question qui se pose est de savoir si cette démarche est compatible avec les accords passés en juillet dernier avec la CBSP. Le contrat de location-gérance qui lui a été concédé lui donne, en effet, le droit de racheter à forfait l'ensemble du groupe pour une somme comparable au montant des créances de la société, soit 2,776 milliards de francs. Reste à trouver les capitaux qui lui permettraient d'honorer le concordat qu'elle envisage de déposer.

L'imbroglio juridique est total, et ce au moment même où la direction de CBSP acquiesce, dans l'hypothèse d'un rachat du groupe, une nouvelle stratégie industrielle semblable à celle... des frères Willot.

Il serait en effet envisagé d'ouvrir à des capitaux extérieurs le capital des filiales rentables du groupe : Dior, Conforama, Le Bon Marché, et aussi, par exemple, Pessy douce, la branche « hygiène » de la CBSP, qu'il faudrait au préalable libérer. Cette ouverture se traduirait soit par des prises de participation de groupes industriels ou bancaires, soit par des introductions de titres en Bourse. Ces deux possibilités pourraient être retenues simultanément. Dans le projet de la CBSP, des actifs immobiliers seraient revendus pour 700 millions de francs environ.

Quelle que soit l'issue juridique de « l'affaire » Boussac, l'entrée de capitaux extérieurs dans le groupe est aujourd'hui nécessaire, et inévitable, du moins si on entend lui faire retrouver son dynamisme.

A. T.

Le redressement de Skis Rossignol se confirme

Le redressement de groupe Rossignol, numéro un mondial du ski avec 25,1 % du marché en valeur et 18,3 % en volume, s'accroît, ce qui marque la fin des difficultés qu'il avait connues les années précédentes en raison du manque de neige, tant aux États-Unis qu'en Europe.

Si le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice clos le 31 mars 1984 a augmenté de 10 % à un peu plus de 1 milliard de francs, le bénéfice net, retombé de 27 millions de francs en 1978-1979 à 2,46 millions de francs en 1982-1983, après une perte de 27 millions en 1981-1982, est remonté à 29 millions de francs, alors que les prévisions ne portaient que sur 25 millions de francs.

Pour l'exercice 1984-1985, M. Laurent Boix-Vives, PDG de Rossignol, a indiqué que le groupe « a abordé dans d'excellentes conditions », le chiffre d'affaires prévisionnel devant augmenter de 15 % et le bénéfice de 40 %, avec, pour objectif, 40 millions de francs.

Quant au dividende, supprimé il y a deux ans et rétabli l'an dernier, il pourrait être majoré de 50 %.

JOSÉE DOYÈRE.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UNE BOUSSE	DEUX BOUSSES	SIX MOIS
	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -
SE-UL	3,475	3,420	+ 60	+ 115
SE-UL	3,475	3,420	+ 60	+ 115
SE-UL	3,475	3,420	+ 60	+ 115
SE-UL	3,475	3,420	+ 60	+ 115
SE-UL	3,475	3,420	+ 60	+ 115
SE-UL	3,475	3,420	+ 60	+ 115
SE-UL	3,475	3,420	+ 60	+ 115
SE-UL	3,475	3,420	+ 60	+ 115
SE-UL	3,475	3,420	+ 60	+ 115
SE-UL	3,475	3,420	+ 60	+ 115

TAUX DES EUROMONNAIES

	10 1/2	10 3/4	11	11 1/4	11 1/2	12 3/8	12 5/8
SE-UL	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8
SE-UL	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8
SE-UL	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8
SE-UL	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8
SE-UL	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8
SE-UL	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8
SE-UL	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8
SE-UL	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8
SE-UL	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont des indications en fin de journée par une grande banque de la place.

Creusot-Loire va-t-il déposer son bilan ?

(Suite de la première page.)

Mais M. Fabius, qui, curieusement, a refusé de recevoir personnellement M. Plescoff, a transmis le PDG de Creusot-Loire et MM. Gouyon et Charpentier, a jugé que ce plan de redressement ne faisait pas assez appel à l'actionnaire principal de Creusot-Loire, le groupe Schneider. Le gouvernement semble donc rester sur sa position d'avant la suspension provisoire de poursuite, et l'on se demande dès lors quelle autre procédure que le dépôt de bilan et la liquidation de biens pourrait intervenir. D'autant que le terme de la procédure est le 13 juin et que les pouvoirs publics paraissent paralysés jusqu'au 17 juin, date des élections européennes.

Dirigeants, n'oubliez pas les dirigeants du groupe, Creusot-Loire paye aujourd'hui des années d'erreurs de gestion, de choix industriels erronés (la diversification sidérurgique aux États-Unis dans Phoenix Steel a été une véritable catastrophe), de non-maturation d'un groupe sidérurgique. Il serait donc normal que les actionnaires payent ces erreurs.

Ces actionnaires, quels sont-ils ? D'après nos sources à la tête de Schneider puis de Creusot-Loire, M. Plescoff Valenciennois semble avoir réduit le nombre de participations croisées et simplifié l'organigramme du groupe sous l'œil — pas assez attentif, dit-on au gouvernement — de la Commission des opérations de Bourse (COB).

Désormais, les détenteurs de Schneider, principal actionnaire de la compagnie financière Creusot-Loire, qui, elle-même, possède 50 % de Creusot-Loire, sont réunis dans la Société parisienne d'études et de participation (SPEP), chef de file du système. On y retrouve le vieux baron Empain et la famille pour 13 % environ, les alliés de ce dernier représentant des intérêts industriels et financiers belgo-luxembourgeois à hauteur de 10 à 12 %, la banque Paribas pour 13 %, la GEFIL, dont l'actionnaire principal est la compagnie d'assurance Devior et Prévoyance, détiennent aussi une participation non négligeable. Enfin, il doit subsister une boucle d'autocroisement à travers de la SOFAM à hauteur de 10 à 12 %, et un actionnaire « non désiré », M. Marc Fourcade, doit détenir 7 %.

L'État peut-il obtenir que tous ces capitalistes tentent au pot les sommes nécessaires ? Le groupe Schneider dispose-t-il encore, dans certaines des sociétés de sa superstructure (Lisbonne-Monceau, Hausmann-Angoulême), des immeubles dont le vente permettrait de financer Creusot-Loire ? Ou aura-t-il la même mauvaise surprise dans ce groupe que dans ceux qui l'ont nationalisé et dont les « trésors de guerre » ne se sont pas revendus à hauteur des espérances ? Les pouvoirs publics avaient-ils des espoirs. Ce qui est pour le moins surprenant lorsqu'on sait que les capitaux publics ont été par le plan de sauvetage de novembre 1983 dépassés de 2 milliards de francs.

Le gouvernement a vu, d'autre part, dans l'engagement de la Bourse pour certaines holdings du groupe Schneider et dans certaines transactions (la vente par Schneider à Creusot-Loire, en 1982, pour plus de 22 millions de francs d'actions Phoenix Steel) la preuve que le groupe voulait éviter les pertes de Creusot-Loire pour reporter ainsi ses pertes sur d'autres activités (les travaux publics et l'entreprise électrique avec Spie Batignolles, la construction mécanique et électronique avec Jeumont Schneider et Merlin Gégion). On affirme donc au ministère de l'Industrie — sans grand fondement juridique — qu'il est possible d'étendre le passif de Creusot-Loire à Schneider en cas de dépôt de bilan, et l'on parle de procédure certaine contre les dirigeants.

Mais, étonné par un problème largement politique, s'est-on seulement posé la question de savoir si Creusot-Loire ne se voit pas soustraire (1) à ses milliers de sous-traitants (1) étaient sauveables, compte tenu de l'effondrement des marchés, et s'ils devaient être sauvés, quatre pour l'État (on ne saurait à prendre le pouvoir s'il devient le principal bailleur de capitaux.

BRUNO DETHOMAS.

(1) Les encours de ceux-ci ont été estimés à 800 millions de francs par le tribunal de commerce.

La police évalue la fondation Montepet de Nanterre. La fondation Montepet de Nanterre, occupée depuis plusieurs mois par des travailleurs CGT, a été évacuée le 28 mai après-midi par les forces de l'ordre. Des boucassiers se sont produits au moment de l'évacuation, faisant deux blessés légers parmi les policiers et un mortel les occupants.

SOCIAL

La négociation sur la « flexibilité » de l'emploi

Syndicats et patronat acceptent d'engager la discussion

« La réunion a été positive puis-que la négociation va se nouer », a souligné le 28 mai M. Yves Chotard, premier vice-président du CNPF, après une discussion de trois heures avec les syndicats sur la « flexibilité » des conditions d'emploi. De fait, la première confrontation sur ce thème difficile a montré que, malgré des divergences importantes, nul ne voulait mettre en avant des préjugés condamnant d'emblée la négociation à l'impasse.

Les blocages éventuels sont apparus en pointillé mais n'ont pas empêché le démarrage du processus. Les partenaires sociaux se retrouveront le 25 juin, pour parler des commissions paritaires de l'emploi et établir l'ordre du jour, puis le 2 juillet. On se hâte lentement comme si on voulait reculer le plus possible le moment, inévitable, de l'affrontement.

On a ainsi entendu MM. Chotard, Kaspar (CFDT) et Mandinaud (CGC) affirmer qu'il n'y avait pas de sujets tabous, à condition, a cependant ajouté le secrétaire national de la CFDT, que l'on ne revienne pas à la loi de la jungle et « que l'on ne remette pas en cause le droit d'intervention des salariés et des syndicats sur l'organisation du travail ».

« Un premier compromis »

La CFTC s'est déclarée prudente mais aussi ouverte et réaliste. Et dans sa déclaration liminaire, M. Louis Vianet, secrétaire de la CGT, qui menait sa première grande négociation nationale, a même affirmé d'emblée : « Nous considérons hautement souhaitable l'ouverture de discussions sur l'ensemble des questions touchant à l'emploi et nous sommes bien décidés à tout faire pour qu'elles débouchent sur des mesures positives. La gravité de la situation admise par tout le monde n'autorise ni les faux-juyants, ni les faux débats ».

M. Chotard était donc fondé dans un tel climat à afficher une relative satisfaction et surtout une certaine modération. Le vice-président du CNPF a ainsi considéré que l'inscription comme premier point de l'ordre du jour de la relance des commissions paritaires de l'emploi prévues par l'accord de 1969 était « un premier compromis », se félicitant de la « prise de conscience générale que les partenaires sociaux avaient des responsabilités à exercer dans le domaine de l'emploi ». Tout en reconnaissant que « les vrais débats sont devant nous », il a tenu à ne fermer aucune porte : « Ils auront lieu sur tous les sujets, sur les nouvelles technologies, sur le temps de travail - pour certains sous forme d'aménagement, pour d'autres sous forme de réductions, - sur les licenciements. Tout cela fera l'objet de discussions, peut-être de négociations, peut-être de compromis ». Il a enfin protesté de ses bonnes intentions : « Les souplesses ne s'opposent pas aux garanties des salariés. Le libéralisme a d'autres valeurs que les valeurs de la jungle, et il a d'autres résultats ».

Au cours de la première séance de négociations, le CNPF a réitéré l'engagement - déjà communiqué au premier ministre - de créer 470 000 emplois nouveaux si certaines contraintes sociales sont suspendues pendant deux ans. Il a donné les premiers résultats d'une enquête - concernant les 1 122 000 entreprises employant du personnel, à l'exception des entreprises individuelles et des entreprises de plus de 2 000 salariés qui, même en cas de contraintes allégées, n'apportent pas de réponses positives pour l'emploi - montrant que la non-prise en compte des nouveaux embauchés pour le calcul des seuils apporterait 85 000 emplois, une plus grande liberté de licenciement, 370 000, et l'exonération de certaines taxes parafiscales, 15 000.

Les syndicats sont demeurés très prudents, voire réservés, face à de tels chiffres (une « opération publi-

citaire » visant à développer des « emplois précaires dévalorisés », a dit la CGT). Les conditions posées rencontrent en tout cas leur opposition, plus ou moins nuancée selon les centrales. M. Vianet a ainsi tenu dans sa déclaration préliminaire un langage très ferme : « Le patronat n'est pas un simple spectateur : il participe dans une large mesure à la dégradation de la situation ». Dénonçant le « règne de l'arbitraire » d'un patronat qui peut déjà licencier et ne s'en prive pas, le secrétaire de la CGT a ajouté : « Derrière le paravent de l'emploi, vous voudriez faire progresser vos ambitions anti-sociales, de remise en cause des acquis des travailleurs (...) Non seulement nous ne nous engageons pas dans cette voie, mais nous sommes bien décidés à nous mettre en travers ». Après avoir « mis fortement l'accent » sur la marche vers les trente-cinq heures, présentée comme une « nécessité », la CGT a demandé en matière de licenciements la mise en place d'une instance de recours suspensif - jugeant qu'il fallait « empêcher tout licenciement sans reclassement préalable », l'assouplissement des conditions d'accès à la retraite pour certaines catégories de travailleurs.

« Un point de passage obligé »

Pour la CFDT, M. Jean Kaspar a affirmé que « la rigidité essentielle tient à l'archaïsme du mode de gestion de nos entreprises », et il a mis en avant quatre objectifs : la réduction du temps de travail, « point de passage obligé », avec les trente-cinq heures, le temps partiel et aussi la mise en place de « plusieurs horaires collectifs dans les entre-

prises », la recherche d'un accord-cadre sur les nouvelles technologies, la relance des commissions paritaires de l'emploi et, enfin, des négociations dans les branches pour adapter les conventions collectives aux PME. Le niveau de la branche professionnelle a été préconisé par M. Bernard Mourgues, secrétaire confédéral de FO, pour traiter plusieurs questions comme la réduction de la durée du travail et les flexibilités « à partir d'orientations définies au niveau interprofessionnel ». Il a également demandé une négociation sur les nouvelles technologies et a préconisé le « volontariat » pour la mise en œuvre du temps partiel, plaçant plus généralement pour un aménagement et non pour une remise en cause des orientations fondamentales de l'accord de 1969.

M. Jean-Louis Mandinaud, secrétaire national de la CGC, a souligné le chaud et le froid : « On a la souplesse d'esprit », non à la « remise en cause des avantages acquis ». « S'il faut moins d'administration, il faut plus de convention ». Il a mis en avant la revendication d'une durée annuelle du travail distinguant le temps de production et le temps de formation. Pour sa part, M. Jean Gruat, secrétaire général adjoint de la CFTC, a indiqué que son organisation « n'encombrerait pas » la négociation avec la réduction de la durée du travail, estimant qu'il ne fallait pas « sacrifier les conditions d'emploi et de travail des salariés » mais trouver « un équilibre ». « Il y a des endroits, a-t-il conclu d'une manière imagée, où l'on passe le doigt et où c'est le bras qui est enfilé ». Les syndicats restent sur leurs gardes.

MICHEL NOBLECOURT.

CONJONCTURE

Les excédents des dépôts sur les retraits ont diminué de moitié au premier trimestre 1984

Les excédents des dépôts sur les retraits dans les caisses d'épargne des deux réseaux (Eureuil et PTT) ont diminué de plus de moitié au cours du premier trimestre 1984. Au 31 mars, les excédents sur les livrets (A, B, épargne populaire et CODEVI), l'épargne logement (livret et plan) et les comptes chèques (Eureuil) sont tombés à 1,88 milliard de francs contre 4,31 milliards de francs au premier trimestre 1983.

Sur le livret A, exonéré d'impôts, les retraits continuent à l'emporter sur les dépôts nouveaux, le solde négatif se maintenant à 3,76 milliards de francs contre 3,64 milliards de francs au premier trimestre 1983.

Déjà, l'an dernier, les résultats des caisses pour le livret A avaient enregistré une chute de l'excédent, qui était tombé de 11,4 milliards de francs en 1982 à 3,3 milliards de francs pour l'année 1983 toute entière. Seules ont permis de compenser cette chute la remontée des dépôts sur l'épargne-logement (1,43 milliard de francs contre 830 millions) et la poursuite du développement du CODEVI (+ 4 milliards de francs pour les trois premiers mois de l'année).

Selon la Caisse des dépôts, qui communique ces chiffres, cette diminution de l'épargne nette est

due à la fois au ralentissement de la hausse des prix et des salaires, qui réduit la progression nominale de cette épargne, et à la poursuite de la dégradation du pouvoir d'achat des ménages, conséquence de la baisse des revenus réels.

Pour maintenir leur consommation, les particuliers tirent sur leur épargne. Les résultats du premier trimestre 1984 confirment la tendance à la diminution du taux d'épargne des ménages, déjà perceptible en 1983 (« Le Monde de l'économie » du 22 mai 1984).

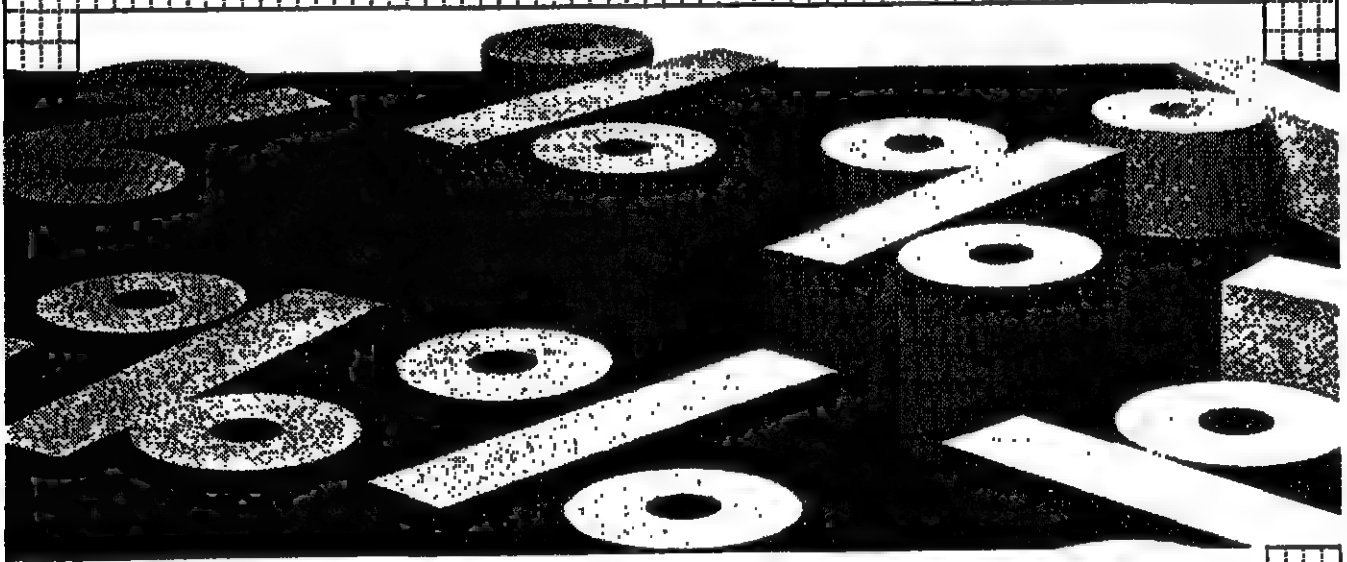
LÉGÈRE BAISSE DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN AVRIL

D'après les statistiques de l'INSEE publiées lundi 28 mai, 1929 défaillances d'entreprises ont été enregistrées en avril (après correction des variations saisonnières), contre 2246 en mars et 1915 en février.

En dépit d'une légère baisse en avril, on constate que le nombre d'entreprises défaillantes se maintient au niveau élevé atteint à la fin de 1983. L'INSEE note toutefois que, bien qu'orientée vers la croissance, la tendance générale marque cependant un certain ralentissement.

Les secteurs les plus touchés par la tendance à la hausse sont les services aux particuliers, y compris la réparation et le commerce de l'automobile (146 défaillances), l'industrie (390 défaillances), soit un taux de défaillance de 2,1 %, le plus élevé, le commerce de détail (585) et, dans une moindre mesure, le bâtiment-général (370), les hôtels-café-restaurants (200) et les services rendus aux entreprises (182).

RORENTO VOUS DONNE ACCES AU MARCHÉ OBLIGATAIRE INTERNATIONAL



Par le biais de Rorento, des dizaines de milliers d'investisseurs profitent des opportunités offertes sur les marchés obligataires internationaux.

Tous ces investisseurs se fient aux experts de Rorento pour constituer un portefeuille obligations amplement diversifié. Tout simplement, en achetant des actions Rorento quotidiennement traitées sur de nombreuses bourses, dont celle de Paris.

TROIS CRITÈRES

Dans sa politique d'investissement, Rorento vise à

- réaliser un revenu (intérêts) maximum
- enregistrer la meilleure plus-value des placements obligataires
- tirer profit de l'appréciation des devises étrangères en portefeuille.

Une politique qui s'est révélée très intéressante pour ses actionnaires, comme le témoigne la demande assidue d'actions Rorento en bourse.

RORENTO, ENCORE UNE INCONNUE ?

En nous retournant le coupon-réponse ci-dessous, vous obtiendrez de plus amples renseignements sur le succès d'investissements internationaux en obligations. Un dossier d'information est tenu à votre disposition.

RORENTO: LE FONDS OBLIGATAIRE DU GROUPE ROBECO

Rorento, Postbus 973, 3000 AZ Rotterdam, Pays-Bas.

Nom (caractères d'imprimerie s.v.p.)

Adresse

Code postale

Ville

'84

77355

RORENTO

PRÉFECTURE DU NORD

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTES PUBLIQUES
● Enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.
● Enquête hydraulique.

PROJET D'AMÉNAGEMENT AU GABARIT DE 1 350 TONNES DE LA LYS MITOYENNE ENTRE DEULEMONT ET HALLUIN

AVIS

Monsieur le Préfet, Commissaire de la République de la Région Nord - Pas-de-Calais,

Commissaire de la République du département du Nord, informe le public que le projet d'aménagement de la rivière de la Lys à 1 350 tonnes, dans la section comprise entre Deulemont et Halluin, sera soumis à une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et à une enquête hydraulique en application des dispositions de l'arrêté préfectoral du 25 avril 1984.

Cette enquête aura lieu pendant 33 jours entiers et consécutifs du 28 mai au 29 juin inclus, à la Mairie d'Halluin, où les pièces du dossier pourront être consultées de 8 h à 12 h et de 14 h à 18 h, sauf samedis, dimanches et jours fériés.

Pendant cette période, un exemplaire du dossier sera également déposé dans chacune des mairies désignées ci-après :
- Deulemont, Warneton, Comines, Werwieu-Sud, Bousbecque, et pourra y être consulté aux heures habituelles d'ouverture des bureaux.

Le public aura la possibilité de consigner ses observations sur le registre principal d'enquête déposé à la Mairie d'Halluin, ou sur chacun des registres subsidiaires déposés dans les mairies susvisées.

Le Commissaire-enquêteur se tiendra à la disposition du public à la Mairie d'Halluin le jeudi 28 juin de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h pour y recevoir ses observations.

PRÉFECTURE DU NORD

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTES PUBLIQUES
● Enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.
● Enquête hydraulique.

PROJET D'AMÉNAGEMENT AU GABARIT DE 1 350 TONNES DE LA DEULE ENTRE LILLE ET DEULEMONT

AVIS

Monsieur le Préfet, Commissaire de la République de la Région Nord - Pas-de-Calais,

Commissaire de la République du département du Nord, informe le public que le projet d'aménagement de la rivière de la Deule à 1 350 tonnes, dans la section comprise entre Lille et Deulemont, sera soumis à une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et à une enquête hydraulique en application des dispositions de l'arrêté préfectoral du 27 avril 1984.

Cette enquête aura lieu pendant 33 jours entiers et consécutifs du 28 mai au 29 juin inclus, à la Mairie de Lille, où les pièces du dossier pourront être consultées de 8 h à 12 h et de 14 h à 17 h, sauf samedis, dimanches et jours fériés.

Pendant cette période, un exemplaire du dossier sera déposé dans chacune des mairies désignées ci-après :
- Lamberville, Saint-André, La Madeleine, Marquette, Wambrechies, Verlinghem, Quénay-sur-Deule, Deulemont, Frelinghem, et pourra y être consulté aux heures habituelles d'ouverture des bureaux.

Le public aura la possibilité de consigner ses observations sur le registre principal d'enquête déposé à la Mairie de Lille, ou sur chacun des registres subsidiaires déposés dans les mairies susvisées.

Le Commissaire-enquêteur se tiendra à la disposition du public à la Mairie de Lille, le jeudi 28 juin de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h pour y recevoir ses observations.

مقدار من الاموال

C.E.E.

LES NÉGOCIATIONS SUR L'ÉLARGISSEMENT DE LA COMMUNAUTÉ

Les Dix veulent imposer des conditions très sévères aux pêcheurs espagnols

Bruxelles (Communautés européennes). - Les Dix ont présenté, le 28 mai, à l'Espagne leur position sur l'adhésion de ce pays dans le domaine de la pêche. M. Marin, secrétaire d'Etat aux affaires européennes, qui conduisait la délégation espagnole, a jugé inacceptable l'offre de la Communauté.

- On veut nous empêcher de pêcher, d'exporter nos produits agricoles, et on veut aussi mater notre industrie, a déclaré M. Marin à l'issue de la réunion avec les représentants des Etats membres. La mauvaise humeur de Madrid - contenue jusqu'à présent - à l'égard des propositions de la CEE (notamment dans le secteur agricole) s'est exprimée pleinement à l'occasion du dossier sur la pêche. Il faut dire que les responsables communautaires se sont montrés particulièrement sévères. Ils proposent, ni plus ni moins, de reconduire le régime actuel consenti aux Espagnols dans le golfe de Gascogne et en mer d'Irlande jusqu'à l'an 2002.

En 1984, les droits de pêche de l'Espagne - sa diminution chaque année - dans les eaux communautaires portent sur l'octroi de cent six licences pour des captures d'un volume total de 7 500 tonnes de merlu et 17 085 tonnes de prises

De notre correspondant

accessoires (banderoles, sardines, surtout). Les Dix veulent reconduire ce régime de licences pendant les dix premières années de l'adhésion. Il est différent de ce que prévoit l'« Europe bleue », qui permet à la France par exemple d'accéder, à l'intérieur des « zones réservées » de la Grande-Bretagne (12 milles), aux lieux traditionnels de pêche sans être bridée par des licences. La seule limitation commune à toutes les flottes des Etats membres concerne le volume des prises. C'est donc un contrôle beaucoup plus strict que veulent exercer les futurs partenaires de l'Espagne sur les activités de pêche de ce pays.

Mais plus grave encore est la volonté de la CEE de perpétuer ce régime. Il est prévu de réviser la politique commune de la pêche en 1992. En cas d'échec des négociations, la prochaine échéance a été fixée à 2002. Personne ne pense sérieusement à engager à court terme une nouvelle bataille du type de celle qui a sévi avant l'accord de janvier 1973 pour obtenir un libre accès complet aux lieux de pêche. Or, les Dix proposent à l'Espagne de réviser son régime en fonction des résultats qui seraient obtenus en 1992.

La méfiance de la CEE tient au risque que fera courir la flotte espagnole (deux tiers environ de celles de la CEE) à l'équilibre durablement acquis entre les Dix. D'autant que les récents incidents au large des côtes françaises ont accru la thèse, dans les capitales européennes, que Madrid a de grandes difficultés à maîtriser les activités des pêcheurs ibériques.

Le « verrouillage » au danger espagnol ne se limite pas au volume des captures. La Communauté demande aussi la suppression des aides publiques aux entreprises espagnoles (celles qui sont incompatibles avec les dispositions du traité de Rome) dans un délai de sept ans après l'adhésion. C'est la même période qui est proposée pour la suppression des droits de douane pour les échanges des produits de la mer (dix ans pour les conserves de sardines).

Le secteur de la pêche - il est vrai l'un des deux ou trois volets les plus difficiles de la candidature espagnole - est révélateur de l'écart qui sépare la volonté politique des réalités économiques et commerciales.

MARCEL SCOTTO.

LOGEMENT

Loyers : le gouvernement va desserrer le carcan en 1985

Montpellier. - Les loyers, en 1985, pourront augmenter, lors de leur révision, de la totalité de la progression de l'indice trimestriel du coût de la construction de l'INSEE.

Prononçant le discours de clôture du quarante-cinquième congrès de l'Union nationale des fédérations d'HLM, lundi 28 mai, M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme et du logement, a annoncé que lors de l'établissement de la politique des loyers pour 1985, « le gouvernement s'abstiendra d'imposer les circonstances économiques exceptionnelles » qui lui ont permis en 1983 et en 1984 de limiter la hausse des loyers en cours à 30 % de l'évolution de l'indice. Cette décision, prise en accord avec M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, s'appliquera également aux autres secteurs du logement locatif, y compris le secteur privé.

Pour améliorer l'élaboration des politiques locales du logement, les conseils départementaux de l'habitat seront mis en place avant la fin de l'année. Ces organes nouveaux, prévus par la loi de décentralisation, qui réuniront constructeurs sociaux, publics et privés, élus locaux et représentants des usagers sous la présidence des commissaires de la

De notre envoyée spéciale

République, donneront notamment leur avis sur la programmation des crédits. Enfin, le ministre a annoncé la mise à l'étude d'une sorte d'« Institut de l'habitat social », associant la Caisse des dépôts et le Crédit foncier, destiné à offrir aux sociétés anonymes d'HLM - qui se sentent parfois un peu isolées, quand elles ne sont pas rattachées à un groupe puissant - un outil d'accompagnement - des évolutions et des restaurations inéluctables.

Répondant, sans le nommer, à M. Marcel Lait, président de la Fédération des sociétés anonymes d'HLM, qui avait, au cours du congrès dans une intervention remarquée, annoncé la préférence dans les années à venir des établissements financiers et des organismes d'HLM les plus puissants, en raison du désengagement de l'Etat et des collectivités locales, le ministre a longuement mis la fatalité d'une telle évolution, qui conduirait à la « banalisation du secteur HLM », qui « rendrait ainsi sa vocation sociale ».

Au-delà de l'annonce de la politique des loyers en 1985, qui répond à une des revendications des propriétaires bailleurs sociaux mais inquiète les associations de locataires, le ministre a rendu hommage à M. Albert Dauvergne, président depuis presque trente ans de l'Union nationale des HLM, « symbole et

garant de l'unité du mouvement et de son rôle historique dans le développement d'une politique nationale du logement social.

La séance de clôture de ce quarante-cinquième congrès a en effet revêtu un caractère plus solennel qu'à l'accoutumée. Se détachant du style habituel de ses discours, souvent ancrés sur les revendications conjoncturelles des HLM, M. Dauvergne a retracé, avec une passion contenue, le chemin parcouru depuis vingt-cinq ans qu'il conduit le mouvement HLM et dit avec force sa foi dans l'avenir de cette institution : « Je vois un mouvement HLM fort, renouvelé, bien dans son siècle, modernisé dans ses méthodes, attirant des hommes et des femmes de qualité, soucieux de servir (...). C'est le destin de l'homme et c'est se grandir de toujours reconstruire ce que le temps transforme. Nous sommes, vous savez, nous sommes là ! »

Ce discours résonnait comme un adieu. Il est possible en effet que M. Albert Dauvergne, qui est né en 1905, député socialiste du Nord depuis 1956, président du Conseil général, président de la communauté urbaine de Dunkerque, pour ne citer que les principales de ses responsabilités, annonce prochainement à l'adhésion du mouvement HLM. C'est avec obéissance qu'il a été applaudi par les congressistes.

J. D.



Pour réussir, déployez-vous!

Prenez votre véritable dimension : celle des vrais professionnels de la gestion. Ceux que les entreprises recherchent et engagent. Ceux qui sortent du lot. Ceux qui ont quelque chose de plus.

Par exemple, d'avoir obtenu le diplôme du programme de formation polyvalente en gestion.

Administration de l'Entreprise

Celui qui vous offre la possibilité unique d'acquiescer en 9 mois d'études à plein temps une formation méthodologique et technique valable pour trente ans de réussite professionnelle. Parce que ce program-

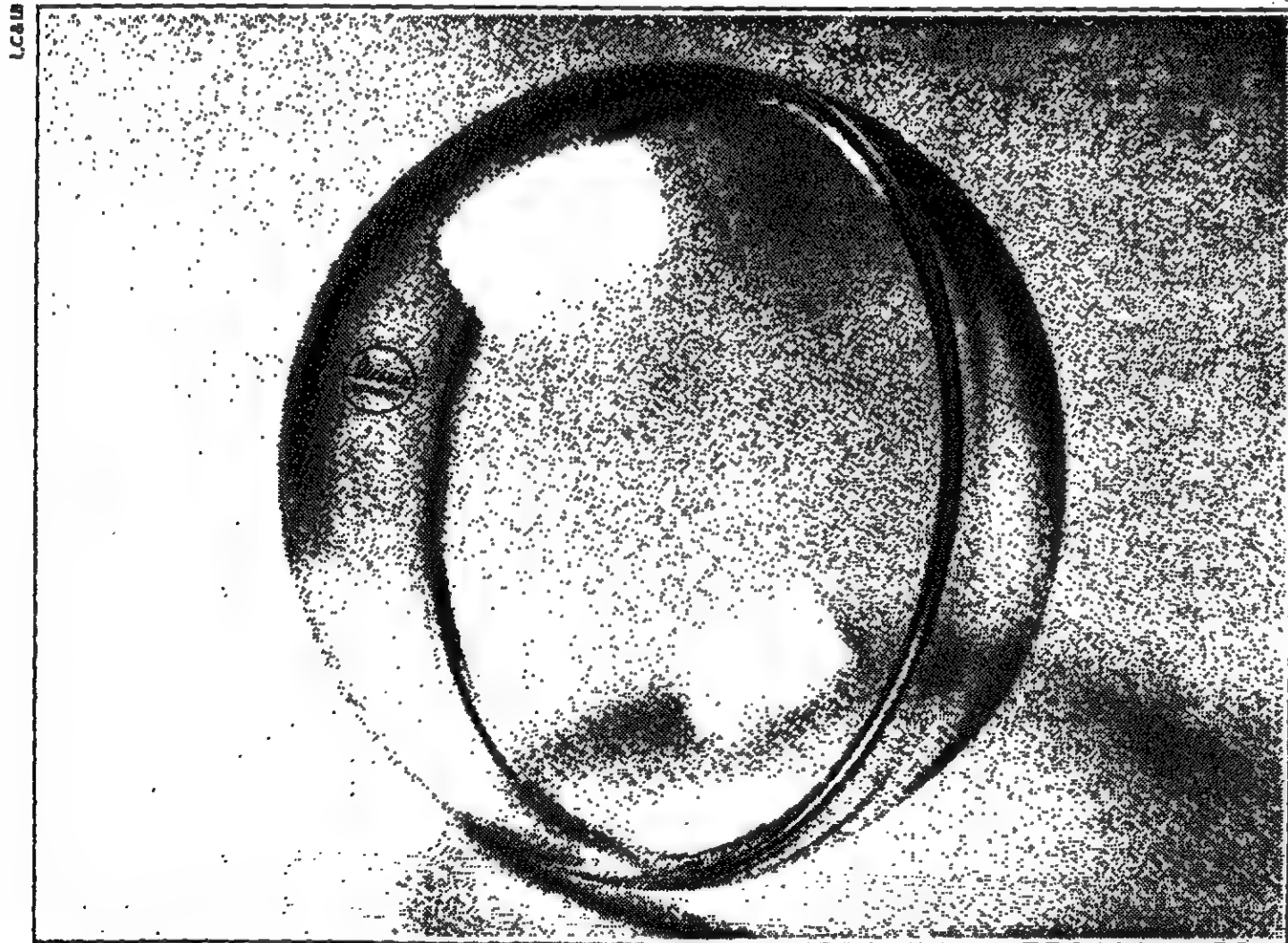
me est différent. Son but exclusif est de former des managers immédiatement opérationnels, dans un cadre et avec des méthodes d'entreprise.

La prochaine session débute en octobre 1984. Vous pouvez encore être l'un des quarante stagiaires qui y seront admis. Il vous suffit de demander sans engagement un dossier complet d'information.

ECADÉ Ecole d'Administration et de Direction des Entreprises
Rue du Bugnon 4,
CH-1005 Lausanne (Suisse) - Tél. (021) 221 511

Que savez-vous du verre?

Mission à 7.000 m au fond de l'océan.



Cette sphère en verre - densité 2,31 kg/l, épaisseur 6,7 mm, diamètre 25,4 cm - a été immergée à de grandes profondeurs. Elle contribue à l'exploration des fonds marins.

Si l'homme voyage fréquemment dans l'espace et qu'il s'est aventuré à faire ses premiers pas sur la lune, il n'est toutefois pas parvenu à les faire sur les grands fonds marins. Tout au plus, il y prélève aujourd'hui des échantillons grâce à nos flotteurs en verre qui résistent à une pression de l'eau équivalente au poids de 10 locomotives, à 7.000 m de profondeur.

Le verre soumis à de fortes pressions ne se déforme pas. Jusqu'à une certaine limite, sa surface devient même plus résistante. Pour l'exploration des fonds marins, nos sphères sont immergées avec des dispositifs de carottage. Une fois le fond atteint, le lest se décroche et une carotte prélève automatiquement des échantillons du sol. Seules des sphères

en verre spécial ont la flottabilité nécessaire pour remonter à la surface.

Le verre peut être plus résistant que tout autre matériau.

La résistance du verre est exigée aussi dans ses applications sur terre ferme. Ainsi, les hublots de sécurité Maxos® pour le contrôle visuel dans les installations industrielles ou les chaudières pressurisées sont fabriqués avec notre verre spécial.

Le verre résistant à de fortes pressions n'est qu'un exemple des propriétés particulières que nous pouvons donner au verre. Et les possibilités de ce matériau sont loin d'être épuisées: nous travaillons sans cesse à des projets de recherche et à de nouveaux produits.

Le Groupe SCHOTT:

34 entreprises avec 40 centres de production dans le monde entier, plus de 250 agences de distribution en France et à l'étranger. Plus de 50.000 articles fabriqués pour un chiffre d'affaires de 3,9 milliards de francs.

Maxos® est une marque déposée de SCHOTT GLASWERKE, Mayence.

SCHOTT FRANCE
6, rue des Bateliers - 92110 Clichy.



SCHOTT

Nous perfectionnons sans cesse le verre.

SONEDE

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 84/23

Alimentation en eau potable du SAHEL CENTRAL et du SAHEL SUD

LOT N° 5 : TRANSPORT ET POSE DE CANALISATIONS

La Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux lance un appel d'offres international pour le transport, pose, essais de conduites et construction d'ouvrages.

Il se subdivise en DEUX (2) SOUS-LOTS.

Sous-lot 5.1 - Mise en œuvre de 33 000 m de tuyaux de Ø compris entre 500 et 1 250 mm.

Sous-lot 5.2 - Mise en œuvre de 55 000 m de tuyaux de Ø compris entre 500 et 800 mm.

Cet appel d'offres s'inscrit dans le cadre d'un projet financé partiellement par le FOND ARABE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL (FADES).

Les entreprises qui désirent participer à cet appel d'offres peuvent se procurer les cahiers des charges auprès de la SONED (Service Préparation des marchés) contre paiement de la somme de : CENT CINQUANTE (150) DINARS TUNISIENS.

Les offres doivent parvenir à la SONED sous pli recommandé avec accusé de réception ou être remises contre reçu au plus tard le 20 juillet 1984 à 10 heures au 23, rue Jawahar Lal Nehru - Moncefary - Tunis.

L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 11 heures.



RÉPUBLIQUE TUNISIENNE
ET MINISTÈRE DE L'ECONOMIE NATIONALE
COMPAGNIE DES PHOSPHATES DE GAFSA

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 3574

La compagnie des phosphates de Gafsa lance un appel d'offres international, en vue d'acquiescer les engins miniers énumérés ci-après, destinés à l'exploitation souterraine dans les mines de phosphate du bassin de Gafsa :

- 10 chargeurs sur pneus de 1 CUV
- 2 chargeurs sur pneus de 2 CUV
- 1 chargeur sur pneus à fourche
- 1 chargeur sur pneus de 3 CUV

Les entreprises intéressées par cet avis peuvent retirer le dossier d'appel d'offres contre le paiement de la somme de 100 dinars (cent dinars), à notre service général 9, rue du Royaume-de l'Arabie-Soudane, 1035 Tunis P.P.

Les offres en six exemplaires et en langue française doivent parvenir au nom de monsieur le directeur des achats de la Compagnie des phosphates de Gafsa, 2130 Medjez (Tunis), avant le 4 juillet 1984 à 9 h. L'enveloppe extérieure devra obligatoirement porter la mention suivante :

Appel d'offres N° 3574

Engins miniers

Ne pas ouvrir avant le 4 juillet 1984.

L'ouverture des plis publics aura lieu le 4 juillet 1984 à la direction des achats à Medjez à 9 h.

Toute offre parvenant par téléfax ou après cette date ne sera pas prise en considération.

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

(Nappes)

Construction du nouvel Opéra de la Bastille dans le 12^e arrondissement de Paris. Il est rappelé qu'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique entraînant une modification du plan d'occupation des sols de Paris sur le projet de construction du nouvel Opéra de la Bastille, dans le 12^e arrondissement est actuellement ouverte depuis le 28 mai 1984 :

- à la PRÉFECTURE DE PARIS, Cité administrative Morland, 17, boulevard Morland, 75004 Paris ;

- à la MAIRIE du 12^e arrondissement de Paris, 130, avenue Daumesnil, 75012 Paris.

Les intéressés peuvent prendre connaissance du dossier d'enquête et produire s'il y a lieu leurs observations sur le projet en cause :

- à la PRÉFECTURE DE PARIS

a) Du lundi au vendredi, de 9 à 12 heures et de 14 à 17 heures ;

b) Les mardis 9, 16 et 23 juin 1984, de 9 à 12 heures ;

- à la MAIRIE du 12^e arrondissement de Paris : tous les jours (sauf samedis, dimanches et jours fériés), de 9 à 12 heures et de 14 à 17 heures.

Les observations seront consignées sur annexes aux registres ouverts à cet effet. Elles pourront également être adressées par écrit à M. le Président de la commission d'enquête « Opéra-Bastille », Préfecture de Paris, 75915 Paris Cedex 04.

Pendant les trois derniers jours de l'enquête, les 27, 28 et 29 juin 1984, la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public à la Préfecture de Paris, de 9 à 12 heures et de 14 à 17 heures, pour recevoir ses observations.

TOUTE UNE VILLE GAGNE.

Bravo à notre XV.

Pour la onzième fois, notre XV est champion de France. Et chaque année, la joie de toute notre ville est plus grande.

Cette victoire dépasse largement l'exploit sportif. Elle traduit les qualités morales et psychologiques de toute une région.

Depuis toujours, on aime gagner à Béziers.

Bravo à tout Béziers.

On est les premiers pour le rugby.

On est aussi les premiers pour les performances réalisées par nos entreprises. Les cash-flows des entreprises bitteroises sont là pour en témoigner.

On est encore les premiers pour préparer l'avenir. La Chambre de Commerce et d'Industrie de Béziers vient d'organiser un séminaire international pour apprendre à gérer l'incertitude, une véritable business school par son esprit, ses méthodes, ses travaux pratiques.

Ce séminaire a remporté un très fort succès auprès des chefs d'entreprises français.

Certes, à Béziers, il existe un art de vivre extraordinaire, mais il n'amoindrit pas le goût du combat et de la victoire.

Pour mieux connaître Béziers et ses possibilités d'implantation, appelez Monsieur Fournier au (67) 28.75.65.



BEZIERS. LE FUTUR CONCRET.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT
DES ACTIONS
DE LA SOCIÉTÉ
THANN ET MULHOUSE
PAR RHONE-POULENC S.A.

La Banque nationale de Paris, agissant pour le compte de Rhone-Poulenc S.A., s'engage à acquérir jusqu'au 29 juin 1984 inclus au prix unitaire de 100 F (coupon 36 et suivants attachés) toutes quantités d'actions Thann et Mulhouse qui lui seront proposées. Le dernier cours coté (18 avril 1984) était de 52,50 F.

Une note d'information, portant le visa de la COB n° 84141 du 23 mai 1984, est disponible dans les banques et chez les agents de change.

IMMOBANQUE

L'assemblée générale ordinaire s'est réunie le 23 mai 1984 sous la présidence de M. Gérard Billaud, pour approuver les comptes de l'exercice 1983 qui a été marqué par :

— une très sensible progression de l'activité d'immobilier, avec 203 599 000 F d'engagements nouveaux pris exclusivement en crédit-bail, correspondant à un doublement de la production en trois ans et faisant franchir le cap du milliard et demi de francs au montant brut cumulé hors taxes des engagements d'origine ;

— l'émission d'un emprunt obligataire à bons de souscription d'actions, le premier émis par une Sicom, d'un montant de 100 millions de francs, auquel le public a réservé le meilleur accueil.

Elle a constaté que le bénéfice s'élevait à 62 682 760,01 F contre 51 644 502,62 F au 31 décembre 1982, soit une progression de 21,37 %, et décidé de distribuer, à compter du 1^{er} juin 1984, un dividende global de 49 407 150 F, soit 39 F par action (+ 11,43 %).

L'Éducation
Pour comprendre ses enfants.
Pour préparer leur avenir.
L'information sûre.

Manuel.
En vente partout.
11 F



Locafrance

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 23 mai 1984, a approuvé les comptes de l'exercice 1983 et fixé la somme distribuable à 25 128 832 F contre 16 752 560 F au titre de l'exercice antérieur et le dividende à 16 F par action sur un capital augmenté de 50 %.

Au cours de cette assemblée, le président Gérard Billaud a notamment déclaré : « L'activité de notre groupe au cours de l'exercice 1983 s'est, à nouveau, placée sous le signe de l'expansion. »

Cette expansion résulte :

— D'une part, des effets d'une politique de croissance externe qui a permis à Locafrance de prendre le contrôle de deux établissements financiers spécialisés et, au début de 1984, une participation importante dans la banque de la machine-outil française CREDIMO ; l'entrée de notre société dans le capital de la banque des professionnels de la machine-outil et des systèmes de production automatisés permettra d'élargir les concours accordés aux technologies de l'avenir qui constituent la productivité et la robotique.

— D'autre part, de la poursuite de notre croissance interne, le niveau d'activité des sociétés du groupe continuant à progresser d'environ 15 % au terme de l'exercice 1983, et à un rythme encore plus élevé, au cours des premiers mois 1984.

En 1983, une nouvelle société dénommée Promodata-Distribution a été créée. Son capital est détenu à 80 % par Promodata, filiale de Locafrance, et à 20 % par la STERIL.

L'activité de Promodata-Distribution a pour objet le négoce et la distribution de produits informatiques de grande diffusion, par l'exploitation sous l'enseigne AGENA de surfaces de vente spécialisées dans la distribution de matériels de micro-informatique.

L'entrée du groupe Locafrance dans le domaine de la distribution informatique apparaît ainsi comme un complément naturel de l'activité de Promodata, en prolongeant le domaine de ses opérations de location informatique.

dont le montant en volume de contrats signés a dépassé, en 1983, 1 milliard 400 millions de francs, chiffre qui place Promodata en tête de la profession des loueurs d'ordinateurs.

Sur le plan du développement de ses activités internationales, Locafrance est amenée à apporter sa compétence professionnelle tant à ses actionnaires principaux qu'à des groupes extérieurs pour l'implantation de sociétés de leasing à l'étranger.

Ces sociétés, dont Locafrance assurera la gestion avec ou sans participation au capital, permettront de constituer des points d'appui pour le financement des ventes à l'étranger des fournisseurs et clients du groupe.

Ce bref panorama des activités de votre groupe permet de conclure qu'elles se situent résolument dans une phase de croissance, caractérisée par deux aspects :

— Sur le plan de la croissance interne, par rapport à fin 1980, c'est-à-dire en trois exercices, votre groupe a réussi à accroître des deux tiers ses fonds propres, ses investissements et ses encours. Ces derniers atteignent désormais 7 milliards de francs et dépassent largement les 8 milliards de francs en incluant les filiales de crédit-bail immobilier.

— Sur le plan des services offerts à la clientèle, l'évolution des activités para-bancaires et financières ont conduit vos dirigeants à franchir les limites traditionnelles des activités de votre société, pour aborder le domaine de la distribution et, à l'étranger, celui de l'ingénierie financière.

Cette évolution entraîne une nécessaire adaptation des structures de votre groupe aux nouvelles tâches qu'il s'est fixées et un effort accru de rationalisation de sa gestion. La réalisation de ce double objectif permettra de poursuivre avec succès l'expansion du groupe Locafrance.

A l'issue de cette assemblée, une assemblée générale extraordinaire a autorisé le conseil d'administration à émettre des obligations à bons de souscription d'actions.

SCETA-SALVEPAR

Les sociétés SCETA (Société de contrôle et d'exploitation du transport ferroviaire), filiale de la SNCF, et SALVEPAR (Société alsacienne et lorraine de valeurs, d'entreprises et de participations) qui, par l'intermédiaire de la société de portefeuille SFEFTD (Société financière et d'exploitation France transports domicile), contrôlent le capital de la SNTR Culberson, se sont mises d'accord pour participer à une restructuration du capital de cette entreprise.

Cette opération comportera notamment la disparition de la SFEFTD et la transformation en holding de la SNTR Culberson, dont le capital se trouvera réparti entre SCETA (50,1 %) et SALVEPAR (49,9 %).

Culberson demandera son introduction au second marché de la Bourse de Paris et la participation de SALVEPAR sera ramenée alors aux environs de 34 %.

NV Koninklijke Nederlandsche Petroleum Maatschappij
(Royal Dutch) Établie à La Haye, Pays-Bas

Dividende complémentaire 1983

A l'Assemblée Générale des Actionnaires, tenue le 17 mai 1984 à La Haye, il a été décidé de fixer le dividende complémentaire pour 1983 à fl. 5,40 par action d'une valeur nominale de fl. 10, de telle sorte que le dividende total pour 1983, y compris le dividende intermédiaire de fl. 3,45 déjà mis en paiement en septembre 1983, s'élèvera à fl. 8,85 pour chacune des actions.

Sous déduction de l'impôt néerlandais sur le dividende (25%) et contre remise du coupon No. 175 des certificats d'action au porteur munis de coupons, le dividende complémentaire sera payable en France, à partir du lundi 28 mai 1984, auprès de :

Lazard Frères & Cie
121, boulevard Haussmann
Paris, 8e.

Les actionnaires ayant leur domicile fiscal en France pourront obtenir une exonération (de 10 %) de l'impôt sur le dividende, si les coupons sont accompagnés, lors de leur présentation, de la déclaration "Inkomstenbelasting nr. 92F", prévue pour l'application de la convention franco-néerlandaise de double imposition.

Ont droit au dividende complémentaire pour les actions au porteur dont les certificats sont munis d'une feuille de dividende qui ne se compose pas de coupons séparés (dits titres

CF), ceux qui, le 17 mai 1984, à la fermeture des bureaux, sont détenteurs de telles actions et dont les feuilles de dividende se trouvent à cette date en dépôt auprès de Sicovam. Le dividende complémentaire sera versé le lundi 28 mai 1984 sous déduction de l'impôt néerlandais sur le dividende (25%) au "Centrum voor Fondsenadministratie B.V." (Centre pour l'Administration de Valeurs mobilières), qui en assurera le transfert à Sicovam.

L'exonération (de 10%) de l'impôt néerlandais sur le dividende est obtenue en présentant, lors de l'encaissement du "certificat de coupon" délivré par Sicovam, la ou les déclarations "Inkomstenbelasting nr. 92F" ou "nr. 95F". Les personnes domiciliées en France bénéficieront dans ce pays d'un crédit d'impôt d'un montant égal à la retenue de 15% effectuée aux Pays-Bas. Lazard Frères & Cie tiendra à la disposition des intéressés des instructions précisant les modalités de présentation.

Le crédit en compte ou le paiement de la contre-valeur du dividende seront effectués en francs français au cours du jour, déduction faite de l'impôt français exigible et de la commission de change d'usage.

La Haye, le 18 mai 1984.
LA DIRECTION

GROUPEMENT
POUR LE FINANCEMENT
DE LA CONSTRUCTION
(GFC)

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires s'est réunie le 23 mai 1984, sous la présidence de M. Roger Papez, et a approuvé les comptes de l'exercice 1983.

Ses propositions de conseil d'administration, l'assemblée a fixé le dividende par action à 16,70 F, contre 15,30 F pour l'exercice précédent.

Ce dividende sera mis en paiement à compter du 9 juillet 1984 contre remise du coupon n° 38 A/B.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT - obligations 10,20 % - 1978

Les intérêts courus du 3 juin 1983 au 2 juin 1984 seront payables à partir du 3 juin 1984 à raison de 91,80 F par titre de 1 000 F nominal contre détachement du coupon n° 8 après une retenue à la source d'impôt de 10,20 %.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 15,29 F augmenté de 1 % des intérêts bruts (contribution au bénéfice de la Caisse nationale des allocations familiales), soit un total de 75,49 F.

Le paiement des coupons et le rachat des titres seront effectués sans frais aux caisses des comptables

directs du Trésor (trésorerie générale, sections des finances et perceptions), auprès de bureaux de poste, de la Caisse des dépôts et consignations, au siège de la CNT, 20, avenue Rapp, Paris-17^e, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires habilités.

Il est rappelé :

— d'une part, que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la CNT ;

— d'autre part, que les obligations portant la lettre de la série D sont remboursables depuis le 3 juin 1982.

NOTRE PROFESSION,
LES MATERIAUX DE CONSTRUCTION

- 340 ÉTABLISSEMENTS EN FRANCE.
- 7 MILLIARDS DE FRANCS DE CHIFFRE D'AFFAIRES I.T. CONSOLIDÉ 1983.
- 105 MILLIONS DE FRANCS DE BÉNÉFICE CONSOLIDÉ 1983.

AUGMENTATION DE CAPITAL
DE F 108.191.000 A F 129.829.200.

par l'émission de 432.764 actions nouvelles de F 50 nominal chacune à souscrire en numéraire.

Prix d'émission : F 290 par action (soit F 50 représentant le nominal de l'action et F 240 représentant la prime d'émission) à verser en totalité à la souscription.

Jouissance des actions nouvelles : 1^{er} janvier 1984.

Droit préférentiel de souscription : (coupon n° 35).

— A titre irréductible : 1 action nouvelle pour 5 actions anciennes ;

— A titre réductible : souscriptions admises.

Délaï de souscription : 28 mai 1984 ou 28 juin 1984 inclus.

BALO du 21 mai 1984. Une note d'information qui a reçu le visa COB 84-114 du 7 mai 1984 est à la disposition du public sans frais au siège de la Société et dans les établissements chargés du placement.



21-23, rue des Ardenes - 75009 Paris.

Banque Européenne
d'Investissement

INSTITUTION DE DROIT PUBLIC CRÉÉE PAR LE TRAITÉ DE ROME ÉTABLISSANT LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

Siège provisoire : 100, boulevard Konrad Adenauer à Luxembourg
Capital : 14.400.000.000 d'Ecus

EMPRUNT 13,70 %
MAI 1984
DE 1,2 MILLIARD
NOMINAL

REPRÉSENTÉ PAR 240.000 OBLIGATIONS DE F 5000 NOMINAL

Prix d'émission : 99,74 %
Jouissance : 12 juin 1984
Taux de rendement
actuel brut
pour le souscripteur :

13,75 %

(au 12 juin 1984
date de règlement des souscripteurs)
Durée : 10 ans

Amortissement normal :

Les obligations seront amorties
en totalité le 12 juin 1994

par remboursement au pair.
Avant ce terme, il sera procédé

en fonction des conditions du marché,
au cours des 7 premières années à des
amortissements annuels par rachats
en Bourse, portant au total
sur un maximum de 67.200 obligations.
Pour ce faire, le B.E.I. a donné mandat
à la Banque Nationale de Paris
d'acheter pour son compte,
les obligations ci-dessus, à concurrence chaque
année, du montant de l'amortissement prévu,
à des prix du plus élevé au pair, compte tenu des
frais, courtages, impôts et de la traction
courue du coupon avec possibilité d'anticiper
au cours des 6 mois suivant l'échéance
annuelle, les achats qui n'auraient pu être
réalisés pendant l'année précédente.
Le B.E.I. aura à tout moment le droit
de racheter les obligations sur le marché
d'acheter pour leur valeur nominale
les obligations ainsi rachetées sur les
amortissements annuels.

Amortissement anticipé :
autorisé par rachats en Bourse,
interdit par remboursement.

Régime fiscal :

en vertu de l'article 8, paragraphe 2
de la loi française n° 66-596 du
12 juillet 1965, les titres du présent
emprunt sont assimilés à des
obligations françaises et seront
donc soumis au régime fiscal des
emprunts classiques (notamment
abattement de F 5000 par an
et, pour le solde, option éventuelle
pour le prélèvement de 25 %).

Cotation :
à la Cote Officielle (Bourse de Paris).

Une note d'information qui a reçu le visa 84-143 du 24 mai 1984 de la Commission des Opérations
de Bourse, a été publiée par l'Agence Economique et Financière du 28 mai 1984.

Balo du 28 mai 1984.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. L'AVENIR DE LA COMMUNAUTÉ: «L'heure de vérité», par Henri Frey; «L'atome entre la France et l'Allemagne», par François de Ros.
11. L'Édit Stein, d'Élisabeth de Mithel.

ÉTRANGER

3. AMÉRIQUES
4. EUROPE
5. PROCHE-ORIENT
6. AFRIQUE
7. ASIE

LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

8. Les «pistes littéraires» dans la campagne.
9. En Belgique: les élections qu'on ne peut pas gagner.

DOSSIER

10. Le point sur le Parlement européen.

POLITIQUE

12. A l'Assemblée nationale: la réforme du scrutin pour l'élection de la Nouvelle-Calédonie sera préparée par un comité d'experts.

SOCIÉTÉ

13. Éducation: «Les parents catholiques et leur école» (II), par Charles Viel.
16. SPORTS: les internationaux de France à Roland-Garros.

CULTURE

18. ROCK: deux rendez-vous, deux films.
21. COMMUNICATION: la bataille sur les prix des livres.

ÉCONOMIE

33. SOCIAL: la négociation sur la flexibilité de l'emploi.
34. LOGEMENT: les loyers en 1985.

RADIO-TÉLÉVISION (20) INFORMATIONS «SERVICES» (17):
 Vie associative: «Journal officiel»; «Météorologie»; «Mots croisés».
 Annonces classées (22 à 31); Carnet (31); Programmes des spectacles (19-20); Marchés financiers (37).

«Nouvelle crise à l'Observateur». — L'hebdomadaire britannique The Observer a pu paraître dimanche 27 mai en raison d'un mouvement de grève des typographes, qui réclament des hausses de salaires. Le propriétaire, M. Rowland, a une nouvelle fois menacé de fermer le journal. Il avait déjà fait le mois dernier lors d'un conflit avec le rédacteur en chef, M. Treford, à propos d'un reportage sur les atrocités commises au Zimbabwe dont il contestait la véracité. — (AFP).

CESSATION D'ACTIVITÉ
 En NEUVILLE, fabricant d'un très beau prêt-à-porter FAIT MAIN en pure laine peignée, soie, alpaga, cashmere
COSTUMES ET VESTES jusqu'à épuisement du stock
650 à 850 et possibilité de réaliser sur le stock de tissu quelques
COSTUMES MESURE
HAUTE COUTURE à partir de
1.390 F
 (sans interruption 10 à 19 heures)
 5, RUE D'ANTOIS, PARIS (VIII)

A B C D F G H

APRÈS LES PERQUISITIONS A FR 3-LILLE ET L'INCARCÉRATION D'UN JOURNALISTE DE «PARIS-MATCH»

Le Sénat retarde l'examen du projet sur la presse

La discussion des articles du projet de loi sur la presse ne devait commencer au Sénat que le mardi 29 mai, au lieu du lundi 28 comme il était prévu. L'incarcération de M. Jean Tanguier, journaliste de Paris-Match, et les perquisitions, suivies de saisies de documents à FR 3-Lille et à l'AFP (le Monde du 29 mai), entraînent suffisamment dans les préoccupations exprimées par la commission spéciale chargée d'examiner le texte de loi pour qu'elle s'en tienne.

A l'ouverture de la séance, lundi soir, M. André Fossat (Un. cent., Hauts-de-Seine) demandait au gouvernement de s'expliquer sur «les pratiques d'un autre âge» utilisées dans les deux affaires. Après une suspension de séance demandée par M. Charles Pasqua (RPR, Hauts-de-Seine), président de la commission spéciale, M. Fossat a jugé «graves» les «affaires évoquées» qui, a-t-il ajouté, doivent être «examinées sans passion» et «sans arrière-pensée partisane». Établissant une «différence de nature» entre les deux affaires, il a observé que «la ligne de partage est difficile à trouver» entre la tâche de la justice qui doit utiliser les moyens utiles à la manifestation de la vérité et à la recherche des coupables, et le souci de ne pas «aller jusqu'à transformer les professionnels de l'information en exécutaires de justice ou de police». Sans nier la nécessité d'une intervention du législateur, M. Fossat a néanmoins jugé «inopportune» de «vouloir la faire à l'occasion de la loi» en discussion, d'autant que la réflexion s'est engagée au sein du gouvernement sur

cette question actuellement étudiée par la commission presse-justice.

M. Dominique Pado (Un. cent., Paris) a déposé un «point commun» entre les deux affaires. Les perquisitions effectuées à Paris-Match ont permis à la police de prendre des documents n'ayant rien à voir avec l'affaire en cause, et certaines des cassettes saisies à FR 3-Lille peuvent contenir des documents autres que ceux relatifs à la manifestation anti-Le Pen. Pour M. Charles Lederman (PC, Val-de-Marne), le lien entre ces deux affaires différentes se situe dans le temps: «Il faut penser que dans les deux cas il peut être question de la liberté de l'information».

La commission spéciale, qui avait demandé que la séance soit levée, a procédé au milieu de la nuit à l'adoption de M. Roger Bouzinac et de M. Franck Tépach, directeur général des éditions Filipacchi, qui édite notamment Paris-Match. Ce dernier a déclaré que, sans avoir un inventaire exhaustif des pièces saisies par la police, il pouvait assurer que des documents ayant trait à l'affaire Lebovici avaient été emportés. Au nom de la Fédération nationale de la presse française, M. Bouzinac a insisté sur la gravité que constitue l'incarcération d'un journaliste. Selon lui, l'amalgame entre Paris-Match, FR3-Lille, l'AFP à Lille et FR3-Corse est justifié car, dans tous les cas, ces interventions ont permis à la police de saisir des documents qui n'avaient rien à voir avec les motifs déclenchant les procédures en cause.

ANNE CHAUSSEBOURG.

Les élections européennes

LE COMITÉ DE SOUTIEN DE LA LISTE SOCIALISTE

Le Parti socialiste a rendu public, mardi 29 mai, la composition du comité de soutien à la liste conduite par M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, pour les élections européennes. Ce comité compte, dans son état actuel, quelque trois cent quinze personnalités des milieux syndicaux, universitaires, culturels, etc. Ce comité comprend notamment:

M. et Mme René Allio, Stéphane Aubry, Élisabeth Badier, Raphaël Bakri, Georges Balandier, Igor Barre, Breyten Breytenbach, Claude Chabrol, Edouard Charles-Roux, François Châtelet, François Colombeau, Yla Combe, Jean Cornet, Costa Gavarró, Gérard Depardieu, Maurice Duverger, Jean Elie, Michel Fassin, Jean-François Fassin, Nicole Garcia, Maurice Godé, Gélise, Félix Guattari, Roger Hanin, Pierre Jabez-Ellis, André Jeanson, Jean et Nita Kétyan, Henri Laborit, Marie-Antonietta Macchi, Étienne Manac'h, Pierre Molnot, Edgard Morin, Hélène Parmella, Jean-Claude Pecker, Michel Piccoli, Jean Riboud, Françoise Sagan, Laurent Schwartz, Bertrand Tavernier, Charles Trepo, Roger Valet.

DE LA PLUS SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS
 avec la garantie d'un grand maître tailleur
PANTALONS 590 F
POUSSES 1 750 F
MESURE 1 750 F
NOUVELLE COLLECTION 3 000 F
 L'ensemble des robes anglaises
 Fabrication traditionnelle
 Boutique Femme
TAILLEURS, RUPES, MANTEAUX
 sur mesure
 UNIFORMES ET ROBES MILITAIRES
 Prêt-à-porter Homme
LEGRAND Tailleur
 27, rue de la République, Paris - Opéra
 Téléphone: 742-70-61.
 Du lundi au samedi, de 10 h à 18 h.

(Publicité)

à Beaune, une visite exceptionnelle
PATRIARCHE PÈRE ET FILS
 les plus grands vins dans les plus grandes caves

Cricket DE STEINER
 Convertible à sommier à lattes de bois, se fait en dimensions: 80 x 190, 140 x 190, 160 x 190, tissu ou cuir
CAPÉLOU
 37, rue de la République - PARIS 11 -
 Distributeur: M. P. P. - Tél.: 357-46-35

(Publicité)

Le numéro de «Monde» daté 29 mai 1984 a été tiré à 473 868 exemplaires

(Publicité)

Coordonnez Moquettes
 + Tissus chez
Artirec

LA TEINTE EXACTE QUE VOUS MÉRITEZ (parmi 300), la durée, la beauté, la résistance aux taches, l'anti-électrostat, la coordination sols-murs, la matière.

Votre bonheur est chez Artirec avec 500 000 m² de stock disponible aux prix garantis les plus bas, non piégés (- 5 % lect. de séduction). Pose rapide assurée.

Aussi: moquettes-dalles (quasi éternelles: on permute les dalles); dalles-pellicles caoutchouc; miroirs murs et plafonds (multiplient l'espace et l'humidité); tapis d'art, etc.

Il faut aller 4, bd Bastille, M^e Rapée, 340-72-72, ou voir le dépôt mystère de l'Impasse Saint-Sebastien, 11 (par le 32, rue Saint-Sebastien), que se repèrent architectes, décorateurs. Tél. 355-66-50.

Mis au point au Japon

UN MÉDICAMENT POURRAIT PROVOQUER UN AVORTEMENT EN VINGT-QUATRE HEURES

Une équipe médicale de l'hôpital universitaire de Tokyo annonce avoir mis au point un médicament, présenté sous forme d'ovules vaginaux, capable de déclencher un avortement en vingt-quatre heures. Commercialisé par Ono Pharmaceuticals, ce produit pourrait être rapidement autorisé par le ministère japonais de la santé et de la sécurité sociale.

Selon le Mainichi Shimbun, le vice-officiel sera accompagné d'une réglementation extrêmement stricte et l'autorisation de prescription ne sera accordée qu'à un nombre limité de médecins. Ce produit est actuellement expérimenté en France.

Le principe actif de l'ovule est une forme de prostaglandine. Découverte il y a près d'un demi-siècle, les prostaglandines constituent une famille de composés biologiques aux propriétés fascinantes. Leur rôle consiste à moduler la réponse des cellules à divers stimuli. On sait, depuis les années 70, que certaines prostaglandines peuvent être utilisées pour déclencher les contractions utérines de la femme enceinte. On a aussi, depuis, établi que ces substances peuvent avoir une action sur la structure du col accouchant son «mûrissement». Elles pouvaient donc, en théorie, être utilisées pour provoquer soit un accouchement, soit un avortement.

Plusieurs compagnies pharmaceutiques (Upjohn, Ono Pharmaceuticals, Schering AG) ont proposé des composés utilisant différents voies d'administration (injections intramusculaires, intraveineuses, transdermiques, comprimés). L'Organisation mondiale de la santé a entrepris des études cherchant à établir l'efficacité de ces composés présentés sous forme d'ovules placés dans le vagin, afin notamment de réduire les risques infectieux des avortements. Les résultats sont, dans l'ensemble, satisfaisants (1).

Les médecins japonais annoncent, après une étude réalisée sur cinq cents femmes enceintes, que leur produit est efficace à 80 % pour les grossesses jusqu'à douze semaines et à 90 % pour des grossesses de vingt-cinq semaines (avortements tardifs). Il ne s'agit pourtant pas à proprement parler d'un produit «miraculeux» dans la mesure où un curetage de l'utérus reste souvent nécessaire après l'avortement.

JEAN-YVES NAU.

(1) Population Reports, série G, n° 8 (avril 1982), édition française.

LES ANIMATEURS DE «7 SUR 7» EMBANCHÉS À CANAL PLUS

Les trois animateurs du magazine dominical d'informations de TF1 «7 sur 7» quittent la première chaîne pour la future quatrième. M. Pierre Lescaud, codirecteur de Canal Plus et ancien directeur de l'animation d'Antenne 2, a indiqué, mardi 28 mai, que Frédéric Boulay, Jean-Louis Burgat et Erik Gilbert dirigeront l'équipe de huit journalistes chargée de l'information. Les trois journalistes ont fait leur carrière dans l'audiovisuel: J.-L. Burgat et E. Gilbert à Europe 1, RMC, France-Inter et TF1. F. Boulay dans les deux premières chaînes de télévision. Ils présenteront leur dernière émission dimanche 8 juillet. «7 sur 7» reprendra à la rentrée (9 septembre) avec un nouveau présentateur, Jean Lanzi, directeur de l'information de TF1.

Le numéro de «Monde» daté 29 mai 1984 a été tiré à 473 868 exemplaires

(Publicité)

Coordonnez Moquettes
 + Tissus chez
Artirec

LA TEINTE EXACTE QUE VOUS MÉRITEZ (parmi 300), la durée, la beauté, la résistance aux taches, l'anti-électrostat, la coordination sols-murs, la matière.

Votre bonheur est chez Artirec avec 500 000 m² de stock disponible aux prix garantis les plus bas, non piégés (- 5 % lect. de séduction). Pose rapide assurée.

Aussi: moquettes-dalles (quasi éternelles: on permute les dalles); dalles-pellicles caoutchouc; miroirs murs et plafonds (multiplient l'espace et l'humidité); tapis d'art, etc.

Il faut aller 4, bd Bastille, M^e Rapée, 340-72-72, ou voir le dépôt mystère de l'Impasse Saint-Sebastien, 11 (par le 32, rue Saint-Sebastien), que se repèrent architectes, décorateurs. Tél. 355-66-50.

Sur le vif

Névrose

L'autre jour, j'étais chez moi, tranquille, paisible, en train de me ronger les ongles. Je ne demandais rien à personne. Et voilà que le téléphone sonne. Ça, je n'aime pas. Je suis dans l'annuaire et une fois sur deux c'est un lecteur qui me convoque pour me passer un savon. Mais, bon, comme j'étais seule, je décroche. Et j'entends une voix d'homme, un monsieur qui me dit:

— Vous me connaissez.
 — Ça m'étonnerait.
 — Si je vous ai écrit une très longue lettre. A l'encre violette, vous devez vous en souvenir.
 — Vous savez j'en rapais pas mal... C'était à quel sujet?
 — Au sujet de votre névrose.
 — Quelle névrose?
 — Votre problème avec l'image du père.
 — Tiens, vous connaissez mon père?
 — Non, mais j'ai lu votre billet sur les toilettes.
 — Je ne comprends pas... Vous avez l'impression d'avoir rencontré mon père dans les toilettes?
 — Intéressant ça! C'est bien ce que je pense. Il y a du dit derrière votre non-dit.
 — Non, mais dites donc!
 — Vous avez besoin de verbaliser.

— Vous me confiez une conversation ou quoi?
 — Pas du tout je voudrais soulever votre moi.
 — Non, mais ça ne va pas la tête!
 — Surtout, ça rôt. Surtout, ça rôt. Votre non n'est pas innocent comme aurait dit Lacan.

— Quoi?
 — En fait vos articles m'intéressent quelque part. A mon avis, vous souffrez d'une déprivation affective.

— Qu'est-ce que vous me racontez, j'adore mon père, il me le rend bien. Où est le problème?

— La problématique c'est que vous ne voyez pas le problème. Vous avez absolument besoin d'une analyse. Venez chez moi, j'ai un divan.

Alors là, j'ai compris: un pay! Et l'ancien en plus! Il a tout deviné. J'ai peur dans les ascenseurs. J'ai horreur des barbues, je ne supporte pas la présence de gens dans mon dos au restaurant. Et chaque fois que je croise mon directeur j'ai l'impression qu'il me bat froid, qu'il me déteste. Je suis raide folle et ça s'est vu. Que faire? Le pire c'est que j'ai raccoché, furieuse, sans lui demander son adresse. Pourvu qu'il me rappelle.

CLAUDE SARRAUTE.

Aux États-Unis

La Réserve fédérale soutiendra sans limite toute banque américaine en difficulté

La Réserve fédérale des États-Unis (Fed), banque centrale du pays, est disposée à «prêter, prêter, prêter» tout ce qu'elle pourra à toutes les banques américaines qui pourraient se trouver en difficulté. C'est ce qu'a déclaré, mardi 28 mai, à la télévision M. Martin Preston, vice-président de la Fed.

En prenant cette initiative, tout à fait inhabituelle, M. Preston a voulu réaffirmer solennellement que la banque centrale des États-Unis est prête à soutenir toute banque américaine qui se trouverait en difficulté. C'est ce qu'a déclaré, mardi 28 mai, à la télévision M. Martin Preston, vice-président de la Fed.

Son intention était d'inviter à nouveau une banque américaine comme celle qui s'est produite à la fin de la semaine dernière, lorsque des rumeurs inexactes se sont répandues sur la santé de la

quelques banques des États-Unis, la Manufacturers Hanover, la plus lourdement engagée sur l'Amérique latine.

M. Preston a assuré que les États-Unis ne se trouvent pas, aujourd'hui, «en bord d'une crise bancaire», celle de la Continental Illinois étant «rigide», selon lui.

Certaines experts estiment néanmoins que des risques de crises subsistent tant que la situation des pays «étrangers» n'est pas stabilisée. Les banques américaines qui ont des dépôts de fonds étrangers ne sont pas assurées, comme elle l'a fait, il y a quelques jours, pour la Continental Illinois, de ne pas être touchées par la crise.

Sur les marchés des changes, qui n'ont pas reçu d'indication, lundi, des marchés de New-York et de Londres, le dollar, mardi 29 mai, s'est légèrement raffermi à 2,737 DM contre 2,725 DM et à 8,42 F contre 8,397 F.

Le plus grand indice régional des places financières, après la séance qu'elle a tenue le mardi 28 mai, a

Institut portuaire d'enseignement et de recherche
Certificat d'Études Supérieures
 de transport international
 (2 ans)
 8 Octobre 1984 au 30 Juin 1985
 IPER-AFT
 100 rue de la République
 75001 PARIS CEDEX

ROUMANIE

UNE TERRE

UNE MER

Cet été pour changer, que diriez-vous d'un autre voyage, d'une autre terre, d'une autre mer?

La Roumanie vous attend, multiple, riche, étonnante.

Celle des profondeurs avec son Danube vert, ses Carpates, son folklore et celle de la Mer Noire, avec son bronzage intense, son farniente absolu et ses hôtels confortables.

Les prix? Pas plus gros que ça. N'hésitez pas.

1 semaine entre Danube et Carpates, avion compris, à partir de 3290 F.

2 semaines de farniente au bord de la Mer Noire, avion compris, à partir de 2680 F.

742 50 50 OFFICE NATIONAL DU TOURISME ROUMAIN

Je désire recevoir gratuitement votre documentation sur la Roumanie.

Nom _____

Adresse complète _____

Tél. _____

50 من الأصل